

Le financement des partis et l'amnistie

M. Rocard veut que la justice mène à terme les enquêtes sur les « affaires »

Une telle situation est préoccupante pour la démocratie, encore relativement jeune au Japon. D'ailleurs, dans les années de l'après-guerre, les extrémistes militaristes avaient profité de l'impopularité des politiciens pour s'emparer du pouvoir. On connaît la suite.

Enfin, combien de temps le Japon pourra-t-il continuer à avoir une stratégie économique dépourvue de vision politique ? La diplomatie d'après une presque superpuissance ne se fait plus dans les termes d'« administration » et de « relations » à l'extérieur. Il est temps que l'archipel, dont le prestige militaire est le troisième du monde, et dont la puissance économique se fait sentir partout, prenne la mesure de ses responsabilités internationales.

Tout ce qui est bon pour Mitsubishi n'est pas nécessairement bon pour le Japon, ou pour le reste du monde...

NICHEL KAJMAN,
(Lire la suite page 10.)

HENRI TINGO.
(Lire la suite pages 16-17)

ROBERT LAFFONT

PATRICE CLAUDE
(Lire la suite page 4)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA; Maroc, 5 dr.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 30 sch.; Belgique, 35 fr.; Canada, 1 dollar; Espagne/Mexique, 2,20 F; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Émirats, 11 fr.; Espagne, 160 pes.; G.-L., 80 ps.; Grèce, 180 dr.; Inde, 1800 L.; Libye, 6,000 L.; Luxembourg, 30 fr.; Norvège, 32 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 480 esc.; Roumanie, 336 F CFA; Suède, 12,80 dr.; Suisse, 2,60 S.; USA, 975 L; 1,80 S; USA, (cartes), 2,5



هكذا من الأصل

Débats

Le projet de loi sur l'éducation

II. - L'élitisme exacerbé

par BERTRAND GIROD DE L'AIN (*)

Pacifier « la Marseillaise »

par JEAN TOULAT (*)

OFFRANT ses vœux à la nation, à la télévision, le 1^{er} janvier dernier, le président de la République parlait de générosité, de concorde, de paix. A peine avait-il terminé qu'éclata le cri d'une chorale : « Aux armes, citoyens !... Qu'un sang impur abreuve nos sillons ! » Le 10 janvier suivant, au Forum international des solidarités, l'abbé Pierre, ovationné par la salle, déclarait : « A l'occasion du Bicentenaire de la Révolution, changeons en message d'amour les paroles de haine de la Marseillaise. »

Les paroles. Et non pas la musique, un air qui a scandé les grandes heures de notre histoire. Mais le message ? Comment, le 11 novembre, faire chanter aux enfants des écoles un appel belliqueux, alors qu'on célèbre l'armistice, l'arrêt des armes ?

De nombreux chefs d'Etat sont attendus à Paris pour le Bicentenaire. Leur ferons-nous entendre des paroles de haine et de vengeance, qui contrastent avec les hymnes de leurs propres pays ? God save the Queen, chantant les Britanniques. « Frères d'Italie, un seul drapeau, une seule espérance », dit-on à Rome. Outre-Rhin, on souhaite « Unité, Justice et Liberté pour la patrie allemande ». Et le Conseil de l'Europe a adopté comme hymne celui de Schiller, devenue l'Ode à la joie dans la Neuvième Symphonie de Beethoven.

A l'heure de la Communauté européenne, peut-on encore pourfendre les « despotes sanguinaires » et les « tigres sans pitié » ? Certains révolutionnaires aux-mêmes n'ont-ils pas été de « féroces soldats » ?

D'accord pour pacifier la Marseillaise, dira-t-on. Mais

est-ce possible ? L'histoire répond. En Belgique, la Brabançonne avait, elle aussi, un goût de sang, j'allais, une nuit de bivouac, en 1830, pendant la guerre d'indépendance contre le gouvernement hollandais. Trente ans après, l'Académie royale dotait le pays d'un nouvel hymne, la musique restant inchangée. Désormais, les Belges peuvent chanter avec fierté « Le Roi, la Loi, la Liberté ». De nos jours, l'Union soviétique, en 1977, a « déstalinisé » son hymne national en gardant le même air.

« On n'aimera jamais assez »

Notre Marseillaise elle-même, dans le passé, a accompagné d'autres messages. Au début de la Révolution française, les républicains rhénans chantaient, sur l'air de notre hymne, l'Hymne à la joie de Schiller. Et Lamartine, outre sa Marseillaise de la paix, a composé, sur la musique de Rouget de Lisle encore, une Marseillaise noire, en hommage à Toussaint-Louverture, héros de Haïti.

Cette bestiole — le texte de l'hymne révolutionnaire — n'est donc pas impronable. Sait-on que la maison de Dietrich, à Strasbourg, où ce chant a retenti pour la première fois, vit naître, soixante-six ans plus tard, celui qui devait s'appeler « le Frère universel », Charles de Foucauld ? Le matin même de sa mort, le 1^{er} décembre 1916, il traçait ces mots, comme un ultime appel : « On n'aimera jamais assez. »

Voilà une idée-force pour une nouvelle Marseillaise.

(*) Prêtre.

Dans son précédent article, Bertrand Girod de l'ain rappelait comment M. Lionel Jospin avait dû renoncer dans son projet de loi à créer un corps spécifique de professeurs de collèges, sous la pression des professeurs de lycée (le Monde du 29 juin).

ET maintenant que risque-t-il de se passer ? Quel est le scénario le plus vraisemblable ? Il est assez aisé à tracer à partir de l'imminence diagnostiquée du système éducatif français par Christian Baudet et Roger Establier. Le titre de leur ouvrage mériterait d'être cité en entier : *Le niveau monte. Rafutation d'une vieille idée concernant la prétendue décadence de nos écoles* (Le Seuil, 1989).

Il nous apprend que sur cent adolescents entrés en sixième de lycée en 1980, quatre-vingt-cinq avaient décroché le baccalauréat : trente actuellement. L'image change de sens si l'on rapporte la proportion des bacheliers à l'ensemble de leur classe d'âge entrant en sixième. Elle est de 30 % aujourd'hui (tous les enfants commencent des études secondaires), elle était, en 1980 d'un peu plus de 10 % pour les garçons, nettement moins pour les filles.

Mais ces 30 % sont « extraits » d'un réservoir beaucoup plus vaste : toute la classe d'âge. C'est dire que la sélection-élimination au sein du système s'est beaucoup aggravée sous l'effet de deux facteurs cumulatifs : l'accroissement massif des postulants, la très forte hiérarchisation des baccalauréats, dont un seul, le baccalauréat scientifique « C », devient le seul couronnement et la seule excellence de notre système primaire-secondaire.

C'est ainsi, écrivent ces auteurs, que le recrutement des secondes scientifiques « C » est devenu à la fois plus large et plus exigeant. « Confirmant d'autres travaux », ils soulignent que les enfants ayant redoublé à l'école primaire ont de moins en moins de chances d'accéder à cette voie royale.

L'élargissement massif du recrutement de l'enseignement secondaire français ne l'a donc pas rapproché du modèle américain (acquisition par tous d'un minimum culturel commun) ni de la vraie égalisation des chances : celle des réductions des inégalités à la sortie, c'est-à-dire dans l'accès aux qualifications et aux positions professionnelles.

Reflet et organe de la société française, notre système scolaire moderne n'a pas encore réussi — malgré les discours — à se fonder sur une diversité d'excellences. Il n'a évolué que vers l'élargissement de l'accès à une seule certification fortement hiérarchisée. Selon la formule heureuse de Baudet et Establier notre système secondaire ne fonctionne « qu'à l'extraction de l'élite ». Ce qui, faut-il ajouter, correspond à la demande économique et sociale politiquement dominante.

Un appétit d'intelligences abstraites

Isti de l'université médiévale, le collège — rebaptisé lycée par Napoléon — est devenu dans toute l'Europe l'instrument d'éducation de l'élite, le lieu d'acquisition d'une culture générale de haut niveau. Or celle-ci, modernisée et « scientifiée », s'affirme comme un atout et une dynamique du système d'éducation européen.

Le monde actuel, sa science et ses entreprises sont devenus de formidables consommateurs d'intelligences abstraites, de cerveaux capables d'analyser des situations d'une complexité croissante. Et cela l'Europe sait le faire et peut-être mieux que d'autres civilisations, grâce à un système secondaire élitiste servi par un corps enseignant d'un niveau inconnu ailleurs.

Cette réussite se fait au prix d'une mutation quasi analytique : le passage, en France, d'un secondaire de culture générale à un autre fondé sur l'acquisition de concepts scientifiques opératoires. Puisque la culture d'est plus ce qu'on cultive mais ce qui sert à l'action du dirigeant, du haut fonctionnaire ou de l'ingénieur, il s'agit de produire des intelli-

gences et non plus des hommes. Ce qui est d'ailleurs aussi l'objectif des professeurs des nouvelles disciplines du secondaire comme l'économie, à la recherche d'une légitimité scientifique.

Tel est le sens des « principes » élaborés par la commission de réflexion sur les « contenus de l'enseignement », composée d'une douzaine de scientifiques de grand renom et présidée par Pierre Bourdieu et François Gros (le Monde de l'éducation, avril 1989). Cette commission avait été créée à la fin de 1988 par Lionel Jospin. Voici un extrait de son « principe » :

« Il faut résolument privilégier les enseignements qui sont chargés d'assurer l'assimilation réfléchie et critique des modes de pensée fondamentaux : comme le mode de pensée déductif, le mode de pensée expérimental ou le mode de pensée historique — et aussi le mode de pensée réflexif et critique... »

Les auteurs s'affirment certes « anti-encyclopédiques », mais le type de savoir ou de démarche pédagogique qu'ils proposent est d'une exigence à la portée des élèves... capables de faire la section « C ».

« Dans un souci de rééquilibrage, il faudrait notamment rendre plus clairement perceptible la spécificité du mode de pensée expérimental, au prix d'une valorisation résolue du traitement qualitatif, d'une reconnaissance du caractère provisoire des modèles explicatifs... »

Cette scientification de l'éducation satisfait, même si telle n'est pas l'intention de ses partisans, la demande des « acheteurs » de bacheliers haut de gamme, c'est-à-dire les grandes écoles. Face à une abondance croissante de candidats, elles relèvent leurs exigences. Elles seront donc de plus en plus à même de fournir une élite élargie et sûre de ses compétences. Cela est bon pour l'économie, les exportations et pour fournir du rêve aux classes moyennes.

Un enseignement de plus en plus « lycéen »

C'est dans ce contexte qu'il faut redire l'histoire des malheurs de Lionel Jospin. Pourquoi le refus des professeurs de lycée de se voir chasser du premier cycle secondaire par un nouveau corps d'enseignants des collèges a-t-il si vite fait reculer le ministre, qui avait pourtant l'appui d'un autre syndicat puissant, celui des instituteurs ?

Mais l'opinion, celle des couches sociales qui forme les consommateurs avertis d'école, réclament désormais un collège qui soit un premier cycle de lycée. Pour être gagnant dans le seul jeu offert par le système secondaire français, celui de l'« extraction de l'élite » par l'école, ces parents savent que leurs enfants n'ont pas de temps à perdre. Anxieux, ils exigent pour leurs enfants de « bons professeurs » dès la sixième, capables de les faire accéder aux réussites sociales.

Le malaise des professeurs de lycée, comme celui des étudiants en 1986, a servi de détonateur révélateur d'un dysfonctionnement profond de notre système éducatif. Détonateur qui, dans les deux cas, était puissant : la moitié environ des professeurs de lycée effectuent leur service dans les collèges. Ils auraient donc dû changer d'établissement, voire de localité. S'appuyant sur une demande sociale forte de haut niveau scolaire, les professeurs de lycée et leurs organisations n'ont aucune raison de céder sur un de leurs objectifs-clés : maintenir la barrière entre les instituteurs et eux. La distance de salaires entre les deux corps était quasi effacée, il va s'agir d'en accroître une autre, celle du niveau scientifique.

Les revendications sont déjà là : obtenir la détection obligatoire d'un titre universitaire plus élevé (la maîtrise et non plus seulement la licence) pour se présenter aux concours de recrutement de professeurs de lycée, refuser toute obligation non directement

liée à la transmission du savoir comme le tutorat, accentuer la monodisciplinarité en obtenant par exemple la séparation des enseignements d'histoire et de géographie, « prise en compte de la spécialisation toujours plus poussée du savoir » (bulletin du Syndicat national des enseignants de second degré, 24 février 1989).

Les grands oubliés : les chefs d'établissement

L'abandon du projet d'un nouveau corps de professeurs de collège s'est accompagné d'un autre renoncement, réclamé par le syndicat des instituteurs et par toute la corporation enseignante : le retrait des dispositions prises par le précédent ministre, René Monory, pour accroître les responsabilités et le rôle des chefs d'établissement. Pour éviter de préciser leurs fonctions, les rédacteurs du projet de loi ont regretté au-dessus d'eux — « L'école détermine le niveau requis », — soit les ignorent, dans un grand mouvement autogestionnaire : « Les enseignants sont responsables de l'ensemble des activités scolaires des élèves... »

Autant la protestation des professeurs de lycée résonnait avec une demande sociale large, autant le rejet du chef d'établissement est purement corporatiste. Les parents, et plus encore ceux d'enfants en difficulté scolaire, se plaignent, bien souvent, de ne pas trouver de responsable au face d'eux.

Lionel Jospin a pris clairement position en faveur d'une ouverture des établissements scolaires à de nombreux partenaires : parents bien sûr, mais aussi collectivités publiques (communes, régions...), et enfin entreprises. Il les a récemment invités — lors d'un forum avec des maires socialistes — à conclure des contrats avec ces collectivités et à obtenir d'elles des subventions pour réaliser des projets élaborés en commun. Cette conception de l'établissement scolaire public débureaucratise, ayant sa dynamique et son projet propres, est nouvelle dans la famille politique de gauche. Mais peut-il s'agir d'autre chose que d'un vote pieux ou d'un motif décoratif si l'évolution souhaitée est en même temps contrecarée ? Peut-il y avoir partenariat, échanges et donc aussi conflits avec l'extérieur, projet d'établissement, avec un nombre toujours plus élevé de solistes monodisciplinaires et point de chef d'orchestre ?

L'impossible collège unique

Les mots de Lionel Jospin comme ceux de précédents ministres de l'éducation nationale démontrent deux choses et non pas une seulement :

1. — Le conservatisme des enseignants. La belle affaire. Quel est le milieu professionnel qui ne défend pas ses intérêts et ses privilèges, toujours justifiés à ses yeux.
2. — L'absence de direction. Les forces politiques, répartition de la volonté nationale, n'ont plus, comme dans les années 60, de projets et d'objectifs clairs pour l'école. Il n'y a ni entre les partis ni même un sein de chacun d'entre eux de consensus sur des objectifs précis, opératoires. On ne pilote pas un si gigantesque navire avec seulement des principes : une Constitution ne suffit pas à déclencher et à organiser l'action et le changement.

Ces forces politiques paraissent cependant unanimes sur un but : faire faire une révolution qualitative à notre système éducatif pour qu'il produise plus de succès que d'échecs. Nous voilà prêts de l'objectif de la « qualité totale », qui, dans la sidérurgie ou à la rigie Renault par exemple, a permis de sauver des entreprises en perdition. Mais cet objectif s'était traduit en stratégies claires, « livrables », élaborées à la suite d'études minutieuses du réel : fonctionnellement internes et contraintes externes.

Mais l'Etat, face à des subor-

onnés, des clients et des corporations, ignore, ou veut ignorer, le fonctionnement et les évolutions concrètes de son navire-éducation. Ses velléités réformatrices, de droite ou de gauche, sont si peu adaptées aux réalités qu'elles libèrent les flots du conservatisme enseignant.

Alors ? L'opinion publique tire de l'incapacité de Lionel Jospin à faire passer ses projets la même conclusion qu'à propos du retrait du projet de loi d'Alain Devaquet sur l'enseignement supérieur en décembre 1986 : toute tentative de réformer notre système d'éducation est actuellement impossible.

On peut voir les choses autrement. Les protestations bien souvent spontanées et « organisées » à porter-l'ort par des syndicats qui ne cessent de perdre des adhérents font apparaître à la fois de formidables résistances au changement et ces réalités humaines de l'éducation, obscures aux gouvernants. Y a-t-il beaucoup de grandes entreprises capitalistes qui ignorent autant du moral et des conditions d'exercice du métier de leurs personnels ?

A défaut d'autres instruments de connaissance, les protestations et les grèves dessinent une carte de notre organisation éducative et de ses dysfonctionnements. On peut y lire que le collège unique à la française est impossible. Il faut donc examiner et étudier, sans passion, les possibles en ce qui concerne l'enseignement secondaire général. Par exemple :

— deux corps enseignants mais fonctionnant en parallèle depuis la sixième et non pas par répartition par âge des élèves ;

— plusieurs types d'établissements, à partir de la classe de sixième.

A propos du premier cycle secondaire, la plupart des pays de la Communauté européenne ont maintenu ou rétabli un système d'établissements séparés à objectifs nettement différenciés. Tandis que les lycées visent à l'excellence académique, d'autres établissements, par exemple les *Realschulen* allemandes, offrent une autre voie, plus concrète, professionnelle, de l'excellence : avec un taux de placement remarquable dans les lycées professionnels ou dans l'apprentissage des métiers du tertiaire.

En France, la crise du système éducatif est nettement moins aiguë en ce qui concerne les formations techniques. Même si la diversification des contenus et des objectifs se heurte à bien des résistances, la création des « bases professionnelles » est une innovation positive et qui fait l'objet d'un consensus.

Un point noir : la représentation qu'ont les communistes et les socialistes de l'apprentissage ou des entreprises n'évoque que très rarement. On y voit essentiellement un système d'exploitation d'une main-d'œuvre à bas salaire et non une méthode pédagogique irremplaçable : l'accès à la connaissance par l'observation et la maîtrise de tâches concrètes. Méthode qui fait l'objet de recherches intéressantes dans les entreprises pour faire acquiescer aux apprentis la maîtrise de ces situations complexes, fonction dominante de l'ouvrier qualifié de demain.

« Le grand débat national qui s'annonce a été escamoté au profit de constitutives de chapelle », écrivait Nicole Catala, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale du gouvernement Chirac (le Quotidien de Paris, 8 février 1989).

Il pourrait reprendre si le gouvernement ne se contentait pas de vouloir faire passer son projet de loi et en reconnaissait l'insuffisance, faute de consensus. Fort de sa stabilité et de son audace actuelle, il pourrait proposer à tous les partis de réfléchir sur des solutions concrètes de rénovation. Des commissions parlementaires de la Chambre ou du Sénat pourraient être chargées d'explorer les possibles, d'organiser des missions dans les pays voisins.

Bref, dépasser les principes en bois, qui ne contribuent guère à tenter d'atteindre la qualité éducative pour tous les petits Français.

PW

(Lire page 19 le suite des débats sur le projet de loi de M. Jospin.)

LA RECHERCHE

COMMENT SAUVER LES DUNES LITTORALES ?

par Roland Paskoff

UN ALCHIMISTE INATTENDU : NEWTON

par Pierre Thuillier

LES LIPOSOMES

par Danilo D. Lasic

LES DERNIERS ÉLÉMENTS DU TABLEAU DE MENDELEIEV

par Marc Lefort

DOSSIER : LE DROIT ET LE VIVANT

par Bernard Edelman

ETC.

un supplément gratuit : LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

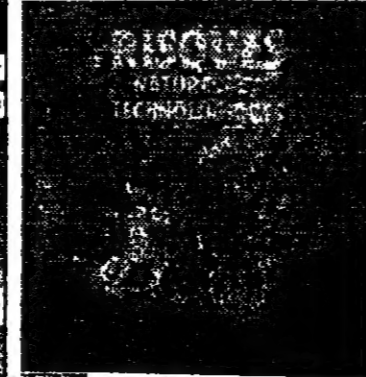
LA RECHERCHE

Les dernières nouvelles scientifiques - Les dunes littorales et l'alchimie - Les liposomes



LA RECHERCHE ENVIRONNEMENT

Le programme de la recherche



29F N°212

CHINE : la première allocution du nouveau chef du PC

M. Jiang Zemin réaffirme que le régime sera « sans merci » à l'égard des « comploteurs »

Les ambassadeurs de Chine ont été convoqués à Pékin pour participer le 7 juillet à une réunion, a-t-on appris mercredi 28 juin de source officielle chinoise. Amnesty International, d'autre part, fait état de ses craintes pour la vie des centaines de personnes arrêtées en Chine depuis l'intervention de l'armée. L'organisation humanitaire rappelle « la pratique des camps de concentration d'abord et de la torture ensuite ».

A Pékin, le département de l'information du ministère des affaires étrangères a réaffirmé aux correspondants étrangers tous les règlements d'application de l'état d'exception réduisant leurs activités. En particulier l'ordre n° 3 du 20 mai, interdisant, indique notre correspondant, de poser des questions aux Chinois sur la situation actuelle, de prendre des photos ou des films ou que ce soit sans autorisation préalable.

PÉKIN

de notre correspondant

Le nouveau patron en titre du PC chinois, M. Jiang Zemin, a été à deux doigts de reconnaître, lors de sa première apparition publique depuis sa nomination, qu'il avait du mal à répondre la quadrature du cercle : satisfaire à la fois M. Deng Xiaoping, qui l'a nommé, le régime dur du régime, qui le tient sous haute surveillance, et les investisseurs étrangers, dont on veut encore espérer à Pékin qu'ils reviendront.

M. Jiang reconnaît, mercredi 28 juin, en compagnie des membres du nouveau comité permanent du bureau politique, les dirigeants des partis partis non communistes alliés au pouvoir au sein du front uni. Il leur a tenu un discours assortissant le bâton et la carotte : d'un côté « démasquer complètement et infliger en temps utile des châtiments sévères et conformes à la loi à ceux

qui ont complotté, organisé et conduit à l'échec les troubles et la rébellion, l'assassinat des dirigeants légitimes et les crimes commis, sans faire preuve de la plus petite parcelle de pitié ». D'un autre côté, « la lutte contre le libéralisme bourgeois ne signifie nullement que seront changées la politique du parti envers les intellectuels et la politique permettant à ces fleurs de s'épanouir ».

La fine fleur de ce jardin se résume dans une formule que M. Jiang s'est gardé d'expliquer : « L'ouverture et la réforme de style socialiste sont différentes de l'ouverture et la réforme de style capitaliste ». Il est impératif, comme M. Deng l'avait demandé, d'« injecter la pensée de la population dans cette idée forte. M. Jiang a reconnu que la tâche restait « ardue » pour « stabiliser la situation » et éliminer la corruption.

Mais l'ancien patron de Shanghai va avoir du mal à faire croire qu'il est plus qu'une figure transitoire mise par le vieux patriarche à la tête du PC.

D'autant qu'un fur et à mesure que les rouages de l'appareil se remettent péniblement en route on s'aperçoit que la tendance dure n'est guère parvenue à éliminer ses rivaux les plus en vue, à l'exception des deux grands euclys, MM. Zhao Ziyang et Hu Qili. Ainsi a-t-on vu ressortir de l'ombre, aux côtés de M. Jiang, mercredi, le chef du département du front uni du comité central, M. Yao Mingfu, mis à l'écart la semaine dernière du secrétariat du comité central.

Deux autres personnalités favorables à M. Zhao, dont le patron de la CITIC, l'organisme chargé de collecter les investissements étrangers, M. Rong Yiren, porte-étendard du libéralisme économique, se trouvaient également à la réunion de mercredi.

Cette souplesse d'échelle n'est qu'un aspect de la « normalisation » imposée par M. Deng. Son discours du 9 juin, diffusé à la télévision, avait celui de M. Jiang, a renforcé l'impression qu'il avait administré aux deux principales factions en présence un sermon d'où la sévérité n'était pas absente pour les plus fermes partisans de l'ordre. Malgré l'absence de son direct, on l'a vu en effet parler avec insistance en direction des deux hommes de la vieille génération qui paraissent avoir le plus de poids, le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, et son prédécesseur, M. Li Xiangshan, comme pour leur expliquer au point de vue dont il tenait qu'il soit compris, il ne peut vraisemblablement s'agir que du passage de son discours où M. Deng plaide pour la continuation de sa politique en dépit des troubles récents (le Monde du 29 juin).

Un traitement quasi impérial

M. Deng a eu droit à un traitement protocolaire quasi impérial. Le film de dix-sept minutes que la télévision a diffusé mercredi soir était privé du son d'origine. A la place, une jeune femme lisait la version du discours publiée le même jour par la presse officielle. Outre les variantes ayant pu intervenir entre la première et la dernière version, il faut peut-être mettre ce curieux « doublage » sur le compte des difficultés d'élucubration du vieux dirigeant et sur son accent sichuanais à couper au couteau.

On n'a réentendu la voix rugueuse de M. Deng que pour sa conclusion : « Voilà ce que j'ai à dire ». Les images montraient les mains tremblantes quand il ne les bougeait pas, mais il a passé son temps à gesticuler, pointer le doigt, proclamer ses phrases de mouvements ressemblant à de petites tapes dans l'air de ce salon où l'on devinait que, hormis les paroles du vieux dirigeant, on aurait pu entendre une mouche voler.

De temps à autre, M. Deng lançait une phrase sur son côté droit, en direction du premier ministre Li Peng. La plupart du temps, il s'adressait plutôt aux hommes situés à sa gauche, derrière lesquels se trouvait la caméra, notamment deux

vieux gérards de la Longue Marche avec lesquels il n'est pas nécessairement tout à fait d'accord.

Il est extrêmement rare que la télévision diffuse des images d'une telle réunion de travail. C'est le signe de l'importance des heures que traverse le régime. Non pas que la mode soit à la transparence, mais ce qui était transparent sur ces images télévisées d'Etat le visage de circonstance des dirigeants rétrogradés libéraux ralliés à la tendance dure pour condamner M. Zhao Ziyang : sinistre.

Une affaire de famille

Ce qui transparait de toutes les apparitions publiques de dirigeants ces derniers jours, en particulier du côté de la vieille garde, est que la « synthèse » que M. Deng souhaite à nouveau réaliser pour servir sa politique ne mure pas. M. Li Xiangshan, « grand baron » de la Longue Marche qui n'a jamais connu d'excès de sympathies pour M. Deng, ne l'a guère caché en intervenant devant le comité permanent de la Conférence consultative politique du peuple chinois, l'autre Chambre du Parlement, dont il est le président depuis son départ de la tête de l'Etat. Au lieu de se faire l'écho de l'appel de M. Deng à poursuivre l'ouverture, il a tonné contre ceux qui « rendent un culte aveugle à tout ce qui est occidental ». « En fait, ces gens veulent pratiquer le capitalisme en Chine et faire de la Chine une dépendance de certains pays étrangers », a-t-il ajouté avant

de lancer un appel à « compter sur ses propres forces ».

La situation se complique, en outre, avec le caractère négociatif du pouvoir, peut-être plus sensible encore que sur le tard de la vie de Mao, du fait que la génération des enfants de la vieille garde a atteint l'âge de paraître gouverner. Ainsi, le nouveau secrétaire général du parti passe-t-il pour être le gendre de M. Li Xiangshan. L'un des promus au comité permanent du bureau politique, M. Li Ruihan, serait le le gendre de M. Wan Li, président de l'Assemblée nationale, libéral proche de M. Zhao, dont on s'explique peut-être un peu mieux ainsi le retour en scène. On connaît par ailleurs la mainmise de M. Yang Shangkun sur certains organes-clés de l'armée par l'intermédiaire de ses proches. On se souvient que M. Zhao, quoique plus jeune, n'était pas exempt d'un tel travers.

Les liens familiaux ont toujours joué un rôle important en Chine. La République populaire a donné un temps l'illusion de les mettre en veilleuse. Mais même M. Deng, sur le tard, ne semble plus en mesure de freiner leur résurrection à grande échelle, y compris dans son propre entourage. Outre son fils, M. Deng Pufang, président du fonds contre-verse d'entraide aux handicapés, le gendre actuel comporte notamment le fils de sa première épouse, le ministre de l'éducation, M. Li Tieying. Tout cela explique peut-être pourquoi les coté-pensées qui viennent de reprendre le pouvoir à Pékin ont du mal à s'entendre...

FRANCIS DERON.

L'ajournement des crédits de la Banque mondiale : un défi à long terme

Les sanctions contre la Chine prennent des allures de stase. Agrandi, le grand renfort de la Banque mondiale (BM) de suspendre des crédits, qu'elle avait précédemment retirés de l'ordre du jour de son conseil d'administration. De retour de Pékin, le responsable du département chinois à la Banque, M. Chahid Javed Burki, a confirmé, mardi 27 juin, ce que l'on savait déjà depuis quinze jours : les déboursements se poursuivront sur les prêts accordés avant les événements du printemps, mais les crédits exigent le feu vert du conseil d'administration — 780,2 millions de dollars prévus pour le seul mois de juin — sont ajournés.

Ainsi chacun s'en va la face. Les Européens ne donnent l'apparence de la rigueur démocratique et la Banque mondiale celle de l'indépendance. Les organismes multilatéraux ne sont-ils pas censés prendre leurs décisions sur la seule base d'éléments économiques et financiers, en l'absence de toute pression de leurs principaux actionnaires, les pays industrialisés ? Dans un premier temps, ce jeu subtil des répliques à la répression ne gênera pas outre mesure Pékin. A condition de ne pas durer trop longtemps. S'ils veulent vraiment poursuivre sur la voie des réformes économiques, les dirigeants chinois auront besoin d'un soutien financier, particulièrement ciblé en ce qui concerne la Banque mondiale.

Pour accompagner le septième Plan (1986-1990), les responsables de la BM et leurs interlocuteurs chinois s'étaient entendus pour mettre l'accent sur quatre grands objectifs : décentralisation des décisions économiques ; émergence d'un véritable système financier ; amélioration des prévisions dans deux secteurs vitaux, l'agriculture et l'industrie ; réforme des prix, du crédit et de la fiscalité. Un accompagnement exigeant un apport financier de taille. De 1,7 milliard de dollars en 1988, les prêts de la Banque mondiale devaient atteindre 2 milliards cette année comme l'an prochain. En ajournant leurs nouveaux crédits, les responsables de la banque retardent d'autant les progrès attendus dans ces domaines essentiels à une modernisation complexe.

Asphyxie lente

Sans attendre les Européens, les Japonais avaient, pour leur part, suspendu pour 5 milliards de dollars de crédits. Les Américains, tout en plaçant contre un « démantèlement hâtif » des relations avec la Chine, restent, eux aussi, sur l'expectative. Cette menace d'asphyxie lente fera-t-elle réfléchir les dirigeants chinois ? Pour un pays dont les besoins de financement extérieurs sont évalués à plus de 1 % du produit national brut, la question pourrait finir par tourner au défi.

F. Cr.

HONGKONG

Le HCR refuse de gérer les camps de « boat people » vietnamiens

Les Nations unies refusent de se charger de la gestion des camps de réfugiés de la mer de Hongkong tant que le gouvernement de la colonie britannique n'honorera pas un accord signé l'an passé prévoyant de les améliorer, a annoncé, mercredi 27 juin, un porte-parole de l'ONU à Hongkong.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) avait accepté en 1988 de se charger de la gestion des camps de cette année à condition que Hongkong fournisse les installations nécessaires et en particulier celles permettant de pouvoir cuisiner, « l'objectif étant de permettre aux réfugiés d'être autonomes », a dit ce responsable. « Nous ne sommes pas difficiles, nous voulons simplement que le gouvernement de Hongkong s'en tienne à ses promesses », a-t-il ajouté.

Il y a environ 14 000 réfugiés vietnamiens dans divers camps de la colonie, qui, étant arrivés avant juin 1988, ont bénéficié automatiquement du statut de réfugié. En revanche, par les quelque 32 000 personnes arrivées après cette date, les autorités tentent de déterminer qui sont de « vrais réfugiés politiques » et qui des « émigrants économiques » ayant fui leur pays dans l'espoir d'un meilleur niveau de vie. Ces derniers risquent d'être rapatriés.

D'autre part, après avoir été reçu, mercredi à Londres, par Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, a réitéré son opposition à tout rapatriement forcé de « boat people ». — (AFP.)

SRI-LANKA

Colombo et les rebelles tamouls annoncent un cessez-le-feu

NEW-DELHI de notre correspondant en Asie du Sud

Le gouvernement sri-lankais et les militants indépendantistes tamouls du LTTE (Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul) ont annoncé, mercredi 28 juin, la conclusion d'un accord pour mettre fin aux hostilités. Les deux parties, indiquées-on à Colombo, sont décidées à résoudre leurs différends « par la négociation et la discussion ». Le LTTE est prêt à demander à « toutes les communautés » de soutenir les efforts du président Premadasa pour obtenir le départ des troupes indiennes (le Monde du 22 juin). De leur côté, les autorités de Colombo se seraient engagées à cesser définitivement toutes les hostilités contre les militants tamouls.

Cet accord, qui n'est pas encore formalisé, apparaît à la fois extrêmement fragile et conjoncturel. D'abord, parce que, depuis juillet 1987, l'armée sri-lankaise est peu ou prou consignée dans ses casernes. Des patrouilles sont de nouvelles organisées depuis une date récente dans la province de l'Est, mais le nord de l'île, notamment la péninsule de Jaffna, est entièrement contrôlé par l'armée indienne. Les affrontements entre militaires sri-lankais et groupes tamouls sont donc rares, alors que ceux-ci s'opposent quotidiennement aux soldats indiens. Sous réserve que la bonne foi des deux protagonistes soit démontrée, c'est la première fois que l'on parle de paix entre Tamouls et Cinghalais depuis 1983.

Une paix de dupes ?

Il est cependant à craindre que les convergences entre M. Premadasa et M. Velupillai Prabhakaran, chef des Tigres, ne se limitent à une même volonté d'obtenir le départ rapide des troupes indiennes. A New-Delhi, aucune réaction officielle n'avait été rendue publique jeudi matin, mais on estime dans les milieux gouvernementaux que M. Premadasa est en train d'« acheter » une paix de dupes avec les Tigres tamouls, lesquels, une fois l'armée indienne partie, se retourneront contre le gouvernement de Colombo. On souligne également que, jusqu'à l'arrivée de la « force indienne de maintien de la paix », l'armée sri-lankaise a montré son incapacité à résoudre militairement le problème tamoul.

La question du retrait des troupes de New-Delhi a, d'autre part, des conséquences diplomatiques. En raison du refus indien de procéder au retrait de son contingent militaire à la date du 29 juillet fixée par M. Premadasa, Colombo a annoncé que Sri Lanka ne sera pas représenté à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (SAARC) (1) qui devait s'ouvrir samedi 1^{er} juillet à Islamabad. Après quarante-huit heures d'efforts infructueux de la part de plusieurs chefs d'Etat de la région pour convaincre Colombo de renoncer à un boycottage qui menacerait l'existence même de l'organisation (les décisions ne pouvant être prises qu'à l'unanimité des membres), le sommet a été repoussé sine die.

LAURENT ZECCHINI.

(1) La SAARC regroupe l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh, Sri Lanka, le Népal, le Bhoutan et les Maldives.

Selon le dirigeant étudiant Wu Kaixi

La répression aurait fait des dizaines de milliers de victimes à Pékin

L'un des principaux chefs du mouvement étudiant chinois, M. Wu Kaixi, semble avoir réussi à quitter la Chine, où il était activement recherché par les autorités, et se trouverait actuellement aux Etats-Unis. Un autre dirigeant du mouvement M^{me} Chai Ling, a également réussi à fuir son pays (nos dernières éditions du 29 juin). Le sort des autres responsables étudiants dont l'arrestation n'a pas été annoncée par Pékin, comme M. Wang Dan ou le mari de M^{me} Chai, M. Fang Congde, demeure incertain.

Avant de quitter la Chine, M. Wu Kaixi, âgé de vingt et un ans et de nationalité ougour (ethnie vivant au Xinjiang), avait enregistré, vers le 18 juin dernier, une cassette vidéo qui a été diffusée mercredi à Hongkong. Il y a estimé que le nombre de personnes tuées sur la place Tiananmen dans la nuit du 3 au 4 juin s'élevait à « plusieurs milliers. Toute l'opération militaire à Pékin a coûté des dizaines de milliers de vies. » « Cela est mon estimation prudente », a-t-il déclaré, avant de prédire que le régime de Pékin est « à l'agonie du peuple » tomberait « au plus tard dans trois ans ».

Il a demandé à ceux qui avaient participé au mouvement du printemps dernier « de continuer notre volonté et de poursuivre le grand mouvement démocratique jusqu'au bout (...). Si nous n'agissons pas ensemble, nous ne serons pas capables de progresser et la Chine ne progressera jamais ».

D'autre part, dans une proclamation écrite de sa main le 15 juin et remise au bureau de l'agence américaine AP de Hongkong, M. Wu Kaixi a déclaré : « Le soleil noir est apparu dans le ciel de ma patrie. Sous ce soleil, un jour de juin qui aurait dû être lié à une saison de fleurs nouvelles, mon peuple, mes compatriotes, mes camarades de classe et mes bien-aimés camarades d'armes sont tombés (...). Mais sous ce soleil noir et cette terre rouge, des bouquets de fleurs continuent d'éclore (...). Les fascistes ont utilisé leurs impitoyables talons pour écraser ces fleurs qui avaient survécu au désastre parce qu'ils ont si peur (...). Ils sont vides. Mais notre vie est jeune, optimiste, indéfectible. Qui plus est, dans ma mère patrie, ces fleurs fraîches démontrent un jour avec fierté sous un ciel rouge. Soleil noir, je vais te tuer ! »

MANUEL VÁZQUEZ MONTALBÁN



On retrouve la verve coutumière de Montalbán, son sens du dialogue, sa cruauté à traquer le ridicule, mais aussi la compassion amusée qu'il montre toujours pour ceux qui prennent, un instant, les vessies pour des lanternes.

Editions du Seuil

Handwritten note in Arabic script: "مكتبة ابن خلدون"

Europe

A la Conférence internationale du travail

L'Union soviétique et la RDA se désolidarisent de la Roumanie

GENÈVE

de notre correspondant

La Conférence internationale du travail, qui réunit tous les ans au Palais des congrès deux mille représentants des gouvernements, travailleurs et employeurs de cent cinquante et un pays, tout en s'efforçant de ne jamais s'ériger en tribunal, a marqué cette année son désir d'en savoir plus sur la liberté syndicale et la discrimination professionnelle en Roumanie. En d'autres termes, il s'agissait de constater dans quelle mesure certaines conventions internationales du travail que la Roumanie a ratifiées, sont violées, comme l'affirme une plainte introduite par la Confédération internationale des syndicats libres (CISL).

Tâche pour le moins difficile, car, avant même que ne soit ouverte la conférence sur cette plainte, le gouvernement roumain a fait savoir dans une longue réponse écrite qu'il s'élevait contre « l'ingérence dans les affaires intérieures du pays » et n'acceptait pas que « soit discuté dans le cadre des organismes internationaux le système politique et social des différents pays ».

Dans ce même texte, il trace un tableau idyllique de la situation des travailleurs roumains en général, et de celle de la minorité hongroise en particulier, affirmant, entre autres, qu'en Roumanie il n'existe ni chômage, ni discrimination.

Ces affirmations ne semblent guère avoir convaincu la conférence. Quand le cas de la Roumanie fut soulevé devant la commission de l'application des normes, M. Bernard Mourguès (FO), représentant des travailleurs français, a dénoncé — avec des exemples précis à l'appui — les licenciements, arrestations, emprisonnements, sévices et disparitions de travailleurs qui avaient entraîné la création d'un syndicat indépendant. Il a également insisté sur le danger qui planait sur les opposants

roumains à l'étranger, dont certains auraient reçu des menaces de mort.

Les délégués hongrois se sont également montrés particulièrement convaincus. Mais ceux de la Roumanie ont fait la sourde oreille. En réponse aux accusations de M. Mourguès, M. Tudor, représentant du gouvernement roumain, a déclaré : « Dans les DOM-TOM (français), le sang ne coule pas de la même manière ». Une mission d'experts, si elle est créée, aura peu de chance d'aller enquêter sur place. Elle devra se contenter des témoignages des Roumains expatriés, notamment en Hongrie.

Quant aux délégués soviétiques et à ceux de la RDA, qui étaient représentés à la commission, ils n'ont soutenu à aucun moment « le pays frère », et ont fait savoir qu'ils ne prendraient part à aucun vote, ni à aucune décision portant sur le cas de la Roumanie.

ISABELLE VICHNIAC.

URSS

L'espion Souther-Orlov se serait suicidé

Moscou. — Michael Glenn Souther (trouvé deux ans), l'agent du KGB réfugié en URSS en 1986, était bien américain et sa mort le 22 juin, annoncée mardi par la presse soviétique, est due à un suicide, a révélé, mercredi 28 juin, le président du KGB, Vladimir Krioutchkov.

« Les motifs du suicide n'ont pas de caractère politique, c'était un homme doué que l'on pouvait facilement blesser, sa vie dans sa patrie d'origine n'avait pas été facile. (...) Ses nerfs n'ont pas résisté », a précisé M. Krioutchkov à des journalistes étrangers, en marge des travaux du Soviet suprême. Le chef du Comité d'Etat à la sécurité a encore précisé que Souther avait lui-même choisi le nom de Mikhail Evgenievitch Orlov, « il y a environ trois ans », lorsqu'il repartit du citoyen soviétique en même temps que l'assile politique.

Ses parents sont venus assister à son enterrement au cimetière de Kountsevo, à Moscou, et sont déjà repartis, a-t-il encore indiqué. « Il laisse un père, une mère, un frère et une sœur. (...) Il avait aussi une femme soviétique et laisse une fille d'un an et demi. » — (AFP.)

● M. Honecker a rencontré M. Gorbatchev. — Arrivé la veille pour une visite de quatre jours en Union soviétique, le chancelier allemand, M. Erich Honecker, s'est entretenu mercredi 28 juin au Kremlin avec Mikhaïl Gorbatchev. Cette visite fait suite à celle de M. Gorbatchev en RFA. La RDA s'est également

(Suite de la première page.)

Alors, la noria des hélicoptères s'est tue. Et de la foule massée à perte de vue dans cette grande plaine jadis gorgée du sang des 70 000 soldats du prince Lazare, monta une vigoureuse et lancinante clameur : « Slo-bo ! Slo-bo ! Slo-bo ! ». Lui, complet strict et œil sévère sous le front haut, attendait patiemment le retour au calme. Pas un signe de commotion avec la foule, pas un sourire d'encouragement. Slobodan Milosevic, l'homme qui a réveillé les Serbes, savait qu'il jouait gros.

Lui, le nationaliste socialiste, parvenu à la présidence de la plus grande république yougoslave (1) par la puissance de son verbe, savait qu'un mot ou un geste malheureux pouvait déclencher le pire. Car, dans ce Kosovo qui serait « l'âme, le berceau, la mémoire et l'héritage des Serbes » — disait une banderole de la fête — les Serbes, justement, ne

représentent plus que 10 % de la population. Et c'est pour eux un véritable drame national.

« Les lites armées ne sont pas exclues »

Mais toutes les mesures autoritaires prises ces derniers mois par le gouvernement de M. Milosevic pour limiter l'autonomie de la province et ramener cette « terre sacrée » dans le giron serbe ne changeront rien aux chiffres : près de deux millions d'Albanais de souche, pour la plupart musulmans, vivent et travaillent aujourd'hui au Kosovo. En mars dernier, quand on leur a retiré un peu de l'autonomie qu'ils avaient acquise en 1974, sous Tito, ils se sont révoltés. Il y a eu vingt-cinq morts, dont deux policiers, et des centaines d'arrestations. Depuis, c'est un peu l'état d'urgence qui règne ici et les passions sont à fleur de peau. « Beaucoup d'entre nous vivent cette commémoration comme une véritable provocation », nous explique le Dr Ibrahim Rugova, président, « musulman » par la presse serbe, de l'Association des écrivains de langue albanaise.

Et de fait, mis à part quelques dignitaires communistes, invités à ce titre, la quasi-totalité des Kosovars d'origine albanaise ont boycotté la cérémonie. Mais que seraient-ils venus y faire quand la plupart des documents officiels sur la grande bataille du « Champ des Mères » oublient de mentionner qu'il y avait non seulement des Monténégrins, des Bosniaques et d'autres aux côtés des soldats du prince Lazare mais aussi des Albanais ?

Que seraient-ils venus y faire quand, dans le discours même de M. Milosevic, aucun autre « grand peuple » de Yougoslavie que le serbe n'est cité ? A moins que la phrase concernant « les lites armées » qui ne sont plus



d'actualité mais qui néanmoins « ne sont pas encore exclues » ne s'adresse à eux ? On n'ose le croire.

On l'a dit, il n'y a pas eu d'incident entre les deux communautés, et c'est miracle. Nul doute que la présence des quinze mille soldats qui campent dans la région depuis quatre mois et des milliers de policiers spécialement dépêchés sur place en renfort a joué un rôle dissuasif. Après tout, les nations ont bien le droit de célébrer, d'investir ou plutôt de réinvestir dans leur passé. Toutes les raisons invoquées par Belgrade pour maintenir la commémoration, dans cette poudrière, sont excellentes. A commencer par cet énorme emprunt public lancé par le gouvernement serbe à la veille de la fête, et qui marche on ne peut mieux, à l'émotion. Mais ce n'est pas tout.

Que faisaient là ces centaines de drapeaux aux couleurs serbes, portés par la foule et frappés, non plus de l'étoile rouge officielle, mais de la croix chrétienne orthodoxe ? Et de service religieux sur

le podium orné d'orfèbres rouges ? Et tous ces popes en soutane noire et barbe blanche ? Que signifiait tout cela, sinon que, au-delà des retrouvailles entre les Serbes et le Kosovo, entre un peuple et son histoire, on célèbre aussi, ce 28 juin de l'an de grâce 1989, la réconciliation d'un socialisme autogestionnaire déclinant avec une Eglise naguère maltraitée et aujourd'hui ressuscitée ?

Socialisme et mysticisme, nationalisme et christianisme... C'est un bien curieux cocktail qui fut servi mercredi aux masses serbes. Il y a six cents ans, la défaite du Kosovo souleva le glas du grand royaume médiéval serbe. Reste à espérer pour tout le monde que la revanche nationaliste d'aujourd'hui ne constitue pas le signe avant-coureur d'une maladie mortelle pour la fédération des républiques de Yougoslavie.

PATRICE CLAUDE.

(1) La Yougoslavie compte vingt-trois millions d'habitants, dont environ sept millions de Serbes.

ROYAUME DU MAROC MESURES EN FAVEUR DES INVESTISSEURS ETRANGERS

Afin de faciliter les investissements étrangers au Maroc

Sa Majesté le Roi Hassan II a adressé le message suivant au Premier ministre le D^r Azzedine Laraki

Le développement économique a toujours été et demeure au centre de Nos préoccupations. Il est tout à la fois le reflet du niveau intellectuel et culturel de notre société et l'un des éléments moteurs de sa promotion et de sa prospérité. Nous avons tôt compris que quel que soit l'effort de l'Etat, Notre but ne pourra être pleinement atteint que par un apport massif du secteur privé dont l'intervention, sous forme notamment d'investissements financiers et de savoir-faire, constitue l'une des bases de l'essor souhaité.

Très tôt aussi, Nous avons compris que cette intervention du secteur privé ne pouvait se réaliser que si elle était encouragée et assurée d'un minimum légitime de succès.

A cet effet, Nous avons pris et fait prendre de multiples mesures dont l'ensemble forme nos codes d'investissements.

Les avantages accordés par ces codes sont à l'évidence autant d'éléments incitatifs qui n'ont pas manqué de produire leurs effets.

En égard cependant à ce que représentent les avantages ainsi consentis, le Maroc demeure encore loin d'obtenir tout ce qu'il pouvait légitimement et raisonnablement en attendre.

Cette inadéquation a sa cause principale dans les multiples procédures administratives, certes nécessaires, mais souvent génératrices de lenteurs qui finissent par décourager les investisseurs les mieux intentionnés et les plus déterminés. Les dossiers, même complets, demeurent des mois dans les divers services sans que leurs titulaires soient informés du sort qui leur est réservé.

Notre économie ne peut que souffrir de ces errements qui vont à l'encontre de notre avenir.

Aussi avons-Nous décidé d'y mettre un terme. Désormais, tout dossier régulièrement constitué, contenant un projet d'investissement, sera censé avoir obtenu l'accord de l'administration si celle-ci n'y donne aucune suite dans le délai de deux mois à compter du jour de son dépôt. En cas de rejet, la décision de l'administration devra être dûment motivée.

Cette mesure, d'application immédiate, figurera désormais parmi les dispositions de tous nos codes d'investissements où elle sera insérée.

Mais dès à présent, elle fera l'objet d'une circulaire du Premier ministre pour être portée à la connaissance de tous les agents de l'Etat. Elle sera portée également à la connaissance du public par tous moyens appropriés.

HASSAN II
Roi du Maroc

A TRAVERS LE MONDE

Chypre

M. Denktash veut négocier « directement » avec le président Vassiliou

Le chef de la communauté chypriote turque, M. Rauf Denktash, a souhaité, mercredi 28 juin à New-York, avoir des conversations « directes » avec le président de la République de Chypre, M. George Vassiliou. Il a ainsi révisé au second plan le rôle de l'ONU dans les négociations intercommunautaires actuelles qui visent à réunifier l'île divisée depuis 1980. Selon les milieux diplomatiques, il tenterait par cette proposition de retarder la conclusion d'un accord.

Dans une déclaration faite juste avant de rencontrer le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, M. Denktash a déclaré que les négociations « indirectes », sous l'égide de l'ONU, déclenchées lors des accords de Genève d'août 1988 n'avaient pas été jusqu'ici efficaces. Depuis le mois d'avril, date des derniers pourparlers intercommunautaires de New-York, « nous avons perdu notre temps parce que nous ne savons pas ce que l'autre côté pense », a-t-il déclaré le dirigeant chypriote turc.

M. Denktash a rappelé qu'il était toujours attaché au principe d'un système fédéral bi-zonal, qu'il oppose à une simple fédération envisagée par la partie chypriote grecque. Il estime enfin que les deux communautés doivent absolument être consultées par référendum sur tout accord qui pourrait être conclu. — (AFP.)

Tchécoslovaquie

Nouvelles menaces contre le dramaturge Vaclav Havel

Le tribunal d'Ustí nad Labem, à cent quarante kilomètres de Prague, a infligé, mercredi 28 juin, une lourde peine au dissident František Štárek, trente-trois ans, figure connue de la contre-culture tchécoslovaque et membre actif de la Charte 77. Accusé d'« incitation à la rébellion », M. Štárek, qui était depuis 1979 la revue Vokno (la Fenêtre) a été condamné à deux ans et demi de prison à régime sévère, plus deux ans de liberté surveillée. Sa compagne, Iva Vojtková, a reçu pour « complicité » un an de prison avec sursis. Tous deux avaient été arrêtés en février.

La veille, le sécurité d'Etat avait adressé une sévère mise en garde au dramaturge Vaclav Havel, menacé de retourner en prison s'il ne cessait ses activités politiques, qualifiées d'« incitation à la rébellion ». Cette menace fait référence à la libération le 17 mai dernier de l'écrivain, qui avait purgé la moitié des huit mois auxquels il avait été condamné pour avoir appelé à célébrer l'anniversaire de l'immolation par le feu de l'étudiant Jan Palach.

Vaclav Havel, dont l'emprisonnement avait suscité un tollé dans le monde occidental, est l'auteur d'une pétition circulant actuellement dans le pays pour les libertés individuelles, qui a été signée par 1800 personnes, dont beaucoup d'intellectuels membres des structures officielles de l'Etat. Cette pétition avait déjà provoqué samedi dernier l'intervention par la police d'une réunion des porte-paroles de la Charte 77, dont plusieurs avaient été interpellés.

Les instants les plus verts ne sont pas les plus chers

DUBLIN

VOL ALLER RETOUR
DEPART DE PARIS
A PARTIR DE

1050 F

63, BD DES BATIGNOLLES
42 73 10 64 - 36 15 NF

NOUVELLES
FRONTIÈRES

"NOTRE MARQUE N'EST NULLE PART, ET POURTANT NOUS FAISONS BEAUCOUP PARLER."

Nous sommes les n°1 de la communication en Europe et grâce à nous des millions de personnes communiquent tous les jours. Depuis la reprise il y a deux ans, des activités de télécommunications du géant américain ITT, ALCATEL connaît une croissance continue. En 1988, son bénéfice net s'est encore accru de 22 % et représente 3,8 % de son chiffre d'affaires.

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous multiplions les moyens de communiquer dans le monde entier.

1988 : les systèmes de commutation numérique publique d'ALCATEL montent en puissance en Allemagne Fédérale, en Belgique, en Espagne et dans beaucoup d'autres pays. 1988 encore : de fortes progressions en télécommunications spatiales, en radiotéléphonie.

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous transmettons des milliards d'informations à chaque seconde.

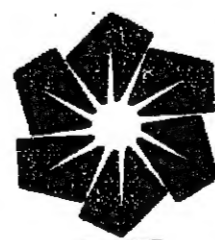
ALCATEL est le leader mondial dans le

domaine des câbles où elle a renforcé sa position en 1988 en faisant notamment l'acquisition de l'activité câble aux USA d'Ericsson et de celle du groupe italien Manuli.

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous augmentons chaque jour notre avance technologique dans le

domaine de la communication.

Les laboratoires de Marcoussis et nos centres de recherches répartis en Europe ont généré en 1988 de nouvelles découvertes, de nouveaux records permettant de transmettre davantage d'information, toujours plus vite, toujours plus loin.



GROUP
C|G|E

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous sommes là.

HDM

مكتبة الامانة العامة

Europe

18

AUTRICHE : l'affaire Lucona

Le rapport de la Commission parlementaire met sévèrement en cause le fonctionnement de l'Etat

VIENNE
de notre correspondante

L'affaire Lucona a donné lieu mercredi 28 juin à un débat parfois assez vif au parlement autrichien, suivi du rapport final de la commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur l'un des scandales politico-financiers qui défrayent la chronique viennoise depuis plusieurs mois, et qui a déjà coûté leurs postes à plusieurs hauts dirigeants du parti socialiste. Qualifié de « plus petit dénominateur commun » par le député Vert Peter Filz, qui s'est rendu célèbre dans toutes ces affaires par un rôle d'accusateur public, ce rapport de dix mille pages sténographié par les deux grands partis qui forment la coalition au pouvoir, les socialistes et les conservateurs, ainsi que par les Verts.

Soul le parti libéral de M. Jörg Haider — droite nationale — s'est refusé à la dernière minute à le signer, le jugeant trop clement à l'égard des personnes mises en cause. Les libéraux, qui espèrent bien tirer profit des affaires en cours lors des élections législatives de l'année prochaine, ont demandé à l'ouverture du débat parlementaire qu'une procédure soit engagée contre l'ancien ministre socialiste de l'intérieur, M. Karl Blecha, devant la cour constitutionnelle pour abus

de pouvoirs ministériels. Ce dernier avait démissionné en janvier dernier à la suite de son implication dans l'affaire Lucona et a perdu entre-temps toutes ses fonctions au sein du parti socialiste dont il était un des vice-présidents. M. Blecha est, à côté de M. Leopold Gratz, ancien ministre des affaires étrangères et président du parlement — également « victime » de l'enquête parlementaire — la personne la plus critiquée dans le rapport.

L'affaire Lucona remonte au naufrage en 1977 du cargo du même nom dans l'océan Indien, entraînant la mort de six membres de l'équipage. L'armateur M. Udo Prosk avait fait assurer le fret au cargo, qui était supposé transporter une installation de traitement d'uranium, pour une valeur de 31 millions de francs suisses. La compagnie d'assurance, soupçonnant une affaire de carambouille, avait refusé de payer et engagé une enquête, qui a démontré que le fret n'était en fait que de la ferraille.

La « loge rouge » de Vienne

M. Blecha est accusé d'avoir donné des instructions aux fonctionnaires de son ressort — notamment la police — en vue de faire trainer l'enquête en cours contre M. Udo Prosk : cet aventurier soupçonné aujourd'hui d'activités d'espionnage et de trafic d'armes, était un des amis de MM. Blecha et Gratz et l'un des fondateurs du fameux club 45, la « loge rouge » de Vienne, à laquelle appartenait le gratin socialiste de l'époque et qui était installée au premier étage de la fameuse pâtisserie Demel dont M. Prosk était également propriétaire. Prévenir in-extremis de son arrestation, il a quitté l'Autriche et est en fuite depuis 1988.

M^{me} Hélène Partik Pabst, députée du parti libéral a estimé mercredi devant le parlement que le Club 45

était « la plaque tournante » pour toutes les interventions auprès des différents ministères, de la police d'état et auprès des plus hauts magistrats impliqués dans l'affaire Lucona. Selon le rapport de la commission d'enquête, M. Blecha avait dissimulé des dossiers embarrassants et toléré que des fonctionnaires d'enquête aient été victimes de mesures disciplinaires. M. Blecha a en outre informé « de manière incomplète » le parlement a plusieurs reprises sur l'état de l'enquête en cours.

Le rapport arrive à la conclusion que M. Gratz a lui-même « joué un rôle clef » dans l'affaire. L'ancien ministre des affaires étrangères qui s'est à plusieurs reprises vanté des liens amicaux qu'il entretenait avec M. Prosk, était notamment intervenu pour faire sortir celui-ci de détention préventive en lui procurant par la valise diplomatique des documents en provenance de Bucarest qui devaient prouver l'authenticité de la cargaison du Lucona. Malheureusement ces documents se sont révélés être des faux fabriqués par les services secrets roumains. M. Gratz, précise le rapport, n'a pas pu « faire la distinction entre l'amitié qui le liait avec M. Prosk et ses fonctions ».

Un autre ancien ministre, M. Harald Ofner, membre du parti libéral, qui détenait le portefeuille de la Justice entre 1983 et 1986, est accusé d'avoir laissé l'enquête judiciaire contre M. Prosk s'enliser. Il avait fallu attendre l'arrivée à la tête du gouvernement de l'actuel chancelier, le socialiste Vranitzky et la nomination de M. Foregger (qui n'appartient à aucun parti), au ministère de la Justice pour que les investigations soient menées à leur terme. Plusieurs hauts magistrats ont été mis également en cause par le rapport, dont le président du tribunal qui a été suspendu de ses fonctions.

WALTRAUD BARYLL

BELGIQUE : futur président de la région bruxelloise ?

Charles Picqué, un socialiste rénovateur

BRUXELLES
de notre correspondant

Echevin (adjoint au maire) en 1983, bourgmestre (maire) en 1985, député en 1987, ministre en 1988, M. Charles Picqué — qui vient d'être plébiscité lors des dernières élections à Bruxelles — a toutes les chances de devenir le premier président de l'exécutif de la région bruxelloise.

Depuis le 1^{er} janvier dernier, en effet, la capitale du royaume est devenue une région (presque) à part entière, au même titre que la Wallonie ou la Flandre, alors que le rôle de Bruxelles comme (presque) capitale de la CEE s'accroît de semaine en semaine, que cette ville se lance dans la construction d'un « espace européen » gigantesque et qu'elle vient donc d'acquiescer, après dix-neuf années de querelles, son autonomie. La jeune présidente — trente-neuf ans — reste encore un inconnu du monde politique belge. Un monde où les carrières sont en général très lentes car il faut monter cette blanche puis graver pas à pas tous les échelons des tout-puissants partis.

Certes, Bruxelles a déjà eu des coups au cœur. Ainsi, le raz de marée provoqué en 1983 par M. Paul Vanden Boeynants — le fameux « V.D.B. » — a été obtenu par le Front démocratique des francophones au début des années 70. Depuis, Bruxelles était revenue à un « catholicisme » correspondant plus à la mentalité profonde de la ville. Des alliances, apparemment sans aucune logique politique, se liaient au gré des élections dans les dix-neuf communes constituant l'agglomération. Dix-neuf communes fières de leur indépendance — allez dire à un habitant d'Anderlecht qu'il est bruxellois ! — et plébiscitant souvent un bourgmestre davantage sur son profil, son passé et son clientélisme que sur son programme.

Difficile dans ces conditions de déterminer la couleur politique d'une ville, ou plutôt de dix-neuf villages, même si, au total, les libéraux l'emportent d'une courte tête. Le plébiscite de M. Picqué semble ainsi — encore que cette ville et ce pays n'aient pas fini de renier aujourd'hui ceux qu'ils encensaient la veille — amorcer une ère nouvelle pour Bruxelles. D'abord parce que, pour la première fois depuis longtemps, les socialistes l'ont emporté mais aussi parce que le futur président de la région a obtenu sur son nom des voix de préférence dans toute la ville, des faubourgs huppés d'Uccle au quartier populaire de Molenbeek.

Les premiers à être surpris, et pas toujours vraiment heureux, de ce succès semblent être les socialistes eux-mêmes. S'il ne reste pas son parti, M. Picqué n'en reste pas moins un marginal au sein du Parti socialiste francophone belge. Une des raisons de son succès ne vient-elle pas de ses positions ambiguës concernant l'immigration ? La commune qu'il administre — Saint-Gilles — étant peuplée de près de 50 % d'immigrés, M. Picqué a mené une campagne vigoureuse, notamment contre l'immigration, entrant ainsi en guerre contre les professeurs de religion islamique nommés, selon lui, par des pays étrangers et non pas par les responsables belges. De même a-t-il refusé l'autorisation d'ouverture d'un centre de culture islamique.

Twist à la fête des retraités

Autre note discordante au sein du PS : M. Picqué se prononce sans embages contre le droit de vote des immigrés — « non européens », s'empresse-t-il de préciser, — alors que son parti y semble plutôt favorable. « C'est le choix de citoyenneté qui doit s'imposer », explique M. Picqué, qui revendique « un droit d'entrée

de fermeté et de politique positive : fermeté sur l'intégration, la délinquance et le droit de vote, mais action positive sur le logement, l'intégration sociale, l'enseignement... »

Même ses adversaires reconnaissent que le bourgmestre de Saint-Gilles a mené une des politiques les plus dynamiques à Bruxelles concernant notamment l'urbanisation. Flairé de M. Picqué : l'extrême droite réalise dans cette commune un de ses scores les plus bas. Autres bêtes noires (si l'on peut dire) : les chiens Pitt-bull, qu'il a interdits dans sa commune !

Bref, ce socialiste élevé dans un collège catholique et qui a fait ses études à l'université catholique de Louvain, qui a longtemps travaillé à la très conservatrice Fondation Roi Baudouin, ratisse large et sait le faire savoir. Ses recettes : une simplicité évidente — seul luxe apparent : ses cigares Partagas, — une présence sur le terrain de tous les instants et un sens inné de la communication. A la fête du troisième âge de Saint-Gilles, M. Picqué n'a-t-il pas chanté *Souvenir, Souvenir* de Johnny Hallyday (une autre idole belge ?) en trépassant comme un diable !

Il lui reste maintenant à tenter l'impossible : faire de Bruxelles « une vraie ville » en évitant d'abord la coupure qui s'aggrave de jour en jour entre un Bruxelles « eurocentré » — hauts salaires et banlieue chic — et certaines communes qui, parfois, paraissent de plus en plus à l'abandon. Il lui reste aussi à composer avec l'hypocrisie des responsables belges au sujet du rôle européen de la ville. « Je vais proposer un pacte d'amitié aux autres centres européens », affirme-t-il.

Bons sentiments, goût du concret, refus des idéologies... ambiguë : Bruxelles a son rénovateur.

JOSÉ-ALAIN FRALON

PREPAS MEDECINE PHARMACIE

Depuis 1967, la première préparation de Paris. Préps annuelles pour bacheliers scientifiques. Recyclage pour titulaires.

80 % de reçus

CEPEP, 57, rue Charle-Lafitte, 92200 Neuilly - 47-45-09-19

DES SANCTIONS CONTRE LA CHINE

A mis de la Chine, ayant consacré une part de nous-mêmes à transmettre notre admiration pour la culture, l'histoire et le peuple chinois, nous ne pouvons plus nous taire.

N'ayant pas été entendus par les autorités chinoises à qui nous demandions :

1. de surseoir aux exécutions
2. de reconnaître aux inculpés le statut de prisonniers d'opinion
3. de nous informer sur le sort d'une première liste de disparus.

nous nous tournons aujourd'hui vers l'opinion publique de nos pays.

Nous sommes en effet convaincus que la seule façon d'arrêter le massacre est de tenir au gouvernement actuel de la Chine le seul langage qu'il puisse encore comprendre : celui de l'argent et des affaires.

Nous nous adressons donc à tous ceux qui ont cru que l'ouverture économique favoriserait la marche vers la démocratie et qui, s'ils sont de bonne foi, doivent à présent convenir que le sang des Chinois vaut moins cher que nos investissements.

Aux firmes qui ont annoncé leur participation à la prochaine foire de Pékin, nous demandons de renoncer, pour l'heure, à cette participation.

Aux grands investisseurs européens (pour la France : Peugeot ou Framatome), nous demandons de conditionner leurs projets à l'arrêt de la tuerie.

A tous les responsables de nos relations économiques avec la Chine, nous demandons de geler les crédits, programmes de coopération et transferts de technologies en cours.

Des maires, des ministres concernés, nous attendons enfin que, au-delà des réprobations d'usage, ils prennent publiquement position sur l'urgence de telles sanctions.

N'écoutez pas les sempiternels « réalistes » qui, depuis cinquante ans, nous répètent que les sanctions ne servent à rien sinon à faire le lit du voisin. L'honneur vaut bien un contrat. Surtout s'il peut contribuer à contraindre un régime qui s'est mis au ban des nations.

COMITE INTERNATIONAL CONTRE LA REPRESSION EN CHINE

Etats-Unis : Robert Bernstein, Arthur Miller, Inge Morath-Miller, I. M. Pei, Helen Rosen, Orville Schell, John S. Service, Lois Wheeler Snow (veuve d'Edgar Snow), Steven Spielberg; France : Pierre Berge, Lucien Bodard, Henri Cartier-Bresson, Jacques Gernot, Robert Guillaud, Joris Ivens, Bernard-Henri Lévy, Marceline Loridan, Marc Riboud, Claude Roy, Philippe Sollers, Zao Wou Ki; Grande-Bretagne : Joseph Needham, Steven Spender, Fou Tsong; Italie : Michelangelo Antonioni, Bernardo Bertolucci, Alberto Moravia; Japon : Abe Kobo; R.F.A. : Irwin Wickert.

• Pour toutes informations ou contributions s'adresser au secrétariat du comité : Gilles Hertzog, 14, rue Duphot, 75001 Paris, France.

Proche-Orient

IRAN

M. Ahmed Khomeiny est pressenti pour la présidence du Parlement

La question du sort politique du fils de l'imam Khomeiny, l'hodjatolislam Ahmed Khomeiny, après le décès du « guide de la révolution » — après lequel il a joué un rôle primordial, — paraît en voie de solution, quelque trois semaines après le décès de son père. Une campagne vient d'être ainsi déclenchée en Iran pour qu'il prenne la succession de l'homme fort du pays, l'hodjatolislam Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, à la tête du Parlement.

Deux cent dix députés, dont M. Rafsandjani, sur deux cent soixante-dix, ont signé une pétition en faveur de cette solution, en cas — plus que probable — où l'actuel président du Parlement serait élu à la présidence de la République. Le journal *Tehran Times* a emboîté le pas aux députés en écrivant, mercredi 28 juin, que l'accession de M. Ahmed Khomeiny à la tête de l'Assemblée « rétablirait une plus grande harmonie entre les pouvoirs exécutif et législatif » et que le fils de l'imam défunt saurait « préserver l'influence » du législatif. Et ce, à l'heure où une réforme constitutionnelle destinée à concentrer le pouvoir exécutif entre les mains du futur chef de l'Etat est en préparation.

Pour sa part, le ministère iranien de l'intérieur a donné, mercredi, un délai de cinq jours aux éventuels candidats à l'élection présidentielle du 28 juillet pour se faire inscrire, alors que M. Rafsandjani, président du Parlement, restait, à ce jour, seul en lice.

La France reconnaît avoir partiellement levé son embargo sur des armements destinés à la Libye

Autorisation accordée pour la « restitution » de pièces détachées

Le ministère de la défense a confirmé, mercredi soir 28 juin, son intention de « restituer » à la Libye les pièces détachées de matériels militaires de nature défensive, qui étaient restées en dépôt en France après la décision de Paris, en 1983, de placer sous embargo les armements français commandés par Tripoli (voir *dernières éditions datées 29 juin*). Il s'agit principalement de pièces détachées nécessaires au fonctionnement de patrouilleurs lance-missiles et de radars de surveillance terrestre achetés à la France il y a une dizaine d'années environ.

Annulation par la RFA d'une livraison à l'Iran de produits chimiques « sensibles »

Une société de Düsseldorf appartenant à une famille iranienne, Rheinstetten Chemical Products GmbH, a reconnu, mercredi 28 juin, avoir signé un contrat portant sur la livraison à l'Iran de 257 tonnes de chlore, un produit chimique qui peut entrer dans la composition des gaz de combat.

Deux avocats de l'entreprise ont indiqué à la presse que la commande, représentant un montant de 340 000 dollars, de ce produit, fabriqué en Inde, devait parvenir à l'Iran via Dubaï. Selon eux, l'affaire a été annulée à la suite d'une intervention du service des douanes de Düsseldorf, qui a perquisitionné, mardi, les locaux de la société.

L'exportation de ce type de produits chimiques est soumise en RFA à une réglementation spéciale depuis le mois d'avril, et tout transitaire ouest-allemand qui achète puis revend du chlore doit être passible de poursuites judiciaires, selon un rapport du secrétaire d'Etat aux finances, Manfred Carstens.

Mardi, Bonn avait annoncé l'ouverture d'une enquête administrative à la suite de révélations américaines. Le lendemain, le gouvernement a examiné l'affaire en conseil des ministres. Le parquet de Düsseldorf a, cependant, indiqué n'avoir ouvert, pour l'instant, aucune information judiciaire. — (AFP.)

En dépit de rapport tendus, à cause de l'assistance militaire apportée par la France au Tchad depuis l'agression de la Libye contre ce pays, les Français ont été des fournisseurs majeurs d'armements terrestres, aériens et navales. C'est en 1983 qu'un embargo total a été décrété contre Tripoli, lorsque la France a organisé l'opération « Manta », une intervention militaire aux côtés des forces tchadiennes. En 1986, la Communauté économique européenne ajoutait à cette interdiction commerciale une restriction diplomatique, qui limitait le niveau et le nombre des représentations entre la Libye et les pays européens, dont la France.

Le 15 juin dernier, les différentes administrations françaises concernées par les ventes d'armes, au sein de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), ont convenues de réexaminer les conditions d'une reprise des échanges entre la France et la Libye, compte-tenu du fait que Tripoli paraît vouloir s'engager dans un processus de modération dans ses relations avec son voisin tchadien, où la France maintient un dispositif militaire récemment allégé.

Dans ces circonstances, le ministère de la défense indique que « la restitution de pièces de rechange, en dépôt en France depuis plusieurs années pour réparation, a été autorisée pour certains matériels sensibles ». Après avoir considéré que cette initiative ne contredit ni la décision d'embargo, ni les directives de la CEE, le ministère de la défense précise que « les matériels offensifs en dépôt ne sont pas concernés par cette mesure » et que « toute conclusion de contrats nouveaux sur des pièces de rechange ou des matériels demeure non autorisée ».

Cette initiative vise les pièces détachées de patrouilleurs lance-missiles et de radars de surveillance terrestre. Le ministère de la défense ajoute qu'il dément des rumeurs faisant état de la livraison de matériels de type Crotale, qui est un missile anti-aérien assez perfectionné contre les avions et les hélicoptères à basse altitude. Il précise que les autorisations d'exportations envisagées par la CIEEMG ne concernent pas les batteries de missiles Crotale.

ISRAËL

Quatre blessés dans un attentat

Quatre Israéliens ont été blessés, dont l'un grièvement, mercredi 28 juin, lors d'un attentat à la grenade à Ramleh, une localité située à une dizaine de kilomètres au sud-est de Tel-Aviv. L'explosion s'est produite dans la rue principale. La police a aussitôt interpellé plusieurs dizaines de Palestiniens. Peu après l'attentat, des Israéliens ont progressé à coups de couteau deux Palestiniens qui ont été légèrement blessés. Deux personnes ont été arrêtées à la suite de cette agression.

Par ailleurs, l'un des ravisisseurs palestiniens de M. Chris George, un coopérant américain de l'organisation privée Save the Children, enlevé la semaine dernière à Gaza et libéré vingt-quatre heures plus tard (voir *Le Monde* daté 25-26 juin), a été tué mercredi soir dans cette ville par des soldats israéliens. Ceux-ci ont tiré sur Mohamed Abou Nasser à un barrage, quelques heures après qu'il eut enlevé un chauffeur de taxi palestinien à bord de son véhicule. Après sa libération, M. Chris George avait indiqué que ses ravisisseurs étaient au nombre de trois et qu'il connaissait l'un d'entre eux, Mohamed Abou Nasser. — (AFP, Reuter.)

LIBAN : après le sommet tripartite d'Oran

Poursuite des bombardements et du blocus des régions chrétiennes

Trois personnes ont été tuées et huit autres blessées, mercredi 28 juin, à Beyrouth, lors de bombardements et d'affrontements sur la ligne de démarcation, au lendemain de la réunion à Oran du comité tripartite de la Ligue arabe (Algérie, Arabie saoudite et Maroc) (voir *Le Monde* du 29 juin) qui avait pourtant souligné la nécessité d'un cessez-le-feu au Liban. De même, le blocus des zones chrétiennes, imposé par les Syriens et leurs alliés musulmans, a été maintenu.

Le chef du gouvernement libanais à majorité musulmane et soutenu par la Syrie, M. Selim El Hoss, a favorablement accueilli les propositions du comité arabe qui prévoyait, notamment, la réunion du Parlement hors du Liban pour entreprendre des réformes constitutionnelles. Ces recommandations ont été avancées par le président

Chadli, le roi Hassan II et le roi Fahd. Le président sortant du Parlement libanais, M. Hussein Husseini (chite), s'est, quant à lui, déclaré favorable à une telle réunion des députés hors du Liban.

De son côté, le général Michel Aoun, chef du cabinet militaire chrétien et rival de M. Hoss, « attend d'être informé officiellement » du résultat du sommet d'Oran avant de se prononcer, a-t-on indiqué dans son entourage. Il estime, cependant, qu'une réunion des parlementaires libanais hors de leur pays « va à l'encontre de l'intégrité du Liban », mais que c'est « aux députés eux-mêmes à se décider », a-t-on précisé de même source. En tout état de cause, il ne peut y avoir, pour le général Aoun, de dialogue « avant la levée du blocus » du pays chrétien. — (AFP, Reuter.)

Des enfants écrivent aux « grands »

Certains mille jeunes se sont mobilisés, en France, autour du drame des enfants du Liban et ont adressé lettres, poèmes ou pétitions aux présidents Mitterrand, Bush, Gorbatchev et Assad, leur demandant de tout mettre en œuvre pour arrêter « le massacre des petits Libanais ».

De fin avril à début juin, ils ont planché, à l'initiative de l'association Droits de l'homme et solidarité — Interjeunes (1), lundi 26 et mardi 27 juin, quelques-uns d'entre eux sont allés remettre leurs écrits à l'ambassade d'URSS et à celle de Syrie à Paris. Cependant, selon l'animateur de l'association, M. Patrick Karam, ils attendent toujours la réponse à la demande d'audience qu'ils

ont adressée début mai à M. Mitterrand.

« Au Liban, il y a trop d'enfants qui meurent. Là-bas, les enfants naissent en pleurant. Ils ne jouent pas, ils ne rient pas, ils ne vont pas à l'école car la guerre est leur seule distraction » : si des enfants ont peu de chances d'être véritablement entendus là où tant de politiques et de diplomates ont échoué, peut-être une petite partie du message fera-t-elle tout de même son chemin, comme celui-là, adressé par des élèves de quatrième.

(1) DHS-Interjeunes, 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 43-54-48-43.

LE 4 JUILLET, GORBATCHEV EST A PARIS. L'ARMÉNIE AUSSI.



MANIFESTONS LE 4 JUILLET A 18 HEURES DEVANT L'AMBASSADE D'URSS (BD LANNES, CÔTÉ PTE DAUPHINE) POUR LE RATTACHEMENT DU GHARABAGH A L'ARMÉNIE.

Adressez vos dons à Crédit Suisse, 92, Champs-Élysées, 75008 Paris, à l'ordre de : Union arménienne pour le 4 juillet. - Compte n° 4500967033.

UNION ARMÉNIENNE POUR LE 4 JUILLET

Photo prise le 18 septembre 1988 en ARMÉNIE soviétique par J.M. YEREMIAN

مجلس الامم المتحدة

Afrique

AFRIQUE DU SUD : le congrès du Parti national

Le régime refuse toujours le principe de la majorité noire

PRETORIA
de notre correspondant

De retour d'une tournée en Europe qualifiée de « positive », M. Frederik de Klerk devait présider, jeudi 29 juin à Pretoria, son premier congrès fédéral en tant que nouveau chef du Parti national. Une manifestation exceptionnelle puisque c'est la quatrième fois en quatre ans d'exercice du pouvoir que cette formation se réunit au niveau national.

A cette occasion, les dirigeants nationalistes avaient l'intention de rendre un hommage solennel au président Pieter Botha. Un banquet devait avoir lieu en son honneur, mercredi soir, mais le chef de l'Etat a décliné l'invitation, et le banquet de quatre cent cinquante couverts a été annulé. M. Botha a jugé cette cérémonie d'adieu prématurée puisqu'il ne cédera la place qu'après les élections du 6 septembre. Il n'a d'autre part, pas « digéré » le désenchantement de la part de son parti, qu'il avait pourtant servi fidèlement pendant cinquante-quatre ans et qui lui a préféré M. De Klerk. Un affront dont il ne s'est pas encore remis.

De ce fait, le congrès, initialement prévu pour deux jours, ne durera qu'une seule journée. Une réunion placée sous le signe du renouveau du Parti national, puisqu'une nouvelle génération va prendre en main les destinées du pays ; une cérémonie d'investiture pour son nouveau chef, M. De



Klerk, élu le 2 février après la démission de M. Botha, et qui marque le lancement de la campagne électorale. Tout au long de sa période diplomatique en Europe, le président en puissance entend relancer la dynamique du parti majoritaire et le programme de réformes en sommeil.

Un plan d'action de cinq ans a été élaboré pour créer « une nouvelle, puissante et juste Afrique du Sud » : une nation où chacun « a le droit de participer au processus de décision politique à tous les niveaux de gouvernement lorsque ses intérêts sont en jeu. A condition qu'il n'y ait aucune domination ». Ce qui signifie que le régime est en principe favorable au partage du pouvoir, mais refuse toujours de se soumettre à la majorité noire. Il est prêt à négocier le transfert des responsabilités dans les domaines propres à chaque communauté mais, en ce qui concerne la direction générale du pays, les décisions seront prises par consensus.

« De façon ordonnée »

En clair donc, les Blancs auront un droit de veto et, en cas de conflit, une instance supérieure devra trancher. Comment tout cela fonctionnera-t-il ? Personne n'en sait rien. Le projet constitutionnel reste à élaborer. Ce « nouveau système » fera l'objet de négociations avec « des gens raisonnables », comme le souligne M. De Klerk, c'est-à-dire ceux qui, au préalable, ont renoncé à la violence. Les pourparlers sont loin de pouvoir commencer tant que le régime ne fait pas de concessions majeures, comme la levée de l'état d'urgence, la libération des prisonniers politiques et la légalisation des mouvements interdits.

En réalité, le modèle concocté n'a rien de nouveau ni de révolutionnaire. Les ressorts en sont connus depuis longtemps. La plan d'action de 1989 n'est que la reprise, remise au goût du jour, du manifeste des élections générales de mai 1987. Il n'est pas question d'abolir les lois

discriminatoires toujours en vigueur. Celles-ci seront amendées « de façon ordonnée » en fonction de l'évolution des mœurs.

La classification de la population selon les races restera en place. On ne parle d'ailleurs plus de races mais de groupes. Les droits politiques seront concédés en fonction de ce que l'on appelle l'« identité culturelle », c'est-à-dire en fait l'identité ethnique. Pour ceux qui refusent cette appartenance à un groupe donné, il sera créé un groupe ouvert, une sorte de fourre-tout auquel chacun sera libre d'adhérer au nom de la liberté d'association.

Il ne fait pas de doute que le Parti national entend conserver le contrôle total du système, destiné à éviter la domination de la majorité noire. Le partage du pouvoir ne concerne que les domaines relevant, à proprement parler, de chaque communauté et encore sous la tutelle du pouvoir central, qui restera entre les mains des Blancs jusqu'à ce qu'une formule satisfaisante soit trouvée. Ce qui prendra beaucoup de temps.

Comme l'a souligné M. Stoffel Van der Merwe, ministre de l'Information, il est faux de dire que le gouvernement a rejeté la charte des droits fondamentaux proposée par la commission des lois, qui préconise la protection des droits individuels à ceux des groupes et qui recommande le vote pour tous (le Monde du 14 mars). « Les principes ont été acceptés, a-t-il souligné, mais le rapport pas encore, car celui-ci n'est pas au point ». Il a été demandé à la commission de retravailler certaines questions.

Le congrès du Parti national n'apportera donc pas de changements fondamentaux de la ligne de pensée du régime. Il sera surtout l'occasion de revigorer un électoral en insistant sur le fait que « seule cette formation peut offrir une protection effective et juste des minorités et, de cette manière, fournir la base de la coopération pour tous ». Un thème avant tout électoral. Pour le reste, c'est-à-dire les réformes « drastiques » promises par M. De Klerk, il faudra encore attendre.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ANGOLA : après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu

Les négociations de paix s'annoncent difficiles

Les négociations de paix sur l'Angola entre le Mouvement pour la libération de l'Angola (MPLA) au pouvoir à Luanda et l'Union nationale pour la libération totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi ont débuté, mercredi 28 juin, à Kinshasa, sous la direction du vice-premier ministre zairais, Ntany Mayidika Ngimbi. La délégation de Luanda est conduite par le chef d'état-major général des forces armées angolaises et celle de l'UNITA par M. Tony Santos, numéro trois du mouvement rebelle.

Le président angolais, M. José Eduardo Dos Santos, a fait appel, mercredi, à l'« imagination » et à la « tolérance » des Angolais pour résoudre les problèmes difficiles qui, selon lui, ne manqueront pas de se poser dans l'application du plan de paix pour l'Angola, annoncé la semaine dernière à Gbadolite au Zaïre. S'adressant aux membres du bureau politique du MPLA, il a invité le parti à « rassembler les ouvriers, les paysans, les intellectuels révolutionnaires et les autres couches de la population dans une alliance politique solide ».

« Notre peuple a fait spontanément, avec une vive joie, la conclusion de l'accord de cessez-le-feu, a dit le président, et il est disposé à faire face aux nouveaux défis du processus de paix. » Mais, a-t-il ajouté, il faut se garder de faire du triomphe en sous-estimant les difficultés.

Les négociations entre le gouvernement de Luanda et les rebelles de l'UNITA pour mettre fin à la guerre civile angolaise aboutiront, car « tout le monde en Angola veut la paix », vient de déclarer, de son côté, Jonas Savimbi. S'exprimant lors d'une conférence de presse à son quartier général de Jamba (extrême sud-est de l'Angola), le chef de l'opposition armée au régime de Luanda a cependant mis doublement les choses au point : il n'a jamais été question qu'il parte en exil, et l'intégration pure et simple de l'UNITA au sein du parti unique au pouvoir à Luanda est inacceptable.

Un long processus

Il ressort des propos tenus par le chef de l'UNITA que le cessez-le-feu, officiellement entré en vigueur samedi, n'est que le tout début d'un long processus de négociations et que les positions des deux camps pour rétablir la paix et promouvoir la réconciliation nationale restent diamétralement opposées.

L'UNITA espère que les négociations déboucheront sur la mise sur pied d'un gouvernement d'unité nationale de transition chargé de préparer des élections libres. Mais Jonas Savimbi admet que le principe de ces élections n'a pas été accepté par le MPLA. « Nous n'allons pas l'abandonner », pour autant, a-t-il assuré. « L'UNITA ne quittera pas la table des négociations tant que nous n'aurons pas abouti à un accord », a-t-il ajouté. — (AFP, AP.)

Amériques

Le trafic de drogue en Amérique latine

PÉROU : un général de la police est condamné à quinze ans de prison

LIMA
de notre correspondant

Quatre « gros bonnets » d'une bande de trafiquants de cocaïne viennent d'être condamnés à quinze ans de prison à l'issue d'un procès exemplaire qui a duré quatre années et nourri le dossier le plus volumineux de l'histoire judiciaire du Pérou. Mille personnes ont été interrogées, parmi lesquelles plusieurs généraux, ainsi que divers hommes politiques. Une soixantaine d'entre elles ont été inculpées. La sentence, prononcée mercredi 28 juin, a condamné Reynaldo Lopez Rodriguez, dit « Rey », à 25 ans de détention ; ses deux frères, Manuel et Alfonso, ainsi que le général de la police Jorge Zarate à 15 ans.

L'empire de « Rey » — deux cent quinze propriétés immobilières à Lima, 174 voitures, 15 millions de dollars sur un compte bancaire à Miami, une fortune estimée à 300 millions de dollars — s'est écroulé le 24 juillet 1985, lorsque le quartier huppé de Higuereta a été secoué par une explosion. Des vapeurs d'éther ont alerté le juge Principe, dépeché sur place : la luxueuse résidence des Rodriguez Lopez abritait un laboratoire de cocaïne. Seize membres de la famille, qui se promenaient dans le jardin, ont été assassinés. « Rey » et son frère Manuel ont été capturés le 1^{er} novembre suivant.

« Poulets » passeurs

En moins de dix ans, « Rey » avait selon l'accusation, exporté aux Etats-Unis six tonnes de cocaïne pure — ce qui équivaut évidemment à la brusque fortune de ce petit comptable. Il utilisait comme paravent une entreprise de tourisme, le Seturin. C'est au siège de cette société que le juge d'instruction a trouvé les preuves du délit : sept coffres-forts remplis de documents. Malgré ces preuves, l'enquête aurait pu tourner court : « Rey » ne manquait pas de contacts en haut lieu. Il avait déjà été pris la main dans le sac à deux reprises ; et pourtant son casier judiciaire était immaculé. Mais, cette fois, le clan Rodriguez a joué de malchance : les officiers de police soudoyés pour effacer les preuves travaillent avec un juge incorruptible. Enfin, le 28 juillet 1985, M. Alan Garcia devenait le président du Pérou, et ce même jour, il a déclaré la guerre aux trafiquants de drogue et aux autres « réorganisations de la police dont les membres allaient réaliser de zèle pour échapper aux purges menaçant les fonctionnaires soupçonnés de corruption.

Tenace, le juge Principe remonte la filière en deux années d'instruction. La perquisition de la villa Coca

le met d'emblée sur trois pistes enchevêtrées : le central téléphonique qui gère cinquante-sept lignes l'intrigue ; une communication directe est établie avec le siège de la police, l'autre avec la résidence du général de la PIP Jorge Zarate. Devant la ville, un luxueux cabriolet était stationné, son propriétaire, M. Luis Lopez Vergara, est le conseiller de l'homme fort du gouvernement de M. Garcia, M. Luis Percech, successivement président de la Chambre des députés, ministre de la pêche, ministre de l'Intérieur, puis premier ministre. Le train de vie de ces deux hommes est suspect : le général Zarate gagne 5 000 F par mois, mais il possède trois résidences avec piscine et un yacht.

« Rey », qui n'a jamais plaidé coupable, a expliqué qu'il a fait fortune grâce à une « œuvre philanthropique » : il facilitait l'immigration clandestine de compatriotes vers les Etats-Unis ; Seturin servait de couverture. Chaque famille (peu les moins de quatre personnes) payait 2 000 dollars, et il en expédiait ensuite une trentaine par semaine, à partir du Mexique.

Le juge Principe a découvert au siège de Seturin une véritable réplique des installations des services d'immigration avec notamment une fabrique de faux passeports, frappés du visa des Etats-Unis. « Rey » exportait la cocaïne aux Etats-Unis par le biais de ses « poulets ».

De 1980 à 1985, « Rey » a été l'ami de tous les chefs de la police : du général Eduardo Ipinza, qui l'avait nommé... conseiller de la direction générale, et de ses successeurs, les généraux Romulo Alayza, Rodolfo Ballesteros et Humberto Carter.

Le Pérou est le premier producteur au monde de coca, produit de base de la cocaïne.

NICOLE BONNET.

CUBA : le général Ochoa est déclaré coupable de « trahison »

La Havane. — Le jury d'honneur, composé de quinze sept officiers, qui a examiné le cas du général Arnaldo Ochoa et de six de ses camarades accusés de trafic de drogue a conclu mardi 27 juin que les sept hommes étaient coupables de « trahison » de la révolution et devaient être jugés par un tribunal militaire. A l'unanimité de ses membres, il a proposé la peine de mort.

Sept anciens subordonnés du général Arnaldo Ochoa à l'époque où il commandait le contingent cubain en Angola (1987-1988) ont déposé devant le jury les divers trafics que « couvraient » leur chef en Afrique : troc de sucre, d'essence, de rhum, trafic de bois précieux, de diamants, de poissons séchés, d'ivoire, marbre noir de devise, etc. L'un d'eux a expliqué avoir estimé agir sur les ordres de son chef et pour le bien de la nation. L'un des témoins a déclaré que le général Ochoa avait assuré l'application des directives approuvées par le ministre des forces armées, dont le chef est M. Raul Castro, numéro deux de la révolution, et le « commandant en chef », M. Fidel Castro.

Ces officiers ont assuré qu'une partie de l'argent ainsi illégalement gagné a servi à accélérer la construction de deux aéroports qui devaient servir de bases pour la poursuite des opérations en Angola. Ces événements ont eu lieu au moment où la Havane a dû expédier en toute hâte, fin 1987, des renforts à l'armée angolaise sur le point d'être écrasée autour de Cuito-Cavaleira par les Sud-Africains.

Selon l'information officielle, le général Ochoa a reconnu tous les faits. Il a déclaré qu'il méritait la mort : « Je n'ai plus de raison de vivre », a-t-il proféré dans un extrait de son procès diffusé par la télévision. L'officier, âgé de cinquante-six ans — ancien combattant de la guérilla de la Sierra Maestra en 1958

contre le dictateur Batista et vainqueur de la guerre d'indépendance par les Forces Armées cubaines — a été libéré en 1978, fait « héros de la République » en 1984, — a suivi les débats de façon totalement impassible, rapporte-t-on à La Havane. Son aide de camp, le capitaine Jorge Martinez Valdes, également inculpé, a assuré que le trafic de drogue, effectivement envisagé, n'a pu se réaliser, malgré deux voyages de sa part, sous un faux passeport, en Colombie, pour y rencontrer les trafiquants du fameux « cartel de Medellín ».

Le témoignage du capitaine Martinez Valdes n'a pas permis de confirmer si des missiles ont ou non été livrés par les soins du général Ochoa au « paramilitaire » du cartel, M. Pablo Escobar, comme celui-ci lui en avait fait la demande en vue de protéger son « quartier général » contre d'éventuelles opérations policières hâtives. S'agissant du trafic de drogue, la responsabilité des faits (6 tonnes de cocaïne expédiées aux Etats-Unis depuis 1986, en quinze chargements) a été reconnue par le colonel Antonio de la Guardia, chef d'une cellule secrète créée par le ministère de l'Intérieur et chargée de l'embargo commercial américain en vigueur depuis 1960. Cette instance utilise la CIMEX, une société anonyme d'import-export dont le siège est à Panama.

Le général Ochoa a, par ailleurs, affirmé devant le jury d'honneur, que son trafic ne pouvait être lié à un quelconque désaccord politique avec le gouvernement de M. Fidel Castro. M. Raul Castro, dans son réquisitoire, avait déclaré, lui, que le général Ochoa avait eu une conduite « populaire », en raison notamment de largesses dont il usait envers ses subordonnés. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

ÉTATS-UNIS

Mort du général Thorpe

Il avait prédit l'attaque contre Pearl-Harbor...

Le général Elliott Thorpe est mort, mardi 27 juin, en Floride, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Témoin privilégié de grands moments de l'histoire de ce siècle, il avait même prédit l'un d'eux et n'avait pas été entendu.

En 1941, il était attaché militaire des Etats-Unis à Java, territoire alors sous contrôle des Néerlandais, qui avaient réussi à déchiffrer le code japonais. Informé de la teneur de messages indiquant l'imminence d'un raid sur Hawaï, il avait averti plusieurs fois son gouvernement, mais le renseignement ne fut pas pris au sérieux. Une semaine

plus tard, les Japonais lançaient leur « attaque-surprise » contre Pearl-Harbor, infligeant de lourdes pertes aux forces navales et aériennes américaines, ce qui fit entrer les Etats-Unis dans la guerre.

En 1945, il était présent sur le pont de l'USS Missouri, lors de la reddition des Japonais devant le général MacArthur. Il avait également assisté à la fin de la première guerre mondiale. En 1919, au moment de la signature du traité de Versailles, le lieutenant Thorpe était de garde dans la Galerie des glaces du château. — (AFP.)

Décès du prince Vassili Romanov

Le prince Vassili Romanov, petit-fils du tsar Alexandre II de Russie, est décédé samedi dernier 24 juin, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Woodside (Californie), trois jours après le décès de sa femme, la princesse Natcha Galtchik Romanov, à son tour atteinte de la leucémie. Le prince Vassili Romanov avait contracté la leucémie à la fin de la guerre mondiale, à bord d'un navire de guerre britannique, envoyé par le roi George V, grand-oncle du jeune prince. Cet oncle devait être pour le prince Vassili le point de départ d'une vie mouvementée. Il a travaillé comme mousser sur les chantiers navals de San-Francisco, comme courtier de Bourse, sommelier et éleveur de volailles. — (AFP.)

LA COMMUNICATION POLITIQUE

Actes du forum des 25 et 26 novembre 1989 à Grenoble, organisé avec le concours du Monde par l'Institut d'études politiques de Grenoble, le Cargo Maison de la Culture, « Interpeller la presse », association des usagers de l'information.

Au sommaire :

- Un texte de Dominique Walton
- Un débat présidé par André Fontaine sur les campagnes présidentielles avec B. Brun, M. Duchene, P. Amar, M. Brula, J.-M. Colombari, J.-P. Mourier.
- Un débat sur la communication politique municipale avec les responsables de celle-ci à Grenoble, à Montpellier et à Vaulx-en-Velin.
- Des séminaires sur les effets des sondages, les affiches électorales, le rôle de la presse et des médias, le spectacle (la comédie ?) politique, etc.

Un ouvrage de 210 p. édité par « Interpeller la presse », chez qui on peut se le procurer, 9, rue de la Poste, 38000 Grenoble, au prix de 60 F, port en sus.

Politique

Les débats au Parti socialiste et dans l'opposition

La nouvelle devise des mitterrandistes : à chacun sa part de vérité

Le congrès du Parti socialiste se réunira à Rennes, du 15 au 18 mars 1990. Le choix de cette date doit être entériné par le comité directeur du parti, le 2 juillet, après l'accord constaté au bureau exécutif mercredi 28 juin. La préparation de ce congrès s'ouvrira le 30 septembre, avec les publications des contributions devant aboutir à une réunion du comité directeur, dite « de synthèse », les 13 et 14 janvier. Cette synthèse s'annonce difficile en raison de la dispersion des mitterrandistes.

Les principaux partenaires du courant dirigeant du Parti socialiste s'engagent en ordre dispersé dans la préparation de son prochain congrès. M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement et ancien numéro deux du parti, avait pris ses distances, dès le congrès de Lille, en avril 1987, marqué notamment par sa rupture avec le premier secrétaire d'alors, M. Lionel Jospin. M. Poperen a confirmé, depuis lors, qu'il entend agir de façon autonome, mais il n'est plus le seul. MM. Louis Mermaz, Lionel Jospin et Laurent Fabius mènent chacun désormais, sans même s'entretenir, les mitterrandistes, hier fédérés, revendiquant aujourd'hui chacun pour son compte, leur part de vérité.

Le déjeuner qui a réuni, mercredi 28 juin, les membres du bureau exécutif appartenant au courant « A-B » (mitterrandiste et maoïste), avait un caractère formel. M. Fabius, d'ailleurs, n'y était pas, non plus que son ami, M. Marcel Debarge. Seul, M. Claude Bartolone représentait la branche fabiusienne de la famille, mais il était venu pour écouter, par pour parler. A la même heure, en effet, le président de l'Assemblée nationale réunissait ses partisans à l'hôtel de Lassay, sa résidence.

Le « déjeuner des trente » paraissait d'autant plus irréel que, depuis la veille, on savait que M. Mermaz, d'un côté, MM. Jospin et Mauroy, de l'autre, allaient déposer des textes différents après la réunion du comité directeur, les 1^{er} et 2^{es} juillet. M. Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, l'avait confirmé, le matin même, aux journalistes, entouré par M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, M. André Laignel et M. Vronique Neiertz, secrétaires d'Etat, quelques députés et anciens députés, avec l'appui de M. Pierre Joxe, d'autres députés et de plusieurs premiers secrétaires fédéraux.

Pour M. Mermaz, l'heure est venue de « débattre au fond », afin de contribuer à ce que le parti « s'ouvre sur le monde » et « intègre les générations », en confirmant son « ancrage à gauche ». Critiquant la gestion du PS, qu'il voudrait « plus dynamique », M. Mermaz et ses amis se défendent, cependant, d'agir contre le premier secrétaire. Ils dénoncent, néanmoins, la constitution d'« une sorte de syndicat des sortants » et refusent de se prononcer sur l'appui qu'ils apporteraient, ou non, au renouvellement du mandat de M. Mauroy à la tête du parti.

Tout en soulignant leur « fidélité à toute épreuve » envers M. Mitterrand, qu'il ont informé de leur initiative, les « conventionnels » — ainsi que l'on appelle les amis du chef de l'Etat depuis l'époque de la Convention des institutions républicaines — ne prétendent pas agir avec son appui. Ils s'irritent, seulement, de voir débattre la question de sa succession, qui, a souligné M. Estier, « n'est pas à l'ordre du jour du prochain congrès ». M. Joxe a insisté sur cette question au cours du déjeuner, en déclarant « impertinent » le problème posé par de prétendus « supposés » présidentiables. Pour MM. Mermaz et Joxe, le PS ne peut pas fonctionner comme une machine à conquérir l'Elysée, si se fragmenter, en conséquence, en équipes au service de tel ou tel champion.

On voit bien, en effet, ce qui peut inciter certaines personnes, liées socialistes à récusar un système dans lequel seuls ceux qui

sont considérés comme candidats possibles à la présidence de la République auraient un rôle dirigeant, les autres étant seulement invités à miser sur le bon concurrent. Il est facile, aussi, de faire observer aux conventionnels qu'ils ont bien, en leur temps, fait tourner le PS pour le compte de M. Mitterrand, dont la stature présidentielle avait été l'élément fédérateur de la gauche non communiste. Il n'en est pas moins vrai que les critiques qu'ils formulent aujourd'hui rejoignent les interrogations de beaucoup de socialistes sur les travers des institutions de la V^e République et qu'elles ont une réelle portée au regard de la déontologie du PS.

A preuve le fait que M. Jospin ait tenu, mercredi, à répondre à M. Joxe, en affirmant qu'il ne se pose pas, lui, en présidentiable et qu'il ne peut être tenu pour comptable de ce que la presse écrit de lui à cet égard. Le ministre de l'Éducation nationale s'était déjà, il y a quelques semaines, indigné de ce que M. Fabius, lors de son passage à « L'heure de vérité », le 17 mai, eût accepté de répondre à une question sur l'élection présidentielle de 1995, paraissant ainsi considérer comme ouverte la succession de M. Mitterrand. Tandis que M. Poperen observait que la contrainte institutionnelle est telle que cette question iconoclaste ne peut être évitée, M. Henri Emmanuelli, « numéro deux » du PS, proche de M. Jospin, se félicitait d'avoir tenu, il y a un an, à ce que le premier secrétaire du PS ne fût pas lui-même un candidat potentiel.

Une synthèse difficile

Il n'est pas facile, en effet, aujourd'hui, la formule retenue alors qu'il se trouve mise en cause. Les fabiusiens peuvent constater

que la stratégie choisie par M. Jospin, lorsqu'il avait décidé, il y a deux ans, de fusionner le courant mitterrandiste et le courant maoïste, se solde par des fractures successives parmi les mitterrandistes : M. Poperen d'abord, puis M. Fabius, et, à présent M. Mermaz prennent — on s'essaye à prendre — le large. Il ne reste à MM. Mauroy et Jospin, dans ces conditions, qu'à s'assurer sur un texte commun, face à la dispersion de leur courant. Le premier secrétaire, toutefois, ne sera pas lui-même signataire de ce texte, afin de préserver sa marge de manœuvre. Ce sont ses proches — MM. Michel Delebarre, Bernard Roman, Frédéric Rosmini — qui joindront leur signature à celles de M. Jospin et de ses amis.

Ceux de M. Fabius, réunis à l'hôtel de Lassay en milieu de journée, s'en sont, eux aussi, donnés à cœur joie contre le « syndicat des sortants », frustrés d'une victoire il y a un an, exaspérés plutôt qu'abattus par le mauvais résultat des élections européennes, qu'ils attribuent à la mauvaise volonté de la direction du parti, les fabiusiens ont applaudi au discours musclé de M. Debarge. Ils étaient une soixantaine de parlementaires, une vingtaine de premiers secrétaires fédéraux — dont ceux du Pas-de-Calais, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique, plus des représentants des Bouches-du-Rhône, — des cadres, des amis, des militants, près de deux cents personnes au total, qui se sont penchées sur des textes à la parole pour dire des vérités qu'elles accusent leurs adversaires de vouloir tenir sous le boisseau. M. Fabius a indiqué qu'il déposera une contribution après la réunion du comité directeur.

On n'en est, en effet, qu'à la phase des contributions, ou plutôt, à celles des « pré-textes ». Les proches de M. Mauroy soulignent

qu'on n'a encore rien vu, si ce n'est la lettre que M. Poperen avait adressé il y a deux mois et demi au premier secrétaire. Beaucoup veulent débattre, reste à savoir de quoi. M. Jospin a souligné, mercredi, que le fait d'être au pouvoir impose à chacun des contraintes et commande, selon lui, de centrer la discussion sur quelques points essentiels. Il serait étrange en effet que, ce soit dans les rangs de la majorité que se forme une opposition au gouvernement.

Une autre donnée pèse sur les membres du courant dirigeant du PS. M. Mauroy a rappelé une fois de plus, que l'éclosion de ce courant aurait pour conséquence de rendre M. Michel Rocard et ses amis maîtres du jeu. Or, s'ils soutiennent le gouvernement, mitterrandistes et maoïstes n'en sont pas moins unis dans une commune hostilité, sinon à M. Rocard du moins au rocardisme tel qu'il le conçoit ou le redoutent. La synthèse que représente M. Mauroy s'annonce difficile, mais elle ne perd pas ses chances de s'imposer, une fois que les uns et les autres auront mesuré leurs forces et — du moins chacun l'espère-t-il — marqué des points. La question pourrait se résumer à celle-ci : qui sera, au soir du 18 mars prochain, le « numéro deux » du PS ?

L'autre réalité, en effet, que révèle la dispersion des mitterrandistes c'est qu'ils sont de plus en plus conscients de se tenir au sein du PS. M. Mermaz rappelle qu'il s'était engagé dès le début des années 50 au côté de M. Mitterrand, mais qu'il ne se considérait pas comme qu'un soutien éternel. Le maire de Vienne a bien raison : il n'est pas question de primogéniture, mais d'alliances.

PATRICK JARREAU.

L'UDF et le RPR cherchent à prendre de vitesse les « rénovateurs »

Après la création d'un intergroupe parlementaire de l'opposition à l'Assemblée nationale mardi 27 juin (le Monde du 28 juin), ce sont les partis politiques de cette opposition eux-mêmes qui ont tenu, dès le lendemain, une réunion commune pour affirmer « leur volonté de constituer une coordination de l'opposition afin d'harmoniser leurs positions politiques », selon les termes de leur communiqué.

Ils ont également décidé d'organiser « des conventions nationales à thème » dans une dizaine de régions, à partir du mois d'octobre, au rythme d'une convention par mois, avant d'aborder par les représentants nationaux et locaux de tous les partis de l'opposition quelques grands sujets tels que la défense, l'éducation, l'emploi.

Ces conventions se traduiront par un travail doctrinal commun qui préparera — et c'est leur décision essentielle — les « Etats généraux de l'opposition », qui se tiendront dans le dernier trimestre de 1990.

Selon le texte adopté à l'unanimité mercredi, ces « Etats généraux » auront deux objectifs ainsi décrits :

1) « Préparer un projet commun fondé sur la triple volonté : de construire une France plus prospère en faisant sauter les verrous qui entravent l'initiative et la croissance ; de promouvoir une plus grande égalité des chances ; de bâtir un véritable Etat de droit ».

2) « Créer des conditions d'une alternance réussie en travaillant à l'organisation de l'opposition, notamment en examinant la faisabilité de « primaires à la française » pour les prochaines élections présidentielles ».

Tous les participants se félicitaient, mercredi, de l'ambiance et du résultat de cette première rencontre, qui sera suivie d'une autre fin juillet. Bien que les « grands chefs », MM. Giscard d'Estaing et Chirac, n'aient pas été conviés, y participaient les dirigeants de l'UDF : les composantes de l'UDF : M. Méhaignerie, président du Parti radical, M. André Santini, secrétaire général du Parti social-démocrate, M. Alain Lamassouse, délégué général des clubs Persépolis et Réalités, M. Paul Girard, président des adhérents directs de l'UDF, qui le matin même avaient souhaité une formation unique de l'opposition. M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, représentait M. François Léotard, en vacances aux Etats-Unis dans un ranch des montagnes Rocheuses. Le Centre national des indépendants avait été convié en la personne de son secrétaire général, M. Yves Briant, ancien député et nouvel élu européen. C'est le RPR qui avait proportionnellement la plus forte délégation par « ordre », avec quatre « têtes » : M. Juppé, secrétaire général, M. Alain Marie, secrétaire national aux études, M. Michel Girard, président du groupe de réflexion sur l'actuel gaullisme, et M. Philippe Séguin.

Le texte adopté a été quelque peu modifié, notamment à la demande de M. Méhaignerie, qui a souhaité que soit précisée l'existence d'un « Etat de droit » et la nécessité de favoriser la croissance pour mettre davantage en exergue la recherche d'une philosophie politique. M. Madelin n'a pas voulu que soient déjà énumérés les thèmes des « conventions nationales découlant de la réflexion sur l'actuel gaullisme ». Tous ont admis — semble-t-il sans difficulté — le thème d'« Etats généraux » à la fin de l'année prochaine.

chaîne comme l'aboutissement d'un processus. Ils sont convenus que la plate-forme de gouvernement qui sera alors élaborée ne devra pas être trop éloignée des élections législatives du printemps 1993.

Personne ne s'est fait le porte-parole de M. Giscard d'Estaing ni des « rénovateurs » qui, à Lyon, avaient souhaité que de tels « Etats généraux » se tiennent au plus vite. Personne n'a plus n'a prôné la fusion de l'opposition en une formation unique ni proposé le « sabordage » des partis actuels, comme l'avait fait M. Léotard en proposant à Lyon de « casser les structures du Parti républicain » (le Monde du 27 juin). Or, parmi les signataires du manifeste de l'opposition se trouvent quelques-uns de ceux qui avaient prêté, le 24 juin, le serment des rénovateurs lyonnais, MM. Méhaignerie, Galland, Santini et Séguin ; ce dernier, il est vrai, non sans quelques restrictions mentales.

Les autres « rénovateurs » lyonnais présents mercredi dans les locaux de l'Assemblée nationale — et qui ne se considéraient pas représentés en tant que tels à la réunion des partis — jugeaient tout à fait acceptable le projet de leurs amis, mais assuraient que cela ne les empêcherait pas de poursuivre l'action qu'ils avaient amorcée le samedi précédent. Ils annonçaient même qu'ils tiendraient leur propre journée de réflexion en septembre.

« Quand on veut un fromage... »

Au RPR, on se félicitait des décisions prises, y voyant une confirmation des orientations arrêtées par le conseil national du 22 juin. On soulignait que, pour la première fois depuis un an, M. Philippe Séguin, qui avait toujours refusé de participer aux instances du mouvement, s'était vu attribuer une délégation officielle de son parti. Cette présence n'est sans doute pas du goût de tous. Certains députés RPR ironisaient en disant que le maire d'Epinal mettait un peu vite en application un aphorisme prêt à Edgar Faure : « Quand on veut un fromage, il vaut mieux le grignoter que le manger ». D'autres, tristes, décrivaient, comme M. de Lipkowski, « les trois crimes de M. Séguin » : « Il vient de tuer les rénovateurs, il lui reste à tuer les papyrus et à poignarder Chirac ».

La plupart, en revanche, se félicitaient que le député des Vosges, dont ils reconnaissent le sens politique, ait rejoint le bercail et mis un terme à sa bonderie. Ils voyaient dans la présence de M. Méhaignerie à cette réunion un geste positif prêt à être suivi par les autres. M. Veil aux européennes — de l'initiative d'une entreprise centrée isolée ou d'une aventure rénovatrice autonome. L'un d'eux constatait même cruellement qu'ils avaient mesuré que « la machine des sondages n'avait pas résisté aux papyrus des partis ».

Car les partis, en décidant dès mardi dernier de créer entre leurs représentations parlementaires un « intergroupe », ont pris de vitesse les « rénovateurs », qui se faisaient cet objectif pour la rentrée. Ces mêmes partis, en organisant leur façon concertée et programmée leur « coordination », ont été plus précis que M. Giscard d'Estaing, qui en avait seulement formulé le vœu. Les « rénovateurs » ont peut-être donné un coup de fouet à l'opposition mais la troika ainsi lancée fait tout pour leur échapper.

ANDRÉ PASSERON.

Non-lien en faveur de l'ancien maire (RPR) de Dragignan

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu, mardi 26 juin, un arrêt de non-lien à l'égard de M. Jean-Paul Claustres, ancien maire (RPR) de Dragignan (Var), et de son épouse, M^{me} Marie-Paule Claustres. La gestion municipale de M. Claustres avait été contestée en avril 1986. Le 6 décembre 1986, trois anciens employés d'une association paramunicipale, Dragignan Promotions, chargée de promouvoir l'image de la ville, avaient été inculpés.

Le 23 décembre de la même année, la chambre criminelle de la Cour de cassation désignait la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris pour instruire cette affaire de détournements de fonds.

Le 2 avril 1987, M. Claustres était, à son tour, inculpé, quelques semaines après son épouse, d'abus de confiance, complicité d'abus sociaux, complicité de faux en écritures privées et infraction. Durant son mandat, son épouse avait tenu le rôle de directrice des services financiers.

L'arrêt rendu par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris met, également, hors de cause sept autres personnes qui avaient été

inculpées de complicité de faux en écritures privées : M. Philippe Poinçon, M^{me} Florence Dauphin, M^{me} Jean-Louis Hemet, Jean-Marc Allione, Georges Constantin, Victor Négro et Christian Campa.

Il reste trois inculpés dans cette affaire : MM. Pascal Vito, prévenu d'abus de confiance et de complicité de faux en écritures privées et usage, et MM. Daniel Pham-Van-Long et Doan-Ly-Vuong qui font l'objet des mêmes inculpations.

ISTH INSTITUT PRIVÉ D'ÉTUDES TECHNIQUES HUMAINES
Pour vous aider à réussir à l'ISTH
CPA
Préparation aux concours de l'ISTH
à la suite de la réussite aux concours de l'ISTH
à la suite de la réussite aux concours de l'ISTH
à la suite de la réussite aux concours de l'ISTH
AUTEUIL
42.24.10.72

PROJET DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE POUR L'UTILISATION DES VIANDES HADY ET ADHABY EXECUTE PAR LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

ANNONCE

La Banque Islamique de Développement (BID) a le plaisir de porter à la connaissance des pèlerins qu'elle a pris des dispositions avec la Compagnie Saoudienne pour le Transport et le Commerce du Bétail et des Chèvres (SABT) afin de leur vendre aux pèlerins désireux d'effectuer le sacrifice aux normes de santé et de la Charia, afin de les vendre aux pèlerins désireux d'effectuer le sacrifice par procuration. Ce dernier aura lieu aux abattoirs de Mina, mis spécialement sur pied pour servir le Projet du Royaume d'Arabie Saoudite d'utilisation de la viande Hady et Adhaby, auquel participe la BID, conjointement avec d'autres organismes spécialisés relevant des autorités saoudiennes. La viande sacrifiée sous forme de Fidya sera distribuée aux musulmans pauvres du monde entier. La BID se chargera, par ailleurs, du transport par air, mer ou terre, selon le cas, de la quantité de viande sacrifiée provenant d'autres formes de sacrifices. Cet excédent sera destiné aux musulmans pauvres ou réfugiés en Jordanie, au Pakistan, au Bangladesh, au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, au Niger, au Sénégal, au Soudan, en Syrie, au Sierra Leone, en Somalie, en Guinée Bissau, en Gambie, au Djibouti, au Bénin, en Mauritanie et au Mozambique.

L'achat des bœufs relatifs au sacrifice par procuration se fera à LA SOCIÉTÉ BANCAIRE D'INVESTISSEMENT AL-RAJHI.

Le Projet découle de la détermination du Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite à prendre toutes les mesures possibles et nécessaires qui facilitent la tâche des pèlerins dans l'accomplissement du pèlerinage.

A cause de l'encombrement observé à l'abattoir pilote d'Al Moasim au cours du pèlerinage de 1403 H, rendant impossible la réalisation des bénéfices escomptés du Projet, il a été décidé de réserver cet abattoir pilote ainsi que d'autres abattoirs à tous ceux qui désirent accomplir le sacrifice par procuration dans le cadre du Projet. La mise en pratique de cette décision fut couronnée de succès lors des pèlerinages de 1404 H, 1405 H, 1406 H, 1407 H et 1408 H.

Chaque personne mandatée par un groupe de 30 pèlerins peut, en leur nom, accéder aux abattoirs mis au service du Projet et contrôler lui-même l'opération de sacrifice par procuration.

Le Gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite a tenu à ce que ces abattoirs soient équipés du matériel le plus moderne afin que l'utilisation de la viande soit rendue optimale.

Toute personne désirant recourir au sacrifice par procuration doit acquitter la somme de deux cent quatre vingt (200) Rials saoudiens comme prix du mouton. Le paiement se fait auprès de la SOCIÉTÉ BANCAIRE D'INVESTISSEMENT AL-RAJHI qui, en contrepartie, lui délivre un bon d'achat. Lors de l'achat du bœuf, le pèlerin doit s'assurer qu'il a bien choisi le type de sacrifice qu'il désire faire : Hady, Fidya, Adhaby ou Sadaga. La vente des bœufs commence à partir de la date de la parution de la présente annonce. Le montant exigé du pèlerin pour l'achat du bon comprend le prix du mouton, une partie des coûts de l'abattoir, d'écorchement, des services vétérinaires et de transport de la viande aux nécessiteux.

500.000 bœufs ont été réservés à ces types de sacrifices. La vente prendra fin avec l'épuisement des bœufs. Nous invitons donc nos frères pèlerins désireux de recourir aux sacrifices Hady (Tamattu et Qiran) et Adhaby d'acheter le plus tôt possible le bon correspondant pour cette année.

La vente des bœufs, une fois rempli le formulaire relatif à l'autorisation de procuration, aura lieu à toutes les branches de LA SOCIÉTÉ BANCAIRE D'INVESTISSEMENT AL-RAJHI se trouvant dans toutes les villes du Royaume et notamment à La Mecque, Mina, Médine et à Jeddah.

مكتبة القرآن الكريم

Politique

18

Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale

Les terroristes, les missiles sol-air et les étrangers...

Les députés ont repris, mercredi 28 juin en seconde lecture, la discussion du projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France, présenté par M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. Les sénateurs ayant adopté, mercredi 21 juin, une « question préalable » sur ce texte (disposant qu'il n'y avait pas lieu à débattre et interdisant en conséquence l'examen des articles), l'Assemblée a donc été saisie de sa propre version du projet. Fidèle à la stratégie qu'il s'était fixée en première lecture, M. Pierre Joxe a déposé au nom de son groupe quatre-vingt amendements. Seuls les deux premiers articles du texte, qui en compte vingt, ont pu ainsi être débattus. Face à M. Robert Pandraud, M. Joxe a également saisi l'occasion de cette nouvelle discussion pour répondre à la polémique sur l'affaire Nacache, qui l'avait opposé au Sénat à M. Pasqua.

Les « remakes » sont rarement bons. Surtout quand la pièce originale a été médiocre. Mercredi soir, on a donc retrouvé dans les deux premiers rôles M. Pierre Joxe et M. Robert Pandraud, dans leur opposition, devenue hostile, déclarée au cours de cette seconde lecture. Chacun avait, une nouvelle fois, fourbi ses armes. La logorrhée pour le ministre de l'Intérieur. La contribution virulente de M. Pandraud à la discussion générale souleva toutefois chez M. Joxe une colère froide : « Je prends vos injures avec dédain, vos insinuations avec mépris, vos erreurs avec commisération ». Fin du dialogue. Pour le reste du débat, les règles du jeu étaient bien établies : dès que M. Joxe prenait la parole pour défendre ses amendements, M. Joxe signalait son courrier. Et inversement, quand le ministre d'extrême gauche, le député de Haute-Savoie s'abîmait dans la lecture d'un quotidien.

Quant à la procédure, elle ne variait pas non plus : aux rappels au règlement, demandes de suspension de séance, ou prises de parole pour « fait personnel » de M. Joxe, succédaient, de la part de M. Joxe, l'annonce de la « réserve » de certains des amendements du député, et les « avis défavorables » donnés sèchement aux autres.

Le débat « surréaliste » dénoncé tant par M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne) que par M. François Asensi (PC, Seine-Saint-Denis) allait trouver son apogée dans l'intervention de M. Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis) qui demanda, lors de la discussion d'un des deux premiers articles du projet de loi, des éclaircissements au ministre de l'Intérieur sur... les missiles sol-air prévus au pont de Tolbiac pendant les festivités du Bicentenaire. La réponse de M. Joxe fusa sur... l'affaire Nacache. Evoquant la « confusion » faite par M. Charles Pasqua au Sénat, mercredi 21 juin, entre Anis Nacache et Georges Ibrahim Abdallah (le

Monde du 23 juin), le ministre de l'Intérieur déclara : « Je me suis interrogé sur les raisons pour lesquelles M. Pasqua mêlait de façon inextricable deux affaires de terrorisme. Quiconque détient des informations susceptibles d'aider le gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme en général et la prévention des crimes en particulier doit prévenir les autorités. Depuis cette discussion au Sénat, je n'ai pas reçu d'informations de M. Pasqua ».

Cette digression sur le terrorisme amena tout « naturellement » M. Joxe à évoquer d'un mot la protection aérienne prévue pour les manifestations de la mi-juillet. Renvoyant M. Pandraud à la lecture du communiqué publié sur ce sujet par le ministère de la Défense, M. Joxe ajouta à l'intention de son prédécesseur place Beauvau : « Si c'est M. Pandraud qui me pousse à m'engager dans la voie qui consisterait pour le reste à lever le secret-défense, je suis prêt à réfléchir ». Les « débats » sur le projet de loi devraient reprendre jeudi 29 juin dans la soirée.

PASCALLE ROBERT-DIARD.

L'avenir et l'organisation de la région parisienne

La « méthode Rocard » va être appliquée à l'Ile-de-France

Avant même les élections municipales, le premier ministre avait annoncé qu'il comptait, aux lendemains de ce scrutin, mettre au point l'avenir et l'organisation de la région parisienne. En lui-même, M. Michel Rocard connaît les difficultés que cette région rencontre : le déséquilibre croissant entre les communes riches de l'Ouest et les villes pauvres de l'Est, l'émiettement des pouvoirs en matière d'urbanisme, conséquence des lois de décentralisation (le Monde du 16 février). Qu'il s'agisse de droits ou de gauche, tous les responsables régionaux reconnaissent que la situation ne peut rester en l'état, mais la solution n'est pas simple, tant les arrières-pensées politiques occultent le débat technique.

Un comité interministériel, réunissant autour du premier ministre les ministres des finances, de l'Intérieur, de l'Équipement et des transports et de l'aménagement du territoire, s'est déjà tenu le 13 juin, mais l'on sait à l'hôtel Matignon que l'affaire ne peut se régler que si l'opposition nationale, majoritaire en Ile-de-France, n'a pas l'impression que les socialistes veulent profiter de l'occasion pour prendre une partie du pouvoir régional. C'est pourquoi ce qui vient d'avouer, dans une interview au Quotidien de Paris, parue le 25 juin, M. Gilles Catoire, maire socialiste de Cluses et secrétaire général du Centre d'études urbaines, nouvelle association regroupant les maires socialistes de la petite couronne. Il y propose, en particulier, la création d'une commu-

Le Sénat a poursuivi, mercredi 28 juin, l'examen du projet de loi d'orientation sur l'éducation. M. Michel Rocard est intervenu en fin d'après-midi pour manifester son soutien « chaleureux » et « enthousiaste » à ce texte « porteur d'avenir pour toute la jeunesse du pays » et pour saluer « le Sénat dont le sérieux et la qualité des travaux me sont connus et méritent le respect ». Le premier ministre a conclu en évoquant le renouvellement sénatorial de septembre prochain et adressant ses « meilleurs vœux » à ceux qui se représenteront.

Les sénateurs de l'opposition de droite, comme ceux du PC, ont beau se dire déçus par la copie de M. Lionel Jospin, ils n'en débattent pas moins avec minutie les différentes dispositions. Le ministre d'État, de son côté, se montre pédagogue en se faisant un devoir de répondre point par point à tous les arguments avancés et à toutes les questions posées.

Certes, les amendements défendus par M. Hélène Luc (Val-de-Marne) ou Danielle Bidart-Reydet (Seine-Saint-Denis) n'ont, dans leur quasi-totalité, reçu que le soutien de leurs collègues communistes mais si le gouvernement s'y est

En revanche, le ministre d'État a accepté, comme le lui demandaient plusieurs élus de l'est de la France, que « le même article premier dispose que la formation « peut comprendre à tous les niveaux, un enseignement de langues et cultures régionales ».

A l'inverse, le Sénat l'a suivi dans son souhait de voir préciser que les enseignements artistiques, ainsi que

De tels propos ont, bien entendu, fait bondir les élus de droite de la région. Ainsi M. Jean Thériet, premier adjoint au maire de Paris, a parlé de « magouilles ». Et M. Francis Delattre, député UDF du Val-d'Oise, a interrogé le premier ministre, mercredi 28, à l'Assemblée nationale.

M. Rocard lui a notamment répondu que si « les élus font leur travail » ils « se préoccupent sur tout et légitimement du territoire dont ils ont la responsabilité », et qu'il n'y a pas « d'autorité compétente pour saisir tous les problèmes de l'agglomération dans leur ensemble ». Le conseil régional n'étant « pas en mesure » de remplir ce rôle. Le gouvernement a « donc décidé de traiter le problème. Une communication sera faite sur le sujet au conseil des ministres le mois prochain. D'ici là, a dit M. Rocard, j'aurai convié les responsables de diverses forces politiques de l'agglomération pour m'en entretenir avec eux ».

Le premier ministre a aussi précisé que « l'État prendra pas de décision unilatérale », car le problème ne peut pas se régler « sans les élus, encore moins contre eux, mais seulement avec eux, dans l'intérêt des habitants de l'agglomération parisienne ».

Th. B.

Au Sénat

Le projet de loi sur l'éducation fait l'objet d'une discussion minutieuse

opposé, les socialistes se sont montrés plus... conciliants en s'abstenant. Il en a été ainsi de l'affirmation du caractère prioritaire de la lutte pour la réussite scolaire et pour la démocratisation de l'enseignement. Mieux même, le fait de poser le principe que les lois de décentralisation doivent être appliquées dans les faits, surtout quant au parallélisme du transfert des compétences et du transfert financier, n'a été désapprouvé que par les élus du RPR, les centristes et les non-inscrits, les socialistes, le RDE et les RI s'abstenant ou ne prenant pas part au vote.

Les citages politiques traditionnels n'ont pas disparu pour autant. La gauche s'est retrouvée pour combattre un amendement de la commission des affaires culturelles précisant que l'article premier du projet, que les établissements d'enseignement privés sous contrat participent « aux missions du service public de l'éducation ». M. Jospin n'a pas convaincu la majorité sénatoriale en arguant que son projet est destiné au secteur public et prévoit en tout état de cause d'étendre aux établissements privés certaines dispositions de son projet.

En revanche, le ministre d'État a accepté, comme le lui demandaient plusieurs élus de l'est de la France, que « le même article premier dispose que la formation « peut comprendre à tous les niveaux, un enseignement de langues et cultures régionales ».

A l'inverse, le Sénat l'a suivi dans son souhait de voir préciser que les enseignements artistiques, ainsi que

les activités physiques et sportives, « concourent directement à la formation des élèves » et que « les établissements et services de soins et de santé participent » à l'intégration scolaire des enfants malades ou handicapés.

Échange de bonne volonté : le ministre d'État acceptait en suite, comme le demandait M. Paul Sérany (Un. cent., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des affaires culturelles, qu'il soit précisé que les zones défavorisées où se justifie un effort particulier de scolarisation des enfants de deux ans peuvent être des zones urbaines, rurales ou de montagne. Il a adopté la même attitude pour une proposition prévoyant que les avis et propositions du futur comité national de programmes qui devrait être créé seraient rendus publics.

A preuve supplémentaire de cette bonne volonté est intervenu l'adoption d'un amendement de M. Gérard Delfan (PS, Hérault) qui permettrait aux professionnels intervenant dans les sections d'enseignement général comportant des matières artistiques spécialisées de participer aux jurys du baccalauréat.

« Cliche »

Le calendrier scolaire doit-il être fixé dans la loi ? Le gouvernement le souhaite et il a retenu comme cadre général de l'organisation de l'année scolaire, une durée de trente six semaines réparties en cinq périodes de travail de durée compa-

nable séparées par quatre périodes de vacances. La commission des affaires culturelles se proposait de supprimer cet article au motif qu'il figurait l'indispensable réforme des rythmes scolaires en excluant toute modification de la répartition déséquilibrée des vacances et tout allègement des horaires hebdomadaires sans sacrifier certains enseignements. M. Maurice Schumann (RPR, Nord), président de la commission des affaires culturelles a rappelé les propos tenus le 9 décembre 1987 à Linoges, par M. Michel Rocard qui avait déploré la trop grande brièveté de l'année scolaire et singulièrement de son dernier trimestre. Pour M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire), il était souhaitable de faire disparaître de la loi la mention de trente six semaines jugées trop courtes et insatisfaisantes.

Reste que l'objectif de M. Jospin est de faire que ces trente six semaines représentent bien une durée effective et qu'en outre, n'est-il précisé, rien n'interdit de modifier à l'avenir l'ensemble des rythmes scolaires.

M. Sérany fort de cette assurance a alors lancé un « Cliche » : le gouvernement et le Sénat ont, en l'occurrence, l'air de se leurrer, laissant à M. Jospin comme il le demandait, un « levier » dans les discussions notamment avec les organisations d'enseignants.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(Lire page 2 la deuxième partie de l'article de Bernard Gled de l'Ain sur le projet de M. Jospin)

Le financement des partis et la loi d'amnistie

Le premier ministre veut que la justice mène à terme les enquêtes sur les « affaires »

(Suite de la première page.)

Le message ainsi adressé aux magistrats qui se sont déclarés inquiets ou choqués, autant qu'à l'opinion, est double : non, le pouvoir politique ne se sent pas d'eux au gré de ses craintes ou de ses envies ; à eux, de leur côté, d'utiliser leur marge de manœuvre au lieu de précéder, à tort ou à raison, comme il arrive parfois, les vœux réels ou supposés des politiques. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, la clarification de M. Rocard débouchera sur une autre plus avengante encore : savoir qui a fait quoi, dans quelles limites.

Cette clarification est peu de chose, objecteront ceux qui contestent dans son principe même l'amnistie. Elle peut à tout le moins tenir lieu de point d'appui — qui manquait jusqu'à présent — à un tri exhaustif par les magistrats (quand ce cri-

est possible) des comportements délictueux.

Pour le reste, M. Rocard se contente de renvoyer l'amnistie en gestation à la banalité de sa pratique, en des circonstances variées, que la gauche ou la droite soient au pouvoir.

Telle est sans doute la limite de l'exercice au-delà de laquelle nul parlerait dit vrai, même rocardien, ne résiste complètement à l'hypothèse des faits. Le garde des sceaux, que le premier ministre érige en symbole de l'indépendance de la magistrature, a aussi pour tâche ordinaire — il s'en est ici excellentement acquitté — d'avertir le reste du gouvernement des dangers qui le menacent et de les éloigner. M. Rocard le sait. Il n'ignore pas que le statut de la magistrature est perfectible et que mieux vaudrait ne pas attendre les calendes grecques.

MICHEL KAMMAN.

La déclaration de M. Michel Rocard

M. Franck Borotra, député (RPR) des Yvelines, a interrogé en ces termes, mercredi 27 juin, au cours de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, le premier ministre à propos de la moralisation de la vie publique, des limites de l'amnistie à venir et de la récente conclusion, par un non-lieu, de l'affaire Luchaire :

« En ce qui concerne tout d'abord l'affaire Luchaire, on ne peut pas pas entendre les craintes des magistrats, qui parlent d'ingérence politique. La semaine dernière, le ministre de l'Intérieur n'a pas apporté de réponse à notre question. Je la renouvelle donc : pourquoi le gouvernement n'a-t-il demandé le classement de l'affaire ?

« Second problème : votre approche de la moralisation. Vous avez annoncé une amnistie qu'avec sagesse vous avez différée. Reste que le fondement de votre moralisation, c'est une auto-amnistie anormale.

« Comment pouvez-vous concilier vos déclarations d'intention et les faits ?

M. Michel Rocard lui a répondu : « Votre question porte sur deux problèmes, qui, importants en eux-mêmes, le sont d'autant plus que, complexes et abusivement simplifiés, ils suscitent actuellement la

passion et de mauvais procès. Je tenterai donc de faire un peu de clarté. » S'agissant de l'article relatif à l'amnistie figurant dans le projet sur le financement des partis politiques, il a une portée limitée, et exclut notamment tout acte dont le but aurait été l'enrichissement personnel.

« Pour savoir exactement ce qu'il est, il convient donc que les dili-

gences se poursuivent, et non qu'elles s'arrêtent. Une fois la loi votée, seul un magistrat pourra d'ailleurs décider si l'amnistie s'applique ou non.

« Pourquoi inclure l'amnistie dans le projet sur le financement des partis ? Parce que celle-ci est la règle chaque fois qu'une législation nouvelle réforme en profondeur un système ancien qui s'est révélé inadéquat. Quand les Français ont adopté par référendum un nouveau statut pour la Nouvelle-Calédonie, celui-ci s'accompagnait d'une amnistie pénale ; quand vos amis et vous-même avez adopté en 1986 des mesures relatives aux mouvements de capitaux, elles s'accompagnaient d'une amnistie fiscale et douanière. Ce type d'amnistie n'est donc pas l'exception, mais la règle.

« De plus, il ne s'agit nullement d'un auto-blanchiment des hommes politiques, car ceux qui sont le plus poursuivis, ce sont les financiers chefs d'entreprise ou autres, qui sont en réalité, plutôt victimes d'un système pernicieux et malsain.

« S'agissant de l'affaire Luchaire, le juge Legrand, qui n'est pas homme à céder à quelque pression que ce soit, a fait son travail ; et il a rien trouvé qui justifie une incrimination. J'ajoute que, entre 1986 et 1988, nos prédécesseurs n'ont pas manqué de mobiliser tous les moyens susceptibles d'aider à la manifestation de la vérité. Si le juge n'a rien trouvé, c'est qu'il n'avait rien à trouver. Et c'est à tort qu'on a établi un lien entre cette affaire et le financement des partis politiques.

« Le juge Legrand a obtenu du ministre de la Défense, en tout cas depuis mai 1988, communication de toutes les pièces qu'il a demandées. Moi-même, sur la foi d'une note inexacte, j'avais dit le contraire dimanche dans les Yvelines. J'assume cette erreur, mais j'en dois réparation, et d'abord au ministre de la Défense en fonction.

« L'indépendance de la magistrature — dont M. Arpaillange a été le symbole avant d'en être aujourd'hui le défenseur — et l'égalité des citoyens devant la loi sont des principes auxquels nous sommes profondément attachés. Ils ne subissent pas d'atteinte de la part des socialistes. »

Selon deux sondages

M. Giscard d'Estaing remis en selle par l'opinion

La proposition de M. Valéry Giscard d'Estaing de fusionner l'UDF et le RPR en un seul grand parti d'opposition est approuvée par 53 % des personnes interrogées, dont 80 % des électeurs de l'UDF et 72 % de ceux du RPR. Tel est le principal résultat d'une enquête réalisée par BVA et publiée, le jeudi 29 juin, dans Paris-Match (1). 67 % des interviewés (dont 51 % des partisans du RPR) désapprouvent, selon ce sondage, le refus opposé par M. Jacques Chirac à cette proposition de fusion.

Seuls 22 % des Français (et 20 % des électeurs de droite) sont favorables au maintien de la situation actuelle des partis de l'opposition.

Selon 47 % des personnes interrogées, les rénovateurs cherchent d'abord à « remplacer leur aînés » tandis que 38 % considèrent qu'ils entendent « imposer des idées nouvelles ».

Quarante-neuf pour cent des personnes interrogées souhaitent, par ailleurs, voir M. Valéry Giscard d'Estaing jouer un rôle important à

l'avenir, selon un sondage de la SOFRES à paraître, samedi 1^{er} juillet, dans le Figaro-Magazine (2). Avec un gain de quatre points en un mois, l'ancien président de la République prend une belle revanche puisque non seulement il prend la tête des personnalités de l'opposition, mais il enregistre également son meilleur résultat dans ce baromètre depuis son échec à l'Élysée en 1981.

M. Jean-Marie Le Pen tire également profit du bon résultat obtenu par sa liste aux européennes, en recueillant 19 % de bonnes opinions (au lieu de 17 % le mois dernier). Après avoir totalement effacé l'effet « Durafour crématrice », il frôle, ce mois-ci, la côte-plafond (20 %) qu'il avait enregistrée lors de son retour à l'Assemblée nationale en avril 1986.

(1) Sondage réalisé, le 26 juin, auprès de 765 personnes.

(2) Sondage effectué du 21 au 24 juin auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

Une lettre de M. Bandis

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, nous écrit : Dans votre édition du 22 juin, a paru un article relatif au financement des partis politiques où vous écrivez notamment que j'aurais eu « recours aux services d'Urban-Gracco ».

Après enquête minutieuse que j'ai menée tant au sein des services municipaux qu'après du conseil régional pour l'époque où j'en assumais la présidence, je vous indique que cette information est rigoureusement fautive.

Je regrette que les auteurs de l'article n'aient pas procédé à la moindre vérification ni auprès de moi-même ni auprès de mes services.

Ayant été injustement mis en cause, je vous demande de me mettre explicitement hors de cause.

J'ai, en 1983, demandé à tous les élus de la majorité municipale de verser 10 % de leurs indemnités mensuelles à notre comité de soutien. En six ans, nous avons ainsi réuni 1 945 580 F, à quoi s'ajoutent des dons volontaires de 193 296 F répartis en 536 chèques d'une valeur moyenne de 420 F.

(Nous donnons bien entendu acte à M. Bandis de son démenti.)

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

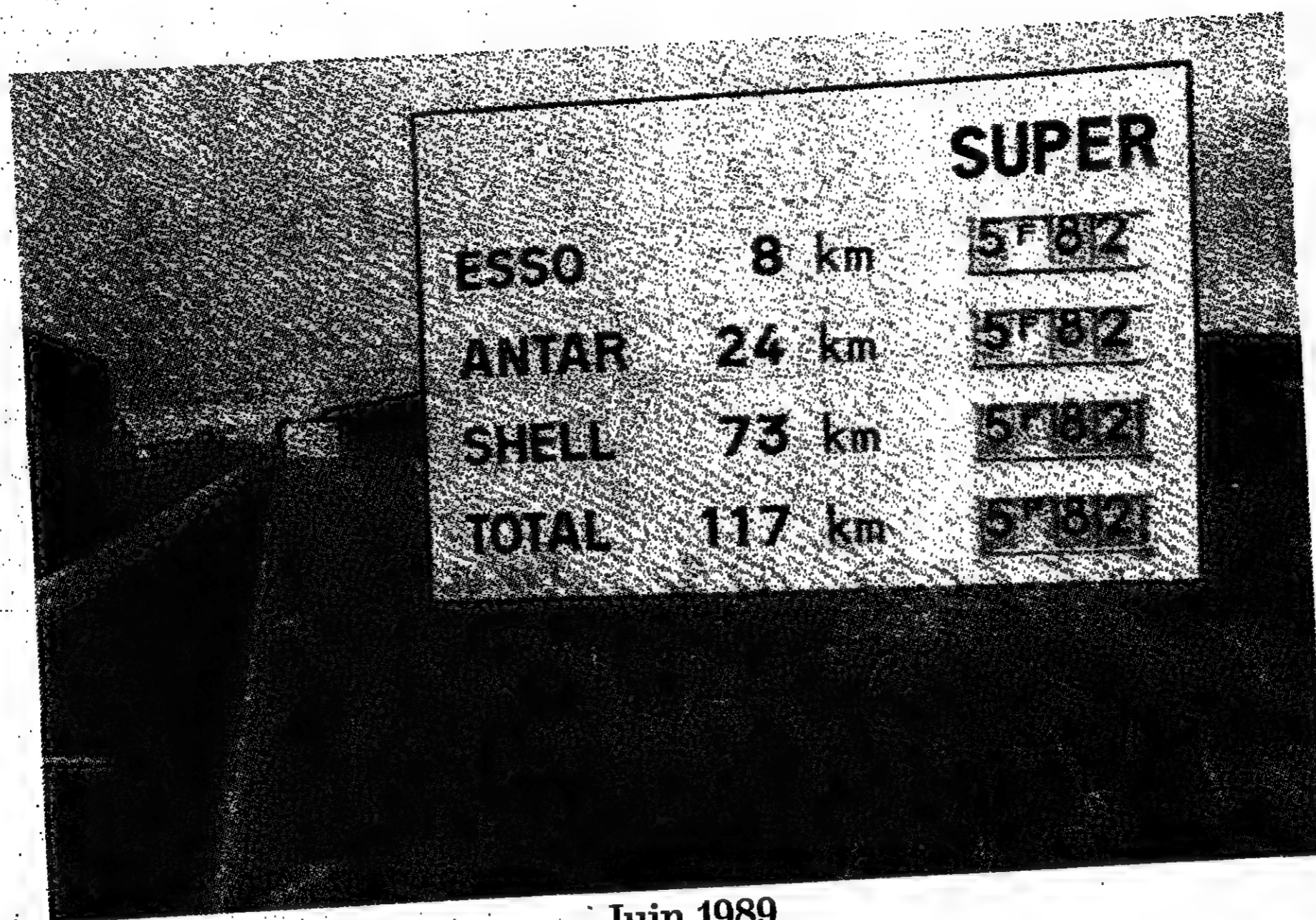
LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

3645 LEMONDE

Les compagnies pétrolières
nous expliquent que tous leurs carburants sont différents.
En attendant, ça se voit mal sur leurs affiches.



Juin 1989
(Autoroute du Sud - Le lundi 5 juin 1989)

E. LECLERC



مبتدأ من العمل

RESCOUT/ALIC



TERRIBLEMENT DÉVOUÉS MAIS PAS COMPLÈTEMENT FOUS.

*Nous voulons garder les moyens de
pratiquer la meilleure médecine du
monde. Nous n'y parviendrons qu'en
passant du temps avec nos malades à
les écouter, à les soigner, à les visiter.
Nous n'y parviendrons sûrement pas si,
sous prétexte de réduire le déficit de la
Sécurité sociale, l'État persistait dans son
dangereux marchandage: ne maintenir
le revenu des médecins qu'à la condition
de rationner les soins et de limiter les
prescriptions.*

*Cette alternative est inacceptable car c'est
la qualité des soins qui est mise en cause,
c'est votre santé qui est menacée.*



SYNDICAT DES MÉDECINS LIBÉRAUX
79, route de Grigny - 91130 Ris-Orangis
Tél. 69.43.39.79

EN APPAUVRISANT SES MÉDECINS, LA FRANCE JOUE AVEC SA SANTÉ.

مكتبة الامم المتحدة

JUSTICE

Devant les assises du Rhône

Réclusion à perpétuité pour les chefs lyonnais d'Action directe

Au terme de sept heures de délibéré, clôturant trente-deux journées d'audience, la cour d'assises du Rhône spécialement composée a condamné les cinq membres du « noyau dur » de la branche lyonnaise d'Action directe à de lourdes peines de réclusion criminelle : perpétuité assortie d'une période de sûreté de dix-huit ans pour André Olivier et Maxime Frérot, perpétuité dont seize années de sûreté pour Emile Ballandras - accusé d'avoir bénéficié des circonstances atténuantes - vingt ans dont les deux tiers de sûreté pour Joëlle Crépét. Suivant largement M. François-Louis Coste, avocat général - qui avait prononcé des réquisitions très contrastées, - la cour a établi une distinction encore plus nette entre ces cinq « irréductibles » et le reste des cadres des accusés.

LYON
de notre bureau régional

Il est 1 h 30, jeudi 29 juin. Dans l'imposante salle d'audience du palais de justice de Lyon, le président André Cerdini achève de lire la synthèse des quatre cent six questions sur lesquelles les sept magistrats composant la cour ont dû se prononcer. Après la tension et le silence, le brouhaha. Ce verdict en noir et blanc provoque des réactions tout aussi tranchées : tandis que des épouses, des parents, des amis libèrent leur émotion, s'étreignent, envoient des baisers vers le box, Olivier, Frérot, Ballandras et Blanc lèvent le poing et entonnent l'Internationale, avant de crier : « A mort Cerdini ! à mort Coste ! »

Ravachol

Si les premières plaidoiries s'en étaient données, la politique est revenue au premier plan lors de l'ultime journée d'audience. Selon la volonté des membres du « noyau dur », leurs avocats ont quasiment renoncé à argumenter sur les faits pour broder une fresque de cette société « injuste, corrompue, immorale » que Ravachol estimait déjà qu'en semant la misère elle récolte la haine et fait les criminels. « L'homme rouge de l'anarchie », qui monta à l'échafaud à Montbrison, d'où sont originaires plusieurs membres de la branche lyonnaise d'AD - fut cité d'entrée par M. André Buffard, avocat de Blanc.

Intervenant brièvement, à la demande de Ballandras, M. Myriam Ploot souligna que les débats avaient bien « éclairé la responsabilité collective et politique » du groupe mais avaient « transformé en lésardes les fissures concernant les responsabilités individuelles et juridiques ». Ainsi, ni pour le meurtre de M. Henri Delrieux ni pour celui du brigadier Guy Hubert, l'implication de son client ne lui semble établie. « Est-ce qu'on peut s'imaginer disant : ouais, j'y étais mais je n'ai pas tiré ? Je suis soldat d'un combat... », précise Ballandras, qui, durant une heure et demie, prit le relais pour débâiller la cour ce qu'il avait « sur la patate ».

Revue de presse

Tout à fait à l'aise sur le terrain de l'agit-prop, pour défendre l'une de ces « causes apparemment désespérées (qui) sont toujours les plus belles », M. Jacques Vergès, fix à cette allusion à ses clients - Olivier, Frérot et Crépét - dans sa plaidoirie réquisitoire contre « la formidable machine à produire qui est aussi la plus formidable machine à détruire ». Afin de dénoncer « une société en malade pour qu'un groupe de personnes venues d'horizons différents se décident à commettre trente hold-up et presque autant d'attentats à l'explosif », l'avocat puisa avec une indignation gouarnante dans l'actualité que lui transmettent des journaux qu'il s'empara, en dementant, à éreinter. De Liverpool à Rumbilly, de l'hôpital de Vienne à la Colombie, de la rue de Badapest à la forêt amazonienne, c'est un tour du monde en quatre-vingts « horreurs ordinaires » que l'auteur de *Beauté du crime* proposa à la cour.

Cette revue de presse vitriolée, mettant sur la sellette « les trente-cinq industriels espagnols acquittés dans l'affaire de l'huile frelatée mortelle », les assassins d'enfants de Bogota, les marchands de fœtus, les masoquistes d'Indiens latino-américains agissant au nom d'une « civilisation qui se croit unique », etc., permit à M. Vergès de s'interroger : « Ce monde n'est-il pourri qu'on seules yeux de ceux qui se trouvent dans ce box ? » Pour lui, Olivier et Frérot se situent dans une « tradition nationale » notamment illustrée par Jules Valès.

Affirmant préférer les visages d'Olivier et de Frérot à la « figure

A l'exception de Jean-Charles Laporal, condamné à sept années de réclusion, douze autres accusés se voient seulement infliger des peines de prison, souvent assorties d'un sursis partiel ou total, qui se décomposent ainsi : cinq ans pour Daniel Reynaud, cinq ans dont un avec sursis pour Gilbert Wood, cinq ans dont deux avec sursis pour Jean-Pierre Saccat, Alain Eket, Renaud Laigle et Christian Dubray, trois ans dont six mois avec sursis pour Christian Chabot et François Polak, deux ans pour Joëlle Angay, trois ans avec sursis pour Nicole Faure et dix mois avec sursis pour Pascal Fort. Enfin, l'amnistie d'août 1981 ayant été reconnue applicable, l'action publique est déclarée éteinte à l'encontre de Mouloud Allou. Compte tenu de la détention préventive, huit des dix-neuf accusés doivent se retrouver immédiatement libres.

Quant à Olivier, se référant à Antigone pour menacer de mort les médias, « dans la campagne a déjà marqué du sceau de l'infamie sociale des hommes associés à leurs idées ». Il s'étonna qu'on puisse requérir contre ceux-ci des peines généralement réservées à « un voleur d'enfant ou un assassin de vieux », et conclut : « Que penseraient leurs cadets d'une société qui amnistie ses ministres voleurs, déclare innocents ses marchands d'armes et frapperait avec une si grande cruauté les plus passionnés de ses enfants ? »

Antisémitisme

Ce virulent morceau d'éloquence ne dissuadant pas Blanc, Frérot et Olivier de l'exprimer une dernière fois. Bientôt obligé, le premier entrepreneur d'établir un parallèle entre l'époque révolutionnaire et l'actuel régime de « monarchie présidentielle » pour démontrer que, « plus que jamais, l'ouvrier est pressé comme un citron ». Le second se lança dans un interminable exposé magistral sur les « méfaits » des socio-démocrates, qui, selon lui, « tirent les marrons du feu pour la bourgeoisie » et seraient responsables, entre autres, des deux guerres mondiales, de l'intervention au Tchad et des « lois sécuritaires ». En stigmatisant, une nouvelle fois, la « trahison des clercs », post-soixante-huitards, Frérot réitéra encore un antisémitisme plus que latent qui l'amène à vitupérer « le juif Mendès France », le « judéo-impérialisme », ou la « social-judéocratie » qui s'exprimerait en France à travers le « couple Attali-Mitterrand ».

Les autres accusés n'ajoutèrent à leur défense que quelques mots de contrition ou d'espérance. Regrets, promesses, confiance en l'avenir. La cour pouvait se retirer pour délibérer. Le verdict est enfin tombé. Il est 1 h 45. La foule se disperse. Les condamnés sont embarqués dans les fourgons cellulaires. Sur les marches du palais de justice, face aux caméras, M. Vergès résume sa plaidoirie, exalte « la passion, la générosité, l'incorruptibilité, la fidélité » de ses clients, qu'il a hérités pas à comparer à des « héros » dont il pense que « la jeunesse voudrait peut-être suivre l'exemple ». Et puis, un cigare aux lèvres, l'avocat prend place, au côté d'un de ses confrères, dans une énorme voiture de sport qui se perd dans la nuit.

ROBERT BELLERET.

Aux assises du Val-de-Marne

L'initiative mortelle du policier Laignel

Au goût de ses supérieurs, le gardien de la paix Eric Laignel manquait un peu d'initiative. Il était calme, prudent, équilibré, intelligent, généreux, sportif, serviable et même sobre, mais peut-être un peu idéaliste. Pour tout dire, il préférait « dialoguer avec le public » plutôt que d'adopter « une attitude répressive immédiate ». C'est d'ailleurs le problème avec les jeunes gardiens : ils sont « diplomatiques », ils essaient de « ne pas trop verbaliser ». Comme dit le brigadier Jean-Pierre Marolle, « il faut toujours les pousser un petit peu plus sur la corde contrainte ».

Le gardien Laignel avait donc été encouragé par sa hiérarchie à prendre davantage d'initiative. Quelques semaines plus tard, le 31 juillet 1988, il « intercepta », sans diplomatie, le jeune prophète dentaire William Normand : une belle dent la dos, morose, William Normand, vingt-quatre ans, roulet en sans interdit avec sa Kawasaki 1300 sur un trottoir de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) et il avait pris la fuite à la vue de la police. Le gardien de la paix, âgé alors de vingt-trois ans, ne s'était jamais servi de sa force. Dans son enfance, à Noisy-le-Grand, Pas-de-Calais, il rêvait d'être professeur de gymnastique. S'il pratique tant la musculation, c'est aussi, selon le rapport de l'Ecole de police, pour « compenser » le mauvais souvenir d'une hépatite qu'il a contractée à quinze ans et la crainte, selon les psychologues, « de ne pas être respecté dans son individualité ». Après avoir rêvé, encore rêvé, de devenir « coiffeur de la paix », Laignel intègre la police. Rapidement, il passe le brevet d'agent-monteur de sport et se porte volontaire l'été 1988 pour une opération aussi fastidieuse que le plein « d'entraineur » mis en place par la police et le ministère de la jeunesse et des sports pour encadrer la planche à voile aux apprentis délinquants pendant l'été. Ses collègues ne lui font aucun reproche, car ce serait utiliser « un bien grand mot ».

Mais la brigadier Jean-Pierre Girard le signale aux jurés : l'attitude du jeune policier était « un peu trop complaisante ». En cette première journée d'audience, les policiers de

Fontenay-sous-Bois sont à la barre des témoins et ils parlent dans leur langue pittoresque, du camarade qui se déguisait en clown pour la fête de fin d'année du commissariat : « Un individu de bonne compagnie et de bonne moralité ». Le commissaire Michel Bonneton évoque avec fierté « un gardien de cet acabit » et pleure sur la « malchance » qui l'a frappé. Le gardien de la paix Joël Flesau, vingt-six ans, se présente avec ses baskets et son tir verbal ininterrompu lorsqu'il n'est pas d'accord : « Négatif ! ». Dans ses mains, la règle de l'adoption se balance comme une matraque lorsqu'il réfléchit à la conduite à tenir face au plan des lieux du drame. « Vous avez l'habitude de lire des plans », encourage le président Bernard Ligout, un peu inquiet d'entendre une version qui ne ressemble plus à quoi que ce soit de connu. « En gros, quoi », résume le témoin.

Trop complaisant

Laignel, lui, a les mains défilées, un complet rayures et pochette assorties, et l'année, où il a passé trois ans, se souvient de son « excellente présentation ». Dans son enfance, à Noisy-le-Grand, Pas-de-Calais, il rêvait d'être professeur de gymnastique. S'il pratique tant la musculation, c'est aussi, selon le rapport de l'Ecole de police, pour « compenser » le mauvais souvenir d'une hépatite qu'il a contractée à quinze ans et la crainte, selon les psychologues, « de ne pas être respecté dans son individualité ». Après avoir rêvé, encore rêvé, de devenir « coiffeur de la paix », Laignel intègre la police. Rapidement, il passe le brevet d'agent-monteur de sport et se porte volontaire l'été 1988 pour une opération aussi fastidieuse que le plein « d'entraineur » mis en place par la police et le ministère de la jeunesse et des sports pour encadrer la planche à voile aux apprentis délinquants pendant l'été. Ses collègues ne lui font aucun reproche, car ce serait utiliser « un bien grand mot ».

Terquem, avocat de la famille Normand. « Ce n'est pas encore le mot, nuance le brigadier. Disons moins complaisant ».

Car à l'époque, le service est en guerre, comme toutes les polices du département. On traque l'ennemi public numéro un du Val-de-Marne : « l'homme à la moto », responsable depuis 1984 d'une centaine de vols à l'arraché, du déstape de l'arme de service d'un policier de Nogent et de la chute d'un agent de la compagnie motocycliste qui avait eu le piéger. Un homme d'une forte corpulence, qui se fait une « joie morbide » de narguer les policiers. Une moto noire jusqu'en 1985, puis « rouge orangé » ou « jaune foncé gris », selon les récits des agents, qui sont tous convaincus de l'avoir croisée, au moins quinze fois en ce qui concerne Laignel. Tous les soirs, le signallement est répercuté par radio aux brigades. Aucun fonctionnaire n'échappe le fichier des cartes grises des grosses cylindrées mais la hiérarchie ne nie pas qu'une telle initiative aurait eu quelque intérêt.

Le 31 juillet, la patrouille d'Eric Laignel est envoyée d'urgence rue du Clos-d'Orléans et la police se sent un peu seul à l'enfer de la fourgon. Une voisine vient de signaler « un individu sur une grosse moto rouge ». La Kawasaki de William Normand est « marron sombre avec un liseré d'or », mais le jeune homme est corpulent, il roule en sans interdit et Laignel n'apprécie pas, selon le rapport de l'Ecole de police, « le moindre dégoûtant aux normes ».

Le gardien Jean-Marie Moreau s'arrête pas le moment mais, plus expérimenté, il ne sort pas son arme. Eric Laignel, après avoir crié à l'homme de s'arrêter, se sent menacé, il croit voir William Normand lâcher le guidon et faire un geste de la main. « J'ai vu ce qu'on appelle un réflexe d'autodéfense », Laignel est tellement surpris d'avoir atteint William Normand qu'il espère le mourant de gaz lacrymogène pour le neutraliser encore mieux. Puis il retourne le corps pour chercher l'arme. Normand n'est pas trouvé, le gardien de la paix Laignel se met à pleurer, son sens de l'initiative une nouvelle fois mis en accusation.

CORINE LESNES.

La mort d'un garçon de treize ans dans un village de l'Isère

Pour quelques arpents de terrain inconstructible...

Un adolescent de treize ans, David Sirot, a été tué, mardi 27 juin, d'une balle en pleine tête à Champ-sur-Drac, près de Grenoble (Le Monde du 29 juin). Le père du jeune garçon, un ferrailleur de soixante ans, refuse depuis 1986 de quitter le terrain où il s'est installé il y a une quinzaine d'années malgré l'insistance des propriétaires, les Selon. Ces derniers mois, le conflit s'était peu à peu transformé en bataille rangée. Après le meurtre, les Selon ont été entendus puis relâchés par les gendarmes. M. Robert Sirot continue à les accuser du meurtre de son fils.

CHAMP-SUR-DRAC
de notre envoyée spéciale

Le ferrailleur de Champ-sur-Drac est un amateur de rebuts. La boîte aux lettres de Robert Sirot ne porte pas son nom, mais il y a dessiné, un jour de printemps, trois roues de bicyclette suivies du signe : 3 x 2 : six roues. La moitié du village en a déduit que le « gitan » était un pote. L'autre qu'il était un peu fou. M. Sirot avait également accroché à l'entrée de son campement une pancarte affirmant : « Je suis un homme libre heureux et épanoui » et un Schtroumpf coiffé d'une bombe de cavalier était suspendu au-dessus de l'entrée, à deux pas d'un écriteau proclamant « Attention au barbu ».

Un brave homme toujours prêt à rendre service, dit-on à Champ-sur-Drac. Mais, et les villageois lui disent toujours poliment bonjour, beaucoup préféreraient conseiller à leurs enfants de ne pas aller se promener « là-bas ».

D'ailleurs, le Sirot et ses fils ne sortaient guère. La plupart du temps, ils préféraient « travailler la

mécanique » dans leur composant travail de coupe et de carottage : casses rouillées, un broyeur de chantier recouvert d'huile, au fond du terrain une caravane installée le long de pelouses de bois et de grillage et des hangars remplis de vieilles chaises et de bidons cabossés dissimulés ça et là, entre les épaves de voitures. 3 000 mètres carrés de terre caillouteuse accrochée à flanc de colline, le long de la voie de chemin de fer.

An milieu de son camp, Robert Sirot avait planté une girouette surmontée d'un grand drapeau tricolore aux couleurs fanées, pour rappeler au monde, disent les voisins, que la France ne s'arrêterait pas à l'entrée du campement malgré leur ferraille et leurs outils rouillés. Le « vieux » avait installé au camp un générateur d'électricité, une ligne de téléphone, mais le terrain, classé non constructible, était privé d'eau depuis toujours. Pourtant, disait-il, le cimetière en contrebas à une pompe et une arrivée d'eau. « Pourquoi les morts et pas nous ? ».

« Sales gitans »

Les enfants Sirot, David, treize ans, et Etienne, quatorze ans, n'allaient plus à l'école depuis la rentrée 1986. Parce qu'ils étaient « bagarriers », racontent les voisins. Pour cause d'intolérance et racisme, corrige le directeur de l'école des Gomardières, Gérard Jos, qui se souvient des insultes et des « sales gitans » qui faisaient dès que les enfants Sirot franchissaient le seuil de l'école. Les autorités académiques sont intervenues au bout de quelques semaines et le directeur a proposé de « porter l'enseignement chez eux » puisqu'ils ne pouvaient plus mettre un pied à l'école. Pendant un an, deux fois par semaine, Gérard Jos est donc allé au campement pour leur apprendre à lire et à compter. Le père Sirot, lui, se chargeait du travail manuel, de la mécanique, de l'apprentissage du métier

de ferrailleur et de l'électricité. David et Etienne ont cessé de voir des jeunes de leur âge et l'école a retrouvé la paix. Les batailles rangées de la cour de récréation ont cessé.

Au premier rang des écoliers se trouvaient toujours les « enfants Selon », les petits-fils de « Fernand », un vieux homme dont la famille n'a pas bonne réputation. On affirme le vieux un peu « simple » et se fils se conduisant, dit-on, comme des « voyous ». Toujours prêts à se bagarrer, toujours prêts à hanter le ton. « Les gendarmes, d'ailleurs, en ont peur », disent certains.

Les deux familles se haïssent depuis des années. Surtout depuis que la famille Selon, propriétaire du terrain, avait cherché à récupérer son bien au terme du bail de neuf ans consenti à Sirot. Mais M. Sirot, qui avait défriché et travaillé cette terre pendant des années, avait refusé. Il était ici chez lui et il ne pouvait se résoudre à quitter le cimetière situé en contrebas où il avait enterré sa femme en 1988.

Les Selon ont insisté. Les Sirot ont tenu bon. Et les deux familles se sont défilées la guerre pour les 3 000 mètres carrés non constructibles du lieu-dit Fond-Fraiche.

Guerre de tranchées

Il y eut alors des intimidations, des menaces au téléphone, des coups de feu en pleine nuit, des incendies inexplicables, toujours au campement. « On voyait les gendarmes et les pompiers monter et descendre sans arrêt là-bas », raconte la garde-barrière qui habite à deux pas, on n'y faisait même plus attention. « Le Sirot » avait fini par acheter trois chiens de garde pour qu'il en reste deux si l'un des trois était empoisonné. Les enfants apprenaient à se servir des fusils, dans le bas, les Selon juraient de reconquérir leur terrain.

Mais, ces dernières semaines, cette guerre de tranchées s'était brusquement aggravée. Les coups de feu avaient redoublé, affirmait les Sirot. Et les « hommes des Selon » rôdaient en permanence, disaient-ils, autour du camp. Mardi dernier, le 20 juin, le « gitan » avait même appelé au secours le directeur de l'école, Gérard Jos : « Pendant que j'étais là-bas, un incendie s'est déclaré à l'autre bout du terrain et, ce soir, là, j'ai très nettement entendu des coups de feu tirés de derrière les barrières. Nous avons appelé la gendarmerie et les pompiers qui sont venus un peu plus tard ».

Même scénario le samedi suivant où Gérard Jos, qui travaillait en contrebas, entend de nouveau des coups de feu du côté de la montagne. Depuis deux semaines, le directeur de l'école recevait, deux ou trois fois par jour, des menaces téléphoniques prononcées d'une voix basse : « Sirot doit partir, lui dit-on, sinon on lui fera la peau ».

Ces derniers jours, un voisin du village, Georges Bernard, avait accepté de donner un coup de main aux Sirot avec quelques amis. Ils apportèrent des munitions, « du gros calibre », descendirent au camp à tout propos et montèrent la garde à tour de rôle, arme au main, pendant la nuit. Il y avait là aussi deux fusils de chasse et un 22 LR. Le village, de temps en temps, entendaient des bruits de « pétrole ». Lundi, les Bernard, alertés par les Sirot, se sont gâtés le long des châtaigniers, derrière le camp et ils ont aperçu trois silhouettes vêtues de treillis. Un bloc de pierre a roulé, disaient-ils. « Une rafale de mitrailleuse », « un bruit de mitrailleuse qui démarre », « on se serait cru à la guerre ». Les gendarmes multiplièrent alors les allées et venues et les Sirot se tapèrent, assés, derrière les barrières. « Ce sont des inventions », soupire Fernand Selon qui a promis de déloger un jour le « gitan ». « On n'est jamais

allés là-bas lance-t-il, on ne sait rien et on n'a rien entendu du tout, le Sirot n'importe quoi ! »

Pourtant, lorsque Georges Bernard revient de Grenoble, mardi 27 juin dans l'après-midi, David, treize ans, a été tué d'une balle pour saigner entre les deux yeux. Il est mort sur le coup. Lorsque Etienne, quatorze ans, parle de la mort de son jeune frère, il semble raconter une bataille. « Cette fois, le commando avait amené une mitrailleuse Stein, un fusil de chasse et un fusil à canon scé. Quand ils sont arrivés, ils ont tiré. Mon frère s'est appuyé contre mon père et il a pris une balle en pleine tête. J'ai tout de suite rechargé le fusil, j'ai tiré vers eux, mais ils s'étaient déjà enfuis. »

Qui a tiré ? Les Sirot accusent les Selon, mais, lors de leur interrogatoire, le jour même à la gendarmerie de Vizille, les Selon ont pu présenter un alibi : ils ont été relâchés et ne veulent plus dire un seul mot sur cette journée du 27. Un accident ? Au village, personne ne veut pourtant y croire, le Sirot se défendait contre les « commandos » depuis trop longtemps. Du coup, aujourd'hui, beaucoup parlent à mi-voix d'« hommes de main » ou même parfois d'« extrémistes ». La gendarmerie, elle, se tait.

Aujourd'hui, le village a organisé une quête pour l'enterrement de David. Tous sont inquiets. Le Sirot n'est pas homme à oublier le meurtre d'un fils et il s'est réinstallé sur « ses » terres en promettant de n'en plus bouger. « Maintenant, ma femme et mon fils seront bénédits tous deux au cimetière en bas, dit-il, je ne partirai que les pieds devant ». Le village le soutient. Et le village murmure : on dit que des gitans sont venus à pied de Saint-Martin-d'Hères le samedi de la semaine du meurtre. Et ces gens-là, ajoute-t-on, « ne pardonnent pas ». A Champ-sur-Drac, les gendarmes ne quittent plus les abords du camp et la maison des Selon, dans la plaine, reste constamment sous surveillance.

ANNE CHEMIN.

سكنا من الاصل

Société

JUSTICE

An tribunal de Paris

MM. Finlay et Hirschfeld sont renvoyés dos à dos dans leur querelle sur fond de Bicentenaire

La première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Hugues Le Royer de Costil, s'est prononcée, mercredi 21 juin, dans le conflit qui oppose l'artiste écossais Hamilton Finlay au sculpteur Johnatan Hirschfeld, en renvoyant les adversaires dos à dos. Toutes les autres demandes visant à faire condamner le mensuel français *Art Press*, le bimestriel *Galerie Magazine* et *Europe* n° 1 pour diffamation, ont été rejetées par le tribunal (le Monde du 13 mai).

Ce procès s'était que l'abaissement judiciaire d'une longue querelle entre M. Finlay et M. Hirschfeld, qui fut l'un de ses anciens collaborateurs. Parmi les griefs invoqués, l'artiste écossais accusait M. Hirschfeld d'avoir divulgué une partie de sa correspondance, en le présentant comme favorable à l'idéologie nazie. Cela dans le seul dessein de faire annuler une commande de l'Etat français relative à la commémoration du Bicentenaire de la Révolution.

Dans son jugement, le tribunal souligne que M. Hirschfeld, en publiant les lettres de M. Finlay, « a commis une faute qui engage sa responsabilité civile, d'autant plus qu'il ne pouvait pas (...) se méprendre sur les conséquences ». Mais les juges constatent aussi « le caractère particulièrement intolérable » des écrits de M. Finlay, en observant qu'il a lui-même participé à leur diffusion.

Hamilton Finlay demandait 500 000 francs de dommages et intérêts, le tribunal ne lui a attribué que le seul franc symbolique, en déclarant : « Le demandeur a largement contribué à donner de lui-même l'image de sa personnalité (...). Ce qui a eu pour résultat de développer contre lui des imputations graves quant à sa personnalité, déjà contestée dans la presse. Il a participé de ce fait, à la réalisation de son propre préjudice moral et matériel. »

MAURICE PEYROT.

EDUCATION

La crise du recrutement des professeurs du secondaire.

Tous les postes ouverts au CAPES ne pourront pas être pourvus

Pour tenter d'enrayer la crise de recrutement des professeurs du secondaire, le ministre de l'Éducation a augmenté de 40 % cette année le nombre de postes ouverts au concours du CAPES. Mais ces postes de certificats pourront-ils être pourvus ? En 1988, déjà, 4 440 postes seulement l'avaient été sur les 6 050 offerts. Les résultats à l'admissibilité que vient de rendre publics le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), permettent de cerner une déperdition du même ordre.

Pour 8 471 postes ouverts, on ne compte que 10 078 admissibles, et dans plusieurs disciplines le nombre d'admissibles est d'ores et déjà inférieur au nombre de postes : en mathématiques (1 500 admissibles pour 1 599 postes) et en physique (1 207 pour 1 343 postes). La situation est encore plus critique dans le technique : 1 410 postes ouverts, 2 831 présents au concours et seulement 1 284 admissibles. Encore faut-il tenir compte de l'indulgence désormais traditionnelle de bon nombre de jurys de concours. Cette année encore, on aurait accepté à l'oral des candidats en maths avec une moyenne de 4 sur 20 et de 5 sur 20 en histoire et géographie. Ce n'est pas le cas en espagnol, où une barre d'admission très élevée par rapport aux meilleures années antérieures a eu un effet dévastateur : 488 postes, 745 admissibles, mais 245 admis seulement.

Pour le SNES « la situation est grave » : depuis trois ans, on n'arrive pas à combler les départs en retraite : 3 100 nouveaux titulaires pour 4 750 départs en 1987, 4 000 arrivées pour 5 000 départs en 1988 et 5 240 départs encore prévus pour 1989.

DÉFENSE

De préférence à une coopération avec la France

La Grande-Bretagne choisirait un missile nucléaire américain

Les gouvernements américains et britanniques sont convenus d'autoriser leurs industries à coopérer sur un programme de nouveaux missiles nucléaires aéroportés, qui seraient les F-15 et les F-111 aux États-Unis et les Tornado en Grande-Bretagne. S'il aboutit à une réalisation concrète, ce projet serait le plus des espoirs d'une collaboration franco-britannique sur le même armement.

Selon la revue spécialisée britannique *Jane's Defence Weekly*, généralement bien informée, Boeing Aerospace, d'une part, et Martin Marietta, d'autre part, qui sont deux constructeurs américains, ont été autorisés à communiquer des informations à British Aerospace, en Grande-Bretagne, sur les projets respectifs de missiles aéroportés à tête nucléaire. Dans le premier cas, il s'agit du programme SRAM-2 de Boeing Aerospace, et dans le second, du programme SLAT de Martin Marietta, pour l'US Air Force.

L'objectif du Royaume-Uni est de monter sur ses avions Tornado un missile air-sol nucléaire tiré à distance de sécurité, au lieu de l'actuelle bombe nucléaire WE-177, qui oblige l'équipage à s'approcher de la cible.

Le programme SRAM-2 a déjà le soutien du Pentagone, qui a attribué à Boeing Aerospace un contrat d'étude de 2 milliards de dollars. Le programme SLAT est dérivé de celui existant, de l'engin-cible supersonique

à basse altitude de Martin Marietta, qui est un projet privé.

Jane's Defence Weekly croit savoir que le contrat du Pentagone pour le SRAM-2 de Boeing Aerospace comprend des crédits pour une adaptation de ce missile à d'autres modèles d'avions porteurs que les appareils américains et, en particulier, le Tornado britannique. Ce projet de modernisation, ajoute la revue, n'est pas en contradiction avec les accords américano-soviétiques de limitation de l'arsenal nucléaire, qui portent sur des missiles sol-sol de portée intercontinentale et intermédiaire.

En revanche, ce projet devrait déplaire à l'opposition travailliste et, note la France, à l'Union soviétique.

Concernant la France, un programme conjoint américano-britannique mettrait un terme aux espoirs de coopération franco-britannique sur un projet identique. En effet, les Français ont proposé aux Britanniques de perfectionner l'actuel missile nucléaire aéroporté ASMP (air-sol moyen portée) des Mirage-IV, des Mirage-2000 N et des Super-Éclair. Le missile ASMP atteint 300 kilomètres de distance et pourrait être amélioré pour des distances de 600 à 700 kilomètres. Chacun des deux pays serait responsable de la conception et de l'emploi de la charge nucléaire.

M. Emile Blanc présidera la Société nationale des poudres

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 23 juin a approuvé la nomination de M. Emile Blanc au poste de président-directeur général de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), en remplacement du général d'armée (cadre de réserve) Bernard Philippomat.

Ancien inspecteur général de l'armée de terre, le général Philippomat avait été nommé en 1988 à la tête de la SNPE par M. André Giscard d'Estaing, ministre de la Défense du gouvernement de M. Jacques Chirac. M. Emile Blanc, 52 ans, est un ingénieur, ancien directeur de la recherche et développement de la SNPE, où il s'occupait principalement de la gestion des filiales.

La SNPE, avec un chiffre d'affaires de 2 914 millions de francs, en augmentation de 3 %, a dégagé un bénéfice net de 16 millions de francs, pour environ 6 000 salariés.

(Né le 18 octobre 1932 à Solignac (Aude) et ancien élève de Polytechnique et de l'École supérieure de l'Aéronautique, M. Emile Blanc est ingénieur, puis directeur technique au sein du ministère de la Défense. M. Blanc est, avant d'être nommé, au cabinet du ministre de la Défense, en 1983, délégué général pour l'armement. En mai 1984, il est délégué de ses fonctions par M. Giscard d'Estaing à la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), où il s'occupait principalement de la gestion des filiales.)

LOISIRS

Un parc océanique à Paris

Cousteau l'illusionniste

Un roquet bleu de 28 mètres survole actuellement le Jardin du Forum des Halles à Paris. Subjugué par la présence surréaliste de cette baleine aérienne, le curé de Saint-Eustache en a ajourné ses vacances. Il s'agit en réalité d'une enseigne géante, annonçant l'ouverture prochaine d'un parc océanique.

Une fois encore, le commandant Cousteau a réussi à surprendre. On croyait que, profitant d'un coin bisou de la cité souterraine, que ni les cinémas, ni les boutiques, ni la Ville de Paris n'ont réussi à utiliser, il allait offrir aux Parisiens un aquarium de grande dimension. Or on cherchait en vain, dans son parc de 8 000 mètres carrés, un coquillage, un poisson ou même la moindre goutte d'eau.

Des nacelles mécaniques, type Disneyland, transportent les curieux dans un monde du silence totalement artificiel. L'épave, rongée par la rouille, dont on explore les courbes ; la forêt d'algues, que l'on traverse ; l'énorme céphalopode dans lequel on se prend pour Jonas ; les requins que l'on chevauche ; tout est en

plastique. Le commandant lui-même, avec lequel on peut dialoguer, n'est qu'une image qu'on fait apparaître en planant sur une touche. Les profondeurs océaniques sont devenues le royaume de l'illusion. « Dès l'origine du projet, a expliqué le pacha de la Calypso, nous avons renoncé, pour des raisons écologiques, à présenter des animaux marins en captivité. Mais, grâce à de multiples astuces de haute technologie, nous permettons au public de découvrir le monde sous-marin, sans jamais s'ennuyer. »

Le parc a nécessité 125 millions de francs d'investissements. Pour trouver son équilibre financier, il lui faudra recevoir, bon ou mal en fin de compte, cinquante mille visiteurs. Prix d'entrée : 75 F pour les adultes, 52 F pour les enfants. Persuadés du succès de son étrange machine à explorer l'univers sous-marin, l'équipage Cousteau songe déjà à en transplanter la formule dans d'autres capitales du monde.

MARC AMBROISE-RENDU.

Ils sont déterminés, exigeants, pas tendres avec leurs banques. Ils ne supportent plus qu'on leur propose le même produit qu'aux autres. Seuls des services taillés à leur mesure les intéressent. Ils sont responsables d'entreprises, directeurs financiers, trésoriers.

Toujours en quête de l'oiseau rare, ils recherchent le banquier prêt à partager la gestion de leurs risques, rompu au montage immédiat de toute forme de crédits ou de garanties, en France et dans le monde, capable d'optimiser, au bon moment, le placement de leurs excédents de trésorerie. Friands d'économies, ils aiment la simplicité dans le traitement et le mode de facturation de leurs opérations.

Comme nous, ils sont rapides, toujours en éveil. Le monde est leur territoire. Ils nous ressemblent. Ils sont nos clients.

Eux savent pourquoi.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

PROFESSION BANQUIERS D'ENTREPRISES

مكتبة الامم المتحدة

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

RECTIFICATIF à l'insertion parue le 16 JUIN 1989, conc. la Vente au Palais de Justice à Versailles, d'un APPART. de 5 P.P., 7, rue de l'Écluse à Versailles (78), il fallait lire :
VENTE le MERCREDI 28 JUIN 1989, à 9 h 30
et non 19 h 30 comme indiqué par erreur. - M^{re} MOREAU, avocat,
16, rue Hoche à Versailles - Tél. 39-51-56-70 ou 39-50-03-67.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 11 JUILLET 1989, à 13 h 30
PAVILLON à GAGNY (93)
52, allée Guy
Sur terrain de 400 m² - MISE À PRIX : 100 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETHELLE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général-Locore à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 48-54-90-87.

Vente au Palais de Justice d'EVRY (91), MARDI 11 JUILLET 1989, à 14 h
MAISON D'HABIT. à LISSES (91090)
3, rue du Lunain - Lot N° 22 - Cce 5 a 02 ca - Occupé
M. à Px 100 000 F - SCP ELLUL-GRIMAL-ELLUL
3, rue du Village à EVRY (91000) - Tél. : 60-77-96-10.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 11 JUILLET 1989, à 13 h 30
PAVILLON à AULNAY-SOUS-BOIS (93)
27, rue d'Albion
Sous-sol : garage, cuisine, une pièce, cuisine, entrée, cuisine, séjour, chambre, s. d'eau et w.c. - 1^{er} ét. : trois chambres et s. d'eau - sur terrain de 2 a 51 ca
MISE À PRIX : 150 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETHELLE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général-Locore à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 48-54-90-87.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 11 JUILLET 1989, à 13 h 30
APPARTEMENT à LE RAINCY (93)
79-81 et 83, allée de Montfermeil
2 P. avec balcon - Rénové et sous-sol
2 PARKINGS EN SOUS-SOL
MISE À PRIX : 850 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETHELLE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général-Locore à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS. Tél. : 48-54-90-87.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 13 JUILLET 1989, à 9 h 30
MAISON
R-de-ch. : entrée, salon, séjour, cuisine, rangement, dégarment, w.c. A l'étage : trois chambres, salle de bains avec w.c.
PARKING COUVERT avec jouissance d'un terrain de 124 m²
CHENNEVIERES-SUR-MARNE (94)
MISE À PRIX : 100 000 F
S'adresser à M^{re} Véronique BERNARD-GRIVE, av. au barreau du Val-de-Marne, 18, rue Monmory (94300) VINCENNES. Tél. : 43-74-37-72 - MINITEL 3616 JAVEN.

M^{re} BRENIER, avocat à EVRY (91000), 3, place de Roullon
Vente au Palais de Justice d'EVRY, MARDI 11 JUILLET 1989, à 14 heures
APPARTEMENT à EVRY (91)
Résidence « Le Pas des Éclipses » - 7, Villa Simon-Denorm
de 5 pièces en duplex - PARKING EN SOUS-SOL
MISE À PRIX : 50 000 F - Visite le 7 juillet de 13 h 45 à 14 h 45
Pour renseignements, au Greffe du Tribunal de Grande Instance d'EVRY
Après de tous avocats du barreau d'EVRY
L'adjudication ne peut porter les enchères.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 6 JUILLET 1989 à 14 heures
UN APPARTEMENT à PARIS 2^e
dans le 11^e C de l'Assemblée législative
119, bd Sébastopol - 212, rue St-Denis, 1 à 37
et 2 à 46, passage du Ponceau
de 3 pièces Princip. au 3^e ét. ; au-dessus entresol sur Rue St-Denis et cave
MISE À PRIX : 300 000 F
S'adresser à la SCP CONSTANSOU-MOCCARDO, avocat, 19, rue Ampère - 75017 PARIS. Tél. : 47-63-53-68 et à tous avocats possédant près le T.G.I. de PARIS.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à BOBIGNY
le MARDI 11 JUILLET 1989, à 13 h 30
UN PAVILLON de 5 P. à AULNAY-SOUS-BOIS
20, rue Legendre - av. Garage, s/terrain 506 m²
M. à P. : 350 000 F - SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOUTELLE-
COUSSAU, avocats associés, 2, carrefour de l'Odéon, 75006 PARIS.
Tél. : 46-33-02-21. Ts avocats près TGI BOBIGNY. S/lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Paris
le JEUDI 13 JUILLET 1989, à 14 h 30 - EN DEUX LOTS
UN APPART. de 2 P. 36, RUE BERZELIUS
à PARIS (17^e) - au 2^e étage - CAVÉ
UNE CHAMBRE - 136-138, bd de la VILLETTE
à PARIS (19^e)
M. à P. : 125 000 F - 50 000 F - SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOUTELLE-
COUSSAU, avocats associés, 2, carrefour de l'Odéon, 75006 PARIS.
Tél. : 46-33-02-21. Ts avocats TGI PARIS. S/lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à PARIS
le JEUDI 13 JUILLET 1989, à 14 h 30
EN UN LOT
APPARTEMENT 7 P.P. - 30, AV. MARCEAU
4, impasse du Docteur-Jacques-Berthoin à PARIS (8^e) - Bt. B. - au 1^{er} ét.
et plus 1^{er} - Chambre de service mans. p. 13, au 7^e ét., sec. I de serv. - Cave n° 11
MISE À PRIX : 3 600 000 F
S'adresser à M^{re} Michel MAAREK, avocat à la Cour, 35, av. d'Alsace, PARIS 10^e -
T. 45-53-45-13 - SCP BRUNO de ROCHE, avocats - T. 42-95-30-40 - M^{re} William
DRUGUEZ, avoc. - T. 42-25-13-20 - M^{re} Charles GOLDBERG, avoc. - T. 42-96-49-02.

L. THIERNES Editeur
11 rue Soufflot - 75006 PARIS Tél. (1) 46 34 05 25

préparations aux B.T.S.
100 publications :
manuels, outils de...
annales thématiques : énoncés et corrigés.
droit, économie, gestion,
comptabilité, langues des affaires
Catalogue et spécimen sur simple demande écrite
Diffusion exclusive :
MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46 34 07 70
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

Société

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

Les artères de Connors

Comme à Roland-Garros le mois dernier, Jimmy Connors a été éliminé mercredi 28 juin au deuxième tour des championnats de Wimbledon par un de ses compatriotes : sur la brèche pilée parisienne il avait battu, en vain pendant plus de quatre heures contre Jay Berger, sur le gazon londonien il a tenu un peu moins de trois heures face à Dan Goldie. Ce n'est pas pour autant que le recordman des victoires en grand prix (cent-sept), âgé de trente-six ans, envisage de prendre sa retraite.

LONDRES de notre envoyé spécial

Nous l'avons dit. Ou plutôt il n'y a pas eu moyen de le lui faire dire. Et pourtant les journalistes qui s'étaient interviewés mercredi soir dans la salle d'interview du All England Lawn Tennis Club lui ont posé la question sur tous les tons alors qu'il n'avait pas encore joué sous la double pression de la défaite qui lui collait à la peau : « Alors Jimmy, vous allez arrêter n'est-ce pas ? Vous n'allez pas continuer comme ça ? Vous n'allez pas faire la saison de trop, celle qui ruinerait votre réputation, ou le tournoi de trop, celui où la compassion l'emporterait sur l'admiration pour le champion que vous avez été ? Allez-dites-nous que vous allez laisser tomber la raquette, que vous allez plaquer les courts, que vous allez en croquer... »

Et Connors qui avait encore le cœur battant la chamade d'avoir tant couru après une balle insaisissable, qui avait du mal à trouver son souffle et ses mots, n'en a pas démorié : il ne raccrochera pas, il ne laissera pas tomber. Pour une seule et bonne raison qu'il a répétée sur tous les tons : « Tant que je prendrai du plaisir sur le court j'y resterai. Et la manière dont je joue en ce moment me plaît, je suis en bon ton. Et bien ! Je m'en salue. Je n'ai pas gagné, mais j'ai fait tout ce que j'ai pu. » Il veut bien prendre le risque d'écorner son image, de partir finalement un jour avec l'étiquette de perdant. La menace est, il est

vrai, minime : on ne passe pas du jour au lendemain pour un « loser », perdant comme disent les Américains, quand on a 107 tournois à son palmarès dont 8 du grand chelem.

Et pourtant... Des défaites comme celles de mercredi, elles n'ont pas grande importance quand elles ont lieu au troisième du tour de la saison devant une poignée de fermiers trop ravis de voir de près leur bon Jimmy pour s'intéresser au résultat. Mais quand elles ont lieu, comme ce fut le cas mercredi, sous le regard attristé de dix mille spectateurs avertis des choses du tennis, c'est une autre affaire.

Ce Connors avait beau grogner en tapant dans la balle, courir comme un lapin sur tous les points, il ne trompait personne. Ce n'était pas le fibriste qui avait remporté ici des victoires aux Ken Rosewall (finale 1974) et John McEnroe (finale 1982) et qui avait aussi pris par le travers quelques bordées de Bjorn Borg (finales de 1977 et 1978) ou de Pat Cash (demi-finale 1987). C'était un joueur congestionné, qui avait eu récemment un brushing et une teinture, un bouillonneur du jeu qui était au bord de l'indigestion.

Et c'était un peu triste. Il y avait un décalage entre l'image et le per-

sonnage. Même Dan Goldie de l'autre côté du filet devait en être conscient. Au point de ne pas manifester la moindre émotion, de ne pas montrer le plus petit signe de satisfaction, quand le dernier coup droit de Connors a fini dans le filet après beaucoup d'autres.

Avait-il à ce moment le sentiment d'avoir fait la sale besogne, d'être l'exécuteur d'une œuvre basse ? Goldie fait partie de la catégorie des joueurs qui passent habituellement dans la salle d'interview après avoir été battus par une vedette. Ses commentaires d'ancien bon élève de Stanford permettent alors d'aligner les chroniques. Il avait déjà connu deux fois cette situation avec Connors.

Ni coups d'éclat ni suspense

Et tout laissait croire qu'il en serait de même une troisième, mercredi : c'était la première fois qu'en quatre participations il atteignait le deuxième tour des championnats de Wimbledon où il arrivait avec cinq défaites consécutives au premier tour en autant de tournois ces dernières semaines. Bref Goldie n'était même pas dans une forme exceptionnelle, ni dans ces jours de grâce

qui permettent à un modeste quarante-huitième mondial de battre les meilleurs. Il était simplement égal à lui-même, attaquant obstiné, voleur rigoureux. Il n'a pas eu une chance insolente, il n'a pas appliqué une tactique infallible.

Goldie a tout bonnement joué son jeu, celui qui habituellement permet à Connors de tirer des passings éblouissants, de bombarder en retour de service et de briller. Mais hier il a imposé. Il n'y a eu dans cette partie ni coups d'éclat ni suspense. Connors s'est épuisé comme le manche d'une lampe qui manque d'huile, il était à court de jeu.

Fallait-il en conclure que l'ancien champion du monde était au bout du rouleau ? Des éliminations au premier tour (Monte-Carlo et Munich) et au deuxième (Internationaux de France et de Grande-Bretagne) à répétition, cela ne lui était pas arrivé depuis 1972. Connors a prétendu que ce n'était qu'une mauvaise passe, qu'il en avait connu d'autres, et qu'il n'avait pas pris sa retraite pour autant. Il a pour ainsi dire pué avoir un âge et des artères. Pourtant, mercredi à Wimbledon, il a bel et bien été saigné.

ALAIN GRAUDO.

Les résultats

SIMPLE MESSIEURS

● Premier tour. - Valdes (Tch., 72) b. Michalek (Can., 106), 6-7 (2-7), 6-1, 7-6 (7-5), 6-3 ; Lundgren (Sué., 62) b. Krishnan (Ind., 72), 6-4, 7-6 (7-4), 7-5 ; Carbonell (Esp., 137) b. Davis (B-U, 95), 6-4, 3-6, 7-6 (7-4), 6-4 ; Fitzgerald (Aus., 41) b. Gilbert (B-U, 14), 6-2, 7-5, 1-6, 3-6, 6-2.

● Deuxième tour. - Flach (B-U, 268) b. Zverev (Youg., 50), 6-4, 6-3, 4-6, 6-3 ; Goldie (B-U, 47) b. Connors (B-U, 13), 7-6 (7-4), 5-7, 6-4, 6-2 ; Zverev (Youg., 59) b. Bailey (G-B, 197), 6-3, 7-5, 7-6 (13-11) ; Lendl (Tch., 1) b. Balaban (Sué., 291), 6-7 (5-7), 6-5, 6-2, 6-2 ; Kishner (RFA, 49) b. Aldrich (AUS., 69) 6-1, 7-5, 6-0 ; Chamberlin (B-U, 85) b. Hogstedt (Sué., 115), 6-3, 6-2, 6-2 ; Curry (B-U, 17) b. Srebrer (Tch., 68), 4-6, 6-2, 6-3.

6-0 ; Fairwood (G-B, 260) b. Petchey (G-B, 324), 7-5, 6-1, 6-2.

SIMPLE DAMES

● Premier tour. - A. Sanchez (Esp., 8) b. J. Popilova (Tch., 52), 6-2, 7-5 ; S. Amis (Fr., 142) b. A. Grunfeld (G-B, 161), 4-6, 7-5, 6-4 ; S. Stafford (B-U, 78) b. H. Koles (Can., 18), 7-6 (6-4), 7-5 ; E. Burgin (B-U, 74) b. E. Hakami (B-U, 125), 6-4, 2-6, 6-2 ; K. Adams (B-U, 73) b. A. Coetzee (Af S., 84), 7-5, 6-3 ; M.-J. Fernandez (B-U, 16) b. M.-L. Daniels (B-U, 106), 6-4, 7-3 ; C. Tawer (Fr., 83) b. A. Nishiyama (Jap., 129), 6-2, 6-3 ; A. Frazier (B-U, 39) b. A. Simpkin (G-B, 249), 6-2, 6-4 ; L. Scheuer-Larsen (Dan., 107) b. M. Yasugi (Jap., 171), 6-1, 6-1 ; R. Fairbank (AUS., 37) b. J. Richardson (N-Z, 115), 6-4, 6-3 ; Allen (B-U, 100) b. S. Meier (RFA, 140), 7-6 (7-5), 6-2 ; P. Shriver (B-U, 9) b. C. Baklanov (P-B, 52), 6-2, 6-1 ; V. Lakic (G-B) b. S. Golea (Youg., 83), 7-6 (7-5), 5-6, 6-1 ; G. Maggioni (B-U, 40) b. M. Bollograf (P-B, 43), 7-6 (7-4), 6-4 ; L. Budanova (Tch., 146) b. K. Okamoto (Jap., 93), 6-4, 3-6, 6-4 ; J.-A. Faull (Aus., 62) b. K. Rinaldi (B-U, 47), 4-6, 6-2, 6-2 ; D. Fabe (B-U, 96) b. L. Savchenko (URSS, 32), 6-1, 2-6, 6-2 ; N. Provis (Aus., 77) b. C. Benjamin (B-U, 94), 7-6 (7-2), 7-6 (8-6) ; K. Rastford (Aus., 176) b. A. Tansner (Hon., 56), 6-4, 7-6 (7-4) ; P. White (B-U, 48) b. E. Rose (Jap., 72), 7-5, 1-6, 6-2 ; C. Selva (Fr., 157) b. A. Kishner (Jap., 71), 1-6, 7-5, 6-1 ; J. Thompson (Aus., 77) b. K. Schimper (AUS., 141), 6-2, 6-1 ; M. Selva (Fr., 144) b. C. Farwick (RFA, 95), 6-2, 6-4.

RELIGIONS

L'Eglise catholique un an après l'excommunication de Mgr Lefebvre

Les contrecoups d'un schisme

(Suite de la première page.)

Mais, en fait, l'impasse dans laquelle ils se sont engagés les évêques intégristes semble totale. Alors que les mois précédents les schismatiques avaient donné lieu à des négociations directes, le fil est, depuis, coupé entre Rome et Evry.

Les portes dans le camp des intégristes ont été plus limitées que prévu. Quinze prêtres seulement (dont la moitié de Français) sur les deux cent cinquante que compte la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, ainsi qu'une vingtaine de séminaristes, ont refusé de suivre Mgr Lefebvre et sont partis rejoindre la Fraternité Saint-Pierre, dissidente. Le séminaire d'Evry n'a pratiquement pas bougé, à la différence de celui de Zaitkov, en Allemagne fédérale, et à un degré moindre, celui de Flavigny en France (où huit jeunes prêtres ont rejoint sur cinquante et un son parti). L'abbé Schmidberger, supérieur général de la Fraternité l'efebvriste, n'a pas tort de dire que « pour douloureux que soient ces départs, ce n'est pas une hémorragie ».

En revanche, les communautés religieuses de la constellation traditionaliste ont été plus durement touchées par ce schisme dans le schisme : les cinquante et les trente moniales du Barroux (Vaucluse), les « dominicaines » de la Fraternité Saint-Vincent-Ferrier dans la Mayenne (1) ont divorcé avec fracas. D'autres ont aussi vu le point de régulariser leur situation avec Rome. Des mouvements de l'ère, comme le Centre Charlier de M. Bernard Antony, député européen du Front national, sont coupés en deux.

Mais, paradoxalement et contre toute attente, les interrogations et les fractures héritées du schisme Lefebvre frappent un an après, et, toutes proportions gardées, le camp des catholiques conciliaires plus que celui des traditionalistes, dont le bloc de convictions n'a été aucunement entamé. Mgr Lefebvre n'est évidemment pas le responsable direct des turbulences qui viennent d'agiter le monde des théologiens, de clergés, des ordres religieux, des intellectuels et des militants catholiques. Mais il a mis à nu des tensions, qui ne demandaient qu'à éclater à

propos de l'exercice de l'autorité dans l'Eglise par Jean-Paul II et de ses orientations « restauratrices » supposées ou réelles.

Le rôle de la commission Ecclesia Dei créée par Jean-Paul II dès le lendemain du schisme, chargée de la « réconciliation » et présidée par le cardinal allemand Augustin Mayer, est critiqué par un nombre croissant de théologiens et même d'évêques, notamment en France, qui demandent sa disparition pure et simple. C'est elle qui a reconnu la Fraternité traditionaliste Saint-Pierre et qui compte déjà plus d'une trentaine de prêtres et de séminaristes, imprimés en Allemagne fédérale, mais sur le point de s'installer aux Etats-Unis, où une soixantaine de postulants frappent déjà à sa porte.

Stratégie délicate

C'est elle qui, en court-circuitant des évêques ou des supérieurs d'ordre, a négocié directement le ralliement à Rome de communautés religieuses, en échange de l'autorisation d'utiliser les rituels et le catéchisme d'avant le concile. Le monastère du Barroux va être prochainement érigé en abbaye, et son prieur, Dom Gérard Calvet (proche de M. Jean-Marie Le Pen), présent à Evry pour la cérémonie des sacres, va devenir père abbé. « Je me réjouis de cette réconciliation », dit Mgr Bonchex, archevêque d'Avignon, dont dépend le Barroux, mais la décision de reconnaissance abbatiale a été prise à Rome.

Le rapprochement est-il grand dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux Mayer et Ratzinger ont assisté à l'entrevue, à propos de laquelle aucune information n'a filtré, sinon que la commission vaticane Ecclesia Dei a dit suspendre dans les principales conférences épiscopales concernées (France, Suisse, Allemagne, Angleterre) que leurs présidents sont allés voir le pape, le 16 mai, pour lui exposer leurs griefs. Les cardinaux

LE 1^{er} MAGAZINE TV EST AUSSI LE 1^{er} MAGAZINE FRANÇAIS



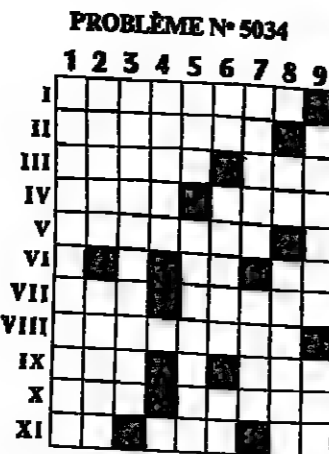
CHAQUE SEMAINE
3 095 704 EXEMPLAIRES
10 532 000 LECTEURS

HDM

OJD 88 : DIFFUSION TOTALE DSH / CESP 88.

مكتبة الامم المتحدة

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

I. On peut donner cher de sa peau. — II. Permettent de mettre des montures à l'abri. — III. Peut faire apparaître les veines. Il faut faire vite pour percer son mur. — IV. Coule dans une lie. Un homme peu sociable. — V. Peut devenir amers quand ils sont grands. — VI. Sorte des enfants. Symbole. — VII. On peut avoir sa patte sur la figure. Rend moins sombre. — VIII. L'usage les fait gonfler. — IX. Peut être mis à la broche. Dans une poule. — X. D'un auxiliaire. Ne sont pas neveux quand elles sont reçues. — XI. En Sicile. Devient sinistre quand il s'étend. Symbole.

VERTICALEMENT

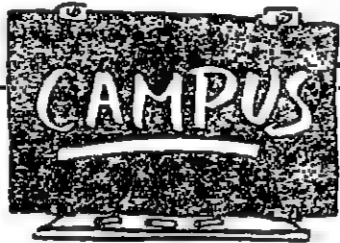
1. Des tables très pratiques. — 2. Qui peut faire son trou. Pas courant. — 3. Pouvait être assimilée à un bouchon. — 4. Enguirlander, par exemple. — 5. N'est pas reconnaissant. Parfois due au désespoir. — 6. Une protection. Un homme parfois en porte. Pas assoupli. — 7. Champ de bataille. Est généralement froid en été. — 8. Evoque un bel âge. Qui n'ont pas besoin de compter. — 9. Mis dans la fosse. Fédée, chez le pharmacien.

Solution du problème n° 5033

Horizontalement
I. Water-polo. — II. Ecumoières. — III. Sacs. Etc. — IV. Tê-té. Is. — V. Utérus. — VI. Réer. Ta. — VII. Ni. Abri. — VIII. Apr. OAS. — IX. Cri. Morue. — X. Véronèse. — XI. Séduites.

Verticalement
1. Western. — 2. Acis. Larve. — 3. Tuteur. Pied. — 4. Emporteur. Ru. — 5. Rosée. Emoi. — 6. Fl. Erra. Ont. — 7. Ore. Borée. — 8. Lévi-Strauss. — 9. Osés. Aisé.

GUY BROUTY.



Les Langues O font du commerce

« Les langues n'ont d'intérêt que si on les marie à d'autres disciplines. » Cette constatation d'un professeur de Langues O résume les conclusions du colloque organisé par l'INALCO (Institut national des langues et civilisations orientales) et intitulé « Relations internationales, langues et perspectives de carrière ». Cette rencontre a traduit l'actualité des étudiants en langues devant le faible éventail de débouchés qui leur est offert en dehors de l'enseignement et de l'interprétation. Le Quai d'Orsay et son concours de secrétaires au ministère des affaires étrangères n'offrent qu'un nombre de postes très limité après des épreuves qu'il faut préparer pendant des mois. Et même dans ce cas, une maîtrise parfaite du russe, du chinois ou de l'hindi ne suffit pas. « Les connaissances linguistiques viennent en complémentarité d'une formation pluridisciplinaire : sciences politiques, économie, droit », a précisé M. Frédéric Basseguren, responsable des concours au Quai d'Orsay. De plus, s'il s'agit de partir de cette année, il faudra maîtriser l'anglais comme sa langue natale.

C'est de plus en plus vers le commerce international que s'orientent les étudiants de Langues O comme ceux de LEA (Langues étrangères appliquées). Fondé voici dix-sept ans, le CPEI (Centre de préparation aux échanges internationaux) a déjà formé près de 450 cadres commerciaux. Environ 10 % ont créé leur propre société d'import-export. A l'apprentissage des langues orientales s'ajoutent des stages et des cours de droit, d'économie, de gestion, de marketing... Les dirigeants de l'INALCO ont conçu une nouvelle filière du même genre : le diplôme de recherche et d'études internationales (première année) et le diplôme des hautes études internationales (deuxième année). Comme au CPEI, on n'y accède que sur dossier, après un DEUG de Langues O ou une licence de Langues étrangères appliquées.

C. L. C.

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?

Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.

36.15 LETUDIANT

Le Carnet du Monde

Naissances

— Les docteurs **Elie CHARLES** et **Renée HABIB**.
M^{me} Annie DASSETTO,
Michelle et Laurent HABIB.

ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils.

Jules.

le 18 juin 1989.

— **Laurianne, Agnès et Philippe**, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit frère.

Youssef.

le 17 juin 1989.

Jacques et Claudie Le Cossec-Feuillard,
52, avenue Faidherbe,
92600 Asnières.

Mariages

— M. et M^{me} Georges LEVY,
M^{me} Henri PINET,
M. et M^{me} Georges HEISBOURG,

ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants et petits-enfants.

Elyette LEVY

et

François HEISBOURG,

célébré dans l'intimité le 24 juin 1989.

118, rue Monge,

75005 Paris.

6 Tavistock Chambers,
Bloomsbury Way,
Londres.

— M. Olivier LE PICARD
et
M^{me} Fabienne DALL'AVA

ont le plaisir d'annoncer leur mariage,
qui a été célébré le samedi 24 juin 1989,
à Paris, dans l'intimité.

— M. et M^{me} Jean-Louis QUERMONNE,
M. et M^{me} Marcel BÉSIÈRE,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants.

Emmanuelle

et

Marc,

célébré le 24 juin 1989, à La Charce (Drôme).

6, allée de la Roseaie,
38240 Meylan.
67, avenue Sadi-Carnot,
26000 Valence.

GUY BROUTY.

Décès

— Les familles Bazoche, de Souza,
Digonnet,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre BAZOCHE,
capitaine de frégate (CR).

La messe aura lieu à Saint-Cannat,
26, rue de la République, 13002 Mar-
seille, le vendredi 30 juin 1989, à
10 heures.

— Michel et Hélène Canet,
Jean-François Canet,
Pierre et Izès Canet,
ses enfants,
M^{me} Claire Buttin,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean CANET,

préfet honoraire,

officier de la Légion d'honneur,

survenu à Avignon, le 25 juin 1989, dans
sa quatre-vingt-unième année.

Selon les souhaits exprimés par le
défunt, les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité familiale, le 27 juin 1989, à
Londres.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Philippe Galland,
M. et M^{me} Patrick Galland,
Caroline et Frédéric,
Christophe et Frédéric,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Claudine DEVERIN,

survenu le 20 juin 1989, à Montpellier,
où les obsèques religieuses et l'incinération
ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1 627, rue d'Aiguillon,
34000 Montpellier.

7, impasse Desperat,
31060 Pina-Bustaret.

— M. et M^{me} Marcos Ifrah,
M^{me} Béatrice Graubard-Ifrah
et son fils Marc Ifrah,
M. et M^{me} Michel Kere,
M. et M^{me} Didier Bouccann
et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

Albert René IFRAH,

survenu le 25 juin 1989.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse (entrée principale), le
vendredi 30 juin à 14 heures.

— Les associés, les dirigeants et le
personnel du groupe Jean Lion et Co,
ont la douleur de faire part du décès de
leur associé,

M. Albert René IFRAH,

survenu le 25 juin 1989.

L'inhumation aura lieu au cimetière
du Montparnasse (entrée principale), le
vendredi 30 juin à 14 heures.

— MM. Khalid et Tariq Kabbage,
ont la douleur de faire part du décès de
leur mère,

M^{me} KABBAGE,

née Marie-Henriette Fleurenceau,

survenu le 25 juin 1989, en son domicile,
à Amzon, Agadir, Maroc.

— M. et M^{me} André-Michel Kanner,
M. et M^{me} Albert Dugat
et leur fils,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André-Michel KANNER,

chevalier de la Légion d'honneur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} Claude Anfray,
M. Claude Chailac,
M^{me} Emilienne Le Brumie,
Ses petits-enfants et arrière-petits-
enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Henri LEMESLE,

survenu le 22 juin 1989, dans sa quatre-
vingt-troisième année.

Ses obsèques ont eu lieu le 27 juin.

33, rue Yves-Toudic,
75010 Paris.

— M^{me} Marcel Moine, née Yvonne
Hugonnier,
Les parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel MOINE,

ancien élève de l'École polytechnique,

officier de la Légion d'honneur,

survenu à Nice, le 21 juin 1989, à l'âge
de quatre-vingt-neuf ans.

Selon la volonté du défunt, il a été
procédé à l'incinération dans la plus
stricte intimité.

5, avenue Michel-de-Cimiez
(boîte 88),
06000 Nice.

— Brice Moulin,
François et Michèle de Malezieu,
Stéphane, Frédéric, Noémie,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
leur père et grand-père,

André MOULIN,

avocat à la cour de Paris,

survenu le dimanche 25 juin 1989, dans
sa soixante et unième année.

Les obsèques auront lieu ce jeudi
29 juin, à 16 heures, en l'église Saint-
François-de-Sales, 6, rue Brémontier,
Paris-17^e (métro Wagram) et seront
suivies de l'inhumation dans le caveau
de famille au cimetière parisien de
Saint-Ouen.

55, rue Cardinet,
75017 Paris.

17, hameau des Ruettes,
78580 Les Alluets-le-Roi.

— M. François X. Boudringhin, Fran-
çois Mordant, Gilbert Florio,
ont le regret de faire part du décès de
leur associé,

André MOULIN,

avocat à la cour de Paris,

survenu le dimanche 25 juin 1989.

176, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris.

— Le capitaine de vaisseau
et la baronne Oudet,
ses parents,
Leurs enfants, petits-enfants, arrière-
petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, le
mercredi 21 juin 1989, dans sa
quarante-troisième année, de

Henri OUDET,

assistant à la faculté des sciences
Paris-VII.

Les obsèques auront lieu à 14 h 30, en
l'église de Corgogoux, le 30 juin.

Un service sera célébré à l'église
Notre-Dame d'Astueil, 4, rue Corot,
Paris-16^e, le mardi 4 juillet, à 18 heures.

Corgogoux, 21250 Sœurre.

Ses collègues de l'UFR de physique de
l'université Paris-VII ont la tristesse
de faire part du décès de

Henri OUDET,

survenu le 21 juin 1989.

font part du rappel à Dieu, le 24 juin
1989, à Limoges de

l'ingénieur général de l'armement
Fernand TESSON
(ECP 31),

professeur honoraire
à l'école centrale
des Arts et Manufactures,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques.

survenu dans sa quatre-vingt-troisième
année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité à Cognac (Charente).

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, avenue Gabriel-Péri,
87000 Limoges.

22, rue des Grandes-Côtes,
95310 Saint-Ouen-l'Aumône.

Le Carroir Croisé,
18340 Levat.

9, rue Javouin,
87000 Limoges.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du
rappel à Dieu de

Louis YELDA,

une messe sera célébrée, le mardi 4 juil-
let, à 18 heures, en l'église Saint-Pierre-
du-Gros-Cailion, 92, rue Saint-
Dominique, Paris-7^e.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

— M. Bernard Esambert, X-Mines,
président-directeur général de la Com-
pagnie financière Edmond de Roths-
child banque, et M. J.-P. Meunier, HEC,
vice-président de Shell France,
président-directeur général de Shell
Chimie, ont été nommés administra-
teurs lors de l'assemblée mixte qui s'est
réunie le 22 juin 1989.

Le Monde

DES LIVRES

L'espion qui allait au chaud

La Maison Russie, le nouveau roman de John Le Carré, est en tête des best-sellers aux Etats-Unis. C'est le premier roman politique de la perestroïka.

A la Foire du livre de Moscou, une citoyenne russe vient trouver un éditeur anglais. Pour ce dernier, Niki Landau, qui se targue de connaître les femmes, cela ne fait aucun doute : il a devant lui une véritable beauté, intelligente, séduisante, avec, dans ses yeux noirs, des étincelles d'humour. Elle lui demande de faire passer en Angleterre le manuscrit d'un roman extraordinairement important, contenant un message pour l'humanité. Après de longues tergiversations, Niki prend le manuscrit, l'apporte à Londres, et aussitôt le lecteur se trouve au cœur d'un tourbillon d'événements, décrits de main de maître par John Le Carré, dans son nouveau roman *La Maison Russie* (1). Faut-il s'étonner qu'un livre dont l'action commence ainsi, occupe la première place dans la liste des best-sellers du *New York Times* ?

Pour ma part, je suggère de qualifier *La Maison Russie* de premier roman politique et bureaucratique de la perestroïka. Et pas seulement parce que le roman de Le Carré paraît en russe à Moscou (dans l'édition *Ogoniok*, tirage 3 600 000 exemplaires) sans doute avant que soit achevée la traduction française, la *Petite Fille au tambour* a déjà été publiée en URSS).

La Maison Russie est un roman politique, comme tous les livres de Le Carré, et comme tous les romans d'espionnage. Cela tombe sous le sens : le grand motif de toute histoire d'espion est la recherche de l'ennemi. Et qui dit ennemi, dit politique. La nécessité de mener dans les pages des romans une guerre éternelle rend la littérature d'espionnage incroyablement sensible à l'esprit du temps, à la grande politique.

Des ennemis partout

L'histoire de la littérature d'espionnage est la plus précise du vingtième siècle. Et si des espions apparaissent dans les livres écrits avant notre époque, la naissance d'une véritable littérature d'espionnage nous est contemporaine. Au commencement, tout était simple et clair. A l'origine du genre, on trouve l'agent secret, de Joseph Conrad. Le sous-titre, *Une histoire simple*, sonne aujourd'hui assez ironiquement. A bien y réfléchir, Conrad racontait une histoire simple où il y avait déjà tout : un diplomate espion, un agent secret, une provocation, et même des terroristes manipulés par une puissance étrangère. Le roman parut en 1907. L'Angleterre a alors un ennemi évident : l'Allemagne.



John Le Carré : politique, bien sûr...

Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, la littérature d'espionnage est essentiellement britannique. Ashenden, héros de Somerset Maugham, est encore innocent et naïf, il ignore l'existence de l'idéologie. Il lutte contre le Kaiser, pour l'Empire britannique. Les personnages d'Eric Ambler respirent l'atmosphère idéologique empoisonnée des années 30, mais ils n'ont pas encore de dilemme intérieur : on combat les agents nazis ou fascistes.

Hitler vaincu, vient la « guerre froide ». C'est le début de la littérature d'espionnage américaine. Elle atteint son apogée entre 1945 et 1955 : les héros de Mickey Spil-

lane tentent vainement de nettoyer New-York et les villes avoisantes des agents soviétiques qui y pullulent ; aux dizaines d'espions abattus succèdent immédiatement des centaines de nouveaux. Les ennemis sont nombreux : Russes, Chinois, Polonais, Roumains, Tchécoslovaques, Albanais. Mais leur couleur est la même : ce sont des rouges. Bien sûr, cependant, Staline meurt, et le « dégel » survient en même temps que Khrouchtchev.

MICHEL HELLER.

(Lire la suite page 24.)

(1) A paraître en novembre prochain aux éditions Robert Laffont dans une traduction de Mimi Perlin.

La dernière aventure du capitaine Cook

Anthropologue attentif aux « systèmes », Marshall Sahlins fait surgir l'Histoire en racontant les péripéties du rendez-vous fatal entre Cook et les Polynésiens

DANS le dernier ouvrage de Marshall Sahlins se déploie une histoire qui débouche sur l'Histoire : celle des peuples du Pacifique, des îles, celle de la découverte réciproque au siècle des grandes explorations maritimes, le dix-huitième. De l'histoire, le capitaine Cook est le héros, la figure mythique, et sacrifiée aussi — puisque tout s'accomplit entre le moment de l'accueil triomphal du navigateur qui aborde Hawaii et celui de son exécution par un jeune et notable guerrier. Entre ces deux dates, toute l'étendue du double malentendu.

ainsi un tabou — ils s'en trouvent « désacralisés, souillés ».

Cook est seul à préserver son image, sa mort sacrificielle l'établit définitivement dans l'état de divinité. Car c'est bien d'un dieu qu'il s'agit selon l'interprétation hawaïenne. Le mythe donne un sens à l'événement, et une identité au capitaine lorsqu'il fait irruption avec ses équipages. Le sacrifice de sa vie permet, au terme de l'« intrusion comme divin précesseur des chefs suprêmes hawaïens ».

Une affaire de chaloupe voilée

Lorsque Cook apparaît, il est perçu comme celui qui vient des contrées invisibles, situées au-delà de l'horizon : patrie des divinités souveraines et des anciens rois. Il est assimilé à Lono, dieu-année, maître de la croissance de la nature, du renouveau et de la reproduction humaine ; il est revêtu de l'étoffe d'écorce rouge qui drapait les effigies dans les temples, des offrandes lui sont faites, et le peuple se prosterne.

Cook joue le jeu, mais il n'est qu'un « Lono-bourgeois », qui contribue à l'expansion commerciale britannique et assimile la multiplication des richesses au progrès de la civilisation. Tout se dramatise pour une affaire de chaloupe voilée, qui entraîne la prise en otage du « brave vieux roi hawaïen », pourtant innocent. Le drame se transforme vite en une opération sacrificielle. D'objet de vénération, Cook devient objet de détestation : la foule se fait complice de son exécution et, par l'effet d'une inversion rituelle, son corps est offert en sacrifice. Cette tragique aventure, complétée d'une incursion chez les Fidjiens que Duménil oriente, permet à Sahlins de souligner ce que l'anthropologie politique a mis en évidence depuis bien des années.

GEORGES BALANDIER.

(Lire la suite page 23.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Tout est bien, de Roger Stéphane

L'art d'admirer

JE sais bien ce qui manque à notre époque pour qu'elle refuse un peu et se fasse aimer : on n'y admire plus ! Pas l'occasion ? C'est la raison invoquée, bien entendu. Est-ce la bonne ? Si le présent ne porte pas à l'ébahissement, il y a toujours le passé. Le vrai est qu'en admirant on craint d'être dupe, tant circulent de fausses monnaies, on pense à déchoir, on s'imaginerait au-dessus de ça, tant le « moi » de 1989 porte beau. A peine parcouru Proust, les jeunes amateurs de livres se font fort d'écrire « leur » *Recherche*, ou lieu de rester sage et de décevoir les lecteurs !

Voilà ce qui distingue d'abord Roger Stéphane de la nouvelle génération et de la sienne (vingt ans en 1939) : il ne rougit pas de faire allégeance littéraire aux « grands », sans chercher à les imiter. En refondant toutes choses ont leur saison, cher à les imiter. En refondant toutes choses ont leur saison (1979) sous le titre *Tout est bien*, il donne une leçon qu'il n'est pas d'humilité, mais de bonheur. Si vous ne devez lire qu'un livre de souvenirs, cet été, et si la suffisance de tant de témoins vous lasse, emportez celui-ci.

C'EST vrai, l'avant-guerre était riche de « phères » vivants, autant que de menaces. Encore fallait-il repérer les valeurs sûres et avoir le sens de la rencontre, qui ne va pas sans cult. Stéphane était de ces lecteurs qui écrivent à l'auteur dont ils ont aimé les livres : « Je veux vous voir ! », qui obtiennent gain de cause, et qui, ne déçoivent pas, ne sont pas déçus. C'est ainsi qu'il s'est jeté à la tête de Gide, Martin du Gard, Mauriac, Cocteau et Malraux.

Chez Gide, il cherchait le conseiller en chambre, l'auteur des *Nouritures terrestres* et du *Retour de l'enfant prodigue* qui parlait de certains amusements sans y consentir lui-même. Malraux, lui, avait su rompre, vis-à-vis de la guerre d'Espagne, si juste en apparence. Un Lawrence terriblement français, si c'est être français de tenir toujours prêt, dans les circonstances les moins propices aux palabres, et sans préambule, un sujet de dissertation. Au milieu des combats de la gloire. Sur le front de Lorraine, en bretelles, de quoi parle-t-il à Stéphane ? De l'intelligence, entendue comme propension aux hypothèses. Vous commenterez et discuterez s'il y a lieu...

De Gaulle, aussi, avait cette coquetterie de l'idée générale, devant ses visiteurs intellectuels. Ce qui n'exclut pas la franchise. Stéphane se souvient de lui avoir demandé ce qui avait pesé, dans la désobéissance du 18 juin : le pronostic sur la victoire alliée ou le sursaut moral. Les deux, mon général, a

répondu de Gaulle, en substance. Et d'ajouter, tout de même : « J'étais un ambitieux politique », à l'affût, comme tel, de circonstances favorables...

STÉPHANE a songé à une autobiographie pure et simple. Il y a renoncé, faute de motifs. Malraux avait tout dit sur la vanité des Mémoires, et la permissivité ambiante ne justifiait plus qu'on tourne autour d'aveux cuisants, comme celui d'une homosexualité désormais tolérée et affichée. Stéphane a préféré se reconnaître chez les grands s'il en est, comme Mauriac, ont évoqué, mieux qu'il ne saurait le faire, des enfances bourgeoises comparables.

Quant à éviter une psychanalyse par l'écrit intime, il n'en avait cure, si l'on peut dire, vu qu'il est passé, voici trente ans, par le divan de Jacques Lacan : une bonne chose de faite, et avec toutes les apparences d'une réussite propre à démentir la mauvaise réputation de Lacan comme thérapeute.

Si c'est être guéri de suivre sa nature et de reconnaître ses dettes, quelle santé ! Cela ne se fait plus du tout, d'admettre. Stéphane est de ceux, il s'en flatte, à qui tre des influences. Stéphane est de ceux, il s'en flatte, à qui tre des influences. Stéphane est de ceux, il s'en flatte, à qui tre des influences. Stéphane est de ceux, il s'en flatte, à qui tre des influences.

L'ART de la rencontre n'est pas fait que d'audace. La chance sourit aux admirants. C'est un hasard si, au Trocadéro, Stéphane a croisé Gide ; un hasard si, au bac, il a été sauvé par un demi-fou dont Sartre allait faire le Daniel des *Chemins de la liberté*.

On se doute qu'en allant d'une gloire à l'autre, il lui arrive de payer son écot de méchanceté. On savait par les *Faux Monnayeurs* et le rôle prêté au poète Passavant que Gide soupçonnait qu'il le traitait de « vicieux », ce qui est un bien grand mot. On ignorait qu'en retour, avec plus d'indulgence et d'exactitude, Cocteau comparait Gide à une vieille maîtresse de piano.

La chronique tombe rarement à ce niveau. Stéphane a le privilège d'assister aux échanges de Gide et de Martin du Gard sur leurs œuvres respectives. C'est lui qui organise la fameuse conférence de Gide sur Michaux, à Nice, durant l'Occupation.

(Lire la suite page 25.)

Messidor
Editions Sociales
Claude Mazauric
Historien de la Révolution Française
le 30 juin 1989

Apostrophes
messidor

مكتبة المجلد

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

LA VIE LITTÉRAIRE

HISTOIRE

La question coloniale
au Moyen Âge

L'implantation coloniale européenne ne commence pas avec les grands voyages et les découvertes de nouveaux mondes aux quatorzième et seizième siècles. Sous la direction de Michel Bâleard, une trentaine d'historiens, réunis à Reims en avril 1987, ont exploré les divers aspects d'une expansion européenne en Méditerranée dès le onzième siècle, analysée comme conduisant à une triple domination économique, politique et culturelle.

Une série d'études de cas nous conduit de Gênes et de Venise à Chypre, en Terre sainte et dans les pays du Levant ; mais aussi en Italie du Sud où se sont installés les Normands, et dans la péninsule ibérique peu à peu reconquise sur l'islam.

La question essentielle est évidemment celle des rapports entre métropole et colonies : qui a l'initiative de l'entreprise coloniale ? Comment s'opère la rencontre entre colon et indigènes ? Quelles institutions sont exportées, modifiées ou inventées dans le contexte colonial ? Quel est enfin le choc en retour, pour la métropole, de cette colonisation ? On pense bien sûr aux profits économiques, mais cet ensemble de recherches lie d'abord la question de l'expansion occidentale en Méditerranée (jusqu'au-delà de l'Atlantique) à celle de l'État.

Colonies ou comptoirs ont pu fonctionner comme des laboratoires d'États d'un type nouveau et comme ébauches des tensions inhérentes à la gestion de l'État moderne. Dès le début du seizième siècle, certains théoriciens ont tiré les leçons de cette colonisation médiévale, faisant de l'expansion maritime la pierre de touche de toute véritable grande puissance. État et colonisation ont partie liée à l'aube des temps modernes.

MICHEL SOT.

★ **ÉTAT ET COLONISATION AU MOYEN-ÂGE ET À LA RENAISSANCE**, sous la direction de Michel Bâleard, La Manufacture, 552 p., 125 F.

MARION ZIMMER BRADLEY
LA TRAHISON
DES DIEUX

RÉCIT

La chasse au tigre
et à l'éléphant

Ce livre sera sans doute un régal pour les chasseurs, qui rêveront devant les récits de Louis Condominas sur une Indochine de l'entre-deux-guerres où pullulaient tigre, éléphants, sangliers, cervidés et volatiles de toutes espèces, et depuis pratiquement disparus à la suite des multiples guerres. Son fils



Georges, ethnologue et directeur d'études à l'ÉHESS, les a recueillis en hommage à un père que le goût de l'aventure avait conduit à s'engager dans l'armée, puis dans la Garde indochinoise. Posté sur les Hauts-Plateaux, accompagné de ses fidèles montagnards Moïs ou d'un pisteur laotien, il raconte ses longues traques au tigre, animal qui inspirait une telle crainte que l'on n'osait pas prononcer son nom. Certains l'appelaient respectueusement « Monsieur », le « Seigneur » ou tout simplement « l'Autre », et on lui dressait parfois des autels. Ayant le plus profond mépris pour ceux qui chassaient pour le simple plaisir de tuer, il préférait partir en expédition dans la jungle, en espérances et le fusil à la main ; parfois aussi il chassait comme les montagnards — avec lesquels il entretenait des relations plus amicales que bureaucratiques — le sanglier à la lance ou le chevreuil à l'arbalète, s'enfonçant dans des zones qui figuraient encore en blanc sur les cartes.

Dans ces souvenirs fort bien écrits, il raconte l'atmosphère oppressante de la forêt, le tonnerre d'une longue traque ou chasseur et chassé ont chacun leur chance, ses rencontres imprévues avec le tigre ou l'éléphant... Son bonheur à vivre dans la nature l'avait fait prendre par bien des coloniaux pour un sauvage au caractère de cochon. Il s'en moquait.

Dans un registre différent, Louis Condominas, marié à une métisse, trace un portrait truculent de sa belle famille et en particulier du chef du clan, le « père Lipiou », arrivé vers 1880 de Macao dans la fameuse baie d'Along, sur la côte du Tonkin infesté de pirates, fumeur d'opium invétéré et grand faiseur d'enfants.

PATRICE DE BEER.

★ **LA CHASSE ET AUTRES ESSAIS**, de Louis Condominas, présentés de Georges Condominas, PUF/Gallimard, 190 p., 98 F.

★ **L'ENFANT SANS NOM**, de Florence Trystram, Seghers, 186 p., 85 F.

ROMAN

Chacun

son fil d'Ariane

Presque historique des événements politiques qui secouèrent l'Autriche en 1927 : passage aux rayons X de la société viennoise et de Vienne comme personnage principal du roman, l'œuvre majeure de Heimito von Doderer, les *Démons*, emprunte son titre aux *Démons* de Dostoevsky (souvent traduits en français par les *Possédés*). L'emprunt est un hommage, mais pas seulement. Chez Dostoevsky, le narrateur renonce à dire les événements dans l'immédiat pour en avoir, avec le recul du temps, une idée exacte et juste par l'enchaînement des faits qui les ont permis ; chez Doderer, le narrateur est secondé par des comparses, qui lui rapportent ce qu'il ne peut connaître, par et dans la pensée de Doderer, pour qui on ne peut concevoir sa vie si l'on ne rattrape tel de ses moments insignifiants, dont

l'importance et le sens paraissent peu à peu.

La filiation avec les romans de Doderer et de Dostoevsky ne fait pas d'une découverte un essai maillé roman. Ni livre dans un livre ni compte rendu de lecture. Partant (thèse dans ses propres labryrithes) du dodererisme principe : « Il n'y aurait qu'à tirer le fil à n'importe quel endroit du tissu de la vie et on le verrait courir à travers le tout », Ariel Denis met debout des personnages, brosse des situations parfaitement romanesques. La rencontre du narrateur et du secrétaire de Doderer ; une soirée mondaine

avec des célébrités du moment ; le Levantin distingué qui lui explique, en toute sympathie, la nécessité de la destruction de l'Occident par le tiers-monde dont l'islam est la pointe, sont — entre autres — autant de moments de l'étrangement du fil qui donne au roman une vie qui accroît encore la présence de Paris, autre personnage. Et, de cette remontée dans les jours d'un homme, l'auteur, sans négliger l'humour, nous entraîne à la découverte d'une sorte d'*ordre magique du monde*. Quant au style, il y faudrait des superlatifs tant sa perfection égale celle de la construction.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

★ **UNE DÉCOUVERTE**, d'Ariel Denis, Gallimard, 220 p., 98 F.

La faim de vivre

Qui n'est ému, en se curant les dents ou en passant à table, au spectacle de ces semblants de petits d'hommes au ventre noir balafré et au faciès de squelette ? Mais ils ne sont que muets mourants offerts à notre voyeurisme de commisération, et nous n'imaginons pas qu'ils puissent avoir une voix. Or, en voici un, surgi d'une Afrique de misère ; dont les ancêtres vivaient sur un giboyeux territoire d'herbes grasses ; que la création d'une réserve pour fauves a chassé vers des sols arides ; qui est né d'un « ventre menteur qui n'avait conçu et laissé croire qu'il était la vie » ; un qui parle !

Florence Trystram — qui a vu ces dénués silencieux que sur un écran de télé — nous introduit avec autant de simplicité que de force dans cet univers où « la vie » n'a pas grand sens, et fait, de ce qui pourrait être un truc romanesque (le Je d'un enfant) une œuvre de remarquable littérature. Quand l'humourisme est ainsi servi par l'art, on a envie que beaucoup de lecteurs partagent l'émotion et le bonheur du texte.

P.-R. L.

★ **L'ENFANT SANS NOM**, de Florence Trystram, Seghers, 186 p., 85 F.

« L'année sans pareille »
en livre de poche

1789, l'année sans pareille, de Michel Winock, chronique des principaux événements de l'année révolutionnaire — et de celle qui l'a précédée, puisque le récit commence par la Journée des tuiles du 7 juin 1788 — vient de paraître en livre de poche dans une nouvelle édition augmentée. Publié dans le Monde sous forme d'un feuilleton historique, pendant l'été 1988, puis aux éditions Olivier Orban, à l'automne, ce texte, qui emprunte son titre aux *Années patriotiques* de Sébastien Mercier, se propose, au milieu des polémiques du Bicentenaire, d'éviter deux écueils : le lyrisme commémoratif et le dénigrement sceptique.

★ **1789, L'ANNÉE SANS PAREILLE**, de Michel Winock, Hachette-Picard, 320 p., 47 F.

Quand Stendhal annotait le petit duc

Le « Saint-Simon » à la Bibliothèque nationale

L'ANNÉE même de la publication du *Rouge, Stendhal* avait acquis les vingt et un volumes de l'édition Sautet, véritable édition-principe des *Mémoires* de Saint-Simon. Ils furent en Italie son vicaire et, autant que les érudits, ses dévotionnaires. L'annotateur du *Journal* du marquis de Dangeau imagine-t-il jamais que ses propres *Mémoires* seraient l'objet d'« éditions », et de la main d'un « homme de rien » devenu, longtemps après Voltaire, « une manière de personnage dans la république des lettres » ? Ce que l'on aperçoit, d'un volume l'autre, c'est, touche après touche, sinon une double épaisseur d'art ou de pensée, un sens de remarques en aparté, passionnées ou désinvoltes, palpitantes scintillant au long de la chronique, éparpillées dans le temps, un double temps et davantage : ne furent-elles pas déposées au cours de trois lectures successives, entre 1830 et 1841 ?

Possédée au début du siècle par l'avocat romain Emmanuel Modigliani, puis par E. Kann, vendue en 1930, voici qu'au terme de diverses tribulations (avant-dernière vente : Drouot, 1975), la série des *In-octavo* vient de quitter le cabinet de Daniel Sicking, colonel collectionneur, pour accroître le fabuleux trésor de la Bibliothèque nationale. Grâce en soient rendues aux plus hautes instances de l'État, à l'administrateur général Emmanuel Le Roy Ladurie, à M. Alain Minc, de la société Cérus, dont le mécénat a rendu possible une telle acquisition !

Fleurs éclosoes au bord des *Mémoires*, le texte des notes n'était pas absolument inédit. De 1925 (F. Boyer, Stendhal-Club) à nos jours, Henri Martineau, Francis Ambrière, Jean Carrère, Victor Del Litto, Michel Crouzet, Béatrice Didier... en ont com-

ment divers extraits. Il reste que, dorénavant, des réponses moins évasives devront être apportées à la question, que, non sans témérité, nous posons naguère, de l'influence d'un écrivain sur l'autre. Disons plutôt : de la réception du premier par le second ; des interférences ou de l'amalgame de leurs singularités.

Nul doute qu'une publication sur documents enfin accessibles n'apporte des lumières nouvelles sur le Saint-Simon stendhalien, où passe plus d'un reflet du « divin Saint-Simon » d'Henri Bayle. Le romancier n'a rien renié de ses jeunes ferveurs : « Quel écrivain ! » Si sa profondeur — mot si stendhalien, et saint-simonien, et ambigu — « ne mord pas au fond des choses », du moins ne lui refuse-t-il jamais le « profond littéraire » (t. III, p. 192), la force dramatique, ce qu'il appelle le « style ».

Un régal
intermittent

Des lignes jetées de quingols, des mots entassés, de vagues signes mal crayonnés (en haut, en bas, en marge, au verso de la couverture...) font de ces exercices d'admiration et de causticité un régal intermittent. Car les *Mémoires* ne sont pas « crepeins », tant s'en faut. Proposons quelques échantillons, et d'abord le page de garde, claire-obscur, du premier tome :

« Saint-Simon n'a pas de profondeur, mais il a un style profond, et il exprime avec profondeur des idées qui n'ont pas de sens trop profond pour être intelligibles au lecteur. Comment ne s'est-il pas dit : les auteurs qui ont écrit de G. le Grand Roi, si l'on doit en croire les érudits

n'ont pas su assez d'esprit pour se figurer ce que doit être un God

Dieu ; et non pas « un Grand Roi », semble-t-il
... 7 août 1830. »

La relation — la « nouvelle » — du rap de M^{re} de Roquelaure, adorable laide (1708), la querelle de Saint-Simon et des Roucy-La Rochefoucauld (1715), dont le « narré », « admirable d'action », pour n'être pas « profond à la Machiavel », ne laisse pas de révéler une parfaite « connaissance du monde », avaient de quoi séduire un amateur d'opérette-bouffe. Mais dans le tome XIII, page de garde, notre lecteur laisse entendre comme une protestation étouffée : « Il ôte Dangeau au marquis de Villars. »

Quelque treize cents pages furent ainsi cotées, annotées, apostillées. Malgré les « piques » de toute espèce, l'enthousiasme toujours surmonte : « C'est un archet qui fait rendre des sons à my soul » (t. IX, page de garde). « J'ai adoré Saint-Simon en 1800 comme en 1836 », écrit-il dans le *Vie de Henry Brulard* (t. XLIII). En 1836 comme en 1800...

« Choses intéressantes pour... » tous ceux qui n'ont pas l'âme médiocre, et qui savent déceler de sourdes harmonies. « Ma mauvaise écriture arrête les indécrottes » (en marge de Brulard, ch. XXII). Quand ces textes (en leur contexte) seront réédités, sans omission d'un seul trait de crayon, les heureux lecteurs seront décidément moins rares. Liberté vous sera donnée de formuler en marge (mais non pas des 21 inévitables volumes !) vos réserves, vos exaltations, vos décrets, vos soupçons. Que chacun puisse se faire violon de Stendhal, lui-même violon de Saint-Simon ! Un grand texte est promesse de nouvelles rénaissances. Mais que les maîtres en baylisme veulent bien d'abord, suprême générosité, dégrader les socles, brûler la pénombre, accompagner l'accompagnement !

YVES CORAULT.

Les sorcières

ont bien frappé

Il existe dans toute la France une quarantaine de libraires spécialisés pour la jeunesse — trente-neuf exactement — qui savent qu'on ne vend pas ces livres comme les autres. Depuis huit ans, ils se sont associés pour sélectionner des livres de qualité, conseiller enfants et parents, créer un cadre où enfants et adultes aiment à se rencontrer, établir un dialogue entre les bibliothécaires et les autres professionnels de ce secteur, faire savoir enfin qu'« avec eux la lecture, c'est pas sorcier ».

Cinq prix « Sorcières » ont donc été créés, qui sont, chaque année, choisis parmi des sélections d'ouvrages et auxquels s'ajoutent, en 1989, un « Prix sorcières spécial Révolution ».

— Tout-petits : *Enfantines, jouer et parler avec le bébé*, de Marie-Claire Bruley et Lya Tourn. III. de Philippe Dumas (École des Loisirs).

— Album : *Le Luthier de Venise*, de Claude Clément. III. de Frédéric Clément (coll. « Pastel ». École des Loisirs).

— Première lecture : *Le Chien des mers*, d'Anne-Marie Muraill. III. d'Yvan Pommeux (coll. « Mouche »).

et « Mouche de poche », École des Loisirs.

— Roman : *Un pacte avec le diable*, de Thierry Lenain. III. de Romain Scombre (coll. « Croche-pette », Syros).

— Documentaires : *Le Nid, l'Œuf et l'Oiseau*, de Daniel Burnie (coll. « Les yeux de la découverte », Gallimard).

— Spécial Révolution : *Deux idées qui changèrent le monde*, de Hervé Luzzato. III. de douze graphistes (Hachette « Jeunesse »).

© Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, 48, rue Colbert, 37000 Tours (Tél. : 47-66-95-10).

Max Frisch, Diderot
et l'armée suisse

Les éditions Limmet de Zurich publient un nouveau livre de Max Frisch, *Schweiz ohne Arme ? ein Palever*, qui sortira cet été en traduction sous le titre *Suisse sans armée ? un palever*, chez l'éditeur romand Bernard Campiche, à Yvernaud, et en Suisse italienne, chez Casagrande, à Bellinzona. Ce livre, qui fait événement, est dédié à Diderot. Il s'agit non d'un pamphlet,

mais d'un dialogue, plein de finesse et d'ironie, entre un grand-père et son petit-fils sur la question : faut-il une armée à la Suisse ? Le dialogue, où sont cités et discutés plusieurs extraits du très controversé *Dienstbüchlein* (*Livret de service*) publié par Max Frisch en 1974, va être représenté fin octobre au Schauspielhaus de Zurich, lequel a créé la plupart de ses pièces. La mise en scène sera de Benno Besson. Ce dernier traduit également, avec Yvette Z'Graggen, le dialogue en français, pour sa création simultanée au Centre dramatique de Lausanne.

Ainsi Max Frisch, qui avait déclaré, en 1986, à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire, qu'il renonçait à écrire, revient sur la scène littéraire, théâtrale et politique, avec ce mélange d'écrit et de complexité intellectuelle qui le caractérise. Son engagement est double : en écrivain sensible à ses propres contradictions, il s'attache aux différents aspects d'un problème, et ne tranche pas ; en citoyen responsable, il prend parti dans la campagne pour la suppression de l'armée suisse, lancée par une initiative populaire qui sera soumise à votation le 28 novembre et qui pose à l'opinion publique une question sérieuse non seulement en Suisse, mais partout où l'exemple helvétique est invoqué pour justifier la priorité des dépenses militaires sur la protection de l'environnement et la protection sociale.

MICHEL CONTAT.

© Créé à l'initiative d'une librairie qui, depuis quinze ans, se veut la Mecque du candidat au voyage, le premier prix de l'Astrolabe a été décerné au livre de l'explorateur et écrivain anglais Redmond O'Hanlon : *Au cœur de Bornéo* (Payot). Librairie l'Astrolabe, 46, rue de Provence, 75009 Paris.

Vincent-Mansour
MONTEIL
aux cinq couleurs
de l'Islam
Un volume 314 pages 135 FF
Maisonneuve & Larose

● ESSAIS

La désorientation des femmes

Pour « penser la vie », Michèle Le Doeuff convoque poètes et philosophes hors des allées de la rhétorique

QUAND Michèle Le Doeuff était enfant, dans une Bretagne où autrefois les femmes n'avaient pas le droit de broder, parce que c'était une activité réservée aux hommes, elle savait ce qu'elle ferait plus tard. Elle voulait être le fou sans nom du *Roi Lear* : bouffon, le seul métier qui consiste à parler librement à tout le monde. Aucune femme n'a jamais été bouffon, ni dans les cours des rois ni dans les pièces de Shakespeare. Michèle Le Doeuff a reconsidéré son ambition, conservé son amour pour Shakespeare et la manière de penser anglaise — tellement moins engon-

cée que la nôtre. Elle est devenue philosophe.

L'*Etude et le Rouet*, premier volume d'une réflexion sur « les femmes, la philosophie, etc. » est un livre qui raconte d'une manière successive « problématique, analytique, biographique et prospective » comment une femme décidée à être philosophe, c'est-à-dire à « s'occuper de penser la vie », s'est aperçue de deux phénomènes concomitants : d'abord que cette réflexion était sans cesse remise à plus tard ; et elle s'est demandé pourquoi. Ensuite, qu'on n'en finissait pas de ne pas prendre au sérieux les femmes philosophes, et, à nouveau, elle s'est interrogée.

Les quatre cahiers qui composent l'ouvrage rappellent par leur dénomination le célèbre *Carnet d'Or* de Doris Lessing : quatre approches ou quatre angles d'attaque, c'est une manière de dire qu'il n'y a pas une route unique vers la vérité. Ce premier volume d'une recherche tenace, et humoristique, est ainsi placé sous le signe de la pensée qui s'efface et qui digresse, qui contourne les allées de bois de la rhétorique.

Michèle Le Doeuff reprend sur le fond des thèmes qui nourrissent déjà ses essais, parus en 1980, sous le titre *L'imaginaire philosophique*. Elle reprend, d'une manière plus mordante, ce questionnement de l'histoire de la

philosophie qui l'avait amenée à mettre au jour le non-dit d'un certain nombre de discours clos, à définir des boues émissaires et des postulats invisibles à première lecture, à partir des images implicites, et des blancs.

Kant ou la rencontre ratée

Elle continue à s'appuyer sur ses vieux alliés, Roger et Francis Bacon, à repérer les « fausses fenêtres » dont est jalonnée toute théorie dès lors qu'elle se présente comme achevée. Fenêtres aveugles de pensées sexistes qui ne se savent pas telles. Mais son livre,

pour théorique qu'il soit, est d'abord un cheminement, la résultante d'un certain nombre de rencontres.

Il y a d'abord une rencontre ratée avec un certain Emmanuel Kant. « Trop difficile pour vous », avait dit le professeur. Un interdit si fort, note Michèle Le Doeuff, qu'elle a réussi à passer tous ses examens en évitant cette lecture impossible. Elle prétend ne l'avoir jamais surmonté, on ne la croit qu'à moitié, tant sa pensée est paradoxalement et fondamentalement kantienne, dans ses impératifs, sa démarche critique et sa démarche pratique. Mais peut-être peut-on voir là une dernière ruse de l'inconscient, d'ailleurs Kant a toujours été le patron bien involontaire des esprits insoumis.

Autres visiteuses : des femmes philosophes comme Aréte, fille d'Aristippe de Cyrène, un cynique, ou la fille de Cléobule, qu'on appelait Cléobuline. Il y a M^{me} du Deffand, qui était si disciplinée qu'on recommandait à son sujet de la cantonner à l'étude du catéchisme, et qui ne se laissait pas faire. Mais, plus instructives peut-être, selon Michèle Le Doeuff, sont les mésaventures de celles qui se sont laissées convaincre qu'elles ne feraient pas d'extraordinaires philosophes, et qu'il valait mieux faire un petit pas de côté. Plusieurs chapitres sont ainsi consacrés à l'histoire intellectuelle de Simone de Beauvoir.

Peu après le milieu de son livre, Michèle Le Doeuff raconte une histoire de vacances. L'histoire de la ville où l'on arrive avec un plan, on se perd ; longtemps on ne com-

prend pas pourquoi les intersections de la carte ne coïncident pas avec les carrefours de la ville. Et puis, au comble de la désorientation, qui est inadéquation entre l'expérience et la démarche intellectuelle, on comprend que ce n'est pas la bonne carte. Pour cela encore faut-il du sang-froid, et se faire à soi-même confiance. C'est une très jolie histoire, simple, concrète et convaincante, qui ne fera hausser les épaules qu'à ceux qui ne se perdent jamais, ce qui prouve qu'ils ne s'aventurent guère.

Réorientation : tel est le mot-clé de cette réflexion. Face à la désorientation des femmes qu'elle diagnostique, Michèle Le Doeuff considère que le mieux est encore de mettre « le désarroi à l'œuvre ».

Un peu d'ordre, pour commencer. Elle préconise, de manière toute kantienne, précisément, qu'on applique les principes républicains et démocratiques qui fondent notre société : que la mixité soit la règle partout est la première conclusion pratique de ce premier tome de réflexions. Cela semble tout bête, trop simple. Fallait-il convoquer tant de poètes, tant de penseurs, Marie du Deffand et le vieux Socrate, les citations de Virgile et les souvenirs de Bacon ? C'est ce qu'on a toujours nommé le détour philosophique, et tout prouve, jusqu'à ceux qui en contestent la nécessité, qu'il faut sur le métier remettre son ouvrage, c'est là où se rejoignent l'étude et le rouet.

GENEVIEVE BRISAC.

★ L'ETUDE ET LE ROUET, de Michèle Le Doeuff, Le Seuil, 379 p., 140 F.

Quand gestion rime avec tradition

Philippe d'Iribarne souligne l'importance des cultures nationales dans la gestion des entreprises

LA RENGAINE sur la mondialisation des activités de production et d'échanges devient assourdissante. D'où un conditionnement des esprits sur le thème : le capitalisme en est arrivé au point où il lamine les différences de comportement. On se doutait un peu qu'à regarder de plus près à l'intérieur du « village global », on devait trouver quelques traces des stratifications ethno-culturelles anciennes. Philippe d'Iribarne a passé plusieurs années à les rechercher dans trois pays où, précisément, elles auraient pu se confondre dans la grisaille moderne : la France, les Etats-Unis, les Pays-Bas. Ce qu'il a ramené de cette quête prouve combien Marx avait tort de penser que la culture n'est qu'une superstructure, un épiphénomène de l'économie. Limitant l'objet de son investigation pour mieux aller au fond des choses, notre auteur juge que les traditions nationales prédominent dans la gestion des entreprises.

Fidèle à un rythme ternaire, Philippe d'Iribarne a choisi trois usines dans chacun des pays, et il regarde en sociologue la manière dont se comporte le personnel, de la base à la direction. Puis, il prend la casquette de l'historien et va rechercher dans la culture nationale quelques fils explicatifs de ce qu'il a vu sur le terrain. Se muant enfin en économiste, il se veut plus normatif et indique quelle sorte de gestion serait la plus adaptée à l'idiosyncrasie du pays.

La fierté de son rang

En France, il note l'indépendance d'esprit des ouvriers dans le respect des consignes, un vif amour-propre s'attachant à la réalisation des devoirs de leur état ; des conflits ouverts et des ajustements largement informels, mais aussi l'entente sur un certain « devoir de modération » qui permet de travailler ensemble même si l'on est loin de bien s'entendre. Contrairement aux idées reçues, la centralisation ne lui est pas apparue comme une caractéristique générale des rapports hiérarchiques. Le plus frappant, en revanche, c'est qu'on repère des charges donnant par elles-mêmes des responsabilités bien définies. Il existe une gradation entre états plus ou moins « nobles » et une aversion pour les contrôles qui témoignent d'un manque de confiance offensant.

Plongeant vers les grands courants de notre histoire, Philippe d'Iribarne voit dans la *logique de l'honneur* l'explication fondamentale du comportement du Français au travail. Cet honneur, comme l'écrit Montesquieu, est « moins ce que l'on doit aux autres que ce que l'on doit à soi-même », et il est intimement lié à la fierté que l'on a de son rang et à la crainte d'en déchoir. On stig-

matise toujours, dans les rapports hiérarchiques, les attitudes contraires à ce type d'honneur, du « petit chef » au courtisan qui siège dans les états-majors, au parvenu, etc. Rendre service sans être servile favorise la bonne gestion, ainsi que la recherche du meilleur parti à tirer de ce que nous sommes, sans vouloir « casser » les ordres, les états, les corps qui sont consubstantiels à la société française.

Du contrat au consensus

Aux Etats-Unis, c'est le *contrat* qui est la pierre angulaire des rapports sociaux. Il n'élimine évidemment pas, dans l'entreprise, les pressions de toute nature auxquelles l'encadrement pourra soumettre les ouvriers, mais il doit empêcher qu'elles soient *unfair*, c'est-à-dire injustes ou déloyales. Nous avons là l'héritage des « marchands pieux » qui fondèrent la société américaine.

Cela dit, pour que le système fonctionne, il faut que les supérieurs respectent, au-delà de la lettre des textes, les principes moraux d'égalité des personnes qui régissent le credo politique des Etats-Unis. Sinon la glissade est naturelle vers l'autoritarisme du *Do this, do that*, « c'est ça qu'il faut faire, obéis ». Un homme comme J. Watson, le fondateur d'IBM, avait fort bien compris que « le respect pour les individus » constitue le cœur de la philosophie de l'entreprise, et il précisait que cette orientation « n'est pas motivée par l'altruisme, mais par la simple conviction que si nous respectons nos gens et les aidons à se respecter eux-mêmes, l'entreprise fera le maximum de profit ». Les Japonais ont découvert cela, eux aussi, et, lorsqu'ils vinrent investir aux Etats-Unis, ce rappel fut très salutaire à des patrons américains qui avaient tendance à s'éloigner de ces principes.

Ce sont les Pays-Bas qui se rapprochent sans doute le plus de la méthode de gestion... des Japonais, toujours à la recherche du *consensus*. Ecouter, expliquer, s'accorder sont les maîtres mots. On bannit la violence verbale, et celui qui a mal agi est d'abord supposé avoir mal compris. Mais « consensus n'est pas paradis ». L'accent mis sur l'égalité foncière de tous ne va pas de soi : c'est le fruit d'une volonté sans cesse réaffirmée et entretenue par diverses pressions morales. Les politologues ont parlé de *pilarisation*, la société étant formée de plusieurs piliers séparés ayant chacun ses propres droits et tous ensemble indispensables pour porter la structure nationale. Dans ces conditions, le pays doit être gouverné par un accord unanime entre les blocs. L'effet pervers du consensus est « la peur de mal s'entendre » qui conduit à masquer la tension plus qu'à la résoudre.

Celle-ci se manifeste parfois de façon indirecte et peut-être plus dommageable parce qu'elle a été longtemps refoulée.

Honneur, contrat, consensus : ces trois concepts ouvrent la voie aux comportements sociaux essentiels en France, aux Etats-Unis et aux Pays-Bas. On voit que la modernité ne triomphe pas sans partage dans ces trois sociétés avancées choisies à titre d'exemple. C'est le mérite de Philippe d'Iribarne d'avoir démontré que les formes d'intégration des individus à une collectivité (nation, entreprise) ne relèvent pas d'un sentiment diffus d'appartenance.

« L'intégration passe par le sentiment que chacun a de son devoir (d'où découlent des règles...) modelé par des traditions qui conditionnent la structure même de la conscience morale. »

Notre auteur devrait maintenant chercher si un phénomène d'interaction ne joue pas, c'est-à-dire si un « économisme » trop poussé dans les pays avancés ne finit tout de même pas par éroder les traditions.

PIERRE DROUIL.

★ LA LOGIQUE DE L'HONNEUR, de Philippe d'Iribarne, Seuil, 284 p., 130 F.

Après Les écrivains britanniques de Victoria à la fin des années 30, les libraires de L'Œil de la lettre font paraître le tome 2 : Les écrivains britanniques de 1945 à nos jours. Les deux catalogues présentent le long de 120 pages, sous la forme d'un dictionnaire biographique, plus de 500 écrivains et dans une partie magazine, à l'aide d'extraits de textes, d'articles, d'entretiens et de portraits, les 40 auteurs les plus significatifs de ces deux périodes.

LES ÉCRIVAINS BRITANNIQUES DE VICTORIA À LA FIN DES ANNÉES 30



BROOKNER, BURGESS, CHATWIN, CHESTERTON, COMPTON-BURNETT, CONRAD, DE LA MARE, DURELL, FORSTER, FOWLES, GOLDING, GREEN, GREENE, HARDY, HARTLEY, HUXLEY, KAVAN, KIPLING, D.H. LAWRENCE, T.E. LAWRENCE, LESSING, LEWIS, LOWRY, MANSFIELD, MAUGHAM, MURDOCH, ORWELL, PINTER, POWYS, PYM, RHYLS, RICHARDSON, SILLITOE, SPARK, THOMAS, WAUGH, WELLS, WILSON, WOOLF.

LES ÉCRIVAINS BRITANNIQUES DE 1945 À NOS JOURS



Les libraires de L'Œil de la lettre sont là pour vous les offrir et vous conseiller.

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7 place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetier • BESANCON, LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 138 Grande-Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-St-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pellisson • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONDE, 20 rue Mora • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LA-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ŒUR DU TEMPS, 6 rue Pastoret • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de Recouvrance • PARIS 4^e, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5^e, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Edouard-Quenu • COMPAGNIE AUTREMENT DIT, 58 rue des Ecoles • PARIS 7^e, L'ARBRE À LETTRES, 55 rue Cler • PARIS 8^e, LIVRE STERLING, 49 bis avenue Franklin-Roosevelt • PARIS 12^e, LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9 rue Emilio-Castelar • PARIS 14^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Boulevard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 8 place du Général-Blanchès, 50 rue Gambetta • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay. En Belgique, groupement Profil : BRAINE L'ALLEUD, 1333 Chaussée de Waterloo • TROPISMES, 11 Gal. des Princes • CHARLEROI, MOLIERE, 4 boulevard Audent • LA HULPE, AU FIL DES PAGES, 106 rue des Combattants • LIÈGE, PAX, 4 place Cockerill • NAMUR, POINT VIRGULE, 1 rue Lefèvre • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.

La planète des vieux

Jean-Pierre Gutton et Jean-Pierre Bois montrent, chacun à sa manière, comment a évolué l'image du « troisième âge »

L'EXPLORATION de la planète des vieux, reconstruite durant la seconde moitié du dix-huitième siècle, est maintenant méthodiquement entreprise. Les circonstances s'y prêtent. Face à un monde développé en régression démographique et vieillissant, un monde en développement proliférant et jeune : la disproportion entretient une inquiétude insidieuse. Celle-ci se renforce, devant la montée de la vague des vieux, au sein des pays encore riches. Là où l'on triche avec l'âge, où l'on pratique la séduction des « inactifs » qui constituent un marché, un public et un électoral, mais où l'on réduit aussi les personnes âgées au confinement solitaire et à la défensive. La poussée jeune fait surgir des « panthères grises ».

Des savoirs nouveaux se forment : une gérontologie, curieusement préfigurée au dix-huitième siècle par une « gérontologie », une gérontologie, une démographie spécialisée et, plus récemment, une histoire de la vieillesse. Ils portent sur un objet biologique, mais sociologiquement flou. Rien n'est plus naturel que l'âge, rien n'est plus culturel aussi. Chaque société en donne sa définition, chaque culture se désigne par la façon dont elle se représente, répartit et traite les étapes du parcours de la vie individuelle.

Les anthropologues ont montré comment la classification des âges peut marquer l'avancement dans la connaissance, déterminer strictement les fonctions et les prééminences, assurer la garde et l'entretien de la tradition. En général, le

vieux (l'ancien) a une existence sociale forte, alors que l'enfant jeune ne compte guère jusqu'au moment de son initiation ; mais toutes les sociétés anthropologiques se sont pas aimables avec leurs vieillards, certaines leur sont cruelles. Et la femme âgée se trouve souvent dans une situation ambiguë ou marginale.

En Occident, depuis Platon et Aristote, les discours sur la vieillesse n'ont jamais cessé d'allier le dénigrement et l'apologie, de manifester la difficulté d'identifier précisément l'âge des vieux. Le travail historique replace maintenant ces discours, et les représentations populaires, dans le contexte d'une époque, d'une société et d'une culture spécifiques.

Reconnu au XVIII^e siècle

Les variations démographiques, les changements économiques, les transformations de la famille, des institutions d'assistance et des mentalités composent l'arrière-plan d'une histoire des conceptions de la vieillesse. Le parcours vient d'être accompli durant les dernières années. Après l'histoire de la vieillesse en Occident, de l'Antiquité à la Renaissance, due à Georges Minot, deux ouvrages traitent à peu près à la même date de la naissance du vieillard et des Vieux, de Montaigne aux premiers retraités. Tous deux se complètent, tous deux s'accroissent à faire paraître le vieillard, reconnu, au dix-huitième siècle ; il est le bénéficiaire du « décollage démographique ».

Avec l'étude de Jean-Pierre Gutton, il s'agit d'un itinéraire : celui d'une reconnaissance et d'une conquête. Au départ, une présentation des images contras-

met en œuvre l'imaginaire. Elle conduit d'une sorte d'hygiénisme au rêve d'immortalité, à la découverte d'une « originalité de la vieillesse » - dont celle de prépa-

traitement social avant de devenir un enjeu économique et politique.

Jean-Pierre Bois propose une histoire des vieux, un récit chaleureux qui foisonne de personnages, d'illustrations, de références tirées de la littérature et des arts : sans que soit négligée la multitude des sources d'information disponibles à partir du dix-neuvième siècle. Ce récit a un mouvement qui se décompose en quatre phases bien nommées : temps des rigueurs, temps des faveurs, temps des fureurs et âge positif - de 1580 à 1914. C'est le passage d'un siècle « cruel », le seizième, à un siècle « ironique », le dix-septième, puis à un siècle doté d'un autre regard, le dix-huitième. Ensuite, la « première révolution grise » s'effectue.

Entre raillerie et sagesse

A partir de l'incertitude que l'identification de la vieillesse a toujours connue se forment progressivement des interprétations savantes, des images, des pratiques et des discordances entre les uns et les autres. La frontière tracée entre l'adulte et le vieillard, la maturité et la vieillesse demeure longtemps floue. Au dix-septième siècle, Jean-Pierre Bois le montre fort bien, l'attention commence à se porter sur le nombre des hommes, sur la répartition des âges et les premières tables de mortalité sont établies. Les images de la vieillesse se multiplient dans l'art, cependant que la littérature oscille entre une représentation féroce, pessimiste ou railleuse et une conception concédant la sagesse au vieillard.

Mais c'est le dix-huitième siècle qui provoque, de celui-ci, l'avènement. Il « fait désormais partie du paysage démographique européen ». Il devient l'objet d'un art de vieillir scientifique, mieux fondé, et les longévités extraordinaires fascinent.

Avec les Lumières, le « bon vieillard » est inventé, comme l'est le bon sauvage. La République française, qui porte la jeunesse au pouvoir, honore les vieux et leur confie une part du « service de la parole ». Un mouvement général, « porté par les mentalités individuelles, les sociétés et les Etats », opère au profit des vieillards ; le temps des pensions et des retraites est ouvert.

Un « objet médical » intéressant

Avec le dix-neuvième siècle, c'est véritablement l'âge positif. La vieillesse se transforme en un « objet médical intéressant », la recherche se consacre aux pathologies séniles et prépare les luttes contre l'âge. L'institution familiale entre en mutation et l'allongement de la vie entraîne la coexistence de quatre générations. Les systèmes de protection se diversifient, les retraités constituent une catégorie sociale, puis une classe d'âge dont la place s'élargit. Si le vieillard reste aux yeux de certains un être étrange, un « Huron » (E. Faguet), il semble néanmoins plus aisé de « vieillir, enfin vieillir » (V. Hugo).

La vieillesse pose, à l'évidence, la question du sens des vies et de la mort ; mais elle révèle aussi, comme toujours, la nature des sociétés et des cultures qui, à travers elle, disent leurs normes, leurs idéaux, leurs attentes, et leurs refus. C'est en cela que la modernité actuelle, temps du mouvement, de la performance et du peu d'au-delà, impose aux vieux de rester « jeunes ».

GEORGES BALANDIER.

* **NAISSANCE DU VIEILLARD**, de Jean-Pierre Gutton, Aubier, 279 p., 128 F.

* **LES VIEUX, DE MONTAIGNE AUX PREMIERS RETRAITÉS**, de Jean-Pierre Bois, Fayard, 448 p., 130 F.



tées et ambiguës qui donnent du vieillard une vision « globalement négative ». Une mise en situation, aussi, dans le cadre de la maison, de la famille, de l'hospice, où apparaît le jeu des intérêts matériels. Toute une réflexion, qui s'élabore et révèle les incertitudes sur la nature de la vieillesse, qui

rer à la mort et à la conquête du salut.

A partir des années 1750, le vieillard est reconnu, les interprétations naturalistes s'imposent et l'âge se traduit en « une lutte contre l'affaiblissement ». La science et une nouvelle sensibilité réhabilitent ensemble le vieillard. Voltaire marie les vieux à la sagesse, Rousseau exalte la puissance paternelle, la Révolution honore le « vieillard républicain » et lui consacre des fêtes. Puis, viendra le temps des pensions, des sociétés civiques et du mutualisme, suivi du temps des retraites. La vieillesse relève du

LES LIBRAIRES DE L'ŒIL DE LA LETTRE ONT LU ET AIMÉ CES DEUX LIVRES DE RICHARD FORD. ILS VOUS CONSEILLENT DE DÉCOUVRIR CE JEUNE AUTEUR AMÉRICAIN.

L'œil de la lettre



Les libraires de L'Œil de la Lettre sont là pour vous conseiller.

AIX-EN-PROVENCE, VENTS DU SUD, 7, place du Maréchal-Foch • ARLES, ACTES SUD, passage du Méjan • AULNAY-SOUS-BOIS, CAMPUS, 39 bis rue Anatole France • AVIGNON, DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16 rue Bonnetière • BÉSANCON, LES SANDALES D'EMPEDOCLE, 138 Grande Rue • BORDEAUX, LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre • BREST, LE GRAND JEU, 33 rue Jean-Macé • CAHORS, CALLIGRAMME, 75 rue Joffre • CASTRES, GRAFFITI, 8 place Pelisson • CRÉTEIL, CHRONIQUES, 3 place Mendès-France • ENGHEN-LES-BAINS, LE CHANT DU MONCE, 20 rue Mora • GRENOBLE, DE L'UNIVERSITÉ, 2 place du Dr-Léon-Martin • LYON, DES NOUVEAUTÉS, 26 place Bellecour • MANTES-LE-JOLIE, LA RÉSERVE, 14 rue Henri-Rivière • MARSEILLE, L'ŒIL DU TEMPS, 6 rue Pasteur • METZ, GERONIMO, 31 rue du Pont-des-Morts • MONTPELLIER, LA PAGE BLANCHE, 30 rue Saint-Guilhem • NANTES, VENT D'OUEST, 5 place du Bon-Pasteur • ORLÉANS, LES TEMPS MODERNES, 57 rue de la Reconquête • PARIS 4^e, BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple • PARIS 5^e, L'ARBRE À LETTRES, 2 rue Édouard-Quenu • COMPAGNIE AUTREMENT DIT, 58 rue des Écoles • PARIS 7^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Bouvard • PARIS 15^e, LA 25^e HEURE, 35 quai des Bateliers • PARIS 16^e, L'ARBRE À LETTRES, 14 rue Bouvard • STRASBOURG, QUAI DES BRUMES, 35 quai des Bateliers • TOULOUSE, OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta • L'ŒIL DE LA LETTRE, 9 avenue Léon-Journez • FORTENAY, EN BELGIQUE, groupement Profil • BRAINE L'ALLÉU, GRAFFITI, 9 avenue Léon-Journez • BRUXELLES, A L'ŒIL OUVERT, 116 rue Saint-Lambert • LA LICORNE, 36 rue X. de Bue • RIVAGE • PAU, L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Litalie • VINCENNES, MILLEPAGES, 174 rue de la République • TROUVES, 116 rue Saint-Lambert • CHARLEROI, MOLIERE, 4 boulevard 1333 Chaussée de Waterloo • TROUVES, 116 rue Saint-Lambert • LIÈGE, PAX, 4 place Cockeril • AUBERT • LA HULPE, AU FIL DES PAGES, 106 rue des Combattants • LIÈGE, PAX, 4 place Cockeril • NAMUR, POINT VIRGULE, 1 rue Lefèvre • WAVRE, CALLIGRAMMES, 7 rue Sambon.

La dernière aventure du capitaine Cook

(Suite de la page 19.)

Et dans les termes mêmes qu'il utilise : la souveraineté politique se rapporte à un au-delà de la société, elle est en ce sens étrange avant d'être domestiquée ; le pouvoir doit être symboliquement exprimé et rituellement entretenu. Il manque cependant l'insistance à porter sur le caractère ambigu de tout pouvoir, de toute relation au pouvoir ; ce qui explique, entre autres raisons, le retournement dont Cook fut victime.

Sahlins fait surgir l'histoire de l'histoire même du rendez-vous fatal du navigateur et des Polynésiens.

Dans un « élan d'enthousiasme »

Il montre comment l'inattendu, l'imprévisible, dotés de sens par le moyen du mythe, deviennent tôt une conjoncture qui prend figure d'événement et engendre un mode d'action historique. Il adhère à une anthropologie qui refuse les cloisonnements, les dichotomies, les oppositions binaires et les analogies trompeuses. Il accomplit sa propre découverte dans un « élan d'enthousiasme » : il découvre que les peuples du Pacifique « avaient effectivement une histoire ». Une révélation qui ne peut surprendre ceux des anthropologues qui savent depuis longtemps que les sociétés sont toutes perméables au fluide historique et qui n'ont pas manqué d'en tirer les conséquences.

Marshall Sahlins désigne clairement ce qu'il réfute maintenant : un « structuralisme de type

yan-yang », un certain structuralisme au regard duquel « l'histoire et la structure sont antinomiques ». C'est une ferme incitation à renoncer au jeu de l'antithèse, à reconnaître que la culture « agit comme une synthèse de la stabilité et du changement, du passé et du présent, de la diachronie et de la synchronie ». Se trouvent en effet congelés, conjointement, le fonctionnalisme britannique et le structuralisme de la linguistique saussurienne.

D'un coup, les structures reprennent vie. Elles sont faites de relations changeantes entre les catégories ; elles portent en elles (et traitent) la contradiction ; elles s'adaptent aux situations et aux conjonctures, jusqu'au point de donner l'impression que les règles sont improvisées. Les pratiques significatives dans un rapport de servitude. Il y a du jeu, et donc de l'histoire. Sahlins se fait l'annonceur d'une anthropologie structurale et historique, sa position se rapproche de celle d'une anthropologie qualifiée de dynamiste. Il veut provoquer l'éclatement du concept d'histoire à partir de l'expérience anthropologique. A cultures différentes, historicités différentes : le pluralisme prévaut. C'est à une nouvelle alliance que l'anthropologie et l'histoire se trouvent conviées, une alliance à conclure hors des malentendus.

G. B.

* **DES ÎLES DANS L'HISTOIRE**, de Marshall Sahlins, traduit de l'anglais sous la direction de Jacques Revel, Hautes Études, Gallimard/Le Seuil, 188 p., 130 F.

LA TRAHISON DES DIEUX



مكتبة الأصيل

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Le « Fléau » de Paul Léautaud

Un Journal particulier, salace parfois, plaintif souvent, où Léautaud évoque sa passion pour Anne Cayssac.

PAUL LÉAUTAUD et Anne Cayssac, qui s'étaient rencontrés à la Société protectrice des animaux en 1908, se retrouvaient entre la rue de Condé et la rue Dauphine, chez le boucher, le poissonnier, recueillant quelques déchets pour nourrir les chats du Luxembourg. En fin d'après-midi, Mme Cayssac — que Léautaud jugeait, bien qu'elle eût quatre ans de plus que lui, jolie et vive, — apportait au Mercure deux paquets de pâtée qu'il devait déposer, en rentrant vers Fontenay-aux-Roses, l'un au Sénat, l'autre à l'École des mines. Un soir de janvier 1914, alors que Léautaud assistait aux Bouffes-Parisiens à la générale de *La Pèlerine écossaise*, Anne Cayssac, ayant traversé tout Paris sous la neige, vint le supplier de sauver son chaton, dangereusement égaré sur un toit de la rue Clauzel...

S'étant reconnus dans leur commune compassion pour les bêtes, ils ne tardèrent pas à devenir amants, le 23 mars 1914, sous les yeux de ce même chat, Clo-clos, qu'Anne Cayssac et son mari avaient adopté. Et Paul Léautaud, qui était à quarante-deux ans secrétaire du *Mercure de France*, prit l'habitude de venir déjeuner tous les jours avec ses nouveaux amis, sans autres frais que de s'engager plus avant dans sa liaison avec cette femme qu'il appela bientôt « la Panthère », puis « le Fléau », que de faire la conversation avec le complaisant « bailli » qui l'interloquait par ses « mots de mari ». Les soirs où le critique Boissard-Léautaud devait aller au théâtre, il dînait et couchait chez eux, au 24 de la rue Dauphine.

Jusqu'à la mort d'Henri Cayssac, en 1924, la relation des deux amants offrit le cas rare « d'une passion et d'un désir et d'un plaisir, l'un par l'autre grandis avec le temps au lieu de s'affaiblir » entre deux êtres qui ne pouvaient aucunement s'entendre, ni même se supporter. « Les courses, les corvées, les questions d'argent, le plaisir des sens quand cela la prend, rien de plus, et sortit de là je ne suis rien pour elle, ni intellectuellement, ni sentimentalement », écrit Léautaud, sans illusion, le 20 mai 1924.

La complicité de la bonne

Et de reprendre l'interminable et minutieuse description de leurs « séances » mais aussi de ces injustices, reproches, scènes et ruptures qui lui fit continuellement subir le Fléau durant plus de vingt ans, d'une guerre à l'autre. Cette femme « fantasque », « odieuse », qui ne reculait devant aucun coup, même le plus vil, savait comment mettre Léautaud plus bas que terre, à genoux : ainsi, alors que son amant venait de la tromper avec une jeune intrigante syphilitique, elle sut lui rappeler ce mot terrible de Vincent Muselli : « Qu'il s'écrit au Mercure et qu'il s'y soigne aussi... »

Léautaud, qui ne chercha guère à savoir ce qui le poussait, à part son désir sexuel, à toujours souhaiter renouer avec celle qui était son malheur quotidien, avait d'ailleurs son idée simpliste sur les raisons de l'agressivité passionnée de sa « chère amie » : « Que de fois elle me l'a posée, cette question : Si vous deviez être privé d'une de ces deux choses, faire l'amour et écrire, laquelle voudriez-vous garder ? J'ai toujours répondu : Écrire. Elle disait : Je comprends cela, mais en elle-même elle ne me le pardonnait pas. » En 1946, le Fléau, bousculée par une fillette qui jouait avec sa trottinette sur le Pont-Neuf, se brisa le fémur, s'affaiblit et mourut en



BRENDICE CLEEVE

1950 dans sa villa de Pornic, sans que Léautaud fût le moindre mouvement pour la secourir. Il est vrai qu'étant allé la voir à l'hôpital il l'avait trouvée bien vieillie...

De ce *Journal particulier*, le premier que Léautaud tint en marge de son *Journal littéraire*, les années 1914 à 1916 ont disparu. M^{me} Cayssac, qui avait

demandé à lire ces pages relatant le début de leur liaison, ne les rendit jamais et ses héritiers ne les retrouveront pas. Quelques passages manquant sont aussi à imputer à cette curieuse femme qui commit plusieurs larcins chez Léautaud avec la complicité de la bonne qu'elle y avait placée. Le texte de ce *Journal particulier*, parfois très salace mais générale-

ment plaintif et patient, fut établi par Marie Dormoy — héroïne elle aussi d'un *Journal particulier* qui commença dès 1953, bien avant la fin du règne d'Anne Cayssac — et publié quasi confidentiellement, en 1956 (*Journal particulier 1917-1930*, Éditions du CAP).

Marie Dormoy écrit une introduction d'autant plus intéressante qu'elle ne put s'empêcher de s'y montrer légèrement tendancieuse, qu'elle signa Pierre Michélot, du nom d'un ancien amant... L'édition que donne aujourd'hui Edith Silve introduit chronologiquement l'année 1932, inédite, au milieu de divers textes de natures différentes : fragments de journaux plus ou moins écrits, lettres échangées entre les deux amants dans lesquelles M^{me} Cayssac apparaît effectivement comme « un peu folle » et sans grande suite dans les idées, et un essai de récit littéraire de cette liaison, qui fut la première ébauche du *Petit Ouvrage Inachevé* (1).

CLAIRE PAULHAN.

★ LE FLÉAU. JOURNAL PARTICULIER 1917-1930, SUIVI D'UN FRAGMENT INÉDIT 1932, de Paul Léautaud. Préface d'Edith Silve, postface de Pierre Michélot (Marie Dormoy), *Mercure de France*, 368 p., 110 F.

— Le *Mercure de France* continue de rassembler les textes de Paul Léautaud. *Le Petit Ami*, *Passetemps*, *Propos d'un jour*, *Amours*, *La mémoire*, *Lettres à ma mère*, *Passetemps II*, *Le théâtre de Maurice Boissard I et II* sont remis dans un volume, avec une préface de Robert Mallet (*Œuvres*, *Mercure de France*, 1 822 p.). Signalez aussi l'essai de Martine Saget : *Paul Léautaud, qui êtes-vous ? La Manufacture*, 252 p., 89 F.

(1) Ed. du CAP 1964.

Blaise Pascal, héros de roman

Alain Vircondelet fait revivre sa complicité avec Jacqueline, la sœur tant aimée

BLAISE PASCAL tout autant que Jacqueline — la sœur Sainte-Euphémie de Port-Royal-des-Champs — ont fort peu tenté jusqu'ici la plume du romancier. Le génie dominateur, « terrifiant », de l'auteur des *Provinciales* a toujours tenu à distance respectueuse la mente qui assiège les prix littéraires. Et puis le personnage, si les arêtes en sont vives, paraît sans mystère, fait d'une pièce, bétonné dans la foi. Il est, en somme, trop rugueux et trop lisse à la fois pour séduire l'imagination qu'il a d'ailleurs fort malmenée. Mais son ombre envahissante recouvre, ensevelit, en outre, sa jeune sœur et semble la réduire au rôle effacé d'une pieuse comparse, tout au plus d'une confidente pour tragédie classique sans surprise.

En nous proposant le *Roman de Jacqueline et Blaise Pascal, la nuit de feu*, Alain Vircondelet est donc passé outre aux convenances et au convenu. On doit lui en savoir d'autant plus gré que, s'il a réussi indiscutablement sa tentative, son succès ne doit rien à la démagogie iconoclaste ou à la psychanalyse racoleuse. Respectueux des faits, il a su pourtant user des privilèges du romancier pour restituer la tonalité, la vibration du vécu à cette « union-combat » qui a réuni et opposé le frère et la sœur toute leur vie durant. Complicité ardente, douloureuse, mais jamais trouble, qui relie Blaise à « la petite sœur », qu'il a aimée par-dessus tout et qu'elle a su si bien vivre avec lui, dans toute sa dimension affective, intellectuelle, spirituelle.

C'est qu'en Jacqueline le philosophe trouve une partenaire à sa mesure. Elle est, elle aussi, une surdouée de l'esprit et du cœur. La religieuse cloîtrée, au visage

dévasté par la petite vérole, a été une brillante jeune fille dont les talents poétiques ont fait les délices de la cour et que Corneille a couronnée à l'âge de quinze ans. Ce sera demain une redoutable directrice de conscience et aussi une âme intrépide. Elle a tout de son frère, même la féroce. Clouant au pilori l'épiscopat français, elle écrira : « Puisque les évêques ont des courages de filles, les filles doivent avoir des courages d'évêques. »

L'amour d'un enfant sans mère

Entre ces deux êtres d'exception, les rapports ne peuvent être sans orage. L'amour de Blaise est possessif, celui de l'enfant sans mère, un amour de cœur, mais aussi un amour nerveux, de tête, pour celle qui le comprend, le devine et le guide en feignant de le suivre. A ce prix, et non sans foudrues, elle parvient toujours à ses fins. C'est contre la volonté de Blaise que Jacqueline prend le voile, c'est de par sa volonté qu'elle en fait le héros du jansénisme militant. C'est elle enfin qui l'arrachera, jour après jour, aux tentations du monde dont la « nuit de feu » lui révélera — à son heure — la vanité.

A chaque étape de leur marche commune vers la Révélation, Jacqueline est ainsi d'avant-garde, elle qui dépouille progressivement son frère de sa dureté, de son égoïsme, de son orgueil enfin. Jugeant son œuvre, elle écrira : « Je le voyais peu à peu croître de telle sorte que je ne le reconnais plus... et particulièrement en l'humilité, en la soumission, en la défiance et au mépris de soi-même. » Mais sœur Sainte-Euphémie, « la grande maîtresse d'encre », comme l'écrit Vircondelet, eût-elle pu donner toute sa mesure, atteindre à sa hauteur spirituelle, si elle n'avait dû affronter, dompter et conquérir pour le compte de Dieu l'homme qu'il lui a livré et qu'elle sait d'autant mieux manœuvrer qu'elle l'admire et qu'elle aime ? Etomant détour de la grâce efficace à laquelle nul ne résiste, ni celle qui l'apporte ni celui qui la reçoit, et qui élève l'un et l'autre au plus haut et au meilleur d'eux-mêmes...

Au total, un livre attachant sur une belle histoire que l'on s'efforcera de découvrir à la fois authentique et exemplaire. Depuis la malédiction de Gide, les bons sentiments ont mauvaise presse et l'on se surprend dès lors à trouver du beau dans le bien. Serait-ce qu'en cherchant un auteur on trouve encore un homme ?

YVES AMIOT.

★ LE ROMAN DE JACQUELINE ET BLAISE PASCAL, LA NUIT DE FEU, d'Alain Vircondelet, Flammarion, 234 p., 89 F.

Signalons aussi : — *Le Roman de Descartes*, d'Alexandre Astruc. Le classicisme et le romantisme fait le portrait d'un philosophe-aventurier, homme d'épée autant que de méditation (Balland, 252 p., 98 F.). — *Démons, révoltes et fous*, de Harry G. Frankfurt. Les Méditations étudiées par un universitaire américain (traduction de S.M. Luquet, PUF, 248 p., 195 F.). — *L'Affaire Socrate*, de Marcel Paquet. Une révélation du célèbre procès (Ed. de la Différence, 122 p., 49 F.).

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande
LIBELLA

12, rue Saint-Jacques-en-Fle, PARIS-6

Tél. : 43-26-51-09

Histoire d'un trait d'union

Jean-Pierre Rioux réhabilite Erckmann-Chatrian, et rend grâce à leur sensualité.

EN ces temps de Bicentenaire, Jean-Pierre Rioux rappelle qu'une bonne partie de l'œuvre d'Erckmann-Chatrian, injustement ravalée au rang de littérature bien-pensante et dépassée pour enfants sages, avait abondamment écrit la Révolution française à des générations de lecteurs captivés : il nous livre donc la biographie de ces deux républicains, Emile Erckmann et Alexandre Chatrian, dont l'histoire peut se concentrer sur ce fameux trait d'union dont ils lièrent leur nom, pour le meilleur comme pour le pire.

C'est tout petit que Jean-Pierre Rioux lui-même a contracté l'amour de leur œuvre, « au fond d'une salle de classe, mais désertée à l'été, dans la haute maison d'école orgueilleusement érigée par les maçons du cru que tenaient un oncle et une tante « en poste double », à Chanac ». Et là, au fin fond de la Corrèze, il lit ces « romans nationaux » dont l'auteur ne cesse de mettre en scène le monde où il a grandi... Emile Erckmann et Alexandre Chatrian sont respectivement nés en 1822 et 1826 à Phalsbourg et à Grand-Solard, « entre Lorraine et Alsace ». « Le milieu d'enfance, inlassablement reconstruit ensuite dans leurs œuvres et retrouvant sa saveur à chaque séjour qu'ils firent au pays, écrit Jean-Pierre Rioux, les a gorgés d'images exemplaires, d'amitiés soigneusement entretenues à l'estaminet, dans un culte toujours joyeux pour l'honnête aïeule, qui rassure sans aveugler. »

Tous deux furent collégiens à Phalsbourg, et leur professeur, M. Perrot, explique les circonstances de leur rencontre : « Quand Chatrian écrivait quelque chose, il venait me demander mon avis. En même temps, il y

avait ici un autre jeune homme qui venait me consulter : c'était Emile Erckmann. J'ai vu ce qui manquait à l'un et à l'autre : je leur ai conseillé de s'associer. C'est ce qu'ils ont fait. » Ainsi naît, en 1847, « Erckmann-Chatrian », de l'union de deux ambitieux — fidèles lecteurs de Rousseau — de l'attelage de deux littérateurs qui se promettent de rechercher avec méthode la formule qui décidera de leur succès. Dans le couple, Emile Erckmann est l'écrivain, régulier et consciencieux, qui ne retravaille jamais ce qu'il appelle ses « vomissements », et Alexandre Chatrian, véritable agent littéraire, fait recopier les manuscrits par ses clercs, les remanie, les place dans les journaux et les revues, les multiplie en de nombreuses éditions différentes et parallèles.

Un mirifique contrat

En mai 1859, la consécration tant attendue arrive enfin : le *Constitutionnel* publie un conte fantastique, *Hugues-le-Loup*, en feuilleton ; puis la parution de *l'Illustré Docteur Mathéus* confirme leur notoriété. Chatrian exulte d'avoir rivé son clou « à la clique réaliste » et « à pas mal de ces petits bohèmes qui écrivaient de petites saletés à droite et à gauche ».

En 1869, le négociant avec Hetzel un mirifique contrat de 120 000 francs pour la propriété éditoriale de l'œuvre passée, présente et à venir d'Erckmann-Chatrian. La machine est désormais rodée, le succès croît, de très nombreux lecteurs les ont fidèlement suivis et ont été séduits par la formule révolutionnaire de l'éditeur : « Mettre à la portée de tous, par le bon marché, par le

fractionnement à 10 centimes, ces œuvres graves, saines et charmantes. » Mais 1870 marque le début de la fin de cette miraculeuse entente entre Emile, Alexandre, leur éditeur et leur lectorat : « Il faut nous renouveler coûte que coûte », écrit Chatrian. Mais comment le pourraient-ils quand ils sont obsédés par leur échec politique ? Eux qui se posaient en « instituteurs de la nation » sont turlutés de Pouhli dans lequel les laisse Gambetta au lendemain du 4 septembre : Chatrian se met bientôt à verser dans le culte cocardier au nom de la « République des origines » ; Erckmann, plus réfléchi, plaide pour la « sage République des paysans » et reproche à Alexandre de « prendre son point d'appui sur les quartiers de Belleville au lieu de le prendre sur la Nation ».

Ce trait d'union, dont ils pensaient qu'il les lierait — ne serait-ce que par intérêt — jusque dans la tombe même, se défait dans de vaines querelles. Chatrian vire à la folie de la persécution et intente un procès à celui qui fut son collaborateur pendant une quarantaine d'années ; puis, au terme d'une longue agonie délicate, il décède en 1890 : jusqu'au bout, il aura gardé sous son revers la photo d'Erckmann-Chatrian en pleine gloire. Emile Erckmann, lui, s'éteint en 1899, non sans avoir reçu l'hommage d'un candidat ultra-patriotique à la députation, qui devait beaucoup à leur fréquentation intellectuelle, Maurice Barrès. Dans *Mes Haines* qu'Emile Zola publia en 1879, il écrivait, portant là un véritable coup de grâce tranquille à l'entreprise Erckmann-Chatrian, que « [leur] monde est un monde simple et naïf, réel jusqu'à la minutie, faux jusqu'à l'optimisme. Ce qui le caracté-

risé, c'est tout à la fois une grande vérité dans les détails purement physiques et matériels, et un mensonge éternel dans les peintures de l'âme, systématiquement adoucies ».

Le reproche fondamental que Zola faisait à certains de leurs romans qui passaient alors pour « réalistes » était qu'étude de la « nature vraie de l'homme », y était maladroitement traitée, par incompréhension descriptive dans le domaine des sentiments et des passions, en une naïve mise en scène de « passions », tous taillés sur le même modèle : « Ce sont des frères plus purs, plus tendres que nous, et, à les regarder, nous gagnons en douce impression ce que nous perdons en réalité. Je me refuse à croire que ce sont là des hommes. » Jean-Pierre Rioux — qui n'a certes pas à mener le même combat littéraire que Zola — ressent ce « défaut » théorique, cette erreur historique, comme une forme de qualité ancienne, de charme pur : « Ceux qu'éffraie tant de didactisme pour âmes simples et pour enfants des écoles conviendront peut-être que le miracle chez Erckmann-Chatrian vient d'une mise en situation historique qui fait oublier le précepte ou, si l'on préfère, qui distille ses enseignements avec une vivacité et une vérité très pédagogiques. Car l'art du romancier consiste, précisément, à faire transiter les événements gigantesques et les bons sentiments par des héros du quotidien et dans des scènes documentaires parsemées de mille détails vrais. Cette œuvre de prosélytisme daté survit par sa sensualité. »

C. P.
★ ERCKMANN ET CHATRIAN, OU LE TRAIT D'UNION, de Jean-Pierre Rioux, Gallimard, collection « L'un et l'autre », 164 p., 83 F.

LE MONDE DES LIVRES

L'épouse de la dernière heure

Eveline Hanska devint M^{me} de Balzac cinq mois avant la mort de l'écrivain. Portrait d'une femme contestée.

DANS le manuscrit original de *La 628-E-8*, Octave Mirbeau faisait, en 1907, vingt-cinq ans après la mort de M^{me} Hanska, un portrait au vitriol de la femme qui était devenue in extremis l'épouse de Balzac. Menacé d'un procès en diffamation par la fille unique et ruinée de celle-ci, une religieuse de quatre-vingt ans, Anna Moissiez, Octave Mirbeau retira le chapitre incriminé, aujourd'hui réédité seul. Mais la presse s'était déjà emparée de ces révélations, nées des confidences déabusées du peintre Jean Gigoux, amant de la femme de l'écrivain : « La vérité vraie est que Balzac est mort abandonné de tous et de tout, comme un chien ! » C'est ainsi que — selon le nouveau biographe de M^{me} Hanska, Jacques Delaury — se forgea une légende calomnieuse : celle d'une femme autoritaire et castratrice qui aurait peu à peu empiété son génial mais infantile amant dans l'enfer des dettes et des soumissions.

Marée contre son gré

Il faut dire que la vie passée de M^{me} Hanska avait déjà de quoi exciter les imaginations. Jeune Polonoise, elle avait été mariée contre son gré à un riche vieux beau, allié aux Russes, dont elle avait eu quatre enfants morts-nés, puis une petite fille. Son premier amant, elle l'avait imposé comme régisseur des terres du château de Wierzhovnia, que possédait son mari. Comme elle s'ennuyait ferme, malgré le piquant d'une triangulaire dont elle tirait les ficelles, elle faisait venir des livres de l'étranger, de France en particulier. En 1831, elle s'offensa de lire, sous la plume d'un jeune écrivain parisien qu'elle appréciait, Honoré de Balzac, d'amères réflexions sur la nature des femmes : c'était dans *Physiologie du mariage* et *Le Peau de chagrin*. Avec des amis, elle imagina de lui prouver qu'il se trompait et se mit à lui envoyer plusieurs missives anonymes, d'un romantisme appuyé, dont la première, datée

du 28 février 1832, osait : « Une vérité éternelle m'anime. Vous seul pouvez la comprendre et décrire ces battements d'amour pur, sacrés, qui me font aimer pour vivre et vivre pour aimer... » Balzac, alors très affaibli par ses amours patrioennes et mondaines, s'attendrit devant ces témoignages mystificateurs d'une si lointaine admiration ; il trouva le moyen d'entamer une véritable correspondance, qui tourna rapidement à un simulacre de passion, avant même que ces esprits exaltés ne fassent le difficile projet de se rencontrer. Trois mille kilomètres les séparaient... En septembre 1833, à Neuchâtel, Balzac fit la connaissance d'Eveline Hanska, mais aussi de son mari et de leur fille. L'amée suivante, lors d'une nouvelle rencontre arrangée, il y eut ce « jour inoubliable », le 26 janvier, où cette femme noble se donna au plus honteux des baisers, et où, désolée mais séduisant écrivain dont la particule n'était qu'usurpée...

Ils se virent encore à Vienne en 1835. Puis ce fut le retour définitif de « l'étrangère » dans son château : M^{me} Hanska, à laquelle

Balzac écrivit d'abord toutes les semaines, puis tous les quinze jours, puis tous les mois, admettait mal la rumeur, qui venait jusqu'à elle, des frasques ou des liaisons avouées de celui qui lui avait promis un amour comme on n'en avait jamais vu... Le temps passait et Balzac, sous la pression des créanciers et des hussiers, se rappelait parfois à quel point il aurait besoin de faire un beau mariage d'argent : il soufflait alors savamment sur les braises de sa romance slave, promettant une visite, un séjour qu'il n'avait pas les moyens ni le temps de préparer.

Une veuve presque vertueuse

M. Hanski mourut le 10 novembre 1841. Balzac, ayant refait ses comptes, tenta de fléchir cette veuve de fraîche date, devenue presque vertueuse, et finit par la rejoindre en 1843 à Saint-Petersbourg : ils se retrouvèrent après huit années de séparation. On les vit ensemble encore à Dresde en avril 1845, puis à Rome en mars 1846, à Francfort en février 1847. Enfin, l'écrivain vint séjourner en Ukraine, chez sa

maîtresse, en 1847, puis en 1848 et 1849.

En même temps que progressait leur intimité, la santé de Balzac se détériorait inéluctablement : atteint d'hydropisie, d'une méningite chronique, de troubles cardiaques, c'est un mourant, dont les chairs se putréfiaient en répandant un odeur fade, que Mme Jacques Delaury — finit par accepter d'épouser en 1850. Cinq mois et quatre jours après ce trop tardif mariage, Balzac, « forcé de la gloire », s'éteignait à cinquante et un ans, vaincu par la gangrène, la vie déréglée, le monumental travail, les entreprises ratées, les litres de café et les soucis d'argent. L'après-midi où il rendit une dernière visite au moribond, Victor Hugo nota simplement dans *Choses vues* : « Il se meurt. Madame est rentrée chez elle... »

A la question que se posait l'écrivain jeune : « Mes deux seuls et immenses desirs, être célèbre et être aimé, seront-ils jamais satisfaits ? », cette biographe de « Mme de Balzac » répond assurément que, la gloire tumultueuse de l'homme de lettres ne faisant aucun doute, le pur amour de Mme Hanska n'a pas non plus manqué à l'homme de chair. Mirbeau n'était pas de cet avis, qui écrivait, évoquant les lendemains sinistres du mariage : « Ils s'étaient dupés l'un et l'autre, l'un par l'autre, ayant cru, sincèrement, qu'on peut transformer en élans spirituels, en exaltations amoureuses, ce qu'il y a de plus vulgaire et de plus précis dans le désir humain... Et quinze ans de projets, de rêves, d'idéal fou, de mensonges, pour constater en un jour cette double méprise et cette double chute... »

C. P.

★ MADAME DE BALZAC, de Jacques Delaury, Ed. Perrin, 160 p., 130 F.

★ LA MORT DE BALZAC, d'Octave Mirbeau, suivi d'UNE PUBLICATION SCANDALEUSE, de Pierre Michel et Jean-François Nivet, Editions du Lérot, 71 p., 75 F.



« Il se meurt. Madame est rentrée chez elle... » note simplement Victor Hugo.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'art d'admirer

(Suite de la page 19)

Une Occupation qu'il saura vivre de façon peu frivole, finalement : vingt-sept mois de prison, le temps de savoir de quoi parle Jean Genet ; l'Hôtel de Ville et les journaux parisiens pris d'assaut... Des mémoires écrits, Malraux eût tiré une épopée, avec signes au firmament et paroles de marbre sur fond de salves...

Il faut croire les témoins qui se font égarer, mais aussi ceux qui ne se renferment pas. C'est le cas de Stéphane. Il admet que le statut des Juifs d'octobre 1940, qui aurait dû le concerner, ne l'a pas « indigné outre mesure ». Les historiens peuvent se fier à ses entretiens avec de Gaulle, François Mitterrand, Edgar Faure et Mandé France, même si réticences ou vénéralités s'y affichent.

Pour les lecteurs que le cœur humain intéresse plus que les roueries politiques, l'amitié qui lie l'auteur à un jeune égrégé de philosophie, après la guerre, vaut d'être connue. Tout est de bien reprendre la relation qui en fut faite en tirage restreint, en 1952. Jean-Jacques Rineri « chassa » au dehors, en quête de passions fortes, selon un besoin courant chez les homosexuels, que l'auteur explique particulièrement bien, mais une complicité intellectuelle et amoureuse soude le couple, jusqu'à ce qu'un accident de la route et une lente agonie laissent Stéphane marqué à jamais par l'absence.

J'ajoute que la fréquentation des grandes œuvres de l'entre-deux-guerres donne à la prose de Tout est bien une aisance précise, sans trace de pastiches. Toute l'élégance du disciple proclamé, par rapport aux épigones poussifs !

UN certain sérieux des idées et une maturité politique portaient Stéphane du côté de Martin du Gard et de Malraux plutôt que vers Cocteau. Mais ce dernier était-il aussi superficiel qu'il s'ingéniait à le paraître, comme pour assurer sa tranquillité ?

Jean Touzot, qui vient d'annoter et de préface le *Journal* des années de guerre, a publié peu après une espèce de « dossier » que les érudits du *Journal* ont sôlé. Le mot dossier convient mieux que ceux d'essai et de biographie entre lesquels se situe le livre. Le point y est fait sur les faits et gestes, autre-

ment mieux que dans la filandreuse « vie » de Steegmüller, mais après une série de réflexions par thèmes : Cocteau entre le visible et l'invisible, son physique, ses vêtements, sa voix, ses objets familiers, ses réputations, ses apparitions dans les romans de ses contemporains, son isolement dans le monde littéraire, ses femmes, les égarements où le conduisit, pendant la guerre, l'illusion de l'apollinisme des poètes...

Le livre de Jean Touzot est à la biographie ce qu'est au portrait en pied le fouillis d'un tiroir de photos peu à peu mises en perspective sinon en ordre, ce qui ne conviendrait pas au sujet. Et le style choisit à du nerf, de la vitesse, sans se laisser contaminer par les tics du modèle.

UNE même sobriété marque deux publications de ces dernières semaines sur Cocteau : un recueil de textes concernant le cinéma — *Une ancre de lumière* — et d'autres ayant trait à sa passion pour la Méditerranée — *Coc-teau et le Sud*. « L'eau bleue attire mon corps », écrit le poète, elle ressemble à la mort. Ce seul mot, et les photos, presque toujours pathétiques, montrent assez ce que la prétendue légèreté de Cocteau cachait de tourment.

Au fil de ces lectures, trois phrases m'ont paru dignes de faire le silence en nous, pour quelques instants : « Un esclavage volontaire est l'orgueil le plus profond d'un esprit morbide » (Lawrence).

« C'est une des monstruosités de la littérature que de nous faire courir le risque d'être approuvé par nos ennemis » (Cocteau).

« Tout au long de ma vie, je n'ai rien aimé autant que d'admirer » (Stéphane).

★ TOUT EST BIEN, de Roger Stéphane, Quai Voltaire éd., 460 p., 150 F.

★ JEAN COCTEAU, de Jean Touzot, la Manufacture éd., 408 p., 185 F.

★ JEAN COCTEAU ET LE SUD, éd. Bartlès, Avignon, 104 p., 95 F.

Télégramme rédigé le « portrait-convain » de Cocteau tourné par Stéphane en 1963, 142 p., 95 F.

MARTIN AUREL

LA VIELLE ET L'ÉPÉE

Troubadours et politique en Provence au XIII^e siècle

Média par excellence du Moyen Âge pour le roi comme pour le petit seigneur, la chanson est un formidable instrument de pouvoir qui dispense la propagande politique et façonne l'opinion publique. Mais dans les mains du troubadour, la vieille devient la plus tranchante des épées.

Aubier

« Livre étrange, envoûtant ! »

JEAN-DENIS BREDIN « LE FIGARO »

THIERRY LEVY

Le droit chemin



A la fois une intrigue policière, une méditation sur la justice et une longue lettre d'amour.

PLON

Philip ROTH



La Contrevie

roman

« De livre en livre, l'extraordinaire romancier de Roth construit une œuvre directe, vertigineuse et drôle, dont *La Contrevie* est aujourd'hui le joyau. » Philippe Solers

GALLIMARD *nrf*

— LA VIE DU LIVRE —

Utilisez votre Macintosh à 100 % de ses capacités

Formation et conseil en micro-édition et infographie. Impression laser en libre service. Transcodage IBM-Macintosh LASERMARK 48 bd Richard Lenoir 75011 Paris Tél : 48 06 84 01 Lun - Ven 9.00-18.30 Sam 14.00-18.00

100.000 LIVRES RARES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

42 53 53 54

9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

مكتبة العالم

● LETTRES ÉTRANGÈRES

L'Allemagne impossible

Dans un gros livre touffu, Hanns-Josef Ortheil raconte la vie de deux jumeaux : elle se confond avec l'histoire de la République fédérale

QUAND les jumeaux Johannes et Josef naissent en 1947, l'Allemagne vit entre deux mondes. Le Reich hitlérien s'est écroulé sous l'offensive des Alliés, qui n'ont pas encore accouché de la jeune Allemagne. Démocratique certes, mais mutilée, divisée et bridée. La RFA chrétienne-démocrate, ordonnée, bien pensante, n'est encore qu'en gestation. Cependant, dès qu'ils voient le jour, leur sort est marqué par une figure emblématique : Konrad Adenauer, dont le nom s'identifie aux premières années de la démocratie de Bonn.

« Adenauer m'attendait. » Le roman commence par cette phrase, comme si Adenauer déterminait toute l'histoire de la RFA. Avec sa petite tête fripée de nouveau-né, Johannes ressemble au maire de Cologne, qui deviendra le premier chancelier. Les jumeaux sont entourés de femmes, dans cette Allemagne où les hommes sont vieux, morts ou prisonniers. Ils n'ont pas de père. En tout cas, on ne sait rien de lui, et, parmi les multiples personnages qui apparaîtront au fil du roman, aucun ne rappellera son existence. Adenauer en tient lieu. Absence symbolique du poids du passé et du manque de l'histoire, de la volonté d'introduire une rupture dans la continuité des générations, entre celles qui ont participé au mal et celles qui ont voulu tout recommencer à zéro.

Les jumeaux ne s'entendent pas. Leurs caractères sont à

l'opposé. Chacun porte en lui les valeurs et les aspirations contradictoires de l'Allemagne et de l'être allemand : l'insouciance et la douleur, la légèreté et le perfectionnisme, la fête et l'esprit méthodique, le jeu et la détermination, la frivolité et l'incapacité à prendre le moindre recul par rapport aux autres et surtout à soi-même, bref l'absence d'humour.

Le libertin ténébreux

Hanns-Josef Ortheil est bien trop habile pour présenter une histoire manichéenne dans laquelle Johannes et Josef incarneraient l'un le bien, l'autre le mal. On reste dans le domaine de l'ambiguïté que le titre allemand rend parfaitement : *Schwerenöter, le libertin ténébreux*, qui était aussi dans l'allemand ancien l'épileptique. Double sens difficilement traduisible en français. *Le Jeu des ténèbres*, c'est aussi le jeu avec les ténèbres et le jeu dans les ténèbres.

Cette dualité a les propriétés de la bande de Möbius : on passe d'une face à l'autre, du libertinage aux ténèbres, insensiblement, sans franchir de bord. Elle est magistralement expliquée dans le chapitre central, qui donne son titre au livre, et dans lequel Johannes brosse une fresque à la fois grandiose et iconoclaste de toute l'histoire allemande, démontant féroce et le fond culturel, les mythes et

Hanns-Josef Ortheil : il peint la difficulté d'être allemand

l'inconscient collectif allemands, devant un vieux professeur médusé, prompt à débusquer l'agent du communisme derrière ce jeune impertinent.

Hanns-Josef Ortheil, qui est né en 1951 à Cologne, a l'âge de ses héros. Comme eux, il a vécu le réarmement de l'Allemagne, les années Adenauer, le réveil de la jeunesse à la fin des années 60 et la découverte du passé nazi, l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie, la montée du terrorisme et le désenchantement alternatif, toute l'histoire d'un quadragénnaire qui s'interroge toujours sur le sens de son existence. Musicologue, philosophe, l'auteur se joue de la culture allemande et



européenne avec une ironie réconfortante.

Il ne démontre rien ; il peint, avec des incursions dans l'antique Germanie ou la Rome éternelle livrée aux hippies, dans l'école de Frankfurt ou la révolution des œillets à Lisbonne, la difficulté d'être allemand. L'un des jumeaux, Josef, le carriériste, fera une fin en entrant au Parlement sous la bannière des Verts ; l'autre, Johannes, le musicien, n'échappera à la folie qu'en écrivant le roman de cette Allemagne impossible.

DANIEL VERNET.

★ *LE JEU DES TÉNÈRES*, de Hanns-Josef Ortheil, traduit de l'allemand par Nicole Cassanova, Actes Sud, 714 p., 169 F.

Un patchwork à la suédoise

Douze récits de Torgny Lindgren, prix Fémina étranger 1986.

ROMANCIER et poète suédois, né en 1938, Torgny Lindgren s'est surtout fait connaître en France, il y a trois ans, avec *Le Chemin du serpent* (1), puis avec *Bethsabée* (2), prix Fémina étranger 1986. Ces deux romans révélèrent une grande fréquentation de la Bible comme source majeure d'inspiration, ainsi qu'un goût marqué pour les textes paraboliques.

Ils faisaient de Lindgren l'héritier de grands thèmes littéraires suédois : la terre, le monde rural, la rudesse et l'apreté des paysans, la religion, le destin.

Les *Trente-Deux Voix de Dieu* nous dévoilent une facette nouvelle de Torgny Lindgren, laissant une plus large part à l'irrationnel et au surnaturel. La plupart de ces douze courts récits ressemblent à de petits contes philosophiques ou moraux dont Lindgren est-ce intentionnel ? — ne donnerait pas toujours clairement la clé. Mais la parabole fait surgir l'insolite des tentations de l'esprit comme la morbide propension à régir la mort, la quête obsédante de la quiétude foetale ou la fascination ambiguë pour l'esclavage.

Lindgren promène ainsi son lecteur de conte en conte, au milieu d'une imagerie tour à tour populaire, macabre, ironique ou grinçante. Il manipule ses personnages avec la jouissance d'un enfant qui renverse des soldats de plomb, les faisant naître, se multiplier et mourir à une cadence de dessin animé accéléré, s'amusant de leur légèreté, de leur infirmité. Ailleurs, il crayonne des héros machiavéliques dont les crimes resurgissent de la terre horrifiée. Comme Otto, ce paysan qui avait enterré la main d'une de ses victimes et récolte des pommes de terre à cinq doigts.

FLORENCE NOUVILLE.

★ *LES TRENTE-DEUX VOIX DE DIEU*, de Torgny Lindgren, traduit du suédois par Elisabeth Backlund, Actes Sud, 144 p., 82 F.

(1) Actes Sud, 1985.
(2) Actes Sud, 1986.

La Jérusalem de Selma Lagerlöf

ARRACHÉS à leur patrie par la fièvre de l'évangélisme, les paysans suédois de « Jérusalem en Galilée » parviennent en terre promise. Le roman raconte les souffrances de ces déracinés, mêlés à un groupe cosmopolite américain, confrontés à toutes les épreuves qui peuvent attendre des exilés incompris, calomniés, persécutés.

Selma Lagerlöf est alors au sommet de son talent et, à la lumière sinistre de l'actualité, le livre, paru à Stockholm en 1902, prend parfois des accents prophétiques. C'est un livre de la foi, des illusions, de l'exil, de la nostalgie, de la peine, de la maladie, de la mort. Un livre terriblement humain écrit par un grand écrivain.

F. N.

★ *JÉRUSALEM EN TERRE SAINTES*, de Selma Lagerlöf, traduit du suédois par André Bellessort, Stock « Bibliothèque cosmopolite », 248 p., 54 F.

L'espion qui allait au chaud

(Suite de la page 19.)

Le roman d'espionnage se fait plus complexe. Les traits de l'ennemi deviennent plus flous, et les auteurs perdent leur belle assurance. Graham Greene accomplit une vraie révolution : dans *Un Américain bien tranquille* (1956), *Notre agent à La Havane* (1958), il désigne un nouvel ennemi, les États-Unis.

La littérature d'espionnage, politique par excellence, prévoit les changements politiques et, parallèlement, par l'influence qu'elle exerce sur le secteur, y contribue. Les aventures de James Bond montrent à quel point il est difficile de sortir de ce schéma. Fleming commence de la façon la plus nette. Dans ses premiers romans, l'ennemi est le KGB, ou le SMERSH, le bras armé des organes soviétiques (2). Mais, par la suite, James Bond, l'impitoyable 007, ayant l'autorisation de tuer, est contraint de mener une lutte vouée à l'échec contre les capitalistes. Plus fous et plus sanguinaires les uns que les autres, les capitalistes mettent l'humanité en péril. Et c'est par hasard si 007 parvient, à la dernière minute, à sauver le monde des capitalistes.

Le Carré a débuté à un moment difficile : il y a un quart de siècle, l'ennemi était toujours le KGB, mais les auteurs de romans d'espionnage savaient déjà que, « là-bas », tout n'était pas aussi noir que le racontaient leurs prédécesseurs de la « guerre froide ». Dans la trilogie de Le Carré, centrée autour du personnage de George Smiley, la complexité de la situation est particulièrement nette. Au cœur même des services secrets britanniques se trouve un agent soviétique, une « taupe » comme on dit maintenant, après Le Carré. Smiley cherche la taupe (les activités de Philby et de ses camarades confèrent au sujet la vraisemblance nécessaire), mais avant tout il

veut trouver Carla, le mystérieux chef du contre-espionnage soviétique, araignée géante au centre du réseau tissé dans le monde entier. La nouvelle édition en un volume de la trilogie porte d'ailleurs ce titre : *A la recherche de Carla*. Smiley finit par découvrir la taupe, mais il ne s'en réjouit pas pour autant. Il a honte de sa victoire. Le héros de Le Carré se sent bien dans le rôle du mari trompé (sa femme le trompe, entre autres, avec la « taupe ») et très mal à l'aise dans celui du vainqueur. George Smiley comprend la taupe : ce membre de l'élite anglaise, formé pour conduire un empire, entreprend d'en servir un autre lorsque celui auquel il appartient n'existe plus. Et surtout, le sympathique agent anglais découvre toute l'humanité de Carla. Smiley pardonne tout à son adversaire (il n'est pas question d'ennemi, c'est un professionnel qui fait son travail), parce qu'il décèle en lui un homme. Et l'un des personnages de *Comme un collégien* (le deuxième tome de la trilogie) de se remémorer, avec nostalgie : « A l'époque (au début de sa carrière dans le contre-espionnage), on pouvait désigner l'ennemi, les journaux en parlaient. »

Foire du livre et course aux armements

Dans la *Maison Russie*, bien des malentendus s'éclaircissent, car l'auteur a une vision parfaitement nette de la situation politique de la fin des années 80. Barley Scott Blair (Barley pour les intimes), éditeur anglais, amateur de jazz et de whisky, tombe dans l'engrenage de l'espionnage. Lors d'un séjour à Moscou, il s'est retrouvé dans la compagnie de Soviétiques qu'il ne connaissait pas. Dans le brouillard de l'ivresse, il a longuement conversé avec l'un d'eux, le persuadant de la nécessité de la liberté et des relations d'amitié entre les hommes. Et l'inconnu — qui se faisait appeler Goethe — a cru en

Barley, avec la sincérité et la sentimentalité de son âme slave. Il savait que « les Anglais sont les guides moraux de l'Europe ». Bien décidé à sauver l'humanité du danger de la course aux armements, Goethe met au point un document explosif, affirmant que les missiles soviétiques sont de très mauvaise qualité et manquent presque systématiquement leur cible. Katia, une amie de Goethe, à l'occasion de la Foire du livre suivante, cherche à rencontrer Barley. Mais elle ne le trouve pas et remet le manuscrit à un autre éditeur. Le texte tombe entre les mains des services secrets britanniques. Il renferme nombre de points obscurs, qu'il faut éclaircir. Le contre-espionnage anglais recrute Barley et l'expédie à Moscou. Il y fait la connaissance de Katia, dont il tombe amoureux. Par son intermédiaire, il entre en contact avec Goethe, qui accepte de fournir des renseignements complémentaires. Il apparaît alors qu'il est physicien, qu'il travaille à l'expérimentation des missiles et est prêt à trahir sa patrie au nom de la paix dans le monde. Mais...

Comme toujours chez Le Carré, le sujet est embrouillé à l'extrême, volontairement compliqué pour ménager le suspense indispensable à tout roman d'espionnage digne de ce nom. Il y a une multitude de personnages (il faut bien « peupler » les 344 pages du roman), moins vivants cette fois, car le lecteur les connaît trop bien puisqu'ils passent de roman en roman. Le grand apport de Le Carré à la littérature d'espionnage aura été la découverte du « bureau ». Il est l'inventeur du roman d'espionnage bureaucratique, démontrant que tout se décide non pas « sur le terrain », grâce aux hauts faits d'agents héroïques, mais « dans des bureaux » remplis de bureaucrates. Dans les romans de Le Carré, les intrigues de bureaux sont, le plus souvent, plus retorses et cruelles que le corps à corps de l'espion solitaire avec son adversaire. Les bagarres pour une pro-

motion sont autrement plus dures que la lutte pour découvrir le secret le mieux caché et le plus important.

La *Maison Russie* est le plus bureaucratique des romans de Le Carré. Au centre de l'intrigue, se trouve le département russe du contre-espionnage : la « Maison Russie ». Quant à ce qui se passe sur le terrain, le lecteur ne l'apprend que grâce aux enregistrements effectués au cours d'un interrogatoire, un « debriefing » comme on dit aujourd'hui à Moscou. Le dernier livre de Le Carré est un roman en cinq interrogatoires. Barley interroge Katia et Goethe, les espions bureaucratiques interrogent Niki Landan et — interminablement — Barley.

Gorbatchev, « notre seule chance »...

Apparemment, tout est bien. L'Intelligence Service reçoit un véritable don du ciel : des informations secrètes sur l'expérimentation des missiles soviétiques. Et tout serait bien, en effet, n'étaient les Américains. Car la CIA vient se mêler de ce qui ne la regarde pas. Des gens grossiers, sans le moindre tact. Des représentants du complexe militaro-industriel, indignés d'apprendre que les missiles soviétiques fonctionnent mal. Car alors, quel besoin a-t-on des fusées américaines ? Les Américains (que peut faire la faible Angleterre ?) prennent alors en mains l'opération « Oiseau bleu ». Le contre-espionnage soviétique découvre le pot-aux-roses. Arrêté, torturé lors des interrogatoires, l'humaniste Goethe meurt. C'est nous qui l'avons tué, déclare le chef de la « Maison Russie », Ned, réincarnation de Smiley, véritable Anglais, espion à visage humain.

Et l'ennemi dans tout ça ? Hormis les Américains (balourds et sûrs d'eux), il n'y en a point. Certes, la présence du KGB se fait sentir dans les chapitres situés à Moscou et à Leningrad. Mais ce

ne sont là que vestiges du passé. L'important, souligne Le Carré, est qu'un temps nouveau est arrivé. « Je crois en Gorbatchev », déclare Barley. Et d'expliquer : Goethe est inspiré par la perestroïka et la perspective de la paix dans le monde. Il admet que la Russie n'a d'autre issue qu'une révolution venue d'en haut. Et cette révolution a commencé, il est essentiel de la soutenir, car comme Goethe le lui a expliqué, « c'est notre seule chance ».

Faut-il rappeler que Gorbatchev a déjà fait son apparition dans les pages des romans d'espionnage ? Dans le livre de Colin Forbes *Deadlock* (l'im-passe, 1988), on dit du nouveau secrétaire général : « Nous avons à présent un nouveau leader, un homme qui a brisé des modèles vénéralisés depuis 1917. » Ou encore : « Il existe en Russie une fraction puissante qui n'aime pas Gorbatchev et ses réformes, un groupe de partisans de la ligne dure, qui veut le renverser et prendre le pouvoir... Or toute personne qui remplacera Gorbatchev deviendra inévitablement un danger pour l'Occident. » Mais, jusqu'ici, il apparaissait au même titre que ses prédécesseurs. Dans des centaines de romans d'espionnage, ce sont les « faucons », embusqués au Politburo et au KGB, qui mettent le monde en danger. Il arrive cependant assez souvent que l'action conjuguée des libéraux du KGB et des services secrets occidentaux triomphe à la dernière minute. Le *Quatrième Protocole* de Frederick Forsyth est un modèle du genre.

Le Carré, lui, va plus loin que ses collègues en littérature. Il a écrit un roman sur la perestroïka. Le message politique de la *Maison Russie* est exprimé haut et clair. Il devient encore plus net lorsqu'on sait que Le Carré a bénéficié de l'aide de Strobe Talbott, chef du bureau de Washington de la revue *Time*, qui, depuis quatre ans, soutient inlassablement la perestroïka.

Comprendre que la politique absurde de la CIA, déjà respon-

sable de la mort de Goethe, menace à présent la vie de Katia, Barley va trouver le KGB et lui dévoile toutes ses cartes de l'opération « Oiseau bleu ». Après un bref séjour dans les prisons soviétiques (manifestement pour un « debriefing »), il quitte l'URSS et s'en va au chaud, au Portugal. Contemplant l'océan, il attend que Moscou permette à Katia, la femme de sa vie, de venir le rejoindre, en répétant complaisamment : « Ils tiennent toujours parole, jamais ils ne reviennent sur une promesse. »

Dans une interview au *New York Times* du 22 mai, John Le Carré, constatant la fin de la « guerre froide », évoque la nécessité pour l'Occident de faire un choix : les aider (c'est-à-dire, Gorbatchev) à l'extraire des glaces, ou leur écraser les doigts chaque fois qu'ils tentent de s'en sortir. Et quand le journaliste demande comment Connie, spécialiste bien connue des questions soviétiques dans la trilogie, verrait Gorbatchev, l'écrivain répond : « Je pense qu'elle le servirait doucement dans ses bras, je pense qu'elle l'adorerait. »

Barley Scott Blair, cependant, attend que sa bien-aimée arrive de Moscou. Dans la littérature russe, la fiancée, l'épouse, ont toujours été le symbole de la Russie. Une Russie romantique, ne vivant que par l'esprit, dédaignant le monde matériel, trop vil. Du fiancé anglais, Barley dit lui-même sans fard : il a les défauts anglais traditionnels, la fidélité au devoir, l'immaturité, l'ignorance. Quels enfants naîtront de ce mariage ? Les prochains romans de John Le Carré le montreront peut-être.

MICHEL HELLER.

(Auteur de l'Utopie au pouvoir et de la Machine et les Rouages, tous deux chez Calmann-Lévy.)
★ *THE RUSSIA HOUSE*, de John Le Carré (en anglais), Hodder Stoughton, 344 p., 12,95 livres.

(2) SMERSH tire son nom des deux premiers lettres de « Smert Chpnam » (Mort aux espions).

Nos lecteurs retrouveront la chronique de Nicole Zand la semaine prochaine

Vie associative

Point Jeunes : l'aide dans l'urgence

« **L**a petite rue en face de la gare de Lille, juste à l'angle des chausses André, une porte verte dans un immeuble en coin. Tu ne peux pas le tromper. Point Jeunes, c'est là. » Une sonnette. La porte qui s'ouvre et qui se referme : on se sent à l'abri. A l'abri des regards, à l'abri de la rue. La porte est toujours fermée. Un choix. « On en a discuté, raconte Yves Thierry, et on en discute encore. Ne voudrait-il pas mieux un lieu ouvert ? Les jeunes se sentent protégés, à l'abri, quand ils referment la porte. »

Et ce lieu un peu à l'écart ? Il fallait un lieu. Un lieu accessible aux jeunes et en même temps discret, proche d'un centre de communication. La gare de Lille, qui voit converger vers elle tous les réseaux de trains, de bus, de métro, s'imposait. N'est-elle pas le point d'aboutissement de toutes les errances ? Celle par exemple de ces deux jeunes filles de Valenciennes, mises à pied de leur lycée pour trois ou quatre jours, qui ne veulent pas rentrer chez elles, prennent le train pour venir à Lille. De même, la gare s'est-elle pas le dernier refuge quand se ferment les derniers bistrot ?

Il s'agit plus de six mille à avoir fait appel à Point Jeunes depuis cinq ans, aussi bien de jour que de nuit, des garçons et des filles de treize à vingt-sept ans, dont la plus grande partie de quinze à vingt ans. Ils viennent principalement de la métropole lilloise mais aussi de Dunkerque, de Valenciennes, de Béthune, de Lens... Ils savent (des affiches dans la presse, des annonces dans les trains et le métro, le bouche à oreille aussi) qu'ils trouveront là un havre de paix où on ne leur demandera rien, mais où on les écoute, on les aide.

Tous les cas de figure ont été rencontrés : le jeune qui sort du collège, apparemment sans problème, mais qui prépare son départ de chez lui et qui a besoin de rencontrer un adulte ; celui qui n'a pas mangé ni dormi depuis plusieurs jours ou ces jeunes filles auxquelles on trouve un drôle d'air et qui, pour toute réponse, ouvrent leurs mains qui serrent des tubes de cachets (pour elles, la première réponse sera d'abord

le SAMU), ou encore ces jeunes d'origine maghrébine, notamment les jeunes filles en conflit avec leur famille pour des questions de mariage, de sorties, etc.

« Conflits familiaux, surtout, fuites, mises à la porte de la

phone pour reprendre contact avec sa famille, « quitte à ce qu'il nous passe aussitôt le combiné parce qu'il ne pourra pas parler... »

L'idée d'un Point Jeunes à Lille fut lancée, en 1981-1982,

police, caisse d'allocations familiales, ville, département, et aussi des jeunes, deux cents, rencontrés par groupes dans des collèges, des lycées, des foyers de jeunes travailleurs, dans les cafés et même dans la rue...

Point Jeunes ouvrait en décembre 1983, fort d'une convention passée avec divers partenaires, dont le principal, le département du Nord, qui assure 80% du budget annuel (3,7 millions de francs). « Nous ne sommes pas les seuls, en France, à avoir trouvé des partenaires. S'il n'y avait pas cet environnement très favorable, notre dynamisme et notre compétence ne suffiraient pas. »

Cinq ans et demi plus tard, Point Jeunes fonctionne toujours. Et toujours en liaison avec d'autres partenaires. Ainsi, l'expérience a montré que les jeunes avaient souvent des difficultés de logement, alors même que l'accès à un logement autonome pouvait représenter une des solutions à leurs problèmes. Or, les jeunes n'ont pas accès au logement social parce qu'ils n'ont pas ou pas suffisamment de ressources, parce qu'on se méfie de leur comportement (voisinage) ; quand ils sont étrangers, le handicap est encore pire. Point Jeunes a ainsi été amené à participer, avec trente-six autres associations et services publics, à la mise en place d'un « groupe recherche pour l'accès et le droit au logement » s'appuyant sur un fonds de garantie.

De même, après cinq ans de fonctionnement, on s'est aperçu à Point Jeunes qu'il existait une immense carence en matière d'information - et d'exercice - sur le droit des jeunes et des mineurs. Au début de l'année, l'association a lancé dans les locaux, un Espace droit. Brigitte Doré, l'une des deux permanentes, raconte : « Voilà peu, une adolescente de quinze ans, victime d'abus sexuels de la part de



son père, alerte l'assistante sociale de son lycée. Une audition a lieu devant le juge des enfants ; elle est accompagnée d'une éducatrice mais son père vient avec un avocat et ils la présentent comme folle ! Autre exemple : celui de cette jeune fille de vingt ans dont les parents sont divorcés ; elle vit seule avec sa mère qui reçoit une pension alimentaire... jusqu'au jour où un conflit entre les deux aboutit à son départ ; sa mère refuse de contribuer à l'entretien de sa fille qui réclame la pension alimentaire... Autre exemple encore : cette jeune lycéenne de seconde qui peut et souhaite aller en 1^{re} S mais dont le père tient absolument à ce qu'elle fasse la série H... Il faudrait aussi parler des abus de certains employeurs qui profitent de l'inexpérience des jeunes TUC et SIVP. »

Notre travail, expliquent Yves Thierry et Brigitte Doré, c'est de dire aux jeunes : « Oui, tu as le droit à la contraception, voilà ce que tu peux faire » ; « Non, tu es mineur, tu ne peux pas décider seul où tu vas habiter » ; « Non, tes parents, ton éducateur ne peuvent te laisser dans la rue contre ton gré, si tu es mineur... » de dire aussi aux parents : « Non, vous n'avez pas le droit de l'enfermer huit jours à la cave... »

« Nous sommes prudents, insiste Brigitte Doré. Nous informons les jeunes sur leurs droits, sur les conséquences familiales, professionnelles, scolaires de telle ou telle action judiciaire et, au-delà, nous les aidons à aller jusqu'au bout de leur démarche. » Espace droit trouve des partenaires naturels au sein du barreau lillois, sensibilité lui aussi à cette question du droit des mineurs et des jeunes. Une vingtaine d'avocats ont en effet suivi au début de cette année une formation spécifique au droit des mineurs. Ils seront prioritairement commis d'office auprès de jeunes et seront indemnisés dans le cadre d'une convention passée avec le conseil régional. Chaque semaine, deux d'entre eux tiennent une permanence à Espace droit.

JEAN-RENÉ LORE.

* Espace droit. Tél. : 20-06-44-21.
* Point Jeunes, 1, rue Saint-Gesme, Lille. Tél. : 20-06-26-26.

C.O.F.F.A.B.

Centre d'Orientation et de Formation Franco-Arabe Bilingue

Préparation au secrétariat commercial bilingue pour adolescents et adultes
Tél. : 42-62-87-12

VPL

2 MUST IN LUGANO
Autres adresses de principes pour la jeunesse de l'Europe 20 suites avec tout confort 2^e étage Fitness
Salle d'entraînement

RESTAURANT

Restaurant avec terrasse
Cuisine gastronomique
Pain de Seigle
Pâtisseries
Fruits de mer
Café
Tél. : 42-62-87-12

Les pharmaciens au secours de l'enfance maltraitée

« **P**LUS jamais ce 1^{er} : ce slogan soutient, jusqu'à la fin octobre, une opération qui vient d'être entreprise dans les vingt-deux mille pharmacies de France en faveur de l'enfance maltraitée. L'initiative en revient à M. Joseph-Philippe Barwaiche, président de Plus Pharmacie (1), avec l'adhésion de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France.

Cette campagne vise à mieux faire connaître le « numéro vert » (appel gratuit) d'Enfance et Partage (2) et à collecter des fonds pour cette association, qui est actuellement la plus active, sur le plan national, dans les secours de tous ordres à apporter aux enfants martyrs (3). En particulier, Enfance et Partage, fondée par M^{me} France Gublin et présidée par M^{me} Martine Brousse, se porte partie civile dans toutes les affaires judiciaires, qui traitent de sévices à enfants.

Pendant quatre mois, chaque pharmacie présentera, sur son comptoir, une tirelire, le « numéro vert » de l'association et vendra 20 F un badge aux

donateurs : sur le plan financier, il s'agit essentiellement de couvrir les frais téléphoniques d'Enfance et Partage, qui reçoit, sur son « téléphone vert », quel que soit l'appel par mois et qui paie la communication au prix fort (20 F).

Chaque année, cinquante mille enfants - chiffres très officiels, sûrement en deçà de la vérité - sont victimes de violences en France et, chaque jour, deux enfants en meurent. C'est pour contribuer à « briser le mur du silence » que M. Barwaiche a souhaité faire des vingt-deux mille pharmacies de France des « points de relais » de l'association humanitaire. Pour également « donner du pharmacien et de l'officine une image positive pour une belle et grande cause », après, peut-être, que cette image ait été écornée par une récente grève peu comprise de l'opinion.

Sur les huit cents appels mensuels qu'elle reçoit, Enfance et Partage, connue aussi par le militantisme actif de l'actrice Carole Bouquet, ouvre environ deux

cent cinquante dossiers : des frais d'enquête et de procédure, qui nécessitent aussi l'organisation de cette longue campagne, par l'intermédiaire d'établissements » qui quadrillent la France entière et qui accueillent quatre millions de personnes par jour.

(1) Plus Pharmacie est une association d'environ trois cents pharmaciens, qui se veut être « une force de réflexion et de propositions concrètes, en relation avec les différentes instances de la profession, pour promouvoir l'image de l'apothicaire du futur ». Coordonnées : 29, rue de Boissy-Saint-Leger, 91480 Quincy-sous-Sénart. Tél. : 69-00-33-83.

(2) Enfance et Partage, 10, rue des Buis, 75011 Paris. Tél. : 43-53-83-83. NUMÉRO VERT NATIONAL : 05-05-12-34.

(3) Le Parlement étudie actuellement un projet de loi présenté par M^{me} Dordane, secrétaire d'Etat à la famille, sur la création d'une ligne d'appels gratuits pour les victimes de violence, tous ceux qui sont témoins de violence ou desireraient des renseignements. Ce numéro national sera accessible 24 heures sur 24 et tous les jours de l'année.

fonda

Informons-nous, associons nos idées, proposons et agissons ensemble.

Pour une vie associative utile, innovante, forte, dynamique et reconnue, adhérez à la fonda, abonnez-vous à sa lettre d'information, renseignez-vous.

fonda
fondation pour la vie associative
18, rue de Varenne 75007 Paris
tél. (1) 45.49.06.58

Associations

vous et le Crédit Coopératif pour entreprendre ensemble

■ CRÉDITS SPÉCIAUX ASSOCIATIONS

Leur nom : CONFIDANCE ASSOCIATIONS. Leur « plus » : un large choix d'options (crédit flash, moyen et long terme, grand projet Pierre...). Autre possibilité : le livret EPARGNE PLUS (une période de placement suivie d'un prêt à taux préférentiel) ■

■ PLACEMENTS

Les moyens d'une bonne gestion financière : nos SICAV, FCP, CDN... Le moyen d'en profiter au maximum : notre Conseil ■

■ TÉLÉSERVICES

Pratiques : les services télématiques et informatiques du Crédit Coopératif. Pour piloter à distance vos comptes et leurs mouvements : COOPATEL CC, CRÉDICOOP CC. Pour gérer des patrimoines sous tutelle : ASTEL CC. Pour lancer des opérations de collecte de fonds : CRÉDICOOP-Dons ■

■ INGÉNIERIE FINANCIÈRE

Interventions en fonds propres ■

CREDIT COOPÉRATIF

UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE.

Contact : BP 211, 92012 Nanterre cedex. Ou Minut. 36 14 code C.R.W.A. Tél. 47 24 87 42



مكتبة الأمل

(Publicité)

MARCEL LASSANCE

SOLDES

du 20 Juin
au 8 Juillet 1989

17, rue du Vieux-Colombier
Paris (6e)

21, rue Marbeuf
Paris (8e)

Brighton

by Kenzo
Cloth by Cerruti
LORO PIANA
Galerie du Rond-Point
des Champs-Élysées
12-14, av. des Champs-Élysées
75008 Paris.
Tél. : 42-89-44-17



daniel hechter

SOLDES

71, rue de Passy,
75016 Paris
Centre commercial
Créteil Soleil

SOLDES D'ÉTÉ

VOICI LE TEMPS DES SOLDES.

Pourquoi ne pas profiter de cette période pour renouveler votre garde-robe ?

Voici des bagages pour vos vacances, des costumes pour vos soirées, des tailleurs de jour, des pantalons pour toujours et des accessoires pour la vie, sans oublier les chaussures.

Vous pouvez donc profiter des bonnes affaires de cette fin juin où l'été frissonne. Mieux encore, les prix sont attractifs puisque tout doit disparaître, comme on dit !

Ne perdez pas votre temps, faites des économies, la solution est dans la page que vous tenez entre vos mains !

● L'ÉLÉGANCE A MOINS 70 % !

L'élégance, chez David Shiff, n'est pas seulement dans les vêtements mais aussi dans l'accueil chaleureux et dans le service très professionnel. Toute l'année, on y pratique des prix de 30 à 40 % et, aujourd'hui, avec ses soldes, cela va même jusqu'à 70 % ! En plus, il y a des promotions diverses, par exemple, la veste en cachemire Seabell, de très haute qualité à 3 750 F, que vous payerez le double s'il vous plaît ! Des pantalons en laine super 100 à 1 990 F les deux, le costume de même qualité à 4 990 F. Les deux pantalons, en coton super, à 990 F, la paire de chemises en coton à 700 F. Pour femmes : robes à 600 F, tailleurs à 1 500 F. David Shiff, 4, rue Marbeuf 75008 Paris, 1^{er} étage, tél. : 47-20-34-25.

● BOWEN, C'EST BEAU !

Chez Bowen, nous perdons la tête, et c'est pour les pieds, un comble ! Figurez-vous que cette grande et prestigieuse marque propose parmi ses soldes des chaussures conçues « norvégien » à partir de 600 F. Voilà la bonne adresse pour préparer la rentrée ! Aussi, trouverez-vous quelques modèles « made in England » de style Derby ou Richelieu, doublés cuir et semelle cuir, à partir de 750 F. Il faut aller très vite, comme de bien entendu ! Des tennnis en toile qui existent dans toutes les couleurs, vous en rêvez ? Alors, pas le temps pour la rêverie chez Bowen, car ici, ils sont soldés à 100 F seulement ! Bowen, point de vente au tél. : 47-39-80-62.

● DU GRAND MONTANA A TOUS LES PRIX !

Montana, « le chou-chou de ces dames », soldes ses fins de série et, si vous avez adoré les tailleurs en soie dans les tons chauds : tomate, saumon, corail... achetez-les maintenant ! Ce créateur solde aussi ses vêtements de cuir qui sont les plus beaux au monde, de 10 à 40 %. Les chemisiers en lin ou en popeline de coton, près du corps, avec un grand col et très décolleté, c'est-à-dire le grand art de Montana, superbe ! Les voici à 2 200 F au lieu de 3 200 F, des pantalons larges en lin à 2 000 F. Pour hommes, des lins magnifiques et aussi des maillots de bain à 30 %. 31, rue de Grenelle, 56, av. Marceau ou 3, rue des Petits-Champs à Paris.

● MICHEL SWISS VOUS OFFRE UN CADEAU

Chez Michel Swiss, c'est la fête tous les jours ! La fête des prix. Il suffit de monter au deuxième étage (par l'ascenseur) au 16, rue de la Paix, là, vous trouverez facilement deux cadeaux pour le prix d'un ! En effet, ici, on pratique des prix très compétitifs sur tous les produits de luxe dont tout le monde rêve : parfums de grandes marques et même les derniers sortis, produits de soins, accessoires tels que sacs, ceintures, foulards signés de grands noms de la couture. Et, en promotion ces jours-ci, pour tout achat de deux produits solaires au minimum, Michel Swiss vous offre un cadeau. Gardez l'adresse précieusement.

● KENZO A PARTIR DU 1^{er} JUILLET

Brighton, qui diffuse le célèbre créateur japonais Kenzo, propose ses soldes à partir du 1^{er} juillet. Kenzo, dont la mode masculine est une superbe bouffée d'air frais, moderne et de qualité, proposera, par exemple, un costume en laine fine, chiné, dans les tons beiges pour 3 000 F au lieu de 3 850 F. Des pantalons en coton avec, enfin, quatre pinces, pour 635 F au lieu de 795 F, la veste en coton et lin, beige clair à 2 650 F, maintenant soldée à 1 995 F. Des superbes chemises en lin, très mode, à carreaux divers, noir et blanc, bien et gris, etc. à 825 F au lieu de 1 100 F. Kenzo by Brighton, Galerie du Rond-Point, 12-14, rond-point des Champs-Élysées 75008 Paris.

● FAITES LA VALEISE A MOINS 70 %

La Maroquinerie parisienne indique très bien, dans son nom, ce dont elle est spécialiste, mais, ce que l'on ne sait pas, c'est que, dans ses soldes, on peut trouver une valise Delsey de 67 cm, avec roulettes, pour seulement 750 F. Et encore, le porte-habit de cabine, indispensable pour les voyages d'affaires, en nylon et cuir, plein de poches, soldé à 750 F au lieu de 2 415 F. Signé Longchamp, le sac-sac, en veau foulonné à 925 F, soldé à 595 F. Un autre sac à main, « Emmy », de très belle qualité italienne, en cuir bien sûr, à 575 F au lieu de 1 670. Bref, il faut monter au 2^e étage pour découvrir 400 m² de maroquinerie. Il y a un choix dans l'air ! 30, rue Tronchet 75009 Paris, fermé le lundi matin. Tél. : (1) 47-42-83-40.

● DAKS LE BON CHIC ANGLAIS !

Daks est une marque anglaise qui fait fureur de l'autre côté de la Manche, et, depuis 1986, les Parisiens peuvent aussi avoir ce style classique avec le « plus » qu'apporte, justement, Daks : ce qui a fait sa célébrité ! Ce « chab » décoré d'acajou et de cuivre solide en ce moment ! De vrais soldes même les petits articles tels que Tee-shirts ! Cela va de 20 à 50 % ! Pour les femmes, nous avons aimé les ensembles chemisiers et jupes à 50 % de réduction, ainsi que les vêtements classiques bien sûr !

Pour hommes, des vestes en coton : lin, laine fine, des imperméables et toute une collection de chemises et de cravates à moins 50 %. Daks Corner Paris, 269, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

● L'HOMME DE FIED EN CAP !

Marcel Lassance, cet homme habile, entre autres, les comédiens de l'écran et les hommes politiques, et cela de haut en bas ! Maintenant, ils pourront même profiter des soldes et s'acheter des chemises, à la fois divers et en popeline de coton, à 250 F au lieu de 495 F ! Les cravates qui vont avec à moins de 50 %, tout comme les pulls, et il y en a beaucoup ! Les chaussures elles, sont à moins 40 % ! Costumes en laine super 100 à 5 900 F soldés à 3 450 F. Pantalons en coton à 795 F soldés à 390 F, plusieurs coloris. Courez vite ! 17, rue du Vieux-Colombier, 75006 Paris et 21, rue Marbeuf 75008 Paris.

● MARIE MOOR, LA MODE QUI SE CONJUGUE !

Marie Moor, cette jeune styliste française, inventeur du bustier « nid d'oiseau » et sa nouvelle transparence, vous propose ses soldes de l'été 89. Ses prix sont habituellement très accessibles, c'est sa volonté première. Apprenez à conjuguer la mode avec Marie Moor et son ensemble baroque italien en lin, inspiré d'une gravure bleue avec col châle brodé main 650 F, jupon entièrement doublé 350 F, le gilet 450 F et le chemisier 450 F, brodé main. Tee-shirts en lin mélangé à 150 F, tailleurs aujourd'hui, entièrement doublés à 900 F les mailles d'été en coton, de style veste, rayées noir, rouge, vert, bien marquées sur blanc, 200 F, tailleurs 700 F, 74, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Tél. : 43-25-23-53.

● L'ÉVÈNEMENT DE L'ÉTÉ CHEZ DANIEL HECHTER 16^e

Cela se passe... à la boutique phare de Daniel Hechter au cœur du 16^e, 71, rue de Passy. Il faut faire vite, très vite si vous voulez profiter des soldes. Oui les stocks sont limités, et si vous connaissez la mode de ce créateur parisien, vous savez qu'elle est désirable comme tout. Si en plus, elle est soldée, alors, là, il faut se dépêcher. Bref, le grand chic pour hommes et femmes dans des prix chocs.

Ça vient de sortir

Poussière transformée en parfum !

Après le disque compact, voici l'aspirateur compact, modèle 214 de Moulinex ! Léger, petit, mais d'une puissance de 1 200 Watts, une télécommande à la poignée, vous permet de changer la puissance. C'est accessoire, le plus indispensable étant un petit embout, qui, si vous le branchez, vous parfume votre salon du même coup ! 1 737 F seulement !

Cheveux secs ?

L'été c'est agréable, mais, souvent, on peut remarquer un dessèchement des cheveux, surtout au retour des vacances. Ces cheveux sont donc secs et cassants, ils ont besoin d'un traitement pour les ramener à leur état normal. C'est pourquoi nous proposons deux shampooings différents, une crème et une mousse, tous deux des propriétés pour les réhydrater. 35 F le shampooing, 55,50 F la crème ou le moussant.

Miam, miam dans le monde.

Hébert, premier ambassadeur gastronomique de France sur les planètes ? D'ici l'implantation un peu partout en France, voici encore Hébert dans le monde : entre autres à San Francisco, à Hongkong, à Londres, à Kishinev, à Saint-Denis et, tout dernièrement, à Montréal et à Tokyo ! Voilà donc comme il devient facile d'offrir à son oncle aux Antilles, le panier du Bismarck avec du champagne, du caviar, des fruits et des légumes, le tout, évidemment bien sûr, dans un emballage 750 F.

Mère et mame !

Ah, j'en connais des femmes qui vont être heureuses d'apprendre que la gamme « Mère et mame » d'été ! En effet, le célèbre parfum de l'Artisan Parfumeur existe désormais en deux versions pour le corps et pour le visage. Pour le visage, il paraît qu'il sent de sentir un arôme, je ne demande rien si c'est vrai, pas vous ? 8, rue La Boétie 75008 Paris.

Tapis de marbre.

Dans la collection « Opéra de Paris » des Editions Lesage, le spécialiste des tapis, le modèle qui grappe est de style « marbre de marbre », Jacques Garnier, Napoléon III. Il est absolument superbe, dans des tons doux et naturels. 100 % pure laine Woolmark, 170 X 240 cm, 5 000 F. Point de vente : Tél. : (1) 42-93-59-28.

Le mitron futé

Avec le petit mitron de Hilti, vous risquez de changer votre vie. Il suffit pour cela de verser les ingrédients dans le réceptacle : farine, beurre, sucre, etc. Puis, à l'aide de tous vos boutons, vous réglez l'heure de votre petit déjeuner. Ensuite, vous dormez ! Au réveil, ce petit mitron s'est mis à cuire du pain tout frais, tout chaud à votre convenance ; cuit, croustillant ou très doré ! 1 990 F. Point de vente au tél. : (1) 42-81-48-11.

Les vacances incroyables

Le Club Aquarius et sa compagnie Air Liberté offrent d'acheter 25 cartons de vacances, ce qui nous rétorque la mappemonde encore plus ! Surtout lorsque l'on sait que ce club propose vraiment des vacances pour tous les budgets : une semaine en Tunisie à partir de 1 750 F, une croisière sur le Nil de 8 jours à 4 300 F, un circuit en Inde de 10 jours à 5 600 F. Qui dit miton, là, vraiment parvenez ! Club Aquarius. Tél. : 42-33-51-22.

Les Belles Dior

Vraiment a-t-on des nouvelles manières... Dior. La dernière ligne « Dior » a vraiment un nom prestigieux, car, qui peut résister à ces belles manières aux cadres ronds ou rectangulaires ? Aux chiffres romains, parisiens ou sans chiffres, aux bracelets en cuir de très belle qualité et, surtout, portez la griffe magique : Christian Dior ! 2 850 F.

GUNNAR P.

Réalisation DU STOCK

chez le discounteur de luxe ; remises 50 % et plus.

CLUB des 10 COSTUMES DIOR : 8.000 F = 2.495 F
VESTES J. FATH : 3.800 F = 990 F
58, Faubourg-Saint-Honoré.
OUVERT MEME DIMANCHE

BOWEN®
The luxury shoes
SOLDES

CHAUSSURES
HOMMES - FEMMES - ENFANTS

11, rue Monsieur-le-Prince, 75006 14, avenue Mozart, 75016
40, rue Saint-Honoré, 75001 50, rue du Bac, 75007
30, rue de Miromesnil, 75008 5, place des Terres, 75017

Printemps Haussmann-Parly II-Villaz II-Galerie Lafayette
Barron's, 17, rue Chomet, 75007
4, rue du Commandant-Pilot, Neuilly-5, rue des Arts, Toulouse

Marie Moor
SOLDES
ouvert de mardi
à samedi de 11 h à 19 h
74, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 Paris
Tél. : (1) 43-25-23-53

Montana
Soldes
collections homme et femme
31, rue de Grenelle, Paris-7^e - 56, av. Marceau, Paris-8^e
2, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er}

MICHEL SWISS
vous accorde
les mêmes
remises exceptionnelles
qu'aux touristes étrangers
PARFUMS
ACCESSOIRES HAUTE COUTURE
PRODUITS DE BEAUTÉ
MAROQUINERIE
PORCELAINE
PLACE DE L'OPÉRA
16, rue de la Paix
75002 Paris - 2^e étage
Tél. : 42-61-61-11
Du lundi au Samedi
de 9 h à 18 h 30
sans interruption
PLACE VENDÔME
TOUTES
LES GRANDES MARQUES

SOLDES DAKS
259, rue Saint-Honoré, 75001 Paris - Tél. : 42-60-02-19
ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS

LA MAROQUINERIE PARISIENNE
Une Maroquinerie
pas comme les autres !
SOLDES 30 à 50 %
30, rue Tronchet, PARIS - 47-42-83-40.

50% من الأصل

Culture

L'art à la mode

Les signes extérieurs de richesse ne sont plus ce qu'ils étaient. On a troqué la Rolls Royce pour un week-end aux Seychelles et un appartement décoré de tableaux à la mode.
L'art, désormais, confère à l'argent une odeur de sainteté.

Les impressionnistes et les modernes étant devenus hors de prix, les nouveaux collectionneurs français, pour la plupart issus des milieux de la publicité, de la Bourse, et du cinéma, redécouvrent en vrac Adam, Brö, Hantat et Beuys. « Il y a un an, je proposais des œuvres de Beuys pour 1000 F. Personne n'en voulait », constate Marie-Hélène Grinfeder, expert. « Aujourd'hui, on se bat pour acheter une de ses photos ou un de ses dessins à 12000 F. C'est l'effet du spéculisme. » Yvon Lambert, directeur de galerie à Paris et qui représente aussi bien Sol LeWitt, Twombly, Paolini que Lolo Le Groumellec, n'est pas plus tendre envers cette nouvelle race de collectionneurs. « Le public va une première fois à la FIAC et s'imaginer en sortant qu'il connaît déjà tout. Il court ensuite tout droit à l'Hôtel Drouot, sur la foi d'un article, sans s'être renseigné sur le prix d'un dessin ou d'un tableau. »

Jusqu'à présent, la demande était essentiellement concentrée sur quelques quatre-vingts artistes contemporains. Mais avec la raréfaction de leurs œuvres et leurs prix de plus en plus élevés, le marché s'est élargi ces derniers temps de façon spectaculaire. Humant la bonne fortune, de

nouvelles galeries, représentant pour la plupart des jeunes artistes plus ou moins connus, fleurissent dans le quartier de la Bastille. Drouot, pour sa part, a multiplié ses ventes d'art contemporain « classique » et de jeunes, sans oublier les ventes d'œuvres, dont le seul mérite est bien souvent d'avoir été exécuté à une époque historique. Qu'importe, les collectionneurs suivent.

Parallèlement, le nombre croissant de marchands en appartement, de courtiers et même de collectionneurs, qui n'achètent que pour revendre presque immédiatement dans un but uniquement spéculatif, contribue à l'envolée des prix et à son instabilité. Pour Yvon Lambert, « Le marché va flamber, j'en ai peur, dit-il. On ne peut pas continuer d'augmenter sur l'autre à enregistrer pour certains artistes une hausse de 10 % ».

Ces cotations, purement spéculatives, ne valent plus rien dire quand elles ne sont la qualité ou le nom de l'artiste. « A plus ou moins brève échéance, il y aura un réajustement », explique Marie-Hélène Grinfeder, « mais pas tout de suite, car les prix n'ont pas encore assez grimpé. »

Cette augmentation des prix n'est qu'un des aspects d'un marché en pleine mutation. Un marché qui voit les rôles de chacun des acteurs — marchands, commissaires-priseurs et artistes redéfinis.

« Il y a trois ans, les marchands étaient nos points de référence pour les prix », commente Francis Briest, commissaire-priseur à Paris. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Ils calculent leur prix sur nos résultats. Il y a bien sûr les études qui jouent sur du velours en ne présentant que des noms aux enchères. Et puis il y a



« Kunst und Kapital » (« Art et Capital »), photo de Joseph Beuys, mise en vente jeudi 29 juin chez Christie's.

les autres, comme celle de M. Binoche, qui en est déjà à sa deuxième vente d'art contemporain, à raison de dix par an. Après avoir été le précurseur en France des œuvres des années 60 et 70, il s'est particulièrement intéressé aux jeunes des années 80, n'hésitant pas à démarcher les artistes dans leurs ateliers. Roberto Perazzone fait le même tra-

vail avec la jeune sculpture pour le compte de l'étude Hoebank-Couturier. En moins de deux ans, il a réussi à créer un marché qui, bien qu'encore modeste, rencontre un succès grandissant.

Si les commissaires-priseurs se défendent d'être les concurrents directs des galeries, ils n'en ont pas

moins aujourd'hui la même démarche : découvrir des talents nouveaux qui serviront à alimenter leur vente, à des prix encore abordables. Bien sûr, les artistes, qui ont choisi la voie de la vente publique pour se faire connaître, sont en général mis au pilori par les galeries.

Le succès de cette formule inquiète les galeries. Elles n'ont pas pour autant déclaré la guerre aux commissaires-priseurs. Et pour cause. Entre 50 % et 70 % des œuvres vendues aux enchères proviennent de galeries ou de marchands indépendants désireux de faire tourner leur stock, de conforter ou de créer la cote d'un de leurs protégés. Une vérité que l'on ne croit pas sur les toits.

Moins de complexe vis-à-vis de l'argent

Yvon Lambert se contente de signaler que des dessins de Charles Blais vendus 2500 F en galerie dépassent 40000 F en ventes publiques. Une manière diplomatique de faire remarquer que les ventes publiques n'ont pas l'appanage des bonnes affaires et qu'elles peuvent être trompeuses pour l'amateur non éclairé, la qualité des pièces proposées étant souvent inégale. Quant à Didier Bernard, il mettra l'accent sur la vocation de sa galerie : produire des conseils judicieux et permettre des facilités de crédit.

Les artistes sont sans doute pour l'instant les grands gagnants de ce combat fœtal. Ils naviguent allègrement entre expositions, ventes publiques, courtiers et marchands en appartement. « La génération actuelle est différente de la mienne », commente M. Binoche. « Ils n'ont plus rien de soixante-huitards. Les Cusca et les Raysses d'hier ont fait place à des artistes « américains », qui n'ont plus de complexe

vis-à-vis de l'argent. La vente publique est devenue pour eux un bon moyen de vendre et de se faire connaître. »

Certains artistes veulent tout tout de suite, comme les acheteurs. Pour eux la priorité des priorités est d'avoir une cote reconnue dans le Moyer, la bible des salles des ventes. Pour Anne Stein, peintre abstrait, le choix s'est fait de lui-même. « Je suis trop vieille pour une galerie pour jeunes et pas assez âgée pour une galerie ancienne, explique-t-elle, la vente aux enchères a été une façon de plus de me faire connaître, de prendre contact avec une clientèle différente de celle des galeries. »

Le groupe de figuration narrative Benieu-Banlieux, en est déjà au stade suivant. Après s'être fait connaître par le biais des ventes publiques, il est aujourd'hui en galerie. Pour Ivan, Alain Compas et Kenji, les enchères ne sont plus aujourd'hui un sommet, mais une étape. Pour eux, comme pour beaucoup d'autres artistes de leur génération, le danger réside dans les offres financièrement alléchantes que leur font les spéculateurs en tout genre. « On nous a déjà proposé de nous acheter une quarantaine de nos œuvres. A court terme, c'est la facilité », commente Ivan. « Mais on a peur qu'un beau jour, nos œuvres ne se retrouvent toutes d'un coup sur le marché. » Ivan pense sans doute à Satchi, le publicitaire possesseur d'une grosse collection qui, du jour au lendemain, s'est défilé des œuvres de Chén. La cote encore soutenue, en a beaucoup souffert.

AUCIE SEDAR.

* Vente : le 29 juin chez Christie's à Londres de sculptures, dessins, multiples, gravures et photos de Joseph Beuys.

CINÉMA

« Ganashatru » de Satyajit Ray

Vérité vérité chérie

Qu'y a-t-il de commun entre un dramaturge norvégien du siècle dernier et le plus grand cinéaste indien d'aujourd'hui ? Entre l'engagement crispaculaire d'Ibsen et la grâce bengali des films de Satyajit Ray ?

Il y a Ganashatru, le dernier œuvre de l'auteur du Salon de musique adaptée de l'ennemi du peuple, d'Henrik Ibsen. Une œuvre née de l'ordre formel donné par la faculté à Ray, géant foudroyé par la maladie, de ne pas tourner en scénariste pour ménager son cœur.

Un médecin, figure d'honneur, découvre que l'eau de la rivière qui traverse la ville a été polluée par une usine. Un affairiste local a fait construire un temple sur le site. Les pêcheurs désolés se baignent dans l'eau sacrée empoisonnée, et la boivent...

Le médecin veut dénoncer le danger, son frère, politicien, veut l'en empêcher, son futur gendre, journaliste, conscient, le soutient, son épouse soupire et sert le thé, tandis que se tennent dans un living-room bonel, d'austères et intenses conversations. Le médecin, messager outragé de la vérité, est devenu l'ennemi du peuple. Le peuple sourd à tout ce qu'il ne veut pas entendre...

Le thème est magnifique, dépassant de loin son contenu écologique, la force de Satyajit Ray parvenant sans effort à basculer la parabole nordique et surannée vers une Inde contemporaine, manifeste.

On est cependant comme asphyxié par la redondance douloureuse qu'il subit le metteur en scène : rester enfermé comme ses personnages, rester comme eux assis.

Parfois, l'espace d'une image, de quelques plans volés à la vie, à l'espérance d'une santé recouvrée, la fulgurance du génie de Ray éclate. Un lustre scintille tel un miroir aux alouettes, une banderole rouge saigne sur un mur gris.

DANIELE HEYMANN.

DEVAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sanis

Soutine à Chartres

S. le Maudit ?

Le Musée de Chartres propose, cet été, un parcours rétrospectif de l'œuvre de Soutine.

Un peintre qui ne cesse d'étonner aujourd'hui encore par sa gestualité effrénée, et que l'on a rapproché parfois des Américains de l'action painting.

Il fallait bien chercher à comprendre ce qu'il y avait au cœur de ce déchaînement de violence alors que Soutine était dans le Paris des peintres de Montparnasse. Il fallait bien tenter de mettre à nu les dessous de cette gestualité picturale, qui prit tour à tour des formes de femmes laides, d'enfants de choeur maigres, de miroirs aux oracles décollés ; qui se fit paysages convulsifs, mais comme soulevés par une fermentation de pâte et emportés dans la tourmente d'arbres échevelés ; qui se plaça dans l'étalage de viandes mortes. Il fallait bien chercher d'où venait cette complaisance à montrer la chair sanglante, d'où venait cette rage de peindre, qu'aucun boeuf écorché, qu'aucun lagon d'austérité, qu'aucun entêtement de l'histoire de la peinture ne suffisaient à expliquer.

On parla donc du jeune Chaim, l'enfant pauvre de Smilovitch, un petit village de Biélorussie ; on parla du père tailleur, de la mère ayant du monde onze enfants (dont Soutine était le dixième) ; on parla du shtetel, et du rituel des poulx égarés pour les repas de fêtes. On parla de l'âme juive, de sa « fleur d'être ». Elle fleurit, au sein du premier grand texte sur le peintre, le fit très bien, soulignant « son besoin d'échapper à soi-même et de rencontrer, au tournant de la route, une stabilité qui se dérobe toujours ».

Le peintre de Montparnasse

On ne se prive pas de décrire le physique de Soutine, d'évoquer sa démarche fuyante, son dos voûté, sa tenue négligée, sa saleté, de rappeler sa laideur, l'épaveur de ses lèvres, le tout rattrapé par la blancheur de ses mains fines et splendides. Bien sûr, on en rajoute, dominant du premier l'image qu'il se donnait lui-même à travers sa peinture. Quelques photos le prouvent assez. Lui aussi sa timidité et ses complexes sur la table, et ses mœurs sexuelles, qui l'auraient porté plutôt vers les putains âgées.

Et l'on s'étend sur la vie de crève-la-faim du jeune artiste qui,

sussité débarqué du train avec quelques roubles en poche, avait rejoint la colonie cosmopolite de La Ruche. Sa légende fut nourrie d'anecdotes sur son comportement d'individu peu démonstratif, parfaitement asocial, voire sur ses habitudes de pique-assiette, en partie excusées par la maladie d'estomac qui le taraudait déjà — et dont il finira d'ailleurs par mourir, en 1943. Et l'on évoqua les boueries en compagnie de l'ami Modigliani.

Les notes, les souvenirs, les écrits sur le peintre manquent rarement de faire encore allusion à la « boncherie du Saint-Gothard », où il fallait rue du Saint-Gothard, où il fallait « rafraîchir le modèle » en arrosant de sang frais le boeuf entier payé de 3500 francs par Zborowski, quelque 3500 francs par Zborowski, le marchand de Modigliani. Et, dans la foulée, de rappeler aussi l'« assassin Soutine », commentant dans le secret de l'atelier d'irréversibles gestes à l'égard d'une grande partie de sa production que, non satisfait, il la brûlait, crevait, brûlait. Mais que ses compagnes du moment, ou son marchand, allaient récupérer dans les poubelles pour les donner au restaurant de la rue Jacques-Callot. Ce que Soutine n'ignorait évidemment pas.

Travailler dans l'instabilité

De cette vie entourée de témoignages plus ou moins concordants, on aurait pu vraiment faire un grand scénario presque aussi alléchant que celui de Becker pour « Modigliani ». Il aurait été totalement plus expressif. On aurait demandé à Peter Lere d'incarner le rôle du peintre, du « maudit ». Et finalement le film aurait été faux, comme tous les films qui se méfient d'expliquer les phénomènes artistiques à travers les choses et les apparences du quotidien. Il aurait été faux aussi, car, pour parcourir l'image de l'accomplissement tragique de l'œuvre, il aurait probablement fallu passer vite sur quelques faits.

Oublier que, si le « maudit » vécut des moments difficiles, il ne manqua pas de soutiens solides. Que son poète de marchand, « Zbo » pour les intimes, n'était pas une crapule. Que, au lendemain de la guerre, Soutine eut parmi ses admirateurs un autre jeune marchand, qui s'appelaient Paul Guillaume, grâce à qui la même américaine se répandit sur le peintre, en la personne du fameux Dr Barnes.

Le millionnaire inventeur d'un antioptique miracle, l'Argyro,

emballé par le Philistie à l'oreille démesurée que Paul Guillaume avait chez lui, acheta en effet un lot très important de tableaux de Soutine pour la fondation qu'il faisait construire à Merion, près de Philadelphie. Après quoi le peintre n'eut plus guère de soucis d'argent.

Enfin, le grand scénario expressionniste aurait coupé dans cette période des années 30, quand les Castaing devinrent les mécènes du peintre, lui achetèrent toute sa production, après la mort de « Zbo ». Ceux-ci mirent souvent leur propriété de Lèves, près de Chartres, à la disposition de l'artiste, qu'il fallait d'ailleurs allécher avec de vieilles toiles bien lisses du dix-septième siècle pour qu'il se mette vraiment au travail.

Soutine ne pouvait-il œuvrer que dans l'instabilité ? La visite du parcours rétrospectif de l'œuvre proposé à Chartres permettra sans doute de répondre à cette question. Il insiste, c'est géographiquement logique, sur cette période des séjours à Lèves, que l'on trouve généralement un peu faible en regard de celles des années 20, et des tableaux de la fin, réalisés par un peintre obligé de se cacher au fin fond de la France pendant l'Occupation.

GENEVÈVE BREECHETTE.

* Soutine, Musée des beaux-arts, 29, cloître Notre-Dame, 28000 Chartres. Tél. : 37-36-41-39. De 10 heures à 18 heures, du 30 juin au 30 octobre.

AMERICAN CENTER

AMERICAN LANGUAGE

AMERICAN CULTURE

AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

SESS-
SIONS
INTER-
SIVES
du 3 au
13 et/ou
du 17 au
28 juillet

• touristes
• gens pressés
• lycéens en
mal d'anglais
(à partir de 15 ans)

1, place de l'Odéon
75006 PARIS.
Tél. : 46 53 18 59

INSCRIPTIONS IMMÉDIATES

VOTRE 3^e CYCLE A L'ARSEC
DIPLOME DE L'UNIVERSITÉ LYON II

**GESTION D'ENTREPRISE
CULTURELLE
ET DEVELOPPEMENT CULTUREL**

- Vous êtes titulaire d'une maîtrise ou d'un niveau équivalent
- Vous êtes professionnel du secteur culturel
- Nous formons des spécialistes de la gestion d'entreprise culturelle capables d'articuler les facteurs du développement économique, du développement culturel et de la dynamique de création

ARSEC

DOSSIER DE CANDIDATURE A RETIRER A L'ARSEC:
11 PLACE BELLECOUR 69002 LYON. TEL. (16) 72 41 92 11

Dans Télérama, tout l'été à New York avec Sempé.

Vous rêvez de découvrir l'Amérique ? A partir de cette semaine, dans Télérama, Sempé vous raconte "le voyage de Jean-Paul Martineau à New York". Un récit dessiné inédit, en huit épisodes, à suivre dans Télérama tout l'été. Egalement dans Télérama : y a-t-il une recette pour faire "le" tube de l'été ? Producteurs, chanteurs, programmeurs, consommateurs : partout, Télérama a mené l'enquête pour démonter tous les rouages du système-tube.

Et toujours, dans Télérama, les livres, les spectacles et les musiques qui font l'actualité.

Télérama : l'intelligence critique.

Chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

مكتبة الامم المتحدة

Culture

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 63 12 56.

LUNDI 3 JUILLET
S. 2. - Livres sur la Révolution. - M^{rs} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. - M^{rs} Vidal-Mégret, expert.
S. 4. - 20 h 30 ART NOUVEAU. Collection de verreries de Galilé, Dessin, Dumas et Broussin. Amis de l'École de la Seine. Sallat par Bagatelle. - M^{rs} LIBERT, CASTOR. MM. Merville et Manry.
S. 9. - Tableaux modernes et modernes. Bel ensemble des 18^e et 19^e siècles. - M^{rs} BINOCH, GODEAU.
S. 12. - Tab. bib. mod. - M^{rs} LANGLADE.

MARDI 4 JUILLET
S. 1. - Art nouveau, art déco. Tableaux modernes. - M^{rs} OGER, DUMONT, (ARCOLE).
S. 2. - Soirée de la vente du 3/07. - M^{rs} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 4. - 14 h. Décorations et souvenirs historiques. M. Fehli, expert. 15 h. Agrément et tableaux du 19^e, beau mobilier des 18^e et 19^e. - M^{rs} LIBERT, CASTOR.
S. 5. - Dessins et tableaux anciens. Peintures et porcelaines du 18^e. Meubles et objets d'art des 18^e et 19^e siècles. - M^{rs} DAUSSY, de RICOLES, M. Lefebvre, expert.
S. 7. - 14 h 15. Tableaux modernes et contemporains. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN. MM. Pacitti et de Lovençon. M^{rs} Prat, M. Marchand, experts.
S. 13. - Meubles et objets d'art. - M^{rs} MILLON, JUTEAU.
S. 14. - 14 h 15. Cartes postales. Collection d'un amateur et à divers (12000 cartes postales). M. Benelli, expert. T8. (1) 46-33-73-51. Sous meubles, objets mobiliers. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 15. - Tableaux modernes et contemporains. Objets d'art et de bel ensemble, mobilier des 18^e, 19^e et 20^e siècles. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN, ALLARD.
S. 16. - Tab. bib. mod. - M^{rs} OGER, DUMONT (ARCOLE).

MERCREDI 5 JUILLET
S. 2. - Livres. - M^{rs} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. - M^{rs} Vidal-Mégret.
S. 4. - Souvenirs historiques de la famille d'Orléans. - M^{rs} BINOCH, GODEAU.
S. 6. - Tab. bib. mod. - M^{rs} BOISGERARD.
S. 9. - Tableaux modernes, art nouveau, art déco. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.

JEUDI 6 JUILLET
S. 1. - Tableaux des 19^e et 20^e, objets d'art et meubles. Art nouveau, art déco. Objets mobiliers anciens. Tapas, tapisseries. - M^{rs} MILLON, JUTEAU.
S. 5. - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 10. - Estampes et tableaux modernes. - M^{rs} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M^{rs} Calic, expert.
S. 14. - 14 h 15. Successeurs de M. X. Livres, tableaux, bijoux, bibelots, mobilier des 18^e et 19^e siècles. - M^{rs} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 15. - Tableaux, bibelots, meubles anciens et de style. - M^{rs} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

VENDREDI 7 JUILLET
S. 1. - Bijoux et dentelles. - M^{rs} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 2. - Tableaux, bijoux, orfèvrerie, mobilier anciens. - M^{rs} PESCHTEAU, RADIN, FERRIER.
S. 6. - Tab. bib. mod. - M^{rs} BOISGERARD.
S. 7. - Tab. bib. mod. - M^{rs} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 9. - 11 h : Estampes modernes. 14 h 15 : Art abstrait et contemporains. 15 h 30 : Tableaux modernes. M^{rs} BRIEST.
S. 12. - Livres et autographes. - M^{rs} LENORMAND, DAYEN.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCH, GODEAU, 3, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGERARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
R. CHOCHON, M. F. CHOCHON-BARRÉ, ALLARD, 15, rue Grange-Batelière (75009).
DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
LANGLADE, 12, rue Descartes (75017), 42-27-90-91.
LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75008), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
MILLON, JUTEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHTEAU-RADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-55-33.

MUSIQUES

Pink Floyd à Bercy

Le vaisseau fantôme

Malgré le départ de Roger Waters, le Floyd continue sans se désemparer de proposer un spectacle qui en met plein les yeux et sa musique en quadraphonie qui en met plein les oreilles.

Chacun des cinq concerts que Pink Floyd donne à Bercy, jusqu'au 1^{er} juillet, affiche complet. Le public français a toujours eu pour le Floyd comme une faiblesse. C'est peut-être à cause d'elle que les spectateurs de Bercy font comme si de rien n'était. Comme si Roger Waters, le bassiste-compositeur-chanteur, n'était pas parti depuis plusieurs années. Comme si David Gilmour (guitariste-chanteur), Rick Wright (clavier) et Nick Mason étaient les héritiers légitimes d'une histoire que Waters a essayé de se réapproprier, sans succès, devant les tribunaux.

La première partie du concert est donc consacrée à l'album, sans Waters, sorti il y a deux ans : la seconde aux grands succès du Pink Floyd à l'ancienne : *Money*, *Another Brick in the Wall*.

La démo des moyens employés pour mettre en scène cette

musique finit par faire douter de la confiance des musiciens en leur démarche. Tout repose sur le principe contraire plus bachelier : chaque membre du groupe est doublé d'un second instrumentiste, à la guitare, au clavier, aux percussions. Et pourtant, leur savoir-faire, voire, pour David Gilmour, leur talent, ne font aucun doute. Les effets de lumière, de laser, de pyrotechnie, sont répétés jusqu'à ce que les bonnes idées se transforment en clichés.

Le Pink Floyd donne l'impression d'une coquille vide qui a gardé toutes les apparences d'un groupe vivant. Il ne joue pas sur la nostalgie et ignore les cinq ou six premières années de son répertoire. Simple, depuis le départ de Waters, qui avait fini par imposer un discours très simple et très cohérent, fait de révolte violente (*Another Brick in the Wall* a servi d'hymne aux écoliers de Soveto en 1976) et de pessimisme noir, le groupe a continué de travailler sans rien changer à la musique et aux images. Et celles-ci ont fini par perdre leur sens, par n'être que des produits reproductibles à l'infinit.

THOMAS SOTINEL.
* Palais omnisports de Paris-Bercy. Jusqu'au 1^{er} juillet. 20 h 30.

Allen Toussaint au Méridien

Un maître à portée de main

Pilier du rhythm'n'blues de La Nouvelle-Orléans, Allen Toussaint se produit dans le cadre intime d'un club de jazz.

La Nouvelle-Orléans est à la mode. Au cinéma (*Down By Law*, *The Big Easy*, *Jaggy Heary*) et musicalement (les Neville Brothers ont enfin rencontré le succès qui leur échappait depuis un quart de siècle, Doctor John a recommencé à enregistrer). Bizarrement, cette brusque poussée d'attention a ignoré l'un des piliers du rhythm'n'blues de la ville, Allen Toussaint. Compositeur, (de classiques comme *Working in a Coal Mine* ou *Ride A Pony* pour Lee Dorsey, par exemple) pianiste, arrangeur, chanteur, Toussaint a croisé tout le monde au cours de sa carrière, du Professor Longhair (qu'il a qualifié de « *Back du rock'n'roll* ») à Joe Cocker, en passant par Fats Domino et The Band.

En ce moment, Allen Toussaint se produit au Club Lionel- Hampton du Méridien de la Porte Maillot à Paris. C'est peut-être le lieu qui le voit, les sept (excellents) musiciens qui l'accompagnent sont vêtus de zno-

kings approximatifs et le maître arrive sur scène en costume lamé argent. Comme la moitié du public est là par hasard, l'ambiance initiale est très Las Vegas. Mais le charme irrésistible d'Allen Toussaint fait oublier tout ça. Chaque jour, il pioche de nouveaux titres parmi les six cents qu'il a composés et les sert avec beaucoup d'élégance et un peu d'ironie (en terminant *Ride A Pony*, il a demandé : « *Que ceux qui la connaissent lèvent le doigt* », et s'est étonné de l'ignorance du public).

Parmi les meilleurs moments du spectacle, il y a un long solo de piano pendant lequel il rend hommage au Professor Longhair, retrouvant sans effort le style fluide et la puissance rythmique irrésistible du maître. Quand on aime le rock et que l'on vit à Paris, on a trop rarement l'occasion d'entendre dans l'intimité musicale d'un talent de cet ordre pour le laisser passer.

T. S.
* Au Club Lionel- Hampton, 31, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris-17^e. Tous les soirs à 22 h 30, jusqu'au 1^{er} juillet. Tél. : 47-59-12-30.

Mercedes Sosa à l'Olympia

La « Perle noire »

Originnaire de San-Miguel-de-Tucuman en bordure est des Andes argentines, baignée naturellement dans une musique populaire qui n'a pas perdu le contact avec les mouvements de la vie, dans des chansons à la fois gaies et nostalgiques où les mots de tous les jours forment brusquement les plus beaux des poèmes, Mercedes Sosa, la « Negra », la « Perle noire », typée indienne, au éternel panache sur une silhouette imposante, est devenue une des grandes voix d'Amérique latine. Une de celles qui, avec une finesse presque animale, font surgir tout un continent avec ses odeurs, ses couleurs, ses déchirures. Il est vrai que Mercedes Sosa chante aussi bien les Beatles, Milton Nascimento et Chico Buarque, le Cubain Silvio Rodríguez, les Chiles Violeta Parra et Victor Jara, que l'Argentin Atahualpa Yupanqui et les zambas propres aux paysans et aux gauchos de nord de l'Argentine.

Exilée à Paris au début des années 80, Mercedes Sosa refait la géographie mélodique de son adolescence, chante zambas et vidalas, milongas et gauchos, chacareras et malambos. Paradoxalement, la séparation d'avec le pays natal l'amène à

changer son style d'interprétation : « *Mon chant était très lauréat, dit-elle. Maintenant, c'est le chant qui sort de moi-même, cherche la tête des gens et les embrasse* ». Elle prend aussi dans son répertoire de plus en plus d'airs à danser « pour entrer dans une sorte de joie ». Façon d'exorciser la douleur qui est en elle.

Après six années d'absence, la « Perle noire » est de retour à Paris pour deux concerts, accompagnée à présent de deux guitaristes, d'une basse, d'un clavier et de percussions. Sosa chante bien sûr les poètes latino-américains porteurs de liberté et d'espoir. Et elle s'attarde sur des images de l'Argentine à travers un tango d'Astor Piazzolla, mais aussi des chansons imaginées par des jeunes auteurs-compositeurs de Buenos-Aires comme Charly Garcia et Fito Paez, qui se sont inspirés de rythmes traditionnels tels la chacarera ou le chamameo et que la chanteuse remplace dans leurs racines.

CLAUDE FLÉOUTER.
* Jeudi 29 et vendredi 30 juin à 20 h 30 à l'Olympia.
* Dernier album CD et album Philips (*Gracias à la vida*).

Le Festival de Lille

Xenakis Orient Occident

Pour ses dix-huit ans, le Festival de Lille, qui a un peu étonné depuis les belles années où il avait reçu une impulsion profonde de Maurice Fleuret, se donne un nouveau cap. Jackie Buffin, adjoint au maire de Lille, qui en est l'âme, a appelé à la direction artistique Brigitte Delannoy, bien connue des auditeurs de Franco-Culture, elle-même Lilloise et ancienne du Festival, pour faire une programmation plus unifiée et privilégiant la création aux dépens d'un éclectisme un peu mou.

Brigitte Delannoy invitera donc chaque année un grand artiste (qui pourra être l'an prochain un metteur en scène, l'année suivante un chorégraphe) à colorer le Festival de ses goûts, de ses idées, de ses sources d'inspiration dans les différents domaines.

Iannis Xenakis sera le premier de ces invités, et il sera présent au Festival, non seulement par ses œuvres, mais aussi par ses préoccupations (un colloque sur l'astrophysique sera organisé autour de lui) et ses larges perspectives concernant la tradition et la modernité, la communion entre l'Orient et l'Occident : musiques du Moyen Age par le Ciconiano Consort, chants coréens traditionnels par un chœur féminin (qui chantera, de mémoire, *A Hélène*, de Xenakis !), chœurs byzantins de Grèce, l'*Illade* jouée par un théâtre italien, des danses de Thaïlande et du Japon, des pièces de théâtre néo, présentation de kimonos traditionnels et contemporains, etc.

Parmi les œuvres de Xenakis qui seront jouées à Lille, on notera en particulier la création française de *Ata* pour orchestre (de 1988), les œuvres pour clavecin et percussions (par Elisabeth Chojnacka et Silvio Gasdaro), pour piano et quatuor (par Claude Helffer et les Arditti), la version intégrale de l'*Orchestra*, et *Unariade*, une œuvre pour FUPIC et cent arcs de bambou !

Autour de ces manifestations centrées sur le thème principal se grouperont d'autres concerts et spectacles plus traditionnels, tels des récitals de Pinchas Zukerman, Katia Ricciarelli et Alfredo Kraus, des représentations de *M^{rs} Butterfly*, et aussi la *Turangalila-Symphonie* de Messiaen par l'Orchestre de Lille.

J. L.
* Du 11 octobre au 25 novembre. Renseignements : 2, rue des Bons-Enfants, 59800-Lille; tél. : (16) 20-06-88-04.

● RECTIFICATIF. — Robespierre ne fut pas guillotiné place de la Nation comme il a été indiqué par erreur dans le Monde du 22 juin. Si la guillotine fonctionnait bien place du Trône renversé — place de la Nation — du 14 juin au 27 juillet 1794, nous indiquent deux historiens, elle revint place de la Révolution — place de la Concorde — le 28 juillet (10 thermidor, en 21 pour l'exécution de l'incorruptible et de ses amis, qui furent inhumés au cimetière des Erançais, actuellement place Prosper-Goubaux.

CALENDRIER DES ADMINISTRATIONS DE CONCERTS

UN DIMANCHE A ROYAUMONT
Musique - Salon de thé
Villes - Continues
12 h : R. SMITH
Témo
Piano : Simon MARIOT
« AU SOUS-DE-BAS »
17 h 30 :
KALENDRA MAYA
MUSIQUE AU MOYEN AGE
EN SCANDINAVIE
1^{er} WORLD
MUSIC MASTERS
CONCERTS INTERNATIONALS
DE PARIS, MARSEILLE, AIX
PROVENCE, BORDEAUX
INTERNATIONALES

THEATRE RENAUD BARRAULT

3, 10, 17 Juillet
L'EVENEMENT LYRIQUE DU BICENTENAIRE A PARIS

LE THEATRE FRANCAIS DE LA MUSIQUE PRESENTE

LA LEGENDE DE JOSEPH EN EGYPT

PARMI LES ŒUVRES DE Xenakis qui seront jouées à Lille, on notera en particulier la création française de *Ata* pour orchestre (de 1988), les œuvres pour clavecin et percussions (par Elisabeth Chojnacka et Silvio Gasdaro), pour piano et quatuor (par Claude Helffer et les Arditti), la version intégrale de l'*Orchestra*, et *Unariade*, une œuvre pour FUPIC et cent arcs de bambou !

Autour de ces manifestations centrées sur le thème principal se grouperont d'autres concerts et spectacles plus traditionnels, tels des récitals de Pinchas Zukerman, Katia Ricciarelli et Alfredo Kraus, des représentations de *M^{rs} Butterfly*, et aussi la *Turangalila-Symphonie* de Messiaen par l'Orchestre de Lille.

J. L.
* Du 11 octobre au 25 novembre. Renseignements : 2, rue des Bons-Enfants, 59800-Lille; tél. : (16) 20-06-88-04.

LE CHEF-D'ŒUVRE DE ETIENNE MEHUL

MISE EN SCENE
PIERRE JOURDAN
DIRECTION MUSICALE
CLAUDE BARDON
AVEC
LAURENCE DALE

AVEC LE SOUTIEN DE LA
MISSION DU BICENTENAIRE DE LA
REVOLUTION FRANCAISE
DU CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE,
DE LA SOCIETE
SYNDICALE DE PRESERVATION
DE LA SOCIETE « LE CHANT DU MOYEN
DE LA COLLABORATION »
DE LA MAISON DE LA CULTURE D'AMER

LOC. 42.56.08.80
AGENCES FNAC

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

CAVEAU FRANÇOIS-VILLON
64, rue de l'Arbre-Sec, 1^{er} 42-36-10-92

JOHN JAMESON
10, rue des Capucines, 2^e 40-15-00-30/40-15-08-08

LE SARKISADIS
2, rue de Vienne, 8^e F. sem. et dim. 45-22-23-62

LE GOURMAND-CANINE
6, p. Maréchal-Juin, 17^e (p. Paris) 42-80-01-41

LE ZEPHYR
1, rue du Jourdain, 20^e 46-36-45-81 F. lun.

LA VIGNE, 42-60-13-55
38, rue de l'Arbre-Sec, 1^{er}

LAURENCE, 42-27-90-91
12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16

LE ZEPHYR, 46-36-45-81
1, rue du Jourdain, 20^e

RIVE DROITE
CHEZ COLORET, 45-67-66-42
1, rue Pierre-Lacroix, 7^e

RIVE GAUCHE
LA TAMBORINI (Mons)
5, rue Saint-Benoit, 6^e 45-48-01-42 F. dim.

RESTAURANT TROUVAILLES
79, rue Saint-Denis, 7^e 47-05-49-75

LE TAGORE
25, avenue du Maine, 15^e 45-44-94-41 T.L.J.

SOUPEURS APRES MINUIT

LA TOUR D'ARGENT

HUITRES TOUTE L'ANNEE - POISSONS DU MARCHE
Plats traditionnels - Vins à découper - Décor : « Brasserie de Luxe »
TERRASSE au pied de l'Opéra-Bastille. T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 42-42-90-32.

DES RESTAURANTS OUVERTS 24 h sur 24

CONGRES MAILLOT

Porte Maillot, 80, av. de la Grande-Armée
HUITRES, COQUILLAGES toute l'année
POISSONS, VIANDES à vos goûts
45-74-17-24 - Ouvert T.L.J.

1550 من الأصل

Communication

Le juge des référés interdit à « France-Soir » l'usage du terme « Loto » pour son jeu de l'été

A l'heure où fleurissent dans les journaux les traditionnels jeux de l'été, une polémique s'est engagée entre Presse Alliance, société éditrice du journal *France-Soir*, et la société du Loto national, qui prétend posséder une exclusivité sur le terme « Loto » (*le Monde* du 21 juin). Depuis le 8 juin, *France-Soir* propose à ses lecteurs un jeu intitulé « L'Autre chance », fondé sur une combinaison de six numéros, qui se soit conforme à celle figurant sur un billet de Loto acheté la semaine précédente, soit imaginée et inscrite sur un bulletin-réponse ou même sur une carte postale adressée au journal.

Inquiet de ce qu'elle considère comme une récupération de sa propre publicité, la société du Loto national avait assigné *France-Soir* en référé le 19 juin, en demandant au juge de constater que le journal portait atteinte à son droit de propriété exclusive sur la marque « Loto » et, donc, de lui en interdire l'usage. Le Loto national estimait en outre qu'il s'agit d'une atteinte à son monopole et demandait que *France-Soir* ne puisse utiliser les bulletins officiels.

Le 21 juin, *France-Soir* répliquait en engageant un procureur contre le Loto national, afin de faire constater la nullité du dépôt de la marque « Loto », effectué à l'Institut national de la propriété industrielle, en avril 1983.

Pour le conseil du journal, Me Yves Marcellin, le mot « Loto » n'appartient à personne et ne peut donc pas constituer une marque déposée. Dans son ordonnance de référé, rendue lundi 26 juin, Me Jean-Marie Desjardins, vice-président au tribunal de grande instance de Paris, considère que la plupart des demandes doivent être tranchées par les juges du fond. C'est le cas notamment de l'existence au monopole du Loto national que *France-Soir* conteste, en faisant observer que son jeu est entièrement gratuit.

Sans se prononcer, le juge observe toutefois que l'envoi d'un bulletin-réponse « suppose l'opposition d'un timbre-poste ». Il appartient aux magistrats de la 3^e chambre civile de dire si le mot « Loto » est protégé. Mais le juge des référés a déjà observé que « La société Presse-

Alliance utilise abondamment la référence à la dénomination Loto qui, jusqu'à décision en sens contraire, est la propriété exclusive de la société qui a déposé la marque correspondante ». M. Desjardins constate aussi que le jeu de *France-Soir* « s'adresse principalement, sinon exclusivement, aux joueurs du Loto (...) et lui a emprunté le principe même de son jeu qui repose sur le choix d'une combinaison de six numéros et d'un numéro complémentaire ». Aussi le juge des référés déclare le Loto national « victime d'une contrefaçon et d'agissements parasitaires » et interdit, « à titre provisoire », pendant six semaines, au journal *France-Soir* d'utiliser, sous astreinte de 30 000 francs par jour, « la marque Loto (...) », toute référence à cette dénomination, ainsi que les *regus* émis par la société du Loto. *France-Soir* a donc choisi, depuis, de ne plus utiliser le terme Loto pour son jeu « L'Autre chance » et de faire concourir ses lecteurs grâce à des bulletins disponibles au siège du quotidien ou chez les kiosquiers.

MAURICE PEYROT.

Revers judiciaire pour le magnat australien des médias

Les « qualités morales » de M. Alan Bond contestées

MELBOURNE de notre envoyé spécial

Le milliardaire australien Alan Bond, magnat de la bière, des médias et de l'énergie (pétrole, gaz, charbon), n'avait certainement pas besoin d'un tel coup de poignard. Déjà en proie à une série financière défallante, la Bond Corporation Holding Ltd affrontait, selon des sources proches, un endettement de 7,5 milliards de dollars australiens (1 dollar US = 1,3 dollar australien). — Voilà, qu'il vient d'essuyer un revers judiciaire retentissant.

Mettant un terme à près de deux ans d'agresse, l'Australian Broadcasting Tribunal a en effet conclu lundi 26 juin que le patron du premier groupe australien de médias ne présentait pas les qualités morales pour bénéficier d'une autorisation de diffusion. Avant que qu'en ait été fait l'effet d'une bombe en Australie où la Bond Corporation Holding Ltd,

dont le réseau, la chaîne de télévision Channel 9, réalise 32 % d'audience, et 40 % du marché publicitaire, suscite autant de fascination que de convoitise.

Le tribunal a reproché à M. Bond trois écarts de conduite. Il a d'abord cherché à régler à l'amiable un procès en diffamation qui opposait la chaîne à la région de Brisbane QTCQ, qu'il venait juste d'acquiescer en 1984, au premier ministre d'Albert de l'Etat du Queensland, Sir John Bjelke-Petersen. Ce dernier a reçu en sous-main une somme de 400 000 dollars afin de passer l'éponge. Circonstance aggravante : M. Bond a longtemps nié devant les tribunaux avoir versé une telle « commission », ce qu'il a fini par reconnaître.

Dans la foulée de ses investigations sur la Bond Corporation Holding Ltd, le tribunal a aussi découvert que deux stations du groupe sifflaient dans l'Etat de l'Australie occidentale avaient fabriqué de faux enregistre-

ments à l'occasion de la procédure de renouvellement de leur attribution de fréquence. Enfin le tribunal a pu vérifier le bien-fondé des accusations lancées par un dirigeant d'une société d'assurances, l'Australian Mutual Provident, selon lequel M. Bond l'aurait menacé d'une campagne de presse à l'issue d'une brève affaire.

Chargée d'accorder les autorisations d'émission, l'Australian Broadcasting Tribunal, cette instance créée en 1978 a vu son rôle de « surveillance » s'enrichir subitement avec les récentes vagues de concentrations dans les médias australiens. Mais ses pouvoirs restent flous : au-delà des certificats de moralité qu'elle délivre, est-elle réellement en mesure de retirer une autorisation d'émission ? La cour fédérale a été saisie pour statuer sur les limites de ses attributions. Un répit pour M. Alan Bond dont la cause n'est donc pas encore définitivement perdue.

FREDERIC BOBIN.

Le trente-sixième Festival international du film publicitaire

Les anges gardiens de la production française

CANNES de notre envoyé spécial

Sur la Croisette, les héros incontestés de ces derniers jours étaient un petit chien, un garçonnnet et un téléviseur. Le trio, qui incarne le triomphe conjugué de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, a fait un tabac au trente-sixième Festival international du film publicitaire, qui avait lieu à Cannes du 19 au 24 juin. L'agence madrilène Contrapunto et la société de production londonienne Nebraska-Perkins and Partners ont imaginé pour le compte de la RTVE (la télévision publique espagnole) deux spots drôlistes dans lesquels une petite chienne du nom de Pippa tente par tous les moyens de détourner son jeune maître du petit écran, y compris en passant en trottoir sous ses yeux, mais sans finit par le quitter, se valise dans la gacole, faute d'y parvenir.

Redoutables bretonnes

Adorés par les téléspectateurs de la péninsule ibérique, ces deux films ont valu à leurs auteurs le Grand Prix, la plus haute récompense du Festival, et ont recueilli les applaudissements nourris des quatre mille publicitaires réunis dans le palais des Festivals pour l'audition du traditionnel palmarès.

Les autres spots primés n'ont pas tous bénéficié d'un tel engouement. Plusieurs des cent quatre-vingt-six Lions d'or, d'argent ou de bronze décernés par le jury ont même été copieusement sifflés ou hués par le public. Preuve que les rivalités ou les inimitiés entre les publicitaires des cinquante pays représentés — de la Saïde au Zimbabwe, de Singapour à l'URSS, qui présentent cette année trois spots, — voire entre ceux d'un même pays, sont loin d'être enterrées. La production française n'a pas été épargnée. Mais il est vrai qu'elle revient de loin.

A l'ouverture de ce trente-sixième Festival, tout laissait penser que l'Hexagone allait à la débâcle. Les professionnels français, rendus moroses par la baisse de production des spots télévisés — enregistrée en 1988 (20 % de moins qu'en 1987) et par une année 1989 allant cahin-caha, ne se privaient pas d'évoquer la chute de qualité de la production

mondiale, et particulièrement des films français. Pourtant, la France, avec 361 films inscrits en compétition (sur un total de 3 651), se situait au troisième rang après les Etats-Unis (826 films) et la Grande-Bretagne (461 films), et avant le Japon (274 films), l'Italie ou l'Espagne.

Hormis face à quelques spots unanimement salués, comme ceux consacrés à Appie ou à la bière Kronenbourg 1664, les publicitaires français faisaient plutôt grise mine. C'était compter sans leurs deux représentants au sein du jury de vingt membres sélectionnés par la Screen Advertising World Association (SAWA), organisatrice du Festival depuis 1953.

Pierre de Plas, vice-président d'Eurocom et président du réseau B&W-WCRS, et Barrington Hill, directeur de création à l'agence Mac Cann Erickson, un Américain de Paris qui fit aussi ses armes à Tokyo, se sont mis au fil des jours en redoutables bretonnes. Décidés au sein du jury à défendre largement les couleurs françaises, quitte à se lever à l'aube pour définir leur stratégie et à conclure des alliances avec d'autres jurés — dont les deux représentants japonais — afin de ne pas laisser le terrain libre à la publicité anglo-saxonne.

Les résultats sont patents : au lieu des deux films français initialement prévus dans sa présélection de cinq cents spots, le jury décidait d'y insé-

rer trente films français. Et, finalement, la France remportait dix-neuf Lions dont sept d'or, six d'argent et six de bronze. Ce qui la place au quatrième rang des nations primées, derrière la Grande-Bretagne (trente-six Lions, et la Palme d'or), les Etats-Unis (trente deux Lions) et l'Espagne dont les vingt-cinq Lions traduisent à la fois la créativité et le dynamisme d'un marché publicitaire qui devrait croître en 1989 de 26 %.

Le succès des spots français à ce trente-sixième Festival, outre l'évidente qualité de certains d'entre eux, est donc dû pour partie à leurs représentants au sein du jury, passés maîtres en l'art de la négociation. Mais cette réussite pourrait aussi redonner un coup de fouet à la créativité. « Un bon film, c'est une bonne idée », note Pierre de Plas. Or les Français ont encore trop tendance à préférer une belle image à la force d'un concept ou d'une idée.

« De bonnes idées, j'en vois passer tous les jours », rétorque pour sa part Charles Gassot, PDG de la société de production Téléma. Mais ces idées sont souvent flinguées par les tests mis en place par les agences et les annonceurs. Le prochain Festival du film publicitaire dira si les uns et les autres ont trouvé un terrain d'entente, en 1990, ou si la production française de spots devra s'en remettre encore à ses anges gardiens au sein du jury...

YVES-MARIE LABÉ.

Palmarès

— Palme d'or, récompensant la société de production la plus primée : The Paul Weiland Film co (Grande-Bretagne).

— Grand prix du festival : campagne pour la RTVE de l'agence Contrapunto (Espagne), réalisée par Nebraska-Perkins and Partners (Grande-Bretagne).

— Lions d'or remportés par la France : Kronenbourg 1664 (BBDO-PAC), Whisky Grant's (BBDO-PAC), Collective du beurre (Alice-Son et Lumière), Ryobi (MGTB-Ayer-Terramuel), Scandale (BBDO-PAC), Apple (CLM-BBDO-Téléma), AICF (Robert et Partners-Foxrot productions).

GUIDE DES RELATIONS PRESSE 89 EST PARU

POUR CONTACTER LES 5000 RESPONSABLES DE LA COMMUNICATION, LIBRAIRES ET EDINOVE 125, av. de Wagram - 75017 Paris TS. (1) 47.66.56.88 269 F + 25 F de frais d'envoi

AIR FRANCE

EDF
Electricité de France

RENAULT

BANQUE POPULAIRE

LA REVOLUTION DANS TOUS SES ETATS



L'Opéra Goude
sur les Champs-Élysées
le 14 juillet
de 21h30 à 00h00.

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes		appartements ventes		locations non meublées offres		locations non meublées demandes		chalets	
2^e arrdt RUE D'ABOUKIR 2 P. CHAÎNE 685 000 Appart. tout confort bien situé 4 étages sans escalier, patio travaux. 48-04-35-35.	10^e arrdt 3 PIÈCES DE 60 m ² env. 780 000 F M ^e GARE DU NORD et confort 3615 IMMOB. Tél. : 43-67-88-78.	3 pièces 76 m² TERRASSE 110m ² IMM. RÉCENT PARKING 2 200 000 F. 48-41-11-00. ETUDE DUVERNET apartements entièrement votre appartement 45-41-11-00.	17^e arrdt M ^e PEREIRE/ COURCELLES Livraison fin 89 sur plan, rez-de- c. 57 m ² en duplex Appart. caract. a. combles. 1 ^{er} niveau : entrée, adj. + cuis. 2 ^e niveau : 2 chambres + a. de bains + s. de douche 3 ^e étage 64 m ² Sd. + chambre + s. de bns + 2235 000 F travaux notaires réalisés. Escri. cabinet Kessler, 78, av. Champs-Élysées, Paris- 8 ^e .	Paris PRÈS MONTROUS 2.7 étages balcon cuis. équipée parquet 4 300 F charges com- prises. Tél. : 45-80-55-08.	Paris EMBASSY SERVICE 8, av. de Messine 75008 Paris, recherche APARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belle réception avec minimum 3 chambres. (1) 45-62-78-99	Région parisienne LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS Département location vous proposent à CHEVRY GiffyYvette (91) 15 maisons de standing de 5 à 7 pièces disponibles à partir du 15 juillet 1989 dans un site remarquable. Écoles, commerces, terrains, golf, aquarium.	manoirs RECHERCHONS pour notre clientèle européenne propriétés, domaines, châteaux. Expériences garanties, discrétion assurée. Demandez personnellement à M ^{lle} GARCIA Tél. : (1) 80-82-01-58. Fax : (1) 80-82-39-57. TELEX : 432 492 F.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.
3^e arrdt RUE SAINT-MARTIN 6 ^e APART. 42 m ² com- pact à prévoir. Prix : 850 000 F. 42-33-61-15.	10^e arrdt RUE DE LA PROLÉ BEAU 2 P. 469 000 Entrée sd. 1 chbr cuis. équi- pée douche wc. 4 ^e ét. 220 m ² + 2 sers. + parking bon immeuble. 42-71-93-00. Crédit : 43-70-04-04.	15^e arrdt VAUGERARD Près pte de Versailles. Imm. pierre de taille. 3 pièces tout confort 2 ^e ét. balcon sur verdure. 1 340 000 F. 48-22-51-35.	92 Hauts-de-Seine NEUILLY-ST-JAMES Noyé verdure, calme, soleil, kiosque pied-à-terre. récup. + ch. 78 m ² + JARD. PRIV. 220 m ² + PARK. URGENT 43-38-62-00.	Province A VENDRE 3 pièces, cuisine, salle de bains. Grande terrasse. Duplex. Près du bois et lac. Quartier du Château. Villeneuve-d'Ascq. Valenciennes. 5 kilomètres du Lillo. Prix : 400 000 F. Sérieux acheteurs. Téléphone : 20-81-88-68. Après 19 heures.	Paris EMBASSY SERVICE 75008 Paris, recherche APARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belle réception avec minimum 3 chambres. (1) 45-62-78-99	manoirs RECHERCHONS pour notre clientèle européenne propriétés, domaines, châteaux. Expériences garanties, discrétion assurée. Demandez personnellement à M ^{lle} GARCIA Tél. : (1) 80-82-01-58. Fax : (1) 80-82-39-57. TELEX : 432 492 F.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	
4^e arrdt BASTILLE 80 BEAUMARCHAIS Imm. pierre de taille stand. 5 ^e ét. ass. batic. 7 p. 220 m ² + 2 sers. + parking possibilité prof. Rénov. Françoise FAURE 48-22-70.	10^e arrdt RUE DE LA PROLÉ BEAU 2 P. 469 000 Entrée sd. 1 chbr cuis. équi- pée douche wc. 4 ^e ét. 220 m ² + 2 sers. + parking bon immeuble. 42-71-93-00. Crédit : 43-70-04-04.	15^e arrdt VAUGERARD Près pte de Versailles. Imm. pierre de taille. 3 pièces tout confort 2 ^e ét. balcon sur verdure. 1 340 000 F. 48-22-51-35.	92 Hauts-de-Seine NEUILLY-ST-JAMES Noyé verdure, calme, soleil, kiosque pied-à-terre. récup. + ch. 78 m ² + JARD. PRIV. 220 m ² + PARK. URGENT 43-38-62-00.	Province A VENDRE 3 pièces, cuisine, salle de bains. Grande terrasse. Duplex. Près du bois et lac. Quartier du Château. Villeneuve-d'Ascq. Valenciennes. 5 kilomètres du Lillo. Prix : 400 000 F. Sérieux acheteurs. Téléphone : 20-81-88-68. Après 19 heures.	Paris EMBASSY SERVICE 75008 Paris, recherche APARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belle réception avec minimum 3 chambres. (1) 45-62-78-99	manoirs RECHERCHONS pour notre clientèle européenne propriétés, domaines, châteaux. Expériences garanties, discrétion assurée. Demandez personnellement à M ^{lle} GARCIA Tél. : (1) 80-82-01-58. Fax : (1) 80-82-39-57. TELEX : 432 492 F.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	
5^e arrdt EXCEPTIONNEL Neuf jamais habité dans immeuble XVII ^e siècle vend appartement 96 m ² + appartement 116 m ² . 8 880 000 F Si vendu ensemble possible, de sérieux duplex avec atelier d'artiste. 48-22-03-60 48-69-45-04, poste 22.	10^e arrdt RUE DU FORT-MARTIN (10 ^e) DOLEAC 42-33-61-15. Pierre de taille beau studio prêt Marché-St-Quentin tout confort. tr. clair. 418 000 F. 48-04-64-64.	15^e arrdt VAUGERARD Près pte de Versailles. Imm. pierre de taille. 3 pièces tout confort 2 ^e ét. balcon sur verdure. 1 340 000 F. 48-22-51-35.	92 Hauts-de-Seine NEUILLY-ST-JAMES Noyé verdure, calme, soleil, kiosque pied-à-terre. récup. + ch. 78 m ² + JARD. PRIV. 220 m ² + PARK. URGENT 43-38-62-00.	Province A VENDRE 3 pièces, cuisine, salle de bains. Grande terrasse. Duplex. Près du bois et lac. Quartier du Château. Villeneuve-d'Ascq. Valenciennes. 5 kilomètres du Lillo. Prix : 400 000 F. Sérieux acheteurs. Téléphone : 20-81-88-68. Après 19 heures.	Paris EMBASSY SERVICE 75008 Paris, recherche APARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belle réception avec minimum 3 chambres. (1) 45-62-78-99	manoirs RECHERCHONS pour notre clientèle européenne propriétés, domaines, châteaux. Expériences garanties, discrétion assurée. Demandez personnellement à M ^{lle} GARCIA Tél. : (1) 80-82-01-58. Fax : (1) 80-82-39-57. TELEX : 432 492 F.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	
6^e arrdt VARENNES MAYET bon imm. ancien 70 m ² envi- ron 1 ^{er} et 2 ^e étages double sér. + 2 petites cham- bres. SOLEIL. CHAÎNE Françoise FAURE 48-22-70.	10^e arrdt RUE DU FORT-MARTIN (10 ^e) DOLEAC 42-33-61-15. Pierre de taille beau studio prêt Marché-St-Quentin tout confort. tr. clair. 418 000 F. 48-04-64-64.	15^e arrdt VAUGERARD Près pte de Versailles. Imm. pierre de taille. 3 pièces tout confort 2 ^e ét. balcon sur verdure. 1 340 000 F. 48-22-51-35.	92 Hauts-de-Seine NEUILLY-ST-JAMES Noyé verdure, calme, soleil, kiosque pied-à-terre. récup. + ch. 78 m ² + JARD. PRIV. 220 m ² + PARK. URGENT 43-38-62-00.	Province A VENDRE 3 pièces, cuisine, salle de bains. Grande terrasse. Duplex. Près du bois et lac. Quartier du Château. Villeneuve-d'Ascq. Valenciennes. 5 kilomètres du Lillo. Prix : 400 000 F. Sérieux acheteurs. Téléphone : 20-81-88-68. Après 19 heures.	Paris EMBASSY SERVICE 75008 Paris, recherche APARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belle réception avec minimum 3 chambres. (1) 45-62-78-99	manoirs RECHERCHONS pour notre clientèle européenne propriétés, domaines, châteaux. Expériences garanties, discrétion assurée. Demandez personnellement à M ^{lle} GARCIA Tél. : (1) 80-82-01-58. Fax : (1) 80-82-39-57. TELEX : 432 492 F.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	
7^e arrdt POMPE-H. MARTIN 5 PCES, BOXE + CHAÎNE SERVICE 4 250 000 CALME. 48-02-13-43.	10^e arrdt RUE DU FORT-MARTIN (10 ^e) DOLEAC 42-33-61-15. Pierre de taille beau studio prêt Marché-St-Quentin tout confort. tr. clair. 418 000 F. 48-04-64-64.	15^e arrdt VAUGERARD Près pte de Versailles. Imm. pierre de taille. 3 pièces tout confort 2 ^e ét. balcon sur verdure. 1 340 000 F. 48-22-51-35.	92 Hauts-de-Seine NEUILLY-ST-JAMES Noyé verdure, calme, soleil, kiosque pied-à-terre. récup. + ch. 78 m ² + JARD. PRIV. 220 m ² + PARK. URGENT 43-38-62-00.	Province A VENDRE 3 pièces, cuisine, salle de bains. Grande terrasse. Duplex. Près du bois et lac. Quartier du Château. Villeneuve-d'Ascq. Valenciennes. 5 kilomètres du Lillo. Prix : 400 000 F. Sérieux acheteurs. Téléphone : 20-81-88-68. Après 19 heures.	Paris EMBASSY SERVICE 75008 Paris, recherche APARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belle réception avec minimum 3 chambres. (1) 45-62-78-99	manoirs RECHERCHONS pour notre clientèle européenne propriétés, domaines, châteaux. Expériences garanties, discrétion assurée. Demandez personnellement à M ^{lle} GARCIA Tél. : (1) 80-82-01-58. Fax : (1) 80-82-39-57. TELEX : 432 492 F.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	
8^e arrdt RUE DE DOUAI 3 p. TT CFT 745 000 Imm. pierre de taille rénové 3 ^e ét. s/terrasse très clair cuisine petits travaux. 48-04-35-35.	10^e arrdt RUE DU FORT-MARTIN (10 ^e) DOLEAC 42-33-61-15. Pierre de taille beau studio prêt Marché-St-Quentin tout confort. tr. clair. 418 000 F. 48-04-64-64.	15^e arrdt VAUGERARD Près pte de Versailles. Imm. pierre de taille. 3 pièces tout confort 2 ^e ét. balcon sur verdure. 1 340 000 F. 48-22-51-35.	92 Hauts-de-Seine NEUILLY-ST-JAMES Noyé verdure, calme, soleil, kiosque pied-à-terre. récup. + ch. 78 m ² + JARD. PRIV. 220 m ² + PARK. URGENT 43-38-62-00.	Province A VENDRE 3 pièces, cuisine, salle de bains. Grande terrasse. Duplex. Près du bois et lac. Quartier du Château. Villeneuve-d'Ascq. Valenciennes. 5 kilomètres du Lillo. Prix : 400 000 F. Sérieux acheteurs. Téléphone : 20-81-88-68. Après 19 heures.	Paris EMBASSY SERVICE 75008 Paris, recherche APARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belle réception avec minimum 3 chambres. (1) 45-62-78-99	manoirs RECHERCHONS pour notre clientèle européenne propriétés, domaines, châteaux. Expériences garanties, discrétion assurée. Demandez personnellement à M ^{lle} GARCIA Tél. : (1) 80-82-01-58. Fax : (1) 80-82-39-57. TELEX : 432 492 F.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	
9^e arrdt RUE DE DOUAI 3 p. TT CFT 745 000 Imm. pierre de taille rénové 3 ^e ét. s/terrasse très clair cuisine petits travaux. 48-04-35-35.	10^e arrdt RUE DU FORT-MARTIN (10 ^e) DOLEAC 42-33-61-15. Pierre de taille beau studio prêt Marché-St-Quentin tout confort. tr. clair. 418 000 F. 48-04-64-64.	15^e arrdt VAUGERARD Près pte de Versailles. Imm. pierre de taille. 3 pièces tout confort 2 ^e ét. balcon sur verdure. 1 340 000 F. 48-22-51-35.	92 Hauts-de-Seine NEUILLY-ST-JAMES Noyé verdure, calme, soleil, kiosque pied-à-terre. récup. + ch. 78 m ² + JARD. PRIV. 220 m ² + PARK. URGENT 43-38-62-00.	Province A VENDRE 3 pièces, cuisine, salle de bains. Grande terrasse. Duplex. Près du bois et lac. Quartier du Château. Villeneuve-d'Ascq. Valenciennes. 5 kilomètres du Lillo. Prix : 400 000 F. Sérieux acheteurs. Téléphone : 20-81-88-68. Après 19 heures.	Paris EMBASSY SERVICE 75008 Paris, recherche APARTEMENTS DE GRANDE CLASSE Belle réception avec minimum 3 chambres. (1) 45-62-78-99	manoirs RECHERCHONS pour notre clientèle européenne propriétés, domaines, châteaux. Expériences garanties, discrétion assurée. Demandez personnellement à M ^{lle} GARCIA Tél. : (1) 80-82-01-58. Fax : (1) 80-82-39-57. TELEX : 432 492 F.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	maisons individuelles ST-CLOUD CALME MAISON Indée. 4 p. principale gar. ja- dis de 2000 m ² . Propriété : 30-54-25-38.	

Les Belles Propriétés du Monde

 <p>VIARMES Luxe villa, hall 20 m², séjour double cheminée 41 m², cuisine amé- nagée, 3 gds chbres sur RDC, a.d.b., w.-c., s.-sol total, gran. amé- nagée, garage, terrasse 60 m², terr. paysagé 700 m². Px : 1 495 000 F.</p> <p>SA GROUPE BGS 20, rue Viviani 95270 LUZARCHES. 30-35-03-50.</p>	 <p>ÉTIOLES Belle maison sur 2 925 m² de terrain, 154 m² s/sol, sd., chem., 51 m², 4 chbres, cuis., a. de bns, w.-c., s.-sol total, gar. 3 voit., salle de jeux, cave, terrasse 100 m². Px : 2 690 000 F.</p> <p>4, boulevard Aristide-Brind, 91600 SAVIGNY-SUR-ORGE. 69-98-20-41.</p>	 <p>A 20 KM DE SENLIS Amoureux des vieilles pierres, loin du stress, agréable maison à rénover, com- posant : salon, séjour, cuisine, 3 chbres + 4 pièces, s.-deb., gran., garage 2 vo- itures, le tout sur un jol. parc de 2 050 m². UN PETIT RIEN CHANGE LE QUOTIDIEN. A VOIR TRÈS VITE !</p> <p>4, av. Foch, 60300 SENLIS. 44-53-28-96.</p>
 <p>DRAVEIL Sur 680 m² de terrain, 2 appts. 2 s/sol, 4 chbres, 2 s. de bns, 2 cuis., 2 w.-c., piscines 60 m², 100 m² prof. plongeur 2,25 m, couverts, chauffage automati- sée, gar. 2 voit. Px : 1 220 000 F.</p> <p>4, boulevard Aristide-Brind, 91600 SAVIGNY-SUR-ORGE. 69-98-20-41.</p>	 <p>STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS Maison sur 1 220 m² de ter- rain, 210 m² habitables, séjour de 41 m², 4 chbres, 3 salles de bains, bureau, lingerie, sous-sol total, chambre de ser- vice, interphone, terrasse. Px : 1 690 000 F.</p> <p>4, boulevard Aristide-Brind, 91600 SAVIGNY-SUR-ORGE. 69-98-20-41.</p>	 <p>CHANTILLY ENTRE CHATEAU ET GOLF Très belle maison 240 m² s/parc arboré 2 300 m². Res- de-chaussée : hall avec chemi- née, séjour, cuisine, grande chambre, dressing, salle de bains, w.-c. Niveau : 4 cham- bres, salle de bains, dressing sur large mezzanine. Grand sous-sol avec garage. 2 800 000 F. Tél. 43-60-61-34.</p>
 <p>FONTAINEBLEAU (Près) Belle maison de pays, rénovation de qualité, centre village, occup. : entr., wc, cuis. équip., cellier, sd, sers chem., 1^{er} ét. : mezzanine, 3 chbres, a.d.b., s. de bns, wc : grand garage 2 voit., belles dépendances, le tout en parfait état, possibilité pièces supplé- mentaires, le tout sur 600 m² de ter- rain clos de murs, cave à vin. BELLE AFFAIRE. Px : 1 760 000 F.</p> <p>48, rue du Château, 77300 FONTAINEBLEAU. Tél. : 64-22-72-72.</p>	 <p>FONTAINEBLEAU Belle demeure s/2 niv. hall d'entr., cuis. aménag., av. office, s. à man- ger, salon, 1 ch., a. de bns, wc. Et : 3 ch., a. de bns, s. d'ouv, wc, belle terrasse de 30 m², gran. aménagé en 1 ch. + 1 gde pos ; cave, le tout s/bon jard. clos de murs. EXCEPTIONNEL. Px : 1 990 000 F.</p> <p>LA BELLEFONCIÈRE 46, rue du Château 77300 FONTAINEBLEAU Tél. : 64-22-72-72.</p>	<p>Pour paraître dans cette rubrique « BELLES PROPRIÉTÉS » Contacter : 45-55-91-82 poste 43.24.</p>

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

IMMOBILIER
D'ENTREPRISEAGENDA
IMMOBILIER

Richard Ellis

Conseil International en Immobilier d'Entreprises
37/39, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris.
Tél. : (1) 45-63-08-08

Créé en 1773, RICHARD ELLIS est aujourd'hui présent dans 28 bureaux à travers le monde. Une équipe de 1 800 personnes s'attache à vous fournir le meilleur Conseil pour toutes vos questions immobilières. Son expérience et son professionnalisme, reconnus par les plus grands, sont également au service des P.M.I. et P.M.E.

Spécialisés en Ile-de-France depuis 20 ans dans les transactions de bureaux, locaux d'activités et d'entrepôts, RICHARD ELLIS vous aidera à résoudre votre problème immobilier de façon optimale et confidentielle.

RICHARD ELLIS

PARIS - Location

Quartiers d'affaires

17^e arr. 150 m²

bureaux

bureaux

bureaux

bureaux

Ventes

RÉPUBLIQUE

210 m²

SOPREC 45-58-34-88

PL. VOSGES (PRÈS)

Prestige et densité, par.

de 1,5 m², par 210 m²en bon état, 2^e ét.

6 500 000 F + par. s/p.

Jusq. vend. 13 à 17 h 30

5 bis, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

S. 15, rue Pasteur.

BUREAU de 250 m² env.1 600 F HT/m² env.

M. ST PHILIPPE DU ROULE.

3615 BURCOM

Tél. : 42-57-55-76.

42-56-17-50.

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés

et tous services

42-56-17-50.

ALOUER PARIS 10^e arr.Garage Est-Nord 900 m² env.

noct. double, par. s/p.

Quai de la Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

Seine, 15, rue de la

FEAU
Hampton

8 CH. ÉLYSÉES

Emplacement, 125 m², 5 b.7^e ét. s/p. s/p. s/p.

8 BERRY

PROX. CHAMPS-ÉLYSÉES

700 m² en duplex, d'ent.

tr. s/p. s/p. s/p.

8 ANGLE

BOÉTIE-PONTNEUF

130 m² rénové, 7 b.

disponible immédiatement.

8 MADELEINE

Immeuble de très gd stand.

protection lumineuse.

2 plateaux 502 m².2 plateaux 738 m².

9/101 b. par plateau.

8 MIROMESNIL

550 m² - 18 b.

Immeuble très gd stand.

8 AUBER, FACE RER

1 plateau 230 m², très bon

standing, bail de 2 ans.

12 PICPUS

Immeuble moderne

sur chaudière,

bureaux fonctionnels.

185, 300, 573 m².

Disponible immédiatement.

FEAU

Hampton

40.08.10.90

locaux

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			20^e ARRONDISSEMENT			93 - SEINE-SAINT-DENIS		
2^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, 2 ^e étage	7, rue Saint-Gilles	4.080	5 pièces, parking	Noisy-le-Grand	3.800
3 pièces, 3 ^e étage	64, rue Tiquetonne	7.020	86 m ²	AGF - 42-44-00-44	+ 910	98 m ² , 7 ^e étage	21, allée du Clos-Gagnier	+ 1.287
78 m ²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 568	2 pièces + park.	52-58, rue des Haies	3.500		LOC INTER - 47-45-19-97	
3^e ARRONDISSEMENT			55 m ² , 6 ^e étage	CIGIMO 48-24-50-00	+ 700	5 pièces, r.-de-ch.	Tramblay-lès-Gonesses	2.735
3 pièces, r.-de-ch.	7, rue du Grand-Veneur	6.100				100 m ²	2, rue Nicolas-Copernic	+ 1.210
75 m ²	SAGGEL 47-42-44-44	+ 832	78 - YVELINES				LOC INTER - 47-45-19-97	
5^e ARRONDISSEMENT			Maison 6 pièces	Noisy-le-Roi	8.282			
2 pièces, 2 ^e étage	36, rue Monge	4.100	132 m ²	1, square Le Nôtre	+ 477			
58 m ²	AXA - 40-75-59-24	+ 558	2 pièces, 1 ^{er} étage	SGI/CNP - 30-44-01-13	5.350	94 VAL-DE-MARNE		
6^e ARRONDISSEMENT			62 m ²	Saint-Germain-en-Laye	+ 630	2 pièces, parking	Charenton-le-Pont	4.400
2 pièces, 4 ^e étage	1, carrefour Croix-Rouge	4.850	Studio, r.-de-ch.	42 bis, rue des Usines	3.150	48 m ² , 4 ^e étage	155, rue de Paris	+ 601
49 m ²	AGF - 42-44-00-44	+ 430	38 m ²	AGF - 42-44-00-44	+ 300	4 pièces, parking	Charenton-le-Pont	7.000
8^e ARRONDISSEMENT			4 pièces, 1 ^{er} étage	Saint-Germain-en-Laye	5.810	87 m ² , 3 ^e étage	21, rue de Valmy	+ 1.055
Studio, r.-de-ch.	153, boulevard Hausmann	2.630	102 m ²	40 bis, rue des Usines	+ 1.350	3 pièces, parking	Saint-Mandé	5.270
25 m ²	AGF - 42-44-00-44	+ 110	2 pièces, 4 ^e étage	Verailles	3.900	66 m ² , r.-de-ch.	7, rue Fays	+ 875
11^e ARRONDISSEMENT			52 m ²	Verailles	+ 531	3 pièces, parking	Saint-Mandé	5.545
2 pièces meublé	74, rue Amelot	6.300	3 et 4 pièces	2, rue Joseph-Bertrand	A p. de	69 m ² , 1 ^{er} étage	5, rue Fays	+ 875
45 m ² , 5 ^e étage	HOME PLAZZA	CC/SEM	parking	CIGIMO - 48-24-50-00	5.460		LOC INTER - 47-45-19-97	
Studio meublé	74, rue Amelot	3.150	neuf		+ 780			
28 m ² , r.-de-c.	HOME PLAZZA	CC/SEM						
Studio meublé	74, rue Amelot	3.675	92 - HAUTS-DE-SEINE					
36 m ² , r.-de-c.	HOME PLAZZA	CC/SEM	Boulogne	33-35, rue Anna-Jacqu	7.850			
5 pièces, 3 ^e étage	40-21-20-00	6.512	82 m ²	AGF 42-44-00-44	+ 1.550	4 pièces, parking	Enghien	6.200
105 m ² , balcon	35, rue Emile-Le Pau	+ 1.269	5 pièces, 3 ^e étage	Boulogne	5.350	82 m ² , 1 ^{er} étage	103, rue du Général-de-Gaulle	+ 664
12^e ARRONDISSEMENT			90 m ²	140, route de la Reine	+ 1.514	2 pièces, parking	Enghien	3.800
2 pièces	48, avenue Saint-Mandé	3.000	2 pièces, 4 ^e étage	SAGGEL 47-42-44-44	4.200	54 m ² , 1 ^{er} étage	103, rue du Cal-de-Gaulle	+ 432
35 m ² , 6 ^e étage	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 220	49 m ²	46-48, rue de Bellevue	+ 629	3 pièces, parking	Enghien	5.000
Studio, r.-de-ch.	104, rue de Charenton	2.800	3 pièces, 6 ^e étage	SAGGEL - 46-08-80-38	4.700	89 m ² , 2 ^e étage	103, rue du Cal-de-Gaulle	+ 552
43 m ²	SAGGEL 47-42-44-44	+ 380	72 m ²	Courbevoie	+ 420	Maison 5 pièces	Montmorency	5.240
13^e ARRONDISSEMENT			5 pièces, 2 ^e étage	2, avenue du Parc	6.800	107 m ²	4, allée des Grôtes	+ 548
2 pièces, 2 ^e étage	21, rue Vargniaud	3.700	103 m ² , parking	AGF 42-44-00-44	+ 846	4 pièces, 2 ^e étage	SGI/CNP - 39-83-75-04	4.000
57 m ²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 769	4/5 pièces	Garches	8.155	62 m ²	23, rue Jules-Ferry	+ 475
4 pièces, 2 ^e étage	14, rue des Frères-d'Astier	5.650	100 m ² , parking	11 bis, rue des Suisses	+ 800			
83 m ²	SGI/CNP - 45-85-84-15	+ 791	3 pièces, 2 ^e étage	CIGIMO - 48-24-50-00	4.040	33 - GIRONDE		
14^e ARRONDISSEMENT			76 m ²	Garches	+ 1.081	Studio, 1 ^{er} étage	Bordeaux	2.000
Studio, 2 ^e étage	15, rue de l'Ouest	2.730	2 pièces, 3 ^e étage	Isay-J.-P. Timbaud	3.900	Park 350 F/mois	127, rue de Turenne	+ 180
26 m ²	SGI/CNP - 43-20-54-58	+ 325	53 m ²	SAGGEL - 46-08-80-38	+ 552	33 m ²	NWX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	3.750
15^e ARRONDISSEMENT			Studio, 1 ^{er} étage	Isay-J.-P. Timbaud	3.100	3 pièces, 2 ^e étage	Bordeaux	+ 443
3 pièces, 4 ^e étage	8, rue Edmond-Roger	5.150	40 m ²	SAGGEL - 46-08-80-38	+ 421	Park 350 F/mois	127, rue de Turenne	4.540
66 m ²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.353	3 pièces, parking	Neuilly	8.000	102 m ²	NWX CONSTR. - (16) 56-90-11-33	+ 596
16^e ARRONDISSEMENT			85 m ² , 5 ^e étage	223, av. Charles-de-Gaulle	+ 1.300			
3 pièces + park.	10, rue Auguste-Maquet	7.615	3 pièces, parking	Neuilly	6.779			
77 m ² , 4 ^e étage	LOC INTER 47-45-19-97	+ 668	65 m ² , 2 ^e étage	7 bis, rue de Rouvray	+ 572			
4 pièces, 2 ^e étage	6-10, rue Mirabeau	9.300	2 pièces, 1 ^{er} étage	Rueil-Malmaison	2.825			
103 m ²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.862	59 m ² , parking	Boulevard du Gué	+ 430			
2 pièces, 1 ^{er} étage	15-17, rue Raynouard	5.100	3 pièces, 6 ^e étage	Putteux	4.710			
60 m ²	SAGGEL - 47-42-44-44	+ 1.306	74 m ²	16, av. Georges-Pompidou	+ 740			
17^e ARRONDISSEMENT			3 pièces, r.-de-ch.	Rueil-Malmaison	3.049			
Studio, r.-de-ch.	120, avenue Wagram	2.700	68 m ² , parking	Boulevard du Gué	+ 482			
34 m ²	AXA 40-75-59-24	+ 537	2 pièces, 3 ^e étage	Saint-Cloud	4.055			
19^e ARRONDISSEMENT			51 m ²	2-6, square Sainte-Clotilde	+ 350			
2 pièces, 7 ^e étage	2-10, rue de Joinville	3.400	3 pièces, 3 ^e étage	Saint-Cloud	5.750			
46 m ²	AGF - 42-44-00-44	+ 500	73 m ²	21, rue de la Libération	+ 583			
4 pièces, 5 ^e étage	78, rue Petit	5.000	3 pièces, 4 ^e étage	Saint-Cloud	4.995			
79 m ²	AGF - 42-44-00-44	+ 1.180	69 m ²	SAGGEL - 46-08-80-38	+ 490			
2 pièces, 7 ^e étage	10, rue Belleville	3.460	2 pièces, 6 ^e étage	Suresnes	3.540			
52 m ²	AGF - 42-44-00-44	+ 687	53 m ²	16-22, rue S.-de-Rothschild	+ 800			
4 pièces, park.	15-17, quai de l'Our	4.800		AGF - 42-44-00-44				
80 m ² , 4 ^e étage	CIGIMO - 48-24-50-00	+ 1.450						
3 pièces, 7 ^e étage	14, rue de Cambrai	3.700						
62 m ² , park.	AXA - 40-75-59-21	+ 955						



HOME PLAZZA

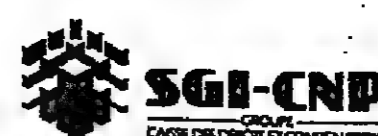
RÉSIDENTE HOTELIÈRE***

Location appartements raffinés entièrement équipés
1 jour, 1 semaine, 1 mois pour 1 à 6 personnes.
Bâtiments historiques 19^e et Eiffel autour de jardins et patio.
Services hôteliers, bureau et secrétariat « à la carte ».
Réservations : 74, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 46-21-20-00.

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



Groupe GTF



SOMMAIRE

■ M. Jean-Charles Naouri, associé-gérant à la Banque Rothschild et Compagnie et ancien directeur du cabinet de M. Bérégovoy de 1982 à 1986, a été entendu par la Commission des opérations de Bourse dans l'affaire de la Société générale (lire ci-dessous).

■ Dotée d'une nouvelle direction, la compagnie multinationale Air Afrique, au bord du dépôt de bilan, se donne cinq ans pour refaire surface (lire ci-dessous).

■ Dans son rapport sur l'évolution des revenus de 1985 à 1988, le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) observe une croissance très modérée des salaires et une « quasi-stagnation » du pouvoir d'achat du salaire net moyen (lire page 38).

■ Dans ses prévisions pour l'année 1989, la Commission européenne estime la croissance économique dans la CEE à 3,5 % (lire page 40).

Cinq ans pour redresser la compagnie

La dernière chance d'Air Afrique

Depuis le 2 mars, la compagnie multinationale Air Afrique tente de redresser une situation qui paraît condamnée au bord du dépôt de bilan avec une dette cumulée de 1 milliard de francs. La France a accepté de boucher le trou à hauteur de 740 millions de francs et de « prêter » le directeur de la Caisse centrale de coopération économique, M. Yves-Roland Billecart, pour occuper le poste de PDG. Ce haut fonctionnaire s'est expliqué le 26 juin à Paris devant le Business Club Press sur sa délicate mission qui représente la dernière chance de survie d'Air Afrique.

Qu'est-ce qui a poussé M. Yves-Roland Billecart, inspecteur des finances de soixante-deux ans, gestionnaire rigoureux, dont toute la carrière s'est déroulée sous le ciel d'Afrique, à accepter ce poste à haut risque, cette « croix » que le premier ministre, M. Rocard lui-même, l'a prié d'assumer le 1^{er} août 1988 ? L'homme reste discret sur ses raisons profondes mais quand on lui fait remarquer que la terre ne se serait pas arrêtée de tourner si Air Afrique avait disparu, il sort de sa réserve. « Les conséquences politiques auraient été considérables », répond-il. La fin de la seule entreprise multinationale de l'Afrique francophone aurait signifié une formidable dépression pour la France. Elle aurait été très durement ressentie par le président Ivoirien Félix Houphouët-Boigny qui est le « père » de cette compagnie et par tous les Africains. Sans parler des 4 000 emplois supprimés et la quasi disparition des relations aériennes interafricaines. Le plan de redressement actuel est celui de la dernière chance. S'il échoue, la France ne donnera plus rien.

monde : réduction de 90 % sur le tarif plein. Pas plus de deux billets gratuits par an et par voyage, étant entendu que le nombre maximum d'enfants admis est de six et que le polygone n'est plus pris en compte. Il a exigé que les dix Etats actionnaires interdisent aux compagnies étrangères de détourner le trafic entre l'Afrique et Paris. Finalement, les bagages enregistrés directement pour Roissy alors que leurs propriétaires transitent par Genève ou Bruxelles.

Une compagnie charters

Cette restriction, M. Roland Billecart ne la veut pas « pour l'éternité », mais le temps de « récupérer » la clientèle. Il s'est demandé « sans aucun complexe » car l'accord général sur les tarifs et le commerce, les fameux GATT, a admis que les pays en voie de développement avaient le droit de se protéger. Pourquoi le marché des services échapperait-il à cette règle ?

Enfin, la France a promis 640 millions de francs de don pur et simple, et 200 millions de francs de prêts à des conditions très douces. « C'est un chiffre définitif », promet le PDG d'Air Afrique.

Sur les chances de succès de sa médication, M. Roland Billecart ne veut pas parier. Certes, les dépenses ont diminué de 1 % au cours des deux premiers mois de l'année, et la chute des recettes semble enrayée. Les grèves de la compagnie UTA valent à Air Afrique un afflux de clientèle. Pour autant, les difficultés demeurent : le Togo a « trahi » en autorisant Sabena à effectuer un nombre de vols excessif ; les Airbus A-300 et les DC-10 sont de trop grande capacité pour certaines lignes et commencent à prendre de l'âge. Comment abaisser les tarifs pour attirer la clientèle la moins fortunée qui se fait de plus en plus nombreuse ? « Nous aurons à créer une filiale charters mais aussi à diminuer nos coûts, car si nous n'avons que de passagers à haute contribution, nous disparaîtrons ».

En conclusion, le PDG d'Air Afrique estime qu'il n'existe pas de mal congénital des entreprises africaines. Après tout, Ethiopian Airlines est la seule du continent noir à faire des bénéfices, mais, pour arriver à cet équilibre, il faut cesser de considérer les compagnies aériennes comme des vaches à lait ». Il se donne cinq ans pour en faire la démonstration.

ALAIN FAUJAS.

(1) Le capital d'Air Afrique appartient à 72 % à la Côte-d'Ivoire, 20 % à la Mauritanie, 5 % au Congo, au Burkina-Faso, au Niger, au Bénin, au Togo, au Tchad, à la République Centrafricaine, et à 28 % à la SODETRAF dont les actions sont réparties entre les Chargeurs SA (15 %) et la Caisse française des dépôts et consignations (25 %).

Ancien directeur du cabinet de M. Bérégovoy de 1982 à 1986

M. Naouri s'explique sur ses achats d'actions de la Société générale

A la suite de nos informations sur son audition par la Commission des opérations de Bourse (le Monde du 29 juin), M. Jean-Charles Naouri, président du directoire d'Ensis (une société d'investissement) et ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy de 1982 à 1986, a publié, mercredi 29 juin, un communiqué dans lequel il explique les opérations d'achat et de vente qu'il a réalisées au cours de l'été 1988 sur le titre de la Société générale.

M. Naouri reconnaît avoir acheté puis vendu avec bénéfice au cours de l'été 1988 des actions de la Société générale. La société d'investissement dont il préside le directoire, Ensis, a acheté en juin et juillet 1988 pour 10 millions de francs d'actions de la Société générale. Ces actions « ont été revendues en quasi-totalité à moins de 400 F avant fin août 1988, deux mois avant la bataille boursière », indique le texte de M. Naouri. Sur ces titres, Ensis a réalisé un gain de 1,5 million de francs (soit 15 %). Selon nos informations, l'ancien directeur du cabinet de M. Bérégovoy aurait réalisé parallèlement et à titre personnel des opérations d'achat et de vente au profit du montant de 1,5 million de francs.

M. Naouri souligne, dans son communiqué, que les « achats d'actions de la Société générale effectués par Ensis » étaient « modestes par rapport aux fonds gérés par celle-ci (trois milliards de francs) », et « par rapport aux mouvements sur ce titre ». Les transactions sur l'action Société générale étaient, en effet, déjà très fournies

au cours de l'été (entre 200 et 400 millions de francs par jour). Mais surtout, M. Naouri explique que les opérations d'achat et de vente de titres de la Société générale « relevaient d'une gestion normale de trésorerie au moment où il était notoire que les actions de sociétés récemment privatisées étaient sous-évaluées ». Il rappelle à ce sujet que si l'essentiel de la trésorerie d'Ensis est placée au Sica de réserves — une forme de placement sans risque, — une partie (entre 200 et 300 millions de francs) est affectée à des opérations sur actions. Cette enveloppe a en particulier été utilisée, entre juin et octobre 1988 à des achats de titres de sociétés privatisées. « On pouvait penser qu'il était de bonne gestion d'en acheter alors que les analyses de places considéraient qu'un cours inférieur à celui de l'offre publique de vente était notablement sous-évalué », explique le communiqué.

Informations privilégiées

Ensis a ainsi acheté puis réalisé des gains sur les titres CGR (des achats pour 37 millions de francs, puis un bénéfice à l'occasion de la revente de 12 millions de francs, soit une plus-value de 32 %). Paribas (respectivement 25 millions d'actions, 3 millions de gains et 20 % de plus-value). Société générale (10 millions d'actions, 1,5 million de bénéfices, 15 % de plus-value) et de Thomson (2,8 millions d'actions, 40 000 F de bénéfices, 1,7 % de plus-value).

Pour la Cof, qui dispose de tous ces éléments, il reste à déterminer si M. Naouri a bénéficié d'informa-

tions privilégiées, non disponibles pour le public. Pour ce faire, M. Naouri confirme qu'il avait été approché en juin-juillet par Marc Bauer, directeur de la Société générale, le chef de file du raid sur la Société générale. M. Bauer avait invité « à participer à un tour de consultation d'un « journal » de privatisées ». Ensis avait alors décliné l'invitation. « L'investissement dans un tel fonds n'entrait pas dans sa stratégie ».

On sait en effet maintenant qu'au début de l'été 1988, M. Georges Pélissier a fait la tournée de tous les investisseurs et industriels susceptibles de participer à un raid sur la Société générale. S'il n'a pas alors développé les mêmes arguments à tous ses interlocuteurs, il ne leur en a pas moins fait connaître, semble-t-il, la perspective de plus-values importantes. Des personnalités aussi diverses que M. Antoine Riboud, le président de BSN, Gilbert Trigano, le patron du Club Méditerranée, Jimmy Goldschmidt, l'ex-directeur de la Générale Occidentale, avaient ainsi été contactés. Ayant refusé l'offre de M. Pélissier, toutes ces personnalités ainsi informées, étaient-elles alors dans l'obligation de s'abstenir, de ne plus acheter et vendre d'actions de la Société générale, au risque de se faire accuser d'exploiter des informations privilégiées ? C'est l'une des questions auxquelles les enquêteurs de la Cof ont cherché à répondre. Il s'agit également pour eux de déterminer si c'est bien à cette occasion, et non pas par d'autres circuits que M. Naouri a été informé des projets de M. Pélissier. Ancien directeur du cabinet de M. Bérégovoy (aux affaires sociales entre 1982 et 1984, puis aux

finances entre 1984 et 1986), M. Naouri n'avait plus, depuis, aucune relation officielle avec le ministre d'Etat. Mais on sait que les deux hommes ont toujours conservé des contacts.

Ce rebondissement dans l'affaire de la Société générale provoque à nouveau un certain malaise à la tête de la Cof. Le rapport d'enquête devait être soumis au collège avant la fin du mois de juin. Il ne l'a pas été. Rue de Bercy, au nouveau siège du ministère des finances, on dément qu'il ait pu y avoir une quelconque pression sur l'institution de la Tour Mirobasco. Interrogé lors des questions orales à l'Assemblée nationale, le jeudi 22 juin, M. Pierre Bérégovoy avait indiqué qu'il n'y avait pas, à sa connaissance, de rapport établi. « S'agissant de la Société générale, a déclaré le ministre d'Etat, j'ajouterais qu'il y a certainement eu des personnes ou des entreprises qui ont acheté des actions pendant la période concernée. L'affaire était du domaine public et il n'y a aucune surprise à attendre du fait que certains aient acheté et vendu des actions pendant cette période. Le timonier fait autorité de l'opération pour avoir eu accès à cet état de fait et à procéder à des achats ».

Il faut rappeler que, jusqu'au lundi 24 octobre, l'affaire en question n'était connue que de ceux que M. Pélissier avait informés. Elle est devenue véritablement publique que lorsque le président de Marc Bauer Investissements a déclaré ses fructueux achats de titres au Comité des Établissements de Crédit et à la Société des Bourses françaises, le 24 octobre donc.

ERIK ISRAELIEWICZ.

La réforme du financement du logement marque le pas

La réforme du financement du logement, et singulièrement de l'accès social à la propriété, semble devoir marquer le pas. Le remplacement du prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) assorti d'aide personnalisée au logement (APL) par un prêt unique versé au démarrage de l'opération d'accession « ne paraît pas aujourd'hui pouvoir être retenu ». C'est ce qu'a déclaré M. Louis Besson, ministre chargé du logement, mercredi 28 juin, à l'Assemblée nationale, en réponse à une question de M. Pierre Métais (PS, Vendée) sur les dotations PAP en 1989. Le « prêt primé », engendrant soit une dévalorisation importante par rapport au système actuel si la

prime était plafonnée à un niveau raisonnable (80 000 F, par exemple), ce qui nuirait à son efficacité sociale ; soit des coûts budgétaires excessifs à court terme si l'on voulait maintenir le niveau d'aide actuel », a ajouté le ministre.

En revanche, les réflexions se poursuivent pour aménager le système actuel, qu'il s'agisse de l'avenir à l'acquisition de logements sociaux sans travaux, de la nécessité d'un apport personnel important ou de la « quotité » du prêt (proportion de celui-ci par rapport au prix d'achat), ce dernier thème faisant l'objet d'un examen attentif dans le cadre de la préparation du budget de 1990.

EN BREF

● Le 1^{er} logement : 0,65 % en 1990 ? — L'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction souhaite que le gouvernement ne diminue pas une nouvelle fois le taux du 1^{er} logement, et que celui-ci reste fixé à 0,65 % des salaires, comme en 1988. Rappelons que la loi du 31 décembre 1986 qui créait cette agence, gérée partiellement par les pouvoirs publics, les organismes collecteurs, les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers, lui avait donné pour mission de recommander chaque année aux pouvoirs publics la fixation de ce taux. Selon l'Agence, les ressources utilisées du 1^{er} logement ont baissé de 500 millions de francs en 1988 (pour une collecte de l'ordre de 9 milliards de francs) en 1989, et devraient à nouveau diminuer de 300 millions de francs en 1990, en raison de la baisse du taux de 0,77 % à 0,65 % les années précédentes.

chargé de l'information se poursuit. Au centre régional de contrôle d'Alençon-Provence, les électroniciens ont cessé le travail pour demander la parité salariale avec les contrôleurs de la navigation aérienne.

● Accord salarial aux chantiers navals sud-coréens de Daewoo. — Les employés des chantiers navals sud-coréens de Daewoo ont voté, le 27 juin, en faveur de l'accord salarial signé avec la direction, ce qui permet de sauver de la faillite cette entreprise créée de toutes pièces. Sur les 9 500 membres du syndicat, 4 925 ouvriers ont voté pour l'échec de l'accord et 4 575 ont voté contre. Les ouvriers ont repris leur travail le 28 juin mettant fin à une grève d'un mois, considérée comme illégale par le gouvernement. L'accord salarial prévoit une augmentation de 700 F par mois environ, mais qui ne serait effectivement versée qu'en janvier 1990. — (AFP.)

● Pas de grève des pilotes de ligne. — Le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) a décidé de suspendre son ordre de grève de vingt-quatre heures entamé pour le 1^{er} juillet. Le syndicat avait lancé ce mot d'ordre pour protester contre le « développement de procédures anarchiques de validation de licences étrangères par les services officiels ». Après avoir reculé sa grève du 21 juin au 1^{er} juillet, le SNPL estime avoir obtenu des assurances des pouvoirs publics sur la « vérification et le maintien des compétences à bord des avions ».

D'autre part, les grands départs en vacances par la voie aérienne seront perturbés par deux autres conflits sociaux non résolus. Sur l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, la grève du personnel

NOVO TEMPO

GOVERNO DE SÃO PAULO

SECTIONNEURS POUR LE SYSTEME DE TRANSPORT DE CESP

APPEL D'OFFRES 8803/89

L'APPEL D'OFFRES 8803/89, de cadre international, se trouve ouvert et complet sur des ressources du PRR n° 194-C/ER consenti par la Banque Interaméricaine de Développement - BID, pour l'approvisionnement de sectionneurs pour le Système de Soustations de Transport de CESP. Cet APPEL D'OFFRES est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID. Les Normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES doivent être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de NCz\$ 100,00 (cent cruzeiros novos) à la Divisão de Tecnologia e Licitação de Materiais, Rua Bela Cintra, 881 - 4^o andar, Cerqueira César - São Paulo, Brasil, de 9 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 heures. L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 03 août 1989 à l'adresse sus-mentionnée.

Direction Administrative

SECRETARIA DE ENERGIA E SANEAMENTO

CESP Companhia Estadual de Energia Paulista

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde AFFAIRES

NANTES-PALMA 900 F*
PARIS-ATHENES 950 F*



Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6 : 46 34 19 79 / PARIS 14 : 45 42 03 87

NANTES : 40 48 64 18 / RENNES : 99 79 58 68 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

منازل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ERELFI-BRETAGNE

L'assemblée générale d'Erelfi-Bretagne s'est tenue le 22 juin 1989 sous la présidence de M. Michel Manchant, a approuvé les comptes de l'exercice 1988 et les comptes consolidés du groupe.

Le bénéfice net d'Erelfi-Bretagne s'est élevé à 23,24 millions de francs, dont 11,27 millions de francs de résultat net d'activité courante contre 10,94 millions de francs en 1987, et le bénéfice net consolidé - part du groupe - à 24,73 millions de francs, dont 12,71 millions de francs de résultat net d'activité courante contre 10,96 millions de francs.

L'assemblée a fixé le dividende à 12,50 F net par action (18,75 F avant fiscalité) et a décidé de verser un acompte de 6,50 F net à été versé en début d'année. Le solde de 6 F net sera mis en paiement le 30 juin 1989.

L'assemblée a ratifié la cooptation comme administrateur de M. Pierre Schmidt, président de la Financière Simeon-Chatillon, en remplacement de M. Michel Manchant, administrateur de la Compagnie marocaine, et de M. Jean-

François Poupinel, directeur général de Cofirooute, en remplacement de M. François Denicot.

Le président a indiqué que sur la base des éléments de prévision dont la société dispose à ce jour, le résultat net consolidé hors plus-values de cession devrait être en augmentation de 10 % environ en 1989, et le bénéfice net global, plus-values de cessions incluses, s'élèver à plus de 35 millions de francs, du fait des plus-values dégagées au premier semestre de la cession de deux participations marocaines. Il a précisé que la valeur estimative de l'action Erelfi, compte tenu notamment de la hausse des cours des participations cotées, était actuellement de l'ordre de 540 F.

Lors de la réunion du conseil d'administration tenue à l'issue de l'assemblée générale, M. Michel Manchant, administrateur depuis 1969 et président depuis 1977, a remis son mandat de président à la disposition du conseil, qui a rendu hommage à sa gestion - dont méritait l'augmentation importante de

la valeur de l'action Erelfi depuis dix ans - et l'a nommé président d'honneur de la société dont il reste administrateur.

M. Pierre Schmidt, président de la Financière Simeon-Chatillon, actionnaire majoritaire à la suite de son offre publique d'achat en décembre 1988, a été élu président à compter du 1^{er} juillet 1989.

Le conseil d'administration de la filiale Compagnie franco-marocaine (ancienne Compagnie des chemins de fer du Maroc) réuni le même jour a élu président M. Yves Anisot, directeur général adjoint d'Erelfi-Bretagne, en remplacement de M. Michel Manchant, qui reste également administrateur de cette société. M. Maurice Doumenge, dont le mandat d'administrateur a été renouvelé par l'assemblée, a été réélu vice-président. M. Pierre Schmidt ayant été lui-même nommé administrateur.

Mme Agnès Morel a été confirmée dans ses fonctions de directrice administrative et financière d'Erelfi-Bretagne et de la Compagnie franco-marocaine.

BANQUE NATIOTRESORERIE

L'Assemblée Générale de la Banque Natiotrésorerie, réunie le 13 avril 1989 sous la présidence de M. Thierry COSTE, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le total du bilan a atteint un volume de 30 milliards de francs (+15,4 %).

Le bénéfice net a très fortement progressé et s'est établi à 203 millions de francs contre 42 millions de francs pour l'exercice précédent.

Ce résultat repose sur des opérations d'arbitrage et de trading (40 % du bénéfice) et sur des opérations de portefeuille en francs et devises (60 % du bénéfice).

L'exercice 1988 a été marqué par le développement des opérations de gestion pour compte de tiers; la banque gère, au travers de sa filiale ANTIGONE GESTION, une trentaine de fonds communs spécifiques « Grandes Entreprises », représentant un volume de 2,3 milliards de francs.

L'essor de l'ensemble de ces activités a exigé un effort d'investissement important. La Banque a créé une salle des marchés moderne constituée de 20 postes d'opérateurs et a engagé un processus de mise à niveau de son outil informatique.



ACTIONNAIRES DE SUEZ, votre dividende en actions ou en espèces.

Les résultats 1988 du Groupe Suez enregistrent un bénéfice net de 2,7 milliards de francs en hausse de 27 % et un résultat par action de 35 francs en légère augmentation.

En 1989, les bénéfices devraient dépasser 3,6 milliards de francs (+30 %) notamment grâce à la contribution importante de sa nouvelle filiale, la Générale de Belgique.

Votre Assemblée Générale, réunie le 27 juin, a approuvé la distribution d'un dividende de 6,30 francs par action (945 francs avec avoir fiscal) qui sera versé le 28 juillet.

Vous aurez, pour la première fois, le choix entre un paiement en

espèces ou en actions. Ce choix devra s'effectuer impérativement entre le 3 et le 21 juillet prochains auprès de votre intermédiaire financier. Au-delà de cette date, votre dividende sera automatiquement payé en espèces.

Quelle que soit l'option choisie, le dividende est impossible dans les conditions du droit commun.

Si vous choisissez le paiement en actions, ces informations vous intéressent :

- cette option ne peut concerner que la totalité de vos dividendes,
- le prix des actions émises est de F 300 (90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de Bourse ayant précédé la date

de réunion de l'Assemblée Générale, diminuée du montant net du dividende de l'exercice 1988),

- si le montant du dividende ne comprend pas un nombre entier d'actions, vous pourrez recevoir soit le nombre d'actions inférieur qui sera complété par un versement en espèces, soit le nombre supérieur et vous devrez payer la différence,
- ces actions nouvelles (créées avec jouissance au 1^{er} janvier 1989) seront cotées dans le courant du mois d'octobre prochain.



Pour tout complément d'information, vous pouvez consulter Suez Actionnaires, Direction de la Communication, 1, rue d'Asnières 75008 Paris. Tél. (1) 40.06.64.00.

Économie

CONJONCTURE

Un constat du Centre d'étude des revenus et des coûts

Le pouvoir d'achat du salaire net moyen a « quasiment stagné » de 1985 à 1988

Avec un montant de 4 917 milliards de francs en 1988, le revenu national de la France a augmenté, en francs constants, de 3,4 % par rapport à 1987. C'est ce qu'indique le *Constat de l'évolution récente des revenus en France*, publié le 29 juin, par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) pour la septième année consécutive (1). Au cours de la période 1985-1988, les revenus des entreprises individuelles ont progressé plus vite que la rémunération du travail salarié, dont la part dans le revenu national est passée de 63,3 % en 1985 à 60 % en 1988.

De 1985 à 1988, l'évolution des salaires est restée modérée. Le CERC observe que, globalement, le pouvoir d'achat de la masse des salaires bruts s'est accru de 1,6 % en moyenne par an. Mais, en raison des hausses de cotisations sociales, le rythme annuel moyen de progression de la masse des salaires nets a été de 0,6 % en francs constants. Le pouvoir d'achat du salaire net moyen, tous salariés confondus, a « quasiment stagné ». L'étude montre de nouveau que, pour l'essentiel, la croissance de la production a pour origine les gains de productivité. De 1985 à 1988, en effet, « la productivité globale de l'économie française a continué d'augmenter de 1,5 % en moyenne par an ».

Si, en francs constants, les variations salariales ont été de faible amplitude, la situation est contrastée selon les secteurs. Dans le secteur privé et semi-privé, le pouvoir d'achat du SMIC net a baissé en 1988, malgré le coup de pouce de juillet. Un rappel intéressant au moment où M. Rocard renoue avec la même méthode de revalorisation pour 1989. De 1985 à 1988, le SMIC net n'a progressé en moyenne annuelle que de 0,1 % par an. L'augmentation des rémunérations nettes, en valeur réelle, a été inférieure à 0,5 %. La cause est à rechercher dans les hausses de cotisations sociales. Selon le CERC, « le taux annuel moyen effectif des cotisations sociales obligatoires à la charge des salariés s'est établi à 15,81 %, soit 1,52 point de plus qu'en 1985 ».

Rigueur pour les fonctionnaires

Les effets des changements de structure des qualifications (la hausse de la proportion de cadres tirant la moyenne des rémunérations vers le haut) ont un effet favorable sur l'évolution des salaires. Ainsi, si l'on prend en compte l'incidence des effets de structure par sexe ou qualification, l'augmentation du salaire net moyen s'établirait à 0,7 % de 1987 à 1988. Sur trois ans, la hausse correspondante de pouvoir d'achat du salaire net serait proche de 1 % par an. Chez les ouvriers en 1988, les salaires bruts ont évolué en moyenne de 3,4 % mais pour les moins qualifiés la progression a été moins forte (+3,1 % pour les « manœuvres ordinaires »). Si l'on considère la variation annuelle des salaires nets de 1985 à 1988, toutes les catégories sociales ont connu un léger accroissement leur pouvoir d'achat à l'exception des cadres moyens et des techniciens qui ont enregistré une légère baisse.

Pour la fonction publique d'Etat, le CERC constate « un strict maintien en 1988 des taux bruts de rémunération en valeur réelle ». En

moyenne annuelle, il en résulte une très légère baisse des traitements nets (-0,3 %). La diminution est plus forte sur l'ensemble de la période : « De 1985 à 1988, les taux nets de rémunération (hors primes) ont baissé en moyenne de -0,8 % par an en francs constants ». Si l'on prend en compte les décroissements de carrière, « l'augmentation moyenne des rémunérations s'établit sur la période 1985-1988 à 1,5 % par an en brut ou 1 % en net. Les rémunérations en valeur réelle ont progressé au total moins vite que ce que donne le seul jeu des avancements de carrière (environ 1,7 % à 1,9 %) dont on fait l'objet les agents considérés ».

Dans les entreprises nationales à statut (Carbone de France, EDF, SNCF, RATP), « les taux réels de rémunération ont nettement moins diminué en 1988 qu'au cours des deux années précédentes (-0,3 % au lieu de -1,4 % pour les taux bruts) ». Les agents « continuent présents » n'ont en dédommation sur trois ans qu'une légère augmentation de leur pouvoir d'achat de leurs rémunérations nettes (+0,3 % par an en moyenne). De 1987 à 1988, les hausses des salaires nets incluant les avancements de carrière ont été de 1,1 %. Le salaire net moyen a vu son pouvoir d'achat baisser de 0,4 % par an en moyenne de 1985 à 1988. Mais de 1987 à 1988, la croissance a été de 0,6 %.

Pour les revenus agricoles, le CERC observe que « après une croissance marquée en 1987 (+1,7 %), le pouvoir d'achat par exploitation a nettement diminué en 1988 (-6,9 %) ». Pour les professions de l'alimentation et celles du commerce non alimentaire, le pou-

voir d'achat a progressé de 1985 à 1988. Mais l'année dernière a été peu favorable sauf pour les boulangers (dont le bénéfice avant déduction des cotisations sociales personnelles, en francs constants, progresserait de 3 % à 6,5 %). Après une stagnation en 1987, les pharmaciens ont enregistré en 1988 des résultats « en forte croissance ». Pour les prestataires de services (coiffeurs, hôteliers, cafetiers et restaurateurs), 1988 a été caractérisée par « un net progrès du bénéfice » sauf pour les restaurateurs automobiles. Entre 1985 et 1988, le revenu des artisans du bâtiment, en francs constants, s'est accru de 3 % à 4 % l'an.

Seules les professions de santé sont prises en considération, comme les années précédentes, pour les professions libérales. Au total, « le bénéfice moyen (après déduction des cotisations sociales personnelles), exprimé en francs constants, a été d'un peu plus de 2 % par an de 1985 à 1988 ». L'année dernière s'est révélée meilleure que 1987 (+4,9 % contre -3 %). Les revalorisations de barèmes ont globalement favorisé de 1987 à 1988 une « amélioration » du pouvoir d'achat des diverses professions sociales, les médecins ayant été la règle de 1985 à 1988. Toutefois, en raison du relèvement des cotisations sociales, le pouvoir d'achat des retraités nettes des cotisations a diminué faiblement de 1985 à 1988. Il en est de même pour les fonctionnaires, décidément peu « privilégiés ».

M. M.

(1) Documents du CERC n° 93 diffusés par la Documentation française, 29-31, quai Voltaire Paris cedex 07 (au prix de 76 F).

NOVO TEMPO

GOVERNO DE SÃO PAULO

PYLONES METALLIQUES POUR LE SYSTEME DE TRANSPORT DE CESP

APPEL D'OFFRES 8802/89

L'APPEL D'OFFRES 8802/89, de cadre international, se trouve ouvert et comptera sur des ressources du Prêt n° 194-IC/BR consenti par la Banque Interaméricaine de Développement - BID, pour l'approvisionnement de 1.323.078 kg de pylônes métalliques pour le système de transport de 460 et 138 kV du système de transport de CESP.

Cet APPEL D'OFFRES est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID.

Les Normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de NCz\$ 100,00 (cent cruzados novos) à la Divisão de Tecnologia e Licitação de Materiais, Rua Bela Cintra, 881, 4° andar, Cerqueira César - São Paulo - SP - Brasil, de 9 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 heures.

L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 02 août 1989 à l'adresse sus-mentionnée.

Direction Administrative
SECRETARIA DE ENERGIA E SANEAMENTO

CESP Companhia Energética de São Paulo

NOVO TEMPO

GOVERNO DE SÃO PAULO

CABLES ELECTRIQUES EN CUIVRE POUR LE SYSTEME DE TRANSPORT DE CESP

APPEL D'OFFRES 8805/89

L'APPEL D'OFFRES 8805/89, de cadre international, se trouve ouvert et comptera sur des ressources du Prêt n° 194-IC/BR consenti par la Banque Interaméricaine de Développement - BID, pour l'approvisionnement de 36.000 mètres de câbles électriques en cuivre pour le système de transport de CESP.

Cet APPEL D'OFFRES est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID.

Les Normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de NCz\$ 100,00 (cent cruzados novos) à la Divisão de Tecnologia e Licitação de Materiais, Rua Bela Cintra, 881, 4° andar, Cerqueira César, São Paulo - SP - Brasil, de 9 à 11 heures et de 13 h 30 à 16 heures.

L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 04 août 1989 à l'adresse sus-mentionnée.

Direction Administrative
SECRETARIA DE ENERGIA E SANEAMENTO

CESP Companhia Energética de São Paulo

tomie

du salaire des...
de 1985 à 1986

Économie

Le rapport annuel de la Cour des comptes

La Cour des comptes, dont la mission est de vérifier les dépenses et les recettes de l'Etat, des collectivités territoriales et de tous les établissements qui leur sont rattachés, a publié mercredi 28 juin son rapport annuel (le Monde du 29 juin).

Si la façon dont l'Etat gère son budget ne soulève pas de critique majeure de la part des magistrats de la rue Cambon, ils publient de nombreux dossiers particuliers où les dépenses et les dérives sont particulièrement frappantes.

Les errements de la formation professionnelle continuent d'être la Sécurité sociale. Illustrant par exemple les conséquences d'un système lourd, pléthorique et

insuffisamment coordonné. De manière générale, les remarques de la Cour mettent en cause les relations souvent sclérosées ou mal coordonnées de divers organismes publics avec leurs fournisseurs ou sous-traitants. Qu'il s'agisse des ventes de situation créées au profit de certaines prestations de services ou des achats désordonnés de stages de formation, c'est la maîtrise des dépenses publiques qui est ainsi, comme chaque année depuis 1938, mise en question.

Divers autres dossiers conduisent à s'interroger sur les détournements d'avantages fiscaux (crédit d'impôt fictif), la saine gestion de certains organismes (HLM) ou

tout simplement la capacité de planification mise en œuvre sur de grands projets d'infrastructure.

Dans ce dernier domaine, les dérapages du plan câble et ceux du minitel constituent de bons exemples. Dans le cas du plan câble, il existe un décalage net entre l'ambition des objectifs initiaux et la mauvaise coordination de ce très lourd projet. Quant au minitel, c'est son déficit chronique qui inquiète les magistrats. Ils proposent même des solutions pour compenser en partie les pertes de ce système.

Nous publierons demain d'autres dossiers tirés du rapport 1989 de la Cour.



OFFICES D'HLM

« Insuffisances » de gestion à Paris et en Seine-Saint-Denis

Avec un beau sens de l'équilibre politique, la Cour des comptes épingle trois offices publics d'HLM de la région parisienne, celui de la Ville de Paris (RFR) et ceux de la Seine-Saint-Denis (PC). C'est par ricochet que ces gestionnaires du logement social sont mis en cause, à la suite de la vérification des comptes des collectivités locales, car il est normal que celles-ci aident leurs offices publics d'HLM. « Ces aides ne doivent pas avoir pour effet de transférer aux contribuables locaux la charge d'erreurs ou d'insuffisances de gestion des responsables des offices ».

Les constatations faites sont du même ordre que celles enregistrées en 1984 lorsque la Cour des comptes s'était intéressée à la gestion de trente-neuf offices d'HLM. En Seine-Saint-Denis, comme à Romainville, le montant des loyers impayés s'accroît, les créances douteuses sont insuffisamment provisionnées, les factures sont payées en retard. Le déficit comptable cumulé d'exploitation est passé, en Seine-Saint-Denis de 90 millions de francs en 1982 à 141 millions en 1986. Ainsi les collectivités locales viennent-elles au secours de leurs offices : le conseil général de la Seine-Saint-Denis a ainsi « allongé », de 1984 à 1988, la baguette de 174,5 millions de francs, réduisant le déficit cumulé de l'office départemental à 17 millions. La commune de Romainville a, de son côté, versé de 19 millions à son office.

Dans le même temps, on se refuse, à Romainville, à faire payer des surloyers aux locataires, même lorsque les revenus de ceux-ci le justifient. A l'office de Seine-Saint-Denis, on a réduit le champ d'application des surloyers lorsque l'office

a récupéré des logements de l'ancien office interdépartemental de la région parisienne.

A l'office de la Ville de Paris, on n'a pas tout à fait les mêmes problèmes, puisque la clientèle est soluble, l'office ayant « dans la période récente, donné la préférence dans l'attribution des logements aux candidats titulaires de revenus moyens ». Plus de 60 % des locataires récents assujettis à un surloyer ont des revenus dépassant de 80 % le plafond réglementaire de ressources, les logements vacants sont trop nombreux selon les experts de la Cour (ils sont passés de 3 000 à 4 000, entre 1984 et 1987). Et c'est plutôt la Ville qui doit de l'argent à l'office : plus de 4 millions de francs en 1988.

La politique du personnel laisse aussi à désirer : le recrutement, fin 1984, de dix-neuf agents contractuels de haut niveau, grâce à des cabinets spécialisés (dont les services ont coûté 1,2 million de francs), le versement d'indemnités confortables (près de 50 000 F par agent), cela a été une opération d'autant plus coûteuse que « quatre-vingt-dix agents ont été recrutés sans quitter l'office depuis ».

L'office de Paris s'est lancé dans une politique ambitieuse de rénovation (plus de vingt opérations) pour ses « camps » pour ce qui d'années collectives, et le solde débiteur en fin 1982 à 243 millions à la fin de 1987, ce qui pèse sur la trésorerie de l'organisme.

Un effort a déjà été fait pour améliorer la gestion des offices HLM depuis 1984, mais les besoins en logement social de la région parisienne exigent une amélioration de la rigueur de gestion.

SÉCURITÉ SOCIALE

La formation, chère et inadaptée

Coûteuse et souvent inadaptée : telle est la formation du personnel du régime général de Sécurité sociale, selon la Cour des comptes, en particulier dans les centres régionaux de formation professionnelle (CRFP).

Les coûts sont mal connus, « en l'absence d'une comptabilité analytique fiable dans l'ensemble des organismes du régime général ». Mais, « à eux seuls, les frais de fonctionnement des CRFP atteignent environ 90 millions de francs en 1987, soit près du quart des dépenses de formation du régime, hors rémunération des stagiaires et frais de déplacement ». En 1986, l'heure de stage revenait à un prix variant de 726 F à 10 824 F (en Antilles-Guyane), et la journée en Lorraine-Champagne-Ardenne coûtait 912 F par stagiaire, alors que « nombre d'organismes extérieurs proposent des stages analogues à 500 F ou 700 F ». Pourtant, le plus des centres bénéficie souvent de locaux mis à disposition ou loués très bon marché par des caisses de Sécurité sociale.

Ces stages, au lieu d'être facturés aux organismes utilisateurs, sont financés par des cotisations des organismes adhérents, « au détriment des caisses d'allocation familiale et des centres d'information qui coûtent pour tous leurs agents », alors que les centres offrent pas de formations appropriées pour les travailleurs sociaux et les informaticiens ! Il en résulte « une véritable gabegie incitant, selon un directeur de caisse primaire, à une consommation de stages tous azimuts », pour rentabiliser les centres.

L'activité des centres, créée pour assurer la formation des nouveaux agents, ayant fortement baissé

depuis 1983, le prix de revient des stages a encore augmenté : en Antilles-Guyane, il a été multiplié par 4,5 entre 1983 et 1986. Les locaux sont aujourd'hui souvent « surdimensionnés » : ceux du Nord-Pas-de-Calais ou de Rhône-Alpes, par exemple, peuvent accueillir en une seule fois - près de 10 % de l'effectif formé en une année.

Le nombre des stagiaires est souvent très faible : une douzaine en moyenne pour une session animée par deux formateurs, alors que l'Union des caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS), qui gère le personnel des caisses, estime qu'il faut au moins quatre stagiaires par animateur le coût devient « prohibitif ». Le désir de développer du « surmarché » pour compenser la baisse d'activité a abouti à Marseille en 1987 à l'organisation de sessions de formation en éducation sanitaire, l'une pour deux personnes, l'autre pour cinq.

Les frais de personnel représentent 70 % à 80 % des dépenses de fonctionnement, et le personnel, notamment administratif, est souvent pléthorique : « En Antilles-Guyane, on compte neuf cadres et agents administratifs pour chaque animateur. En Lorraine-Champagne-Ardenne, chaque animateur a effectué en 1986 quarante heures de cours par mois, soit l'équivalent de cinquante-six jours par an, alors que la norme est de cent dix ». Souvent en surnombre, les animateurs sont néanmoins eux-mêmes parfois insuffisamment formés : « Le niveau de formation initiale demeure souvent médiocre : BEPC, première partie du baccalauréat, avec, parfois un diplôme du cours de cadres de la Sécurité

sociale ou une formation d'animateur ».

Les plans de formation des caisses, « lorsqu'ils existent, sont généralement « très insuffisants » : ce ne sont que des catalogues de stages qui privilégient les activités dites « d'épanouissement personnel » au détriment de la formation professionnelle. Ainsi, la formation initiale refondue, réclamée depuis longtemps n'est entrée en application qu'en 1987, au moment où il est devenu plus utile de perfectionner les techniciens en place, compte tenu des sureffectifs.

Les papilles filiformes et coralliformes

Les informations générales tiennent une place prépondérante dans l'activité de nombreux centres : notamment des stages de psychologie et de relations humaines aux intitulés mirobolants : « synergisme », « asservissement », « concubage », « sociométrie », « communication duelle », qui « s'apprennent fréquemment à des séances de psychothérapie » ou à « des activités ludiques ». Ainsi, « les stagiaires apprennent à mieux se connaître en étudiant une brochure de l'UCANSS consacrée aux perceptions », qui détaille les diverses fonctions : « des papilles filiformes, coralliformes, fongiformes et calciformes de la face supérieure de la langue », puis à se méfier des apparences en étudiant les illusions d'optique, avant de s'adonner à des jeux de rôle, de mime, de billes ou de construction et de s'exercer aux découpages et aux charades pour se convaincre de l'utilité du travail en équipe ». D'autres stages de « créativité » visent à « développer l'expres-

FISCALITÉ

Le crédit d'impôt fictif « préjudice substantiel pour le Trésor public »

L'évasion fiscale a des limites. Après avoir réduit leurs impôts pendant une bonne demi-douzaine d'années à coups de crédits d'impôts fictifs, les banques et organismes gestionnaires de SICAV et fonds communs de placement vont devoir donner un coup de frein. La Cour des comptes a épinglé un certain nombre d'établissements financiers dans son dernier rapport et la direction générale des impôts s'est décidée à envoyer quelques inspecteurs au sein d'un certain nombre d'entreprises du secteur financier.

Quant à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, des finances et du budget, il a, le 10 mai dernier, notifié une série d'instructions à l'Association française des banques pour interdire à ses adhérents de telles pratiques. Ses services préparent pendant ce temps une « instruction » qui rendra l'interdiction de crédits d'impôts fictifs définitive.

Pour cause d'exploitation systématique d'un vide de la législation fiscale, le Trésor aurait perdu « plusieurs milliards de francs par an » au titre du crédit d'impôt fictif, la Cour des comptes. Cet abus de droit est né il y a une demi-douzaine d'années environ « de l'imagination des agents de change », affirme un banquier. « Plutôt de petits courtiers en tout genre », affirme un autre. L'idée a en tout cas fait son chemin. Aujourd'hui, on compterait sur les doigts d'une main les établissements (banques, caisses de retraites...) n'ayant jamais eu recours à cette astuce.

Qu'est-ce que le crédit d'impôt fictif ? C'est une taxe prélevée à la source par l'Etat au moment du détachement de coupon et déductible ultérieurement par l'actionnaire d'une SICAV ou d'un fonds commun de placement sur ses impôts. Comment créer un crédit d'impôt fictif ? En poussant dans ses limites extrêmes une généralité de l'administration fiscale : pour ne pas pénaliser les SICAV et les FCP, le fisc avait prévu que, entre la clôture de l'exercice et la distribution du

crédit d'impôt, les nouveaux souscripteurs de parts au sein d'une SICAV ou d'une FCP se verraient attribuer un crédit d'impôt... au même titre que les autres actionnaires. Crédit d'impôt qui ne correspondait bien sûr à aucune prélevement à la source. Il suffit alors de multiplier les entrées et sorties sur les SICAV et FCP pendant cette période pour bénéficier d'un crédit d'impôt indu. La Cour des comptes cite ainsi en exemple un FCP qui au lieu de 9 millions de crédit d'impôt en a ainsi distribué plus de 30. Cet exemple « pour révéler qu'il s'agit d'un abus », cependant l'incrimination de la source du mouvement, car c'est par milliards de francs que les entrées et sorties à but exclusif de crédit d'impôt se produisent ces dernières années.

Bonne fille

L'administration fiscale reste cependant bonne fille dans la mesure où elle ne pénalise qu'un seul type de crédit d'impôt fictif : celui créé artificiellement par des établissements financiers soumis à l'impôt. Elle laisse de côté un autre type d'abus : celui de transfert de crédit d'impôt d'un établissement défiscalisé à un établissement qui ne l'est pas. Autrement dit, il est encore possible à une caisse de retraite (établissement défiscalisé) qui subit un prélevement à la source qu'elle ne peut récupérer de transférer, à la veille du détachement de coupon, ses SICAV et FCP à un établissement fiscalisé. Avec le coupon, c'est donc un crédit d'impôt fictif qui est ainsi transféré - souvent par simple jeu d'écriture. Quant au bénéfice fiscal ainsi réalisé, il est partagé à parts plus ou moins égales entre les deux établissements. « Nous allons attendre un peu avant de nous attaquer à ce morceau-là », explique un représentant du ministère des finances.

Y. M.

Très cher minitel...

A la fin 1987, les PTT avaient investi 8,3 milliards de francs dans la télématique, pour des recettes ou des économies cumulées évaluées à 2,94 millions de francs par la Cour des comptes. Et ce solde négatif pourrait subsister longtemps : l'administration elle-même prévoit un déficit de 4,1 milliards (sur 23,8 milliards de dépenses cumulées) en 1995. Ce chiffre pourrait même être augmenté si une redevance de 10 F par minitel et par mois n'est pas instaurée à partir de 1990. Or, relève la Cour, aucune date n'est actuellement fixée pour cette mesure.

« La mise à disposition gratuite des terminaux minitel a conduit l'administration à prendre un risque financier important, juge donc la Cour. Selon elle, les risques juridiques ne sont pas moindres, l'administration devant « prendre garde à ne pas se trouver en situation de complicité, par fourniture de moyens, à l'égard d'activités qui viendraient à être déclarées délictueuses par le juge pénal et dont le réseau Télématique constituerait le support ».

A cette mise en garde qui vise notamment les messageries « roses », le ministère des PTE répond que la mise en place en 1988 de conventions avec les fournisseurs de service Télématique, d'un code de déontologie « est restée efficace » et qu'« aller plus loin « relative de la justice ». Quant à la rentabilité du programme Télémat, elle doit prendre en compte, selon le ministère des PTE, les retombées industrielles et techniques, qui se traduisent par une valeur ajoutée de 8 milliards de francs dans l'industrie et par douze mille à quinze mille emplois, dont la moitié nouveaux.

CENTRE DE FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX

« Absentéisme » et « autonomie excessive »

Créé par une loi du 13 juillet 1972, le Centre de formation des personnels communaux (CFPC) a pour mission d'assurer la formation des agents municipaux et de les préparer aux concours. De 1984 à 1987, cinq lois ont successivement réformé le CFPC devenu aujourd'hui le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) dont les missions ont été élargies.

La Cour relève « une persistance des lacunes, erreurs et irrégularités, dans la passation des marchés notamment » : elle estime que le personnel (1 100 agents en 1987) est pléthorique et « souvent gratifié de promotions injustifiées ».

« Le conseil d'administration de 25 membres, dont les réunions souffrent d'un absentéisme important, n'a pas rempli sa mission d'orientation et de contrôle. Les 26 délégations régionales et les 90 délégations départementales se sont accordées une autonomie excessive allant au-delà des textes, précise la Cour. La direction n'a pas été capable d'imposer une autre politique que celle du « laissez faire », sans établir d'organigramme des services, redondants et mal coordonnés, et sans définir les procédures financières ».

Quant aux rémunérations des dirigeants, elles ont suivi des circuits anarchiques : « Bien que, selon la réglementation, les fonctions d'administrateur fussent gratuites, des indemnités, non déclarées à l'administration fiscale, ont été allouées aux administrateurs et aux délégués régionaux et départementaux avec possibilité de cumul lorsqu'une même personnalité intervenait à plusieurs titres et sans qu'il soit tenu compte de la participation effective aux travaux du conseil et des délégations. Il en a coûté 8,7 millions de francs en 1987, le président ayant reçu, au total, 231 500 F et un vice-président 207 000 F ».

Le ministre des finances, dans sa réponse, indique que les « constatations faites par la haute juridiction font actuellement l'objet d'un examen attentif afin de déterminer les modalités selon lesquelles les errements observés peuvent être sanctionnés ».

Le président du CNFPT précise notamment pour sa part que « si les recettes de l'établissement sont passées de 200 millions en 1980 à 600 en 1987, c'est tout simplement parce que les besoins en formation sont passés de 64 000 heures en 1974 à 800 000 heures de formation stagiaires en 1987 ».

PLAN CABLE

L'échec du partenariat

« Entre les études préliminaires et les évaluations les plus récentes, l'estimation du coût de raccordement a été multipliée par sept », relève la Cour des comptes, qui en déduit que la rentabilité des réseaux de télévision du Plan câble restera « fortement négative durant toute leur durée de vie ». Choix technologiques hésitants, réforme nécessaire mais insuffisante en 1986, fiasco du partenariat avec les communes qui laisse « face à face l'Etat - unique investisseur - et des opérateurs commerciaux exclusivement soutenus de leur propre rentabilité », la Cour aligne les preuves de décalage entre « des objectifs initiaux particulièrement ambitieux » et une réalisation « marquée par de nombreux mécomptes ».

Compte tenu des difficultés de commercialisation, aggravées par les « initiatives non coordonnées des pouvoirs publics », le crup de recettes théoriques n'atteindra sur une durée de quinze ans que 31 % de l'investissement (plus de 20 milliards de francs) décidé en 1982, estime la Cour, pour mieux regretter qu'une telle opération « n'est pas été précédée par des études de marché plus sérieuses ». Peu tendre pour la défunte Mission câble (« études d'intérêt faibles par rapport à leur coût », financement de programmes non diffusés...), la Cour relève aussi le passage chez un opérateur privé de l'ingénieur chargé du dossier du câble à la DGT, « une situation critiquable » à laquelle elle souhaite mettre fin.

Dans sa réponse à cette avalanche de critiques, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace met en avant la « part d'extrapolation, donc de risque » que comporte « tout grand dessin industriel », et explique par le contexte politique la « difficulté du partenariat avec les communes ». Reconnaissant les problèmes de commercialisation du câble, M. Paul Quilès s'appuie sur les mesures de correction prises en 1986, et surtout en 1988, pour conclure qu'il « serait tout à fait malencontreux et injustifié de condamner le Plan câble ».

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330

مكتبة جامعة القاهرة

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

A COMPTER DU 3 JUILLET 1989 :
PAIEMENT DU DIVIDENDE
PUIS DIVISION DES ACTIONS PAR 5

Les assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires de CEP Communication se sont tenues le 15 juin 1989 sous la présidence de Christian Brégon.

Les comptes de l'exercice 1988, déjà publiés (croissance du chiffre d'affaires + 32 %, croissance du résultat net + 57 %), ont été approuvés.

Dividende net payable à partir du 3 juillet 1989

Le dividende net a été fixé à 24 F, auquel s'ajoute l'impôt déjà versé au Trésor, soit un total de 36 F correspondant à une augmentation de 50 % sur l'exercice précédent.

Division des actions par 5

Après versement du dividende, l'action CEP Communication sera divisée par 5, son nominal étant porté à 10 F après augmentation de 25 F à 50 F par incorporation de réserves.

Cette opération, destinée à faciliter les transactions sur le titre et l'accès des petits porteurs au capital, s'effectuera automatiquement sans frais pour les actionnaires. Ainsi, chaque porteur d'une action CEP Communication de 25 F nominal recevra en échange 5 actions de 10 F nominal.

Prévisions en hausse pour l'exercice 1989

Christian Brégon a indiqué aux actionnaires présents que la prévision d'augmentation minimale de 15 % du résultat 1989 sera revue à la hausse compte tenu de l'activité du premier semestre.

Prévisions
1989
en hausse

BSN : DES NOUVELLES
TOUS LES JOURS

Pour vous informer en permanence sur BSN,
composez sur votre minitel :

36.16 : CLIFF puis tapez 3

Ce nouveau service vous donnera immédiatement :

- une information permanente sur le cours de l'action et les volumes traités
- une synthèse des données économiques et financières ainsi que des résultats du Groupe
- les derniers communiqués de presse
- le bloc-notes de l'actionnaire.



Pour tous renseignements sur ce service minitel, vous pouvez joindre :
BSN - Direction de la Communication Externe et Financière
7, rue de Téhéran - 75381 PARIS CEDEX 08 - Tél. 42.99.12.57

La Compagnie OPTORG

a cédé au Groupe américain

KOHLER

le contrôle des sociétés

DUPONT SANITAIRE CHAUFFAGE

et MULLE-PATTY

Cette opération a été réalisée
dans le cadre d'une vente aux enchères
internationale organisée par la
BANQUE LOUIS-DREYFUS.



BANQUE LOUIS-DREYFUS

Département Affaires : Jérôme ANSIEAU

6, RUE RABELAIS, 75008 PARIS - Tél. 43.59.07.59



COMPAGNIE OPTORG

L'assemblée générale ordinaire réunie le 27 juin 1989 a approuvé les comptes de l'exercice 1988, qui se soldent par un bénéfice net de 22 539 877 F contre 16 112 118 F en 1987.

Elle a décidé la mise en paiement, le 19 juillet 1989, d'un dividende global de 11,25 F représenté par un dividende net de 7,50 F auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 3,75 F.

Compte tenu des orientations stratégiques retenues, l'exercice 1989 constituera une année de transition qui devrait enregistrer, sur la base des données actuellement disponibles, grâce aux dispositions de toute nature adoptées aussi bien dans les filiales qu'au niveau de la Compagnie :

— une nette amélioration des résultats enregistrés par l'exploitation courante,

— auxquels viendront s'ajouter les importantes plus-values enregistrées par la vente de Dupont sanitaire-chauffage et de Mülle-Patty,

— pour déboucher ainsi sur le bénéfice net le plus important enregistré par la Compagnie depuis sa création.



L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 27 juin. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1988, qui se soldent par un bénéfice net de 145 264 658,31 francs, soit une progression de 10,70 % sur le résultat courant.

Elle a fixé la distribution à 121 710 392,80 francs, ce qui permettra de servir un dividende de 44,50 francs par action contre 41,50 francs au cours de l'exercice précédent (+ 7,25 %).

Après rappel de la progression importante des résultats de l'exercice 1988, il a été souligné que l'exercice en cours se déroulait conformément aux prévisions, la société poursuivant son programme d'investissement sans recourir au marché financier, et le dividende devrait connaître, à nouveau, une croissance sensiblement supérieure à celle de l'inflation.

A l'issue de l'assemblée générale, le conseil d'administration a pris connaissance du montant des loyers des trois premiers trimestres de l'exercice 1989. Celui-ci s'élève à 163 millions de francs, contre 148,2 millions de francs en 1988, soit une progression de 10 % sur la même période.

La mise en paiement de dividende a été fixée au 10 juillet 1989.

Économie

ÉTRANGER

Ralentissement de l'inflation outre-Rhin

La forte demande européenne est à l'origine
du boom économique allemand

FRANCFORT
correspondance

Les perspectives de croissance n'ont jamais été aussi bonnes en RFA. L'expansion économique a atteint 3 % au premier trimestre 1989, par rapport au quatrième trimestre 1988, la plus forte augmentation depuis plus de dix ans. En rythme annuel, la croissance du PNB a atteint 4,2 %, retrouvant presque les sommets du premier trimestre 1988 (+ 4,4 %). Les raisons de cette croissance exceptionnelle sont connues : la forte demande mondiale — et surtout européenne — de biens d'équipement, traditionnel point fort de l'exportation, s'est conjuguée à une relative faiblesse du mark : un hiver très doux pour la deuxième année consécutive a permis à l'industrie du bâtiment de tourner sans interruption ; l'afflux de réfugiés en provenance des pays de l'Est a renforcé la demande interne.

Cette évolution favorable s'est répétée sur l'emploi : en mai, le nombre des chômeurs est repassé au-dessous de la barre des deux millions (1,947 million) pour la première fois depuis octobre 1982. Le taux de chômage s'est établi à 6,8 % de la population active, une baisse de près de 10 % en un an.

On comprend, dans ces conditions, la satisfaction du chancelier Helmut Kohl. Censé connaître un ralentissement après le krach boursier d'octobre 1987, l'économie ne s'est jamais mieux portée. Selon le chef de gouvernement, la croissance pourrait atteindre 4 % cette année, contre 3,4 % en 1988. Au vu du boom des investissements, notamment dans le bâtiment (+ 10,8 %) et dans le secteur des biens d'équipement (+ 7,5 %), ce chiffre paraît réaliste, même si le gouvernement prévoit seulement 2,5 % au début de l'année. Les entreprises alle-

mandes jouent, depuis plusieurs mois, la carte de l'augmentation de leurs capacités de production, déjà utilisées à près de 90 %, le plus haut taux depuis 1973.

Selon le ministère de l'Économie, les carnets de commandes sont pleins pour plusieurs mois. La demande extérieure a progressé à un rythme supérieur de 7 % en mars-avril, celle du marché interne de 4,5 %. On comprend mieux, dans ces conditions, que l'excédent de la balance commerciale se soit maintenu à un niveau très élevé en avril (9,9 milliards de deutschemarks), en dépit d'un record historique d'importations de 40,6 milliards de deutschemarks. Comme lors du dernier trimestre 1988, l'impulsion est venue essentiellement de l'étranger.

En rythme annuel, les exportations ont augmenté au cours du premier trimestre 1989 de 9,9 %, la plus forte hausse depuis le deuxième trimestre 1982. Dans le même temps, les importations augmentaient de 4,6 %.

La machine tourne
à plein régime

La perspective du grand marché de 1993 n'est pas étrangère à cette bonne santé de l'économie allemande. Les achats de biens d'équipement, qui représentent plus de la moitié des ventes allemandes, se poursuivent à vive allure. Même si la conjoncture américaine se ralentit, les exportateurs savent qu'ils

trouveront des débouchés privilégiés auprès des autres pays de la CEE qui absorbent déjà 60 % des ventes de la RFA.

Lors d'une récente conférence de presse à Munich, le président de l'association allemande des constructeurs de machines-outils (VDMA), M. Frank Pastzolf, estimait que la production, pour l'ensemble de la branche, progresserait de 5 % en 1989, après 3,3 % en 1988. L'année dernière, l'industrie des machines-outils a réalisé un chiffre d'affaires de 180 milliards de deutschemarks, dont 120 milliards à l'exportation. Les ventes aux pays de la CEE, et particulièrement à l'Espagne, au Portugal et à la Grande-Bretagne, ont augmenté de 11 %, ce qui permet à la RFA de contrôler 30 % de ce marché de 380 milliards de deutschemarks.

Même optimisme du côté de l'Association centrale des industries électriques et électroniques (ZVEI). Selon le président de ZVEI, M. Karlheinz Koske, qui est aussi président de Siemens, la progression de la production pour l'ensemble de la branche devrait se maintenir, en 1989, au même niveau qu'en 1988, soit environ 6 %.

Dans les autres grands secteurs, comme l'automobile et les industries chimiques, la tendance est similaire. Pour répondre à la demande, Volkswagen a maintenu une partie de ses équipes au travail pendant les jours fériés du mois de mai, ce qui a permis de produire quatorze mille véhicules de plus. Mais l'impulsion

que connaît aujourd'hui l'économie allemande est aussi due à la forte consommation des ménages. L'utilisation d'une grande partie de l'épargne pour l'achat de biens de consommation reste un facteur déterminant pour la croissance de l'économie. Ce phénomène se poursuivra-t-il longtemps ? Les associations allemandes pour le commerce de détail ont tiré la sonnette d'alarme, face à une relative stagnation des premiers mois de l'année (+ 1,3 %). Le décalage est très net après les taux de croissance pharmaceutiques enregistrés au cours des derniers mois.

Des excédents extérieurs
trop lourds

Trop dépendante des exportations, l'expansion économique pourrait valoir, à la RFA, de nouveaux reproches de ses partenaires européens, mais aussi des organismes internationaux. De trop lourds excédents extérieurs sont aussi préoccupants que les déficits des « mauvais élèves » des pays industrialisés, États-Unis ou Grande-Bretagne. Mais en RFA, le seul point noir à retenir l'attention reste l'inflation. Même si, pour l'instant, les prix sont relativement bien contenus, l'effet de la dépréciation du mark, qui a perdu 7 % de sa valeur par rapport au dollar depuis le début de l'année, commence à se faire sentir, particulièrement sur les prix à l'importation.

Ces risques d'inflation importée ne sont toutefois pas encore très menaçants. Le président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Foell, s'est récemment déclaré inquiet « si le boom économique » actuel devait se poursuivre. Mais les chiffres provisoires publiés mercredi 28 juin par l'office des statistiques de Wiesbaden devraient calmer les appréhensions : l'inflation sur douze mois est revenue à 2,9 % en juin.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON.

La Commission de Bruxelles revise à la hausse ses prévisions

La croissance européenne atteindra 3,5 % en 1989

La Commission européenne revise à la hausse ses prévisions de croissance dans la CEE pour 1989. En mars dernier, elle prévoyait un accroissement de 3 % des activités économiques au terme de cette année. Aujourd'hui elle le chiffre à 3,25 %, tirant notamment les leçons d'une économie allemande très dynamique.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

M. Christophersen, commissaire chargé des affaires économiques et financières, commentant le rapport de l'expert communautaire a même estimé que si les investissements productifs se maintenaient au niveau actuel (+ 3 % l'an) « le rythme de croissance annuel de 3,5 % pour la Communauté semblerait une prévision à moyen terme réaliste ».

Cet optimisme se traduit par des perspectives encourageantes en matière d'emploi. Après 2 millions

de créations de postes de travail en 1988, la Commission envisage 2,5 à 3 millions d'emplois supplémentaires d'ici à la fin de 1990. Le taux de chômage baisserait ainsi, passant de 11 % au terme de 1988 à 10 % de la population active dans un an et demi.

La Commission manifeste toutefois un certain nombre de préoccupations. Au premier rang de celles-ci, l'accélération de l'inflation (4,75 % cette année, contre 3,6 % l'an dernier) à mettre au compte des mauvaises prévisions pour la Grande-Bretagne (5,75 %), l'Italie (6,5 %) et l'Espagne (6 %). La France (3,27 %) et la RFA (3 %) font figure de bons élèves. L'autre grande inquiétude de Bruxelles porte sur les déséquilibres entre les soldes extérieurs des États membres. Les excédents (commercial et de la balance des paiements courants) de la République fédérale — là aussi « plus élevés que prévu » — préoccupent d'autant plus les responsables européens que, « pour les années 1989-1990, le taux d'expansion de la demande interne de l'Allemagne restera inférieur de trois quarts de point à celui de ses

partenaires communautaires et de près d'un demi-point à celui du PIB ».

La Commission relève également la « situation préoccupante » de la situation des finances publiques en Belgique, aux Pays-Bas et surtout en Italie, où le déficit atteint 10,9 % du PIB. Dans ce domaine encore, la bonne conduite des Français et des Allemands est relevée : « Les déficits en France et en RFA sont limités et acceptables », a considéré M. Christophersen.

MARCEL SCOTTO.

Chute de l'indice composite américain. — L'indice composite américain des principaux indicateurs économiques a reculé de 1,2 % en mai, enregistrant ainsi sa plus forte baisse depuis le krach boursier (- 1,8 % en novembre 1987), a annoncé le département du commerce, mercredi 28 juin.

Ce recul — supérieur aux prévisions des experts, qui tablèrent sur une baisse limitée à 0,8 %-0,9 % — semble indiquer que le net ralentissement de la croissance américaine devrait se poursuivre d'ici à la fin de l'année. La chute de l'indice composite confirme les récentes études du gouvernement comme du secteur privé qui montrent que tous les secteurs de l'économie se contractent du fait de la politique de taux d'intérêt élevée suivie par la Réserve fédérale pour contenir l'inflation.

LA CROISSANCE RETROUVÉE

L'ÉCONOMIE FRANÇAISE
EN 1988

UN DOSSIER COMPLET SUR
L'INVESTISSEMENT

45 ANALYSES
FLASHES

UNE CHRONOLOGIE
ÉCONOMIQUE

332 pages 120 F

LE RAPPORT ANNUEL DES
COMPTES NATIONAUX

COUPON-RÉPONSE à retourner au : CNGP-INSEE BP 2718 80040 Amiens cedex

☐ Veuillez m'envoyer _____ exemplaires de l'ouvrage « LA CROISSANCE

RETROUVÉE » de la série ÉTUDES (332 pages - 120 F)

Nom ou raison sociale : _____

Activité : _____

Adresse : _____

Je joint mon règlement par : ☐ chèque bancaire

☐ chèque postal

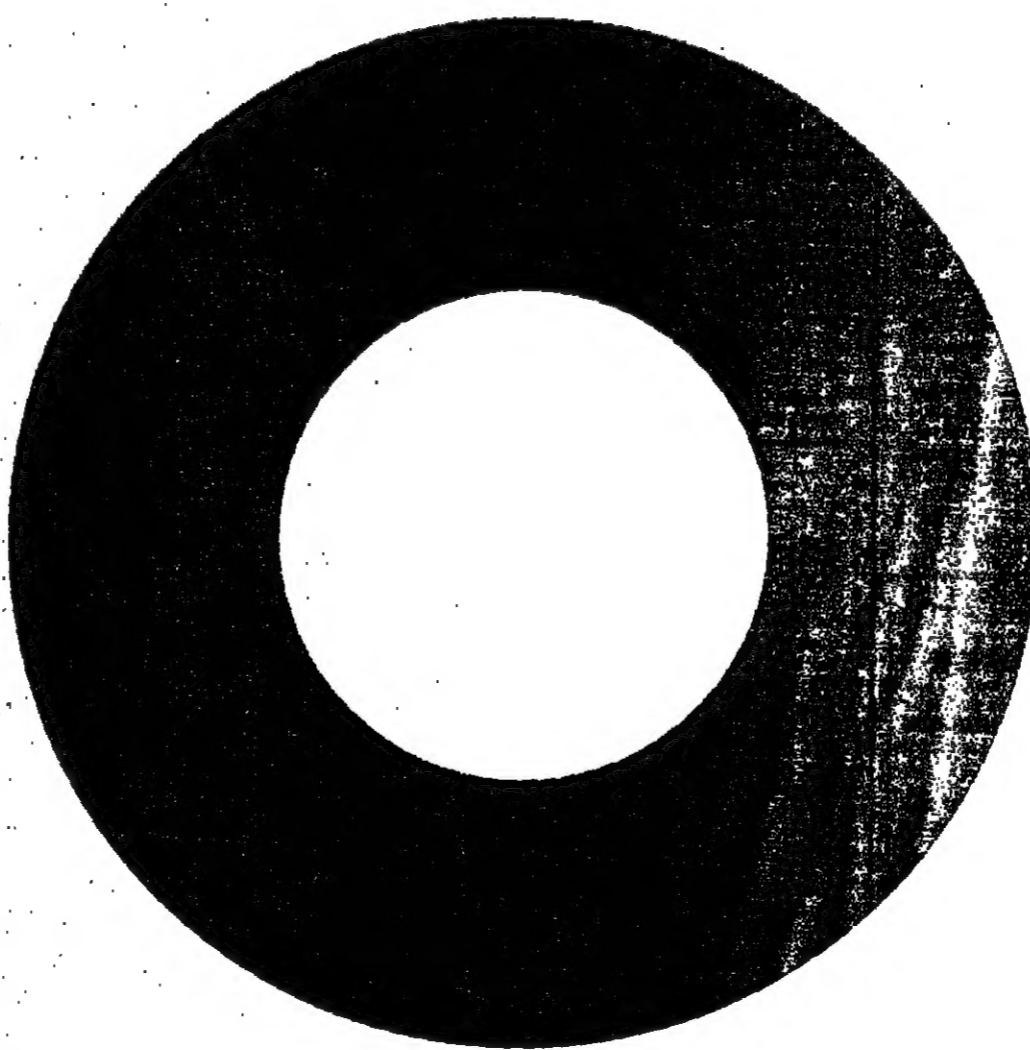
☐ mandat _____ à l'ordre de :

INSEE Institut National de la Statistique et d'Études Économiques

Mobil Super Plus Sans Plomb



**C'est bon pour la nature.
C'est bon pour la voiture.**



A votre avis, combien de plomb
consomment les arbres qui poussent au
bord des routes ?
Trop, de l'avis de Mobil.
C'est pourquoi Mobil a créé un
supercarburant à la pointe de la technologie
convenant à la majorité des véhicules
équipés ou non d'un pot d'échappement
catalytique : Mobil Super Plus Sans Plomb.

Ce nouveau supercarburant contient un
additif assurant au moteur une propreté toute
particulière, notamment des soupapes
et des carburateurs/injecteurs.
Ainsi préservé de l'encrassement,
et grâce à un indice d'octane de 98, votre
moteur peut donner toute sa puissance.
Émissions nocives réduites,
performances confirmées...

Mobil Super Plus Sans Plomb,
c'est bon pour la nature, c'est bon pour la voiture.
Pour tout renseignement, tapez 3615 Mobil.

Mobil
Avancez avec nous.

موتور امانه الاصل

Marchés financiers

AFFAIRES

La Commission de Bruxelles veut libéraliser le service de télécoms en 1990

La Commission européenne a approuvé, le 28 juin, un projet de directive visant à démanteler les monopoles d'Etat en matière de télécoms et à assurer la comptabilité des équipements de télécommunication dans les douze pays de la Communauté. Si les Etats membres de la CEE n'adoptent pas ce projet d'ici au 1^{er} avril 1990, la Commission pourra les obliger à ouvrir leurs marchés des télécoms, en vertu de l'article 80 du traité de Rome qui soumet les monopoles nationaux aux règles sur la concurrence de la CEE.

Cette décision devrait concerner essentiellement les nouveaux services promis à une rapide expansion, comme le courrier électronique, les services bancaires ou le téléachat. Elle ne touchera pas, en revanche, le téléphone et le télex. Dans ces domaines, le commissaire européen à la concurrence, Sir Leon Brittan, a indiqué qu'il était raisonnable - à ce stade - de laisser en place les monopoles publics. Cette libéralisation doit, dans l'esprit des autorités européennes, « offrir aux consommateurs un plus grand choix », tout en « encourageant l'émergence d'une industrie européenne des télécommunications dynamique ». Il reste à vaincre les réticences de plusieurs pays membres, comme la Belgique, la France et l'Italie principalement, qui contestent la possibilité de recourir à l'article 90. Jusqu'à présent, seule la Grande-Bretagne ne dispose pas d'un monopole d'Etat pour les télécoms.

Le Japon va ouvrir son marché aux téléphones cellulaires américains

Les Etats-Unis et le Japon sont parvenus, le 28 juin, à un accord prévoyant l'ouverture du marché japonais aux téléphones cellulaires fabriqués outre-Atlantique, par le groupe Motorola notamment. L'accord, qui porte sur les téléphones cellulaires et sur certains équipements radio utilisés, par exemple, par les compagnies de taxis, devrait, selon M. Carla Hills, la représentante spéciale pour le commerce de M. Bush, constituer « un précédent pour l'ensemble du marché japonais des télécommunications ».

Cet accord met fin à un long conflit commercial entre les deux pays, que les Etats-Unis menaçaient de vouloir résoudre par des sanctions

commerciales, en levant des droits de douane de 100 % sur plus d'une cinquantaine de produits japonais importés. Washington avait fixé au 10 juillet la date de mise en œuvre de ces réductions. La firme Motorola avait estimé que les restrictions japonaises aux importations de téléphones cellulaires et d'équipements radio lui avaient fait perdre quelque 2 milliards de dollars de ventes au cours des cinq dernières années. « Les mesures acceptées par le Japon devraient se traduire par des améliorations immédiates pour les compagnies dans deux secteurs à forte croissance du marché japonais des télécommunications », a précisé M. Hills.

La CEE bloque une partie des aides publiques à Usinor-Sacilor

BRUXELLES. (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne a autorisé mercredi 28 juin une partie des aides d'Etat envisagées par le gouvernement français au bénéfice des huit filiales du groupe Usinor-Sacilor. Il était prévu que ces entreprises de première transformation de l'acier (tubes, trafileries, constructions métalliques, etc.) bénéficieraient de 725 millions de francs.

Sur ce total, 1 625 millions de francs seulement pourront être débouqués. Cette somme est destinée à financer des mesures sociales en faveur de 5 129 salariés dont les emplois ont été supprimés, soit 41 % des 12 562 postes de travail que comptait les sociétés concernées avant la mise en œuvre des plans de restructuration. Elle couvrira aussi les coûts directs de fermeture et de réorganisation de la production.

A l'inverse, Bruxelles a refusé l'autorisation de versement pour 1 100 millions de francs qui devaient contribuer à la couverture des salaires dus aux bénéficiaires des plans sociaux d'investissement non liés aux fermetures et aux pertes du passé. La Commission a considéré que ces dépenses incombant aux entreprises.

M.S.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DU 27 JUIN 1989

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires s'est tenue le 27 juin 1989 sous la présidence de M. Serge Dassault. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 17 661 millions de francs contre 15 545 millions de francs en 1987. Il s'est accru de 13,61 % par rapport à l'exercice précédent. La part export s'est maintenue à plus de 70 % du chiffre d'affaires total.

Le bénéfice avant impôt, participation et intéressement s'est élevé à 669,4 millions de francs contre 308,1 millions de francs en 1987. Après déduction de 275,6 millions de francs d'impôt et de 247,4 millions de francs de participation et d'intéressement, le bénéfice net s'est établi à 146,4 millions de francs.

Compte tenu de ce résultat, l'assemblée générale a décidé la distribution de 46,5 millions de francs aux actionnaires, soit un dividende de 4,60 francs par action (6,90 francs avant fiscalité). Ce dividende sera payé à partir du 7 juillet 1989.

Dans son allocution, M. Serge Dassault a déclaré que l'année 1988 a été marquée par :

- le lancement effectif du programme Rafale,
- une progression des commandes reçues, qui ont atteint 15 963 millions de francs contre 13 430 millions de francs en 1987,
- la poursuite du plan industriel destiné à adapter le potentiel de la société et à spécialiser ses usines dans un but de réduction des coûts.

Il a par ailleurs souligné que la société a :

- poursuivi sa politique de coopération technique et technologique en France et à l'étranger,
- accru son effort de prospection pour assurer son avenir.

L'assemblée générale a ratifié :

- la nomination de MM. Edouard et Watremont comme nouveaux administrateurs,
- et le renouvellement de MM. Benichou, Blancard, Hilaire, Ranc et Théodora à leurs postes d'administrateurs.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 18 819 millions de francs contre 15 030 millions de francs en 1987. Il est en augmentation de 25,20 %.

Le bénéfice consolidé s'est établi à 427,7 millions de francs contre 185,6 millions de francs en 1987.

NEW-YORK, 28 juin ↓ Repli

La Bourse de New-York a navigué sereinement entre les deux extrêmes de la semaine dernière. En effet, tantôt les investisseurs ont été séduits par les perspectives de croissance, tantôt ils ont été effrayés par les risques d'inflation. Mercredi, des signes d'une déflation très rapide de la croissance en mai (-1,2 %) ont conduit à une baisse de la Bourse de New-York, qui a fermé à 2 504,99 points. Quelques 159 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse (491 contre 483). Les cours de 483 titres ont été inchangés. Les investisseurs ont donc vu d'un bon œil le fait que l'indice des prix à la consommation (CPI) ait baissé de 1,2 % en mai, ce qui a permis d'éviter une hausse des taux d'intérêt. Cependant, les investisseurs ont été effrayés par les perspectives de déflation, ce qui a conduit à une baisse de la Bourse. Le Dow Jones a perdu 21,62 points, à 2 504,99 points. Quelques 159 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse (491 contre 483). Les cours de 483 titres ont été inchangés. Les investisseurs ont donc vu d'un bon œil le fait que l'indice des prix à la consommation (CPI) ait baissé de 1,2 % en mai, ce qui a permis d'éviter une hausse des taux d'intérêt. Cependant, les investisseurs ont été effrayés par les perspectives de déflation, ce qui a conduit à une baisse de la Bourse.

VALEURS	Cours du 28 juin	Cours du 29 juin
Alcoa	87 1/8	86 1/4
AT&T	26 3/8	26 1/8
Bell	51 1/4	48 1/4
Boeing	38 1/8	38 1/8
Chemical Bank	112 1/4	111 3/4
Du Pont de Nemours	48 1/8	48 1/8
General Electric	43 1/8	43 1/8
General Motors	23 7/8	23 1/4
IBM	114 1/4	113 3/4
ITT	51 3/8	50 3/4
Johnson & Johnson	88 1/4	88 1/4
McDonald	38 1/8	38 1/8
Merck	111 1/4	111 1/4
Pharmacia	149 1/8	149 1/8
Rockwell	28 1/8	28 1/8
Union Carbide	28 1/8	28 1/8
Wendell	88 1/4	88 1/4
Wheaton	88 1/4	88 1/4
Worthington	88 1/4	88 1/4

LONDRES, 29 juin ↑ Légère hausse

Malgré une réduction importante des gains, les cours des valeurs ont terminé en hausse, mercredi, à la Bourse de Londres. Au terme d'une séance à nouveau écourtée en raison de la grève des transports, l'indice Footsie a clôturé en progrès de 3 points, à 2 209,4. Le volume d'activités était sensiblement supérieur à celui de la veille, avec 446,2 millions de titres échangés.

L'attente d'un ralentissement de l'économie américaine ainsi que celle d'une progression du déficit annuel de GEC supérieure à l'attente des analystes ont soutenu les cours. De nombreux secteurs ont affiché des gains, notamment les pétroliers (Burmah, Lamo), les brasseries (Allied Lyons), les pharmaciens (Wellcome), les banques (Natwest) et les titres liés au secteur de la construction (Rodland). La chaise de supermarchés Gateway a peu progressé, malgré la surcote faite par les investisseurs à l'offre amicale de Newgateway.

Par ailleurs, les investisseurs ont été séduits par les perspectives de croissance, tantôt ils ont été effrayés par les risques d'inflation. Mercredi, des signes d'une déflation très rapide de la croissance en mai (-1,2 %) ont conduit à une baisse de la Bourse de New-York, qui a fermé à 2 504,99 points. Quelques 159 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des valeurs en baisse (491 contre 483). Les cours de 483 titres ont été inchangés. Les investisseurs ont donc vu d'un bon œil le fait que l'indice des prix à la consommation (CPI) ait baissé de 1,2 % en mai, ce qui a permis d'éviter une hausse des taux d'intérêt. Cependant, les investisseurs ont été effrayés par les perspectives de déflation, ce qui a conduit à une baisse de la Bourse.

FAITS ET RÉSULTATS

La Commission des monopoles britanniques a rendu son verdict sur l'OPA de Costa sur Tootal. L'OPA de 395 millions de livres (4 milliards de francs) lancée, en mai dernier, par Costa Viçosa, le directeur britannique du textile, sur Tootal, n'a pas été approuvée. Le 27 juin, par lord Young, ministre du commerce et de l'industrie. Cette offre doit être soumise à l'approbation de la Commission des monopoles et des fusions (MMC), car ce rapprochement déborderait sur la formation du plus grand groupe textile mondial couvrant près de 30 % du marché du fil à coudre (le Monde du 17 mai). La Commission dispose de trois mois pour analyser cette situation.

Le technicien Steeley au palais Brongniart. Le groupe britannique de matériaux de construction Steeley va, dans le courant juillet, être coté à la Bourse de Paris. Avec un chiffre d'affaires de 520 millions de livres (environ 5,33 milliards de francs) et un bénéfice avant impôt de 67,4 millions (900 millions de francs) Steeley est l'un des plus importants producteurs mondiaux d'argile, de pierre, de sable et de gravier. En France, Steeley, à travers sa filiale Geron, est l'un des premiers producteurs de granulats et de béton prêt à l'emploi.

Bourse de Paris : suppression des ordres « stop » sur le marché en continu. La Société des Bourses françaises (SBF) a décidé de supprimer, dès le 1^{er} juillet, les ordres « stop » portant sur des valeurs cotées en continu. Cette technique offre la possibilité de se

PARIS, 28 juin ↓ Hésitation

Troisième séance de baisse à la Bourse de Paris, où, malgré une tentative légère de redressement, l'indice instantané a persisté en restant négatif. Après avoir perdu successivement 0,25 % et 0,3 % lundi et mardi, la séance s'ouvrait sous de meilleurs auspices, mercredi matin, après courte encourage par le raffermissement de Wall Street, la veille. L'indice instantané s'appréciait de 0,01 %, progressant ensuite en fin de matinée jusqu'à 0,06 %. Mais cette tentative de redressement sera de courte durée. En début d'après-midi, l'indice instantané revera à -0,14 %. Il terminait sur un recul de 0,45 %. Les investisseurs continuent à demeurer extrêmement prudents, troublés par le niveau élevé du taux de l'argent, qui dépasse les 9 %. De plus, la réduction que la période estivale ne relâche pas encore l'activité. Dans ces conditions, sur les 274 valeurs cotées au marché à règlement mensuel, 76 valeurs françaises s'appréciaient de 0,06 %, tandis que 107 perdaient 0,08 % et que 18 restaient inchangées. Parmi les étrangères, 48 titres progressaient de 1,40 %, alors que 20 perdaient 2,21 % et 4 demeuraient stables. Le programme de la Bourse depuis le début du tourné boursier est de 0,48 %, et depuis le 1^{er} janvier de 14,1 %.

Les valeurs pétrolières Sogefip et Elf-Aquitaine figuraient parmi les plus fortes progressions avec celles d'ALSP, Cofimep, Bail-Equipement, et Gaz et Eau. Du côté des baisses on notait la CGP (Compagnie générale du Papier), Pécunia-Orionum, Comptoir des Entrepreneurs et Parhac.

Enfin sur la MATIF, la même hésitation était perceptible. L'ensemble des contrats marquait un léger recul, celui de septembre perdait 0,11 % et celui de décembre 0,06 %.

TOKYO, 29 juin ↓ Nouvelle baisse

Toujours sous le coup des rumeurs concernant la vie privée du nouveau premier ministre Sonkei Uno (lire page 40), la Bourse de Tokyo a encore sensiblement baissé jeudi. L'indice Nikkei, qui avait cédé mercredi 235,6 yens, a perdu 289,29 points à 32 956,31, soit une baisse de 0,87 %.

Le marché était calme avec 400 millions d'actions échangées, soit le volume le plus faible depuis le début de l'année. Dès l'ouverture, le marché cédait du terrain dans le sillage de Wall Street, en repli mercredi. Les opérateurs craignent qu'un nouveau scandale politique n'affecte sérieusement le yen.

VALEURS	Cours du 29 juin	Cours du 30 juin
Alstom	1 050	1 050
Bois	1 050	1 050
Chem	1 050	1 050
Chem	1 050	1 050
Chem	1 050	1 050
Chem	1 050	1 050
Chem	1 050	1 050
Chem	1 050	1 050
Chem	1 050	1 050
Chem	1 050	1 050

PARIS :

Second marché (addition)					
VALEURS	Cours pré.	Dernier cours	VALEURS	Cours pré.	Dernier cours
Amal à Assoc...	400	395	La gère du com...	24	23
Amal à Assoc...	265 90	265	La gère du com...	24	23
Amal à Assoc...	265	265	La gère du com...	24	23
Amal à Assoc...	265	265	La gère du com...	24	23
Amal à Assoc...	265	265	La gère du com...	24	23
Amal à Assoc...	265	265	La gère du com...	24	23
Amal à Assoc...	265	265	La gère du com...	24	23
Amal à Assoc...	265	265	La gère du com...	24	23
Amal à Assoc...	265	265	La gère du com...	24	23

Marché des options négociables le 28 juin 1989

Nombre de contrats : 14 903.					
VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Juin dernier	Sept. dernier	Juin dernier	Sept. dernier
Accor	688	57	58	-	6,50
CGE	488	42	44,50	-	3
EL-Aquitaine	488	66	69	-	6
Européenne SA-PLC	128	1	9,28	1,58	-
Leclerc-Coppie	1 550	182	138	-	-
Michelin	382	39	-	8,45	-
MMI	1 408	-	48	77	-
Paribas	488	37	36	-	6,50
Peugeot	1 550	194	222	8,28	9
Saint-Gobain	488	38,50	38	-	6
Société générale	488	17,38	33,58	-	-
Thomson-CSF	288	19,50	22	8,28	4

MATIF

Nombre de contrats : 37 301.				
COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	
Dernier	107,90	107,64	107,44	
Précédent	108,10	107,74	107,40	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89	Déc. 89
108	0,71	1,17	0,83	—

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 6,6440 F ↓		PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)	
Le dollar a terminé en baisse jeudi 29 juin sur le marché des changes de Tokyo, perdant 0,65 yen par rapport à la clôture de mercredi, pour s'établir à 142,90 yens. Le mouvement était analogue en Europe, où les investisseurs attendaient dans la matinée de connaître l'issue de la réunion de la Bundesbank et sa décision concernant les taux. A Paris, dans un marché calme, le dollar s'échangeait à 6,6440 F, contre 6,6495 F à la clôture des échanges internationaux de mercredi et 6,6745 F au début.		27 juin 28 juin	
FRANCFORT 28 juin 29 juin		Valeurs françaises .. 115,7 115,6	
Dollar (en DM) ... 1,968 1,968		Valeurs étrangères .. 115,4 116	
Dollar (en yen) ... 143,25 143,90		(INSEE, base 100: 31-12-81)	
MARCHE MONÉTAIRE (effets privés)		Indice général CAC .. 487 488,4	
Paris (29 juin) ... 591/85		(INSEE, base 1000: 31-12-87)	
New-York (28 juin) ... 958/34		Indice CAC 40 .. 1 738,48 1 752,48	
		(OMF, base 100: 31-12-81)	
		Indice OMF 50 .. 981,82 981,82	
		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
		Industrielles ... 2 536,37 2 584,74	
		LONDRES (indice Financial Times)	
		Industrielles ... 1 829,7 1 832,4	
		Mines d'or ... 192,6 193,2	
		Fonds d'Etat ... 85,35 85,55	
		TOKYO	
		28 juin 29 juin	
		Nikkei Dow Jones ... 32 245,09 32 956,31	
		Indice général ... 2 464,23 2 453,99	

LA SÉRIE "MONDE" DE LA REVUE AUTREMENT

"Une approche totalement originale, concrète, indispensable à tous ceux qui veulent sentir un pays, comprendre un autre système de valeurs." *de Monde*

48 titres, 48 ouvrages référence sur des villes, des pays, des peuples : la "Série Monde" de la Revue Autrement.

Chaque ouvrage : 224 p. 89 F. EN LIBRAIRIE

PARUTIONS RÉCENTES :

- Lisbonne
- Toscane
- Rome
- Istanbul
- Himalayas
- Budapest
- Cuba
- Australie noire
- Andalousie
- Grèce...

autrement EDITIONS

Marchés financiers

BOURSE DU 28 JUIN

**Cours relevé
à 17 h 30**

[illegible]

Comptant (selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	Emission Fr. Inc.	Rachet net		Emission Fr. Inc.	Rachet net		Emission Fr. Inc.	Rachet net
A.A.A.	1071 78	889 03	France	482 72	489 03	Place Imhoff	728 29	762 90
Actia	228 23	228 03	France-Parm	105 91	102 83	Placement A.	1121 93	1121 93
Actia-Francia	124 75	126 90	France-Rhône	1207 68	1172 71	Placement C-1000	2052 88	2052 88
Actia-Industrie	653 90	629 20	France-Associations	29 50	29 50	Placement D.	1500 85	1500 85
Actia-Industrie	618 58	618 58	France-Spagna	29 50	29 50	Placement E.	1500 85	1500 85
A.E.F. 6000	337 91	621 06	France-Spagna	35 76	35 76	Placement F.	1133 36	1133 36
A.E.F. 6000	1052 85	1052 85	France-Spagna	11640 81	11640 81	Placement G.	1864 03	1864 03
A.E.F. 6000	117 20	114 34	France-Spagna	24 24	23 66	Placement H.	2260 89	2260 89
A.E.F. 6000	441 42	431 14	France-Spagna	104 50	102 44	Placement I.	2260 89	2260 89
A.E.F. 6000	126 21	123 10	France-Spagna	20 01	20 28	Placement J.	150 03	150 51
A.E.F. 6000	126 21	123 10	France-Spagna	4268 44	4267 90	Placement K.	161 14	161 14
A.E.F. 6000	126 21	123 10	France-Spagna	169 32	169 31	Placement L.	161 14	161 14
A.E.F. 6000	10521 80	10521 80	France-Spagna	11740 12	11698 02	Placement M.	7406 76	7422 55
A.E.F. 6000	889 24	852 82	France-Spagna	1181 08	1182 00	Placement N.	235 07	237 37
A.E.F. 6000	207 26	204 34	France-Spagna	62278 11	62222 80	Placement O.	590 07	590 07
A.E.F. 6000	176	189 64	France-Spagna	189 34	184 76	Placement P.	216 76	216 76
ALTO	6228 08	6228 08	France-Spagna	1189 12	1185 78	Placement Q.	687 91	670 90
Amalgam	941 08	922 88	Indesuper	10657 61	10594 67	Placement R.	527 20	520 47
Amalgam et Indesuper	1473 46	1422 06	Indesuper	1233 04	1234 06	Placement S.	12270 52	12270 52
Amalgam	1138 00	1138 00	Indesuper-Francia	320 58	320 58	Placement T.	532 10	532 10
Amalgam	369 20	314 24	Indesuper	320 58	320 58	Placement U.	532 10	532 10
Amalgam	1420 10	1420 10	Indesuper	254 35	250 68	Placement V.	604 05	604 05
Amalgam C.I.	111 48	108 20	Indesuper-Francia	238 83	237 64	Placement W.	11638 80	11638 80
Amalgam C.I.	227 78	227 97	Indesuper	238 83	237 64	Placement X.	570 78	570 78
Amalgam C.I.	134 97	126 58	Indesuper-Francia	302 82	289 08	Placement Y.	1078 78	1078 78
Amalgam C.I.	128 04	122 23	Indesuper	359 31	343 03	Placement Z.	705 78	714 36
Amalgam C.I.	2050 30	2042 70	Indesuper-Francia	322 33	259 83	Placement A.	1433 29	1431 14
Amalgam C.I.	1676 78	1676 78	Indesuper	487 08	478 08	Placement B.	1610 29	1610 29
Amalgam C.I.	55 83	55 83	Indesuper	145 13	138 11	Placement C.	416 07	404 46
Amalgam C.I.	1024 50	1019 21	Indesuper-Francia	197 18	188 34	Placement D.	889 03	889 03
Amalgam C.I.	710 47	710 47	Indesuper	270 75	263 94	Placement E.	460 21	460 21
Amalgam C.I.	512 40	512 40	Indesuper	5236 82	519 12	Placement F.	228 07	228 07
Amalgam C.I.	400 46	386 56	Indesuper-Francia	1184 54	1184 54	Placement G.	464 94	464 94
Amalgam C.I.	947 95	931 51	Indesuper	2532	2532	Placement H.	1248 12	1248 12
Amalgam C.I.	1032 17	1032 17	Indesuper	705 01	705 01	Placement I.	1248	1248
Amalgam C.I.	889 24	852 82	Indesuper	11640 81	11640 81	Placement J.	1864 03	1864 03
Amalgam C.I.	117 20	114 34	Indesuper	24 24	23 66	Placement K.	2260 89	2260 89
Amalgam C.I.	441 42	431 14	Indesuper	104 50	102 44	Placement L.	2260 89	2260 89
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	20 01	20 28	Placement M.	150 03	150 51
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	4268 44	4267 90	Placement N.	161 14	161 14
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	169 32	169 31	Placement O.	161 14	161 14
Amalgam C.I.	10521 80	10521 80	Indesuper	11740 12	11698 02	Placement P.	7406 76	7422 55
Amalgam C.I.	889 24	852 82	Indesuper	1181 08	1182 00	Placement Q.	235 07	237 37
Amalgam C.I.	207 26	204 34	Indesuper	62278 11	62222 80	Placement R.	590 07	590 07
Amalgam C.I.	176	189 64	Indesuper	189 34	184 76	Placement S.	216 76	216 76
Amalgam C.I.	6228 08	6228 08	Indesuper	1189 12	1185 78	Placement T.	687 91	670 90
Amalgam C.I.	941 08	922 88	Indesuper	10657 61	10594 67	Placement U.	527 20	520 47
Amalgam C.I.	1473 46	1422 06	Indesuper	1233 04	1234 06	Placement V.	12270 52	12270 52
Amalgam C.I.	1138 00	1138 00	Indesuper-Francia	320 58	320 58	Placement W.	532 10	532 10
Amalgam C.I.	369 20	314 24	Indesuper	320 58	320 58	Placement X.	532 10	532 10
Amalgam C.I.	1420 10	1420 10	Indesuper	254 35	250 68	Placement Y.	604 05	604 05
Amalgam C.I.	111 48	108 20	Indesuper-Francia	238 83	237 64	Placement Z.	11638 80	11638 80
Amalgam C.I.	227 78	227 97	Indesuper	238 83	237 64	Placement A.	570 78	570 78
Amalgam C.I.	134 97	126 58	Indesuper-Francia	302 82	289 08	Placement B.	1078 78	1078 78
Amalgam C.I.	128 04	122 23	Indesuper	359 31	343 03	Placement C.	705 78	714 36
Amalgam C.I.	2050 30	2042 70	Indesuper-Francia	322 33	259 83	Placement D.	1433 29	1431 14
Amalgam C.I.	1676 78	1676 78	Indesuper	487 08	478 08	Placement E.	1610 29	1610 29
Amalgam C.I.	55 83	55 83	Indesuper	145 13	138 11	Placement F.	416 07	404 46
Amalgam C.I.	1024 50	1019 21	Indesuper-Francia	197 18	188 34	Placement G.	889 03	889 03
Amalgam C.I.	710 47	710 47	Indesuper	270 75	263 94	Placement H.	460 21	460 21
Amalgam C.I.	512 40	512 40	Indesuper	5236 82	519 12	Placement I.	228 07	228 07
Amalgam C.I.	400 46	386 56	Indesuper-Francia	1184 54	1184 54	Placement J.	464 94	464 94
Amalgam C.I.	947 95	931 51	Indesuper	2532	2532	Placement K.	1248 12	1248 12
Amalgam C.I.	1032 17	1032 17	Indesuper	705 01	705 01	Placement L.	1248	1248
Amalgam C.I.	889 24	852 82	Indesuper	11640 81	11640 81	Placement M.	1864 03	1864 03
Amalgam C.I.	117 20	114 34	Indesuper	24 24	23 66	Placement N.	2260 89	2260 89
Amalgam C.I.	441 42	431 14	Indesuper	104 50	102 44	Placement O.	2260 89	2260 89
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	20 01	20 28	Placement P.	150 03	150 51
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	4268 44	4267 90	Placement Q.	161 14	161 14
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	169 32	169 31	Placement R.	161 14	161 14
Amalgam C.I.	10521 80	10521 80	Indesuper	11740 12	11698 02	Placement S.	7406 76	7422 55
Amalgam C.I.	889 24	852 82	Indesuper	1181 08	1182 00	Placement T.	235 07	237 37
Amalgam C.I.	207 26	204 34	Indesuper	62278 11	62222 80	Placement U.	590 07	590 07
Amalgam C.I.	176	189 64	Indesuper	189 34	184 76	Placement V.	216 76	216 76
Amalgam C.I.	6228 08	6228 08	Indesuper	1189 12	1185 78	Placement W.	687 91	670 90
Amalgam C.I.	941 08	922 88	Indesuper	10657 61	10594 67	Placement X.	527 20	520 47
Amalgam C.I.	1473 46	1422 06	Indesuper	1233 04	1234 06	Placement Y.	12270 52	12270 52
Amalgam C.I.	1138 00	1138 00	Indesuper-Francia	320 58	320 58	Placement Z.	532 10	532 10
Amalgam C.I.	369 20	314 24	Indesuper	320 58	320 58	Placement A.	532 10	532 10
Amalgam C.I.	1420 10	1420 10	Indesuper	254 35	250 68	Placement B.	604 05	604 05
Amalgam C.I.	111 48	108 20	Indesuper-Francia	238 83	237 64	Placement C.	11638 80	11638 80
Amalgam C.I.	227 78	227 97	Indesuper	238 83	237 64	Placement D.	570 78	570 78
Amalgam C.I.	134 97	126 58	Indesuper-Francia	302 82	289 08	Placement E.	1078 78	1078 78
Amalgam C.I.	128 04	122 23	Indesuper	359 31	343 03	Placement F.	705 78	714 36
Amalgam C.I.	2050 30	2042 70	Indesuper-Francia	322 33	259 83	Placement G.	1433 29	1431 14
Amalgam C.I.	1676 78	1676 78	Indesuper	487 08	478 08	Placement H.	1610 29	1610 29
Amalgam C.I.	55 83	55 83	Indesuper	145 13	138 11	Placement I.	416 07	404 46
Amalgam C.I.	1024 50	1019 21	Indesuper-Francia	197 18	188 34	Placement J.	889 03	889 03
Amalgam C.I.	710 47	710 47	Indesuper	270 75	263 94	Placement K.	460 21	460 21
Amalgam C.I.	512 40	512 40	Indesuper	5236 82	519 12	Placement L.	228 07	228 07
Amalgam C.I.	400 46	386 56	Indesuper-Francia	1184 54	1184 54	Placement M.	464 94	464 94
Amalgam C.I.	947 95	931 51	Indesuper	2532	2532	Placement N.	1248 12	1248 12
Amalgam C.I.	1032 17	1032 17	Indesuper	705 01	705 01	Placement O.	1248	1248
Amalgam C.I.	889 24	852 82	Indesuper	11640 81	11640 81	Placement P.	1864 03	1864 03
Amalgam C.I.	117 20	114 34	Indesuper	24 24	23 66	Placement Q.	2260 89	2260 89
Amalgam C.I.	441 42	431 14	Indesuper	104 50	102 44	Placement R.	2260 89	2260 89
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	20 01	20 28	Placement S.	150 03	150 51
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	4268 44	4267 90	Placement T.	161 14	161 14
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	169 32	169 31	Placement U.	161 14	161 14
Amalgam C.I.	10521 80	10521 80	Indesuper	11740 12	11698 02	Placement V.	7406 76	7422 55
Amalgam C.I.	889 24	852 82	Indesuper	1181 08	1182 00	Placement W.	235 07	237 37
Amalgam C.I.	207 26	204 34	Indesuper	62278 11	62222 80	Placement X.	590 07	590 07
Amalgam C.I.	176	189 64	Indesuper	189 34	184 76	Placement Y.	216 76	216 76
Amalgam C.I.	6228 08	6228 08	Indesuper	1189 12	1185 78	Placement Z.	687 91	670 90
Amalgam C.I.	941 08	922 88	Indesuper	10657 61	10594 67	Placement A.	527 20	520 47
Amalgam C.I.	1473 46	1422 06	Indesuper	1233 04	1234 06	Placement B.	12270 52	12270 52
Amalgam C.I.	1138 00	1138 00	Indesuper-Francia	320 58	320 58	Placement C.	532 10	532 10
Amalgam C.I.	369 20	314 24	Indesuper	320 58	320 58	Placement D.	532 10	532 10
Amalgam C.I.	1420 10	1420 10	Indesuper	254 35	250 68	Placement E.	604 05	604 05
Amalgam C.I.	111 48	108 20	Indesuper-Francia	238 83	237 64	Placement F.	11638 80	11638 80
Amalgam C.I.	227 78	227 97	Indesuper	238 83	237 64	Placement G.	570 78	570 78
Amalgam C.I.	134 97	126 58	Indesuper-Francia	302 82	289 08	Placement H.	1078 78	1078 78
Amalgam C.I.	128 04	122 23	Indesuper	359 31	343 03	Placement I.	705 78	714 36
Amalgam C.I.	2050 30	2042 70	Indesuper-Francia	322 33	259 83	Placement J.	1433 29	1431 14
Amalgam C.I.	1676 78	1676 78	Indesuper	487 08	478 08	Placement K.	1610 29	1610 29
Amalgam C.I.	55 83	55 83	Indesuper	145 13	138 11	Placement L.	416 07	404 46
Amalgam C.I.	1024 50	1019 21	Indesuper-Francia	197 18	188 34	Placement M.	889 03	889 03
Amalgam C.I.	710 47	710 47	Indesuper	270 75	263 94	Placement N.	460 21	460 21
Amalgam C.I.	512 40	512 40	Indesuper	5236 82	519 12	Placement O.	228 07	228 07
Amalgam C.I.	400 46	386 56	Indesuper-Francia	1184 54	1184 54	Placement P.	464 94	464 94
Amalgam C.I.	947 95	931 51	Indesuper	2532	2532	Placement Q.	1248 12	1248 12
Amalgam C.I.	1032 17	1032 17	Indesuper	705 01	705 01	Placement R.	1248	1248
Amalgam C.I.	889 24	852 82	Indesuper	11640 81	11640 81	Placement S.	1864 03	1864 03
Amalgam C.I.	117 20	114 34	Indesuper	24 24	23 66	Placement T.	2260 89	2260 89
Amalgam C.I.	441 42	431 14	Indesuper	104 50	102 44	Placement U.	2260 89	2260 89
Amalgam C.I.	126 21	123 10	Indesuper	20 0				

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par unité	COURS 30/8
Or 900 en France	79800	80000
Or 900 en Angleterre	79800	79800
Pièce française (20 fr)	—	400
Pièce française (10 fr)	570	560
Pièce française (20 fr)	460	—
Pièce française (20 fr)	461	462
Souverain	1871	1864
Pièce de 20 dollars	2580	2580
Pièce de 10 dollars	1290	1290
Pièce de 5 dollars	645	645
Pièce de 50 pence	2870	2890
Pièce de 10 Shilling	476	480
Or London	—	—
Or Hong Kong	—	—
Or Singapour	—	—
Argent London	—	—

Faculty	236	240
Students	46	45
Donald Patterson	100	100

... ..	314	312
... ..	109	94 78
... ..	110	
... ..	915	
... ..	240	
... ..	297	
... ..	240	
... ..	225	
... ..	262	
... ..	240 10	
... ..	186	184 78
... ..	377 50	347 50
... ..	85 20	
... ..	800	
... ..	5 15	556
... ..	280	
... ..	144	121 78
... ..	1470	

2 - coupon détaché - 2 -

Epargne-Comme	1286 93	1326
Epargne-Union	1371 80	1322

Empire-Veter	425 61	444
Epinal	1191 40	1171
Essex-Lancaster	1198 67	1080
Eurochem	1227 30	1198
Euro-Gas	9422 71	9150
Euro-Mail	27 26	28
Exxonchem Ind. per 100	20296 94	20296
Finland	257 73	258
Fininvest-Austria 4/28 Int.	1 26	1
Fininvest-Gas	3966 72	3958
Fininvest-Gibraltar	204 42	203
Fininvest-Royal Dutch	106 31	106
Fininvest-Saudi	420 98	420
Fininvest-Shell	462 80	448

Obispo Mundial	8244 08	9100
Obispo Regional	1125 18	1100

[illegible]**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Rensegnamenti :
-55-91-82, poste 4330

g : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - cl : demandé - p : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Chine : première allocution du nouveau chef du PC. 6 Autriche : l'affaire Lucona. 7 Liban : poursuite du blocus des régions chrétiennes. 8 Le trafic de drogue en Amérique latine. - Afrique du Sud : le congrès du Parti national.	9 Les débats au Parti socialiste et dans l'opposition. 10 Les travaux du Parlement. 12 Le communiqué du conseil des ministres. - Le Biélorusse.	14 Réclusion à perpétuité pour les chefs lyonnais d'Action directe. 15 Un parc aquatique à Paris. 16 Tennis : les internationaux de Grande-Bretagne. 27 Vie associative : Point Jumeau, l'aide dans l'urgence.	29 L'art à la mode. - Soutine à Chartres. - « Ganeshtrou » de Satyajit Ray. 30 Pink Floyd à Bercy. - La mort d'Anton Demota. 31 Communication : le trentième Festival du film publicitaire.	37 L'affaire de la Société générale. 38 La stagnation du pouvoir d'achat du salaire net moyen. 39 Le rapport annuel de la Cour des comptes. 40 Le boom économique allemand. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 33 Campus 18 Carnet 18 Loto, Loterie 18 Météorologie : en grève. Mots croisés 18 Radio-Télévision 33 Spectacles 32	Les corrigés du bac 3615 tazes LMBAC Les grandes écoles 3615 tazes LEMONDE

Au Parlement européen

Les communistes italiens prennent leurs distances avec le PCF

Une délégation du Parti communiste français a rencontré, mardi 27 juin, à Rome, à sa demande, des représentants du Parti communiste italien, afin que les deux partis s'informent de leurs positions respectives sur la constitution d'un groupe communiste au Parlement européen. Ni l'Humainité en France ni l'Unité en Italie n'ont fait allusion, mercredi, à cette réunion de travail, à laquelle participaient MM. Philippe Herzog et René Piquet, membres du bureau politique du PCF, députés européens, et M. Giorgio Napolitano, chargé de la politique extérieure au PCI, ainsi que, notamment, M. Renato Trivelli, chargé des relations entre les parlements communistes italiens à Strasbourg et le comité central, dont il est membre.

En annonçant cette rencontre aux membres du comité central du PCF, réunis le 22 juin pour entendre l'analyse de la direction sur le résultat du scrutin européen (7,71 % pour la liste Herzog), M. Paul Laurent avait indiqué : « A l'Assemblée européenne, nous souhaitons que nos députés poursuivent comme précédemment leur activité au sein du groupe multinational communiste et apparenté ».

Mais une chose paraît précisée : la reconnaissance à l'identité du groupe multinational précédent, sinon dans sa composition, du moins dans ses formes de travail. En effet, les « camarades » transalpins estiment que ce groupe a « très mal fonctionné au cours de deux dernières années », selon un fonctionnaire européen communiste.

Pendant cette période, le PCI a accueilli son adhésion européenne et son soutien aux réformes institu-

tionnelles, principalement l'intégration politique, alors que le PCF a farouchement combattu l'idée d'unification. Ce refus est clairement apparu pendant la campagne électorale dans les discours de M. Georges Marchais, laissant peu de place à « l'Europe européenne » souhaitée par M. Herzog.

Quoi qu'il en soit, la rencontre PCF-PCI s'est donnée un résultat tangible qui puisse apaiser les craintes des communistes français. Ils seront fixés sur l'avenir du groupe multinational dans les prochains jours, après la réunion de la direction politique du PCI (52 membres), puis celle du comité central (300 membres).

En tout état de cause, face aux 7 députés communistes français (contre 10 dans la précédente législature), aux 4 Espagnols, aux 4 Grecs et aux 3 Portugais, les vingt-deux Italiens (dont M. Maurice Duverger) se trouvent dans une position hégémonique qui les rend maîtres de l'avenir du communisme européen, au moment où la représentation politique qui a été donnée du marxisme à travers le monde fournit soit une image sanglante une fois de plus, soit un bouleversement théorique qui laisse perplexes beaucoup de communistes, surtout en France.

Le premier acte de cette quête d'autonomie identitaire ne se situe-t-il pas, de la part du PCI, un soutien dès le premier tour de scrutin au candidat présenté par les socialistes et les sociaux-démocrates au poste de président du Parlement ? Ce sera sans doute le prix de sa crédibilité européenne.

OLIVIER BIFFAUD.

Sous l'appellation « EUCLID »

Les ministres européens de la défense lancent un Euréka militaire

Réunis au sein du Groupe européen indépendant de programmes (GEIP) à Lisbonne, les ministres européens de la défense des pays membres de l'alliance atlantique, à l'exception des États-Unis et du Canada, sont convenus, jeudi 29 juin, de lancer un programme commun de recherches technologiques à des fins militaires. Ce programme s'inspire du projet Euréka en matière civile. Il a reçu le nom de programme « EUCLID » (pour « European Cooperation for the long-term in defense ») et fera l'objet d'un nouvel examen, en février 1990, à la prochaine réunion du GEIP.

Cette initiative d'origine française (la Météo des 1^{er} mars et 24 juin) s'adresse aux industriels européens de l'armement et elle vise à coordonner leurs travaux de recherche sur ce qu'il est convenu d'appeler les « développements exploratoires ». Il s'agit de réaliser des maquettes probatoires d'armements, pour expé-

rimenter des technologies nouvelles issues de la recherche. Ces maquettes probatoires sont une étape intermédiaire entre la recherche en laboratoire et le développement du matériel proprement dit. EUCLID devrait, dans ces conditions, porter principalement sur des domaines prioritaires, comme la technologie du radar, la micro-électronique, les matériaux composites, les avionsiques, l'intelligence artificielle, l'optique, les simulateurs, l'acoustique sous-marine, la surveillance spatiale ou la « furtivité ».

A Lisbonne, les experts ont considéré que cette coopération européenne pouvait, dès 1990, porter sur des recherches estimées, au total, à 845 millions de francs. Pour sa part, la France est disposée, selon M. Yves Siliard, délégué général pour l'armement, à réserver le quart de ses crédits disponibles dans ces domaines.

Un déficit de 6,63 milliards de francs le mois dernier

La rechute du commerce extérieur s'est confirmée en mai

Les espoirs nés des bons résultats de février et mars semblaient décevants bien vite. La rechute du commerce extérieur en avril a brutalement été amplifiée par les résultats de mai publiés jeudi 29 juin : un déficit de 6,63 milliards de francs contre 3,69 milliards un mois auparavant. Les chiffres de mai, les plus mauvais depuis août 1988, ont, un court moment, été accueillis par un effacement du franc sur le marché des changes et une baisse de 1,37 % en fin de matinée à la bourse de Paris. Mais, plus que cette réaction épidermique, c'est la dégradation générale des échanges qui retient l'attention.

La déconvenue est totale. Sur un mois, avec une hausse de 1,9 % des importations et une baisse de 1,1 % des exportations. Sur les cinq premiers mois de l'année avec un déficit cumulé de 14,28 milliards contre 8,5 milliards durant la période correspondante de 1988. Les raisons même de cette détérioration ne manquent d'inquiéter le gouvernement et de renforcer les arguments de ceux qui préconisent pour l'ensemble de 1989 un doublement du déficit de 1988. L'assourdissement des exportations est général et les rares éléments positifs contenus

dans les statistiques douanières sont dus à une baisse plus rapide des importations.

Ce phénomène est particulièrement sensible pour les biens d'équipement professionnels dont le déficit, de 2,9 milliards de francs, recouvre une baisse des exportations pour le troisième mois consécutif alors que les importations se maintiennent à un niveau élevé. Il est encore plus net pour l'électronique et l'électroménager grand public avec un recul de 7 % des exportations. Le solde industriel se dégrade ainsi un peu plus avec un déficit de 6,6 milliards de francs contre 5,4 milliards en avril. Un résultat d'autant plus décevant que les ventes d'Airbus ont été équivalentes durant ces deux mois avec huit appareils dont la valeur globale est malgré tout de 2,2 milliards de francs en mai contre 2,6 milliards le mois précédent.

Devenu un traditionnel point noir du commerce extérieur, le déficit industriel n'a pu, comme les mois précédents, être compensé par les excédents agricoles. Les ventes de 3,7 milliards de francs contre 4,8 milliards en avril. On retrouve ainsi des niveaux d'excédents plus comparables avec la moyenne mensuelle de 1988, de 3,3 milliards de dollars. Certes, l'alourdissement de la note pétrolière due partiellement au renchérissement des cours, n'a rien arrangé. Le déficit énergétique se creuse à 7,7 milliards de francs en mai contre 7,3 milliards en avril. Mais la tendance paraît désormais fondamentalement inquiétante.

F. Cr.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 juin

Accélération de la baisse

Après trois séances consécutives de légère baisse, le mouvement s'est brutalement amplifié jeudi matin. A l'issue du recul de 1,37 % de l'indice de l'aggrégat du déficit commercial français qui a atteint 6,63 milliards de francs en mai. Parmi les baisses on notait le Comptoir des entrepreneurs (- 6,9 %), Béghin-Say (- 5,3 %) et Alcatel (- 5,2 %). En hausse figuraient la Compagnie parisienne de réassurance (+ 1,6 %), UFB (+ 1,6 %) et Locabail (+ 1 %).

Le numéro du « Monde » daté 29 juin 1989 a été tiré à 537 596 exemplaires

Sur le vif

Relaxe !

Aller, les filles, cessez de vous tourmenter, de feuilleter fébrilement les magazines et de téléphoner aux copines pour savoir quelle huile solaire emporter sur les plages de vos vacances. Pas la peine de vous casser le tête, le cancer de la peau, un beau soleil, il n'y a pas que le sida et l'en a surtout après nous. Les naines, vous l'avez déjà, il n'est plus d'un quart de siècle à se développer et si, gamine, vous avez chopé le moindre coup de soleil sur la dos ou sur le nez — Lucette, mets ton chapeau ! — Vous êtes ce qu'on appelle un sujet à haut risque. Classement toutes, quoi !

Non, non, je blague pas. C'est marqué dans 80 millions de consommateurs, une revue super sérieuse. Ils ont mis sur le grill un tas de laits, de crèmes et de machines. Ils les ont testés, comparés, analysés, pesés. Leurs conclusions ? Pas la peine que je me fatigue à vous les donner. Comme ils veulent venir passer, le sont pour le même produit : « appréciables globalement bonnes. Protection solaire très faible. Comprenez qui pourra !

Mais bon, ils ont le mérite de poser le problème : sachant que vous possédez une surface cor-

porée de 20 000 centimètres carrés de peau, que vous devez appliquer 1,5 mg de crème ou centimètre carré, inspirativement renouvelé toutes les vingt minutes et qu'un kilo d'écran total, pas total ou peu total coûte de 130 à 2 000 F, combien aurez-vous dépensé pour vous garantir la tronche et le resté, sans compter les fesses ?

Résumez vos calculs, j'ai écrit le résumé. La réponse, la voici : 180 balles de l'heure pour une bronzette haut de gamme. Si c'est pas dans vos moyens, vous avez deux solutions. Vous pliquez à l'ombre ou prenez une bête de soleil en tenue de plongée. Oubliez pas le masque rapport aux idées et aux taches. Le vieillissement ça vous attire encore plus sûrement que le cancer. Les pelains, vous pouvez vous en passer pour rager, pas pour macher sur le sable rapport aux piqûres de sauterie. Pas la peine de couper aux UVA si c'est pour attraper des UVB.

Munis de ces précieux conseils, partez sereins et goûtez sans arrière-pensées aux joies ravagées et saines des mois de l'été, les fameux quatre S : soleil, sexe, soleil et... suicide !

CLAUDE SARRAUTE.

L'extension et la modernisation des imprimeries

« Libération » et « la Tribune » seront imprimées par Riccobono

Deux nouveaux sites d'impression, l'un destiné à des quotidiens (Riccobono) et l'autre aux magazines (Jean Didier) vont se développer dans les jours à venir.

Le premier, situé à Saint-Denis, est constitué par l'association de l'imprimeur Bernard Riccobono, qui fabriquait l'ancien *Matin de Paris* et imprime le *Quotidien de Paris*, l'*Humanité*, le *Canard enchaîné*, etc., avec le groupe Expansion et *Libération*. Le groupe de M. Jean-Louis Servan-Schreiber et *Libération* s'y associeront à hauteur de 17,5 % chacun. Ce qui représente entre quinze et vingt millions de francs. Cette prise de participation devra recevoir, en septembre, l'aval des actionnaires de *Libération* et particulièrement de la Société des rédacteurs.

Le quotidien de M. Serge July, après avoir décliné la proposition d'être imprimé par la nouvelle imprimerie d'Ivry (le *Monde* associé à Hachette et au *Parisien*), avait ces six derniers mois rencontré plusieurs autres fabricants potentiels (Riccobono, mais aussi les représentants du projet de l'imprimerie de la presse-Société nouvelle (IPSN) et de M. Robert Maxwell).

En décembre dernier, sous l'égide des pouvoirs publics, un projet d'association entre Riccobono et IPSN avait été évoqué, qui a finalement été repoussé.

Libération a donc finalement choisi Riccobono. Celui-ci a procédé à l'achat de trois nouvelles rotatives Rockwell qui permettront chacune de tirer 50 000 exemplaires par heure et qui seront dotées de la couleur. « Outre la couleur, à laquelle tous les quotidiens viendront comme c'est le cas du *New York Times* qui en sera équipé dans les dix-huit mois, ces rotatives ont l'avantage de la souplesse, note M. Jean-Louis Servan-Schreiber, directeur général de *Libération*. Riccobono présente aussi l'intérêt de posséder des centres d'impression par jac-

similé en province. Nous sommes intéressés aussi au projet d'ITPSN, comme l'est par exemple, la Tribune ou l'Argus de l'automobile, nous n'avons pas nous sommes jamais engagés formellement à lui confier notre impression. Nous avons toujours indiqué que nous consultions plusieurs candidats ».

Pour sa part, l'éditeur Jean Didier a annoncé la mise en service, en juillet, dans son site de Mary-sur-Marne (Seine-et-Marne), de la première des huit rotatives japonaises Komori qui équipent l'unité de périodiques la plus moderne et la plus robotisée d'Europe. L'usine sera aussi équipée de trois presses hélio et d'un atelier de façonnage. Ce nouvel équipement va lui permettre d'augmenter ses capacités de production de 300 000 tonnes papier imprimé à 500 000 et de réduire les délais de fabrication d'une vingtaine d'heures, ce qui constitue un gain de temps appréciable pour les magazines comme *Paris-Match*, le *Figaro Magazine*, l'*Événement du jeudi*, etc. qui fabriquent l'imprimerie Jean Didier. L'investissement global de la nouvelle unité est de 1,4 milliard de francs, financé par une vingtaine de banques menées par la Société générale.

Y.-M. L.

ARNYS



SOLDE

COLLECTION
PRINTEMPS-ÉTÉ

ARNYS 14, rue de Sèvres-VIP. Tél. : 45.48.76.99


CE MOIS-CI DANS SCIENCES A VENIR

LE TEMPS EST-IL DETRAQUE ?

PLAGES

ATTENTION AU SABLE

HOMMES DAMES



La tradition anglaise du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet

SOLDES

A B C D E F G